



L'Algérie bientôt aux urnes

RENDEZ-VOUS est enfin pris entre le pouvoir et quelques millions d'Algériens. Réclamés à cor et à cri par les partis d'opposition, les élections législatives anticipées - les premières élections pluripartites depuis l'indépendance du pays - auront donc lieu le 27 juin, vient d'annoncer le président Chadli, qui veut voir un « test pour l'avenir de la démocratie ».

Le chef de l'Etat a exprimé sa volonté d'élargir et d'approfondir le processus démocratique. Il a invité - ce qui n'était pas un luxe - les mouvements d'opposition, impatients d'en découdre avec le FLN, qui, depuis 1962, tient les leviers de commande, à « répudier toute forme de violence et d'intolérance ». L'Algérie a besoin de sortir de l'« enlèvement », a reconnu M. Abdelhamid Mehri, le secrétaire général de l'ex-parti unique.

CERTES, comme M. Mehri l'a jugé utile de le préciser, le FLN est prêt à renoncer au pouvoir par la voie démocratique, mais il se prépare aussi à l'assumer encore. Et, pour gagner la partie, il a pris - ce qui est de bonne guerre - toutes les précautions nécessaires. Le scrutin uninominal à deux tours qui favorisait les alliances de circonstance, notamment contre les islamistes, comme le redécoupage des circonscriptions électorales qui privilégiaient les zones rurales, moins ouvertes au débat politique, sont autant de garanties contre l'écroulement.

Huit partis d'opposition ont dénoncé, sans succès, ces « trépassages électoraux » et même menacé d'appeler à une grève générale si le chef de l'Etat ne renonçait pas à ses projets. Tout aussi violente a été la réaction du Front islamique du salut (FIS), qui avait, en vain, menacé les députés de les accuser de « haute trahison » s'ils votaient les amendements à la loi électorale, introduits pour sauver un régime qui, selon lui, en est plus crédible.

YAT-IL « péril vert » en la dernière algérienne ? Il est vrai que la FIS met, en ce moment, les bouchées doubles pour attirer les bonnes grâces des électeurs. Ainsi, en cette période du ramadan pendant laquelle les étiquettes ont une fâcheuse tendance à valser, ne vient-il pas d'inaugurer des « souks islamiques » pour casser les prix ? Mais, il n'est pas certain, en revanche, que les tentatives de certains « barbus » pour s'opposer aux soirées récréatives, comme les réceptions faites sur le financement du mouvement par l'Arabie saoudite, soient de nature à lui valoir les faveurs d'un large public.

Le pouvoir, qui, ces derniers mois, a eu l'air de se liquéfier, tente, aujourd'hui, de se ressaisir. Le premier ministre en appelle à « l'union des patriotes » pour « neutraliser toutes les formes d'extrémisme ». De son côté, le ministre de l'intérieur reproche aux partis d'opposition d'aider les islamistes à imposer une « solution à la chienne » et se dit convaincu qu'un « crime très grave se prépare contre la démocratie ». Quant à la « grande muette », elle vient aussi de faire entendre sa voix. Dans les colonnes de la revue « El-Djihad », elle fustige, avec une rare violence, les intégristes, accusés de participer à une « vaste conspiration visant la dislocation du monde musulman ». En cas de coup dur, l'armée aurait-elle donc le dernier mot ?

Le Conseil de sécurité met fin à la guerre du Golfe

Les Nations unies privent l'Irak de toute capacité d'agression

La guerre du Golfe est officiellement terminée : en adoptant une résolution qui prive l'Irak de toute capacité d'agression, le 3 avril, le Conseil de sécurité a mis la dernière main à un cessez-le-feu définitif. Ce texte impose notamment à Bagdad la destruction de ses armements non conventionnels et de ses fusées à moyenne et longue portée. Il ne dit pas un mot du massacre des insurgés kurdes et chiites par Bagdad, dont le Conseil pourrait se saisir à la demande de la France, dans les prochaines heures.

Bagdad a annoncé la chute de Soulaymaniah, dernière ville tenue par les insurgés kurdes. Notre envoyé spécial, privé de moyens de transmission pendant plusieurs jours, pour le récit du soulèvement.

Le panache des combattants kurdes

IRBIL (Kurdistan d'Irak)

de notre envoyé spécial
La contre-offensive de l'armée irakienne contre le Kurdistan, « libéré » trois semaines auparavant, avait débuté mercredi 27 mars. Le lendemain, dans la soirée, Kirkouk tombait, au moins partiellement. Etre temps, les soldats irakiens avaient réussi à enlever une localité à quelque 25 kilomètres au nord-ouest de Kirkouk, Altunkupri, sur la route d'Irbil, capitale de la région « autonome » du Kurdistan. Ils bloquaient ainsi l'éventuel envoi de renforts kurdes depuis cette dernière ville

sur laquelle ils faisaient peser, par la même occasion, une sérieuse menace.

Une première fois, les partisans kurdes avaient échoué dans leur tentative pour reprendre Altunkupri. Au matin du 29 mars pourtant, Kosrat, responsable militaire kurde de la région, se montrait confiant. Pour chasser les irakiens, il attendait des renforts, limités toutefois car, indiquait un proche de Kosrat, « nous n'avons pas assez pour nourrir des renforts trop importants ».

C'est à partir de 14 h 30 que la route rectiligne traversant la plaine agricole commença à s'animer. En fait de transports de

troupes, les Kurdes disposent d'un très large éventail. Tout ce qui roule sert à amener des pesh-mergas (combattants) sur le champ de bataille : des camions, des camionnettes, des bus, des voitures particulières - et même des taxis - déversent leur lot de partisans en habit traditionnel. Tout au long de l'après-midi, des renforts sont acheminés ainsi d'Irbil à la « mobilisation » bet son plein.

YVES HELLER

Lire la suite page 5
ainsi que les articles de
AFSANE BASSIR POUR
JAN KRAUZE
et FRANÇOISE CHIPAUX
pages 4 et 5

L'avant-projet de schéma directeur

L'Ile-de-France développera ses villes moyennes

L'avant-projet de schéma directeur, qui dessinera l'Ile-de-France dans vingt-cinq ans, a été présenté, jeudi matin 4 avril, par le préfet de la région, M. Christian Sautter. Pour donner aux 12,3 millions d'habitants que comptera la région parisienne des conditions de « vie harmonieuse », le document prévoit d'urbaniser en priorité la petite couronne, de développer les cinq villes nouvelles, ainsi que les villes moyennes appelées à jouer un rôle de « trait d'union » avec les régions voisines.

M. Michel Rocard a adressé, mercredi 3 avril, une lettre au préfet de la région Ile-de-France, M. Christian Sautter, pour lui donner ses directives à propos de la préparation du nouveau schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de la région. Le premier ministre, qui avait lui-même ouvert, en juillet 1989, ce « grand chantier » destiné à réviser un document datant de 1965, insiste sur la nécessité d'engager une phase de concertation « particulièrement intense » et de veiller à « une participation active » de la collectivité régionale.

Les avis critiques et projets de la région et les départements, souligne-t-il, « doivent être examinés avec le plus grand soin ».

M. Rocard estime que le nouveau schéma directeur devra être plus contraignant que l'ancien (toujours en vigueur après un toilettage en 1976), lorsque les équilibres régionaux seront en jeu, « notamment pour la répartition de l'habitat et de l'emploi » ou pour « la protection des zones naturelles ». Mais il sera plus souple sur l'aménagement local « qui est l'affaire des schémas directeurs locaux et des plans d'occupation des sols (POS) des communes ».

CHARLES VIAL

Lire la suite page 10

Graham Greene, un Anglais peu tranquille

Mort à quatre-vingt-six ans, l'auteur de « la Puissance et la Gloire » a toujours été l'homme du « bord vertigineux des choses »

L'écrivain anglais Graham Greene est mort mercredi 3 avril à Vevey en Suisse (nos dernières éditions du 4 avril). Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

par Marie-Françoise Allain

Graham Greene ne mourra pas. Il était déjà entré, dès 1940, et comme « par effraction », dans le « royaume de la Grâce ». François Mauriac, préfacant ainsi la « Puissance et la Gloire », s'adressait bien sûr à l'écrivain converti au catholicisme - étiquette que Graham Greene a d'ailleurs toujours détestée.

Il s'adressait à l'homme qui, déjà, voulait « parler pour les victimes », les ratés, les misérables que nous sommes tous - mais en

l'occurrence le prêtre ivrogne, fornicateur, si modestement héroïque de ce roman. Mauriac ne savait pas que la vie de Graham Greene et son œuvre allaient constituer une série d'« effractions » au sens le plus noble du terme. Car, de voyages en reportages, des zones mortelles de la politique aux zones troubles de l'âme, de l'univers de romans dits policiers ou d'es-

pionnage aux œuvres sombres et pleines telles la « saison des pluies », le « Fond du problème », le « Focleur humain », Graham Greene a toujours été l'homme du « bord vertigineux des choses ». Celui où la foi vacille, où les agents secrets deviennent doubles, où l'amour se transforme subrepticement en sadisme, mais où aussi tout peut arriver.

Lire la suite page 21




Maghrébin de Santrouville apprenant un matin d'avril que le congrès du PS ne sera peut-être pas avancé, contrairement à ce qui était prévu.

PS : M. Fabius hostile à un congrès anticipé

M. Fabius s'est vivement opposé, mercredi 3 avril, à l'idée d'un congrès anticipé du Parti socialiste, souhaité par M. Mauroy, afin d'adopter le nouveau « projet » du parti et de résoudre les problèmes internes avant les élections régionales et cantonales de mars 1992.

Lire page 38 l'article de PATRICK JARREAU

LACAN



LE SÉMINAIRE

Livre VIII : Le transfert. 190 F
Livre XVII : L'envers de la psychanalyse. 190 F
Texte établi par Jacques-Alain Miller.
Collection Champ Freudien dirigée par Jacques-Alain et Juliette Miller.

Editions du Seuil

LIVRES & DÈS	
■ Le feu de Titien. ■ Démocratie ou barbarie, selon Alvin Toffler. ■ Le défi de Philippe Djien. ■ Fécondes facettes de l'orientalisme. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : Patrick Modiano, pionnier de Paris. ■ Histoires littéraires par François Bott : Gustave et ses « Bichons ». ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : Vu de l'enfer.	pages 15 à 26

René Bousquet inculpé
L'ancien secrétaire général à la police de Vichy sera poursuivi pour crimes contre l'humanité. page 9

Les tensions en URSS
Les autorités acceptent de doubler la salaire des mineurs en grève. page 6

Vote en faveur du « peuple corse »
Dans le projet de statut de l'île, les députés ont rétabli cette action contestée. page 8

Reconstruire sur les ruines de l'ex-RDA
Précipité pour des raisons politiques, l'union monétaire a'avère plus difficile à réaliser que prévu. Dans les cinq Länder de l'ex-RDA, la situation est catastrophique. Bonn veut à la fois reconstruire les infrastructures et accélérer les privatisations. La reconstruction prendra beaucoup plus de temps. pages 31 à 33

Lire aussi l'article d'HENRI DE BRESSON page 27

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 466 F CFA ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 85 p ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

صكنا في الالحل

50 من الاجل

DÉBATS

Guerre et médias

Le temps de la suspicion

par Etienne Mougeotte

VOICI donc venu le temps de la suspicion légitime pour les journalistes. Avant même la fin de la guerre du Golfe, une victime imprévue est tombée sous les coups conjugués des Scud et des Patriot : la crédibilité des médias.

La majorité des journalistes ayant, selon un sondage « hyperexpress », décidé de plaider coupable, l'armée immense des contempteurs des médias : hommes politiques, dignitaires d'Eglises, leaders d'opinion, etc., a donc décidé d'ouvrir un procès en sorcellerie contre le diable médiatique. Quelles sont les pièces essentielles de l'accusation ? On peut en trouver quatre qui parfois se contredisent, mais toujours reviennent et méritent une réponse point par point.

Premier chef d'accusation : les médias sont manipulés. C'est une situation rencontrée souvent par le passé et vérifiée cette fois encore, « la première victime de la guerre c'est la vérité ». Il y a pour tout belligérant un devoir de désinformation ; dès lors toutes les sources sont suspectes.

Avant même de répondre à cette première accusation, encore convient-il d'admettre que l'erreur nous guette sans cesse, que l'impression est inévitable et que la répi-

dité de l'information multiplie les risques. La mystification de Timisoara a bel et bien existé, même si plus tard, trop tard, elle a pu être démasquée. Mais à utiliser la bavure pour condamner la thérapie, on fait œuvre de charlatan.

Commençons donc par la manipulation des sources. Qui pourrait oser qu'un porte-parole militaire préfère mettre en avant les objectifs atteints que ceux ratés, les pertes de l'ennemi plutôt que les siennes, et faire passer ses succès avant les erreurs de l'adversaire ? C'est bico la raison pour laquelle les communiqués ou communications officielles sont pris avec précaution et prudence, les sources toujours citées, et les informations mises en question lorsqu'elles sortent du cadre du vraisemblable.

Alors, dira-t-on, pourquoi durant trente-six heures les médias occidentaux, tous confondus, ont-ils laissé croire à une guerre éclair ? Probablement parce que les porte-parole alliés ont distillé une euphorie elle-même amplifiée par le chœur médiatique.

Mais là n'est pas l'essentiel, car s'il est tout à fait regrettable que durant quelques heures les journa-

listes et les opinions publiques aient pu croire à un remake de la guerre de six jours, l'important est que la vérité ait été très rapidement rétablie. Le bon fonctionnement d'un système d'informations ne se mesure pas à la diffusion d'information erronée ou imprécise ; il est validé lorsqu'une erreur est réparée rapidement et complètement.

L'erreur commise par la totalité des médias sur les conséquences de la première journée de la guerre a été corrigée dès les jours suivants, et ajoutera-t-elle sans goût immodéré du paradoxe, elle a permis de rappeler aux informateurs combien les sources militaires officielles sont sujettes à caution en temps de guerre. Avec le recul ou s'écartera d'ailleurs que les alliés avaient quelque raison de prouver après vingt-quatre heures de combats puisqu'ils avaient pris le contrôle total du ciel et détruit les systèmes de communication de l'ennemi.

Mais enfin qu'on cesse de barguigner, il n'y a pas eu de manipulation subite ou acceptée par les journalistes français qui couvrent la guerre sur le terrain, et il y a eu au niveau des échelons centraux des rédactions une volonté d'approcher au plus près la vérité avec toutes les difficultés inhérentes à ce type de situation.

Information spectacle

Deuxième chef d'accusation : la « spectacularisation » de l'information. Sont ici particulièrement visés les télévisions pour qui tout serait devenu spectacle, l'information tout autant que le divertissement. Dès lors, le jeu en scène, l'effort à l'émotion, le ressort de l'affect compteraient bien davantage que le fait, l'explication rationnelle, la mise en perspective. Cette faiblesse intrinsèque à l'information télévisuelle serait encore renforcée par le direct. Non seulement il n'y a plus ni le moyen ni le temps de vérifier l'information, mais l'immédiateté entre le fait et sa relation pèse sur la suite des événements. On trouve là une partie du procès fait à CNN. Pour un peu on ferait de M. Ted Turner, son patron, le véritable président des Etats-Unis.

Personne ne contestera qu'un conflit militaire déclenche dans l'opinion des attitudes plus émotionnelles que rationnelles, plus affectives que raisonnées. Et par conséquent la spectacularisation de l'information menace, d'autant que la télévision a beaucoup travaillé en direct, spécialement dans les premiers jours.

On en revient toujours à la question fondamentale, qu'y a-t-il de plus « spectaculaire » : mener une guerre électronique en étant capable de faire intercepter un Scud par un Patriot, ou frapper le centre d'une cheminée d'usine au cœur de Bagdad, ou bien en se contentant de dire avec ou sans image ?

Il est vrai que la télévision est spectacle et que la restitution d'une guerre lointaine dans une petite lucarne à domicile par où passent toutes sortes d'autres spectacles crée l'ambiguïté. Mais passée l'émotion légitime du direct, l'explication, le commentaire, le contrechamp visent pour aider à décoder. Ou alors si on veut gamifier tout élément de spectacle dans l'information télévisuelle, il faut interdire l'information à la télévision. Ce qui est le contraire de ce que l'on veut faire, c'est pas le signe d'une démocratie avancée.

Mieux vaut donc savoir que la télévision fonctionne d'abord par l'émotion et que le rôle du présentateur qui a été le moteur de l'émotion est de donner la parole aux commentateurs et aux experts pour expliquer et recadrer. C'est le seul moyen de « déspectaculariser » l'information.

Café du commerce

Troisième chef d'accusation - il recoupe le premier : après cinq semaines d'opérations, les médias auraient disposé de très peu d'information sans que cela les empêche de « tirer à la ligne ».

Au café du commerce médiatique les plus prolifiques ont été les télex édités en retrait qui ont prêté l'aide de cartes et de croquis des offensives qui tardaient à venir, ou se perdaient dans les sables. Voilà donc de sympathiques généraux dans le vif des opérations de la presse. N'était la gravité du sujet, on aurait du mal à ne pas sourire. Car enfin, qui mieux qu'un général d'aviation ou un ancien chef d'état-major est capable de commenter une offensive ou d'anticiper une stratégie ? Ou alors, il faudrait interdire aux médecins de parler du cancer, aux avocats de commenter une décision de justice et à l'Etat d'être de parler de football.

En filigrane derrière ces reproches adressés aux généraux médiatiques se profile une idée pernicieuse selon laquelle l'explication ne saurait trou-

ver sa place à la télévision. Celle-ci, selon cette conception réductrice, devrait se contenter de « montrer » en laissant à la presse le soin de « démontrer ». Or il se trouve qu'une nouvelle hiérarchie des médias s'est imposée depuis que la télévision a investi le centre du dispositif.

Autrefois, il y a une quarantaine d'années, l'information était dévolue par les quotidiens. Puis est venue le radio, et notamment Europe 1 durant la guerre d'Algérie, qui a provoqué une substitution : à la radio l'annonce, à la presse le commentaire ; la radio à son tour s'efforçant tout à la fois d'annoncer et de commenter.

Aujourd'hui la télévision prétend couvrir tout le champ de la communication : elle annonce, elle commente, elle explique. L'heure est donc venue pour les autres médias de se repositionner par rapport à l'effet global de la télévision. La radio trouve naturellement sa place dans les interstices laissés libres par la télévision : la voiture, le bureau, l'atelier, la salle de bains, etc. Quant à la presse écrite, ayant perdu son monopole de l'effet d'annonce, elle trouve son espace vital dans le commentaire et l'explication ; elle va au-delà en profitant des avantages de la lecture sur la parole et sur l'image. Il apparaît que, dans cette guerre, les quotidiens, grâce à leur souplesse, ont parfaitement tenu ce rôle complémentaire de la télévision.

Le chambardement de la hiérarchie des médias est justifié donc par les réflexes corporatistes d'une partie de la presse écrite criant haro sur la télévision. La presse écrite a le besoin de son rôle d'annonceur, elle a besoin de son rôle d'explication, elle a besoin de son rôle d'annonceur. Qu'on regarde pour s'en convaincre du côté des Etats-Unis.

Saturation

Quatrième chef d'accusation - il contredit le précédent : le bombardement de communication auquel ont été soumises les populations occidentales serait le contraire de l'information. C'est un postulat désormais accepté que « plus on communique moins on informe », trop d'informations tuent l'information. Et voilà pourquoi votre fille est muette ou plutôt nos esprits embrouillés !

On pourrait à la rigueur soutenir qu'un téléspectateur qui regarderait en permanence CNN arriverait à une sorte de sévère d'information. Le malheur est qu'il ne s'agit pas d'informations au point d'information, mais d'informations au point d'information, perdu tout esprit critique et toute capacité de compréhension ? Comment ceux qui aujourd'hui feignent de mettre au jour la manipulation par l'absence d'information peuvent-ils lire les mêmes qui dénonçaient hier le totalitarisme par le contrôle et l'absence d'information ?

La volonté de garantir aujourd'hui le citoyen contre le trop-plein d'information ressemble étrangement au désir rousseauiste de protéger les jeunes filles contre les « dangers » de l'instruction.

Le paradoxe est toujours plaisant, il convient néanmoins de ne pas en être dupe. Nos médiaphobes méprisent singulièrement leurs semblables pour les croire témoins par le bombardement des images, des écrits et des sons. Notre société serait-elle néanmoins malade d'une consommation excessive de médias ? La question mérite d'être posée, plus encore depuis que la télévision a pris une place préminente.

Mais ouvrir le débat sur un sujet aussi sérieux oblige à un minimum de rigueur, et ceux qui dénoncent sans preuve une manipulation fictive de l'information sont les plus mal placés pour jouer les docteurs en déontologie. La meilleure et seule garantie pour les citoyens face aux médias est d'exercer leur esprit critique. Dieu merci, les Français n'en manquent pas !

► Etienne Mougeotte est vice-président de TFI.

BIBLIOGRAPHIE

Journalisme ou show-biz ?

INFORMATION, MANIPULATION
par Alain Woodrow.
Editions du Félin,
204 pages, 98 F.

Le journalisme est-il, oui ou non, au service de la connaissance ou du divertissement ? La liberté de la presse garantit-elle toujours, comme le pensait Thomas Jefferson, la pérennité de l'équilibre démocratique ou s'est-elle progressivement éoumée aux lois mercantiles du show-biz ? La question n'est pas tout à fait anodine. Un malaise diffus - et plus grave qu'on ne le dit - règne désormais sur l'information. (Sur la « communication », comme on dit maintenant pour céder à un glissement sémantique lui-même révélateur.) Un malaise que, mois après mois, les divers rebonds de l'actualité paraissent aggraver.

Etrange symptôme. Depuis deux ou trois ans, chaque événement d'importance laisse automatiquement derrière lui, comme une ombre portée dans l'esprit du citoyen, le sentiment vague d'avoir été floué par une « médiatisation » mensongère. La rage confuse d'avoir été manipulé par un « spectacle » distrayant, mais sans rigueur ni vrai contenu. De Timisoara à Carpentras, de Tiananmen à Koweït-Ville, autant d'affaires considérables, vécues dans le tumulte émotif des « directs » télévisés avant d'être rangées, reculé et sang-froid revenu, dans la catégorie des « manipulations » médiatiques. Le phénomène est trop constant, trop répété pour qu'on ne s'interroge pas sur le mal profond dont il témoigne. C'est ce qu'entreprend de faire Alain Woodrow dans un petit essai clair et épaté particulièrement bien venu.

Un procès rituel

Chaque périple nationale ou internationale, rappelle-t-il, laisse maintenant chacun d'entre nous aux prises avec cette même amertume où ni le raison ni l'intelligence ne trouvent leur compte. Aujourd'hui sont déjà annoncés un peu partout des dossiers et des livres recensant les « mensonges » de la guerre du Golfe.

Immédiatement après l'événement d'œuvre ainsi, une fois encore, un procès rituel : celui des médias - la télévision notamment - qui en ont rendu compte. Ce procès s'appuie sur des sondages d'opinion de plus en plus désastreux. Tous soulignent une perte de crédibilité assez effrayante des journalistes. Le fossé semble bien se creuser entre le citoyen et ceux qui l'informent, et cela au moment même où les progrès de la liberté à l'Est nous montrent à quel point l'information libre est constitutive de la démocratie.

Dans les revues les plus prestigieuses (le Débat,

Esprit...), de gros dossiers ont été publiés en 1990 où l'on s'interroge sur le « malaise des médias ». Ce n'est pas si courant et ce n'est pas un hasard. Que se passe-t-il donc sur le « front » de l'information ? Woodrow recense les dérives, repère les désastres déontologiques, interroge les principaux intéressés, cite les textes. C'est dans la contamination des médias par la télévision - notamment depuis la privatisation de TF1 - qu'il voit la principale et la plus dangereuse dérive.

Penchant racoleur

Entre la dure loi de l'Audimat qui privilégie la mise en scène, le divertissement, l'émotion et l'exigence plus austère d'une information rigoureuse existe une manière d'incompatibilité ontologique. Robinet à images, vidéo-clip permanent et mystificateur, Barnum Circus ramenant sans cesse son public à son de trompe, le télévision introduit, qu'elle le veuille ou non, en matière d'information « le mensonge du spectacle et le spectacle du mensonge ».

Et les autres médias céderaient peu à peu à ce penchant racoleur que dénonçait Hubert Beauvillier, et, avant lui, Charles Péguy, « Les médias, écrit Woodrow, pratiquent un système s'auto-alimentant et se mord la queue : les journaux télévisés de 20 heures s'inspirent de la presse du soir et les quotidiens du lendemain développent l'actualité télévisée de la veille ».

La travail critique entrepris par Woodrow sur le télévisionnisme est plus convaincant que certains pildoyers pro domo essayés naguère - vis à revendiquer, pour la presse écrite un statut à part, un rôle de contre-poids fondamental. (A condition qu'elle ne cède pas, à son tour, à la même fascination.)

C'est sans doute sur ce point qu'on pourrait reprocher à l'auteur une relative mansuétude pour sa propre « boutique ». Car la presse écrite n'est-elle pas exposée, elle aussi, à des dérives comparables ? Le goût du spectacle et du sensationnel, la répétition paresseuse, la tentation de la connivence « politico-médiatique », pour reprendre une expression assez malheureuse de François Mitterrand, la confusion entre information et commentaire, le « recollage marketing », l'outil d'une déontologie déontologie, etc.

Autant de tentations que la presse écrite, lorsqu'elle y cède, ne saurait imputer à la seule influence du « système télévision ». Si le malaise des médias est si troublant, c'est qu'il est général. Et si une réflexion approfondie sur le journalisme et l'argent, le rôle de la presse et la démocratie s'impose, c'est à l'ensemble de la profession. Mais elle est urgente.

Jean-Claude GUILLERAUD

TRAIT LIBRE



1891-1991

un numéro exceptionnel

Arthur Rimbaud

GLOBE

d'avril

fnac

la librairie RIMBAUD

SKYRÖCK

ÉTRANGER

L'adoption aux Nations unies d'un texte sur le cessez-le-feu définitif

La guerre du Golfe est formellement terminée

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance

C'est une mauvaise résolution, mais il faut savoir que les pilules amères... L'ambassadeur irakien n'avait pas encore officiellement accepté la résolution 687 adoptée, un moment auparavant, mercredi 3 avril, par le Conseil de sécurité des Nations unies, mais déjà il laissait entendre aux journalistes que son pays n'était pas en position de rejeter quoi que ce soit : une fois l'accord de Bagdad donné, la guerre du Golfe sera donc bel et bien finie.

Cette résolution 687 longue et complexe, adoptée par douze voix favorables, une voix contre (Cuba), le Yémen et l'Équateur s'abstenant, impose des mesures draconiennes à Bagdad, lui demandant, entre autres, l'élimination de toutes ses armes de destruction massive. Cette résolution

ne prévoit aucune mesure concernant la protection des rebelles irakiens et la répression menée par les forces armées de M. Saddam Hussein. Pour l'Irak, le premier effet de la résolution sera la levée immédiate de l'embargo sur la nourriture et les médicaments. Les restrictions sur les biens essentiels pour les civils seront allégées.

L'ambassadeur américain, M. Thomas Pickens, a souligné l'importance de cette résolution qui «répond aux espoirs placés par l'humanité dans les Nations unies». Selon le représentant américain, la résolution 687 est «dure mais juste». Le représentant soviétique, M. Yuli Vorontsov, s'est également félicité de la teneur de ce texte. Il l'a qualifié de «nouveau pas» dans la poursuite de la résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de 1978, qui demandait à l'Irak de respecter les droits de l'homme et de garantir la sécurité des frontières.

Cette quarante-neuvième résolution adoptée par l'ONU à l'encontre de l'Irak n'a pas démenté les tristes nouvelles : le leadership irakien reste entier. Seuls, les Irakiens ont critiqué la résolution, en déclarant que le Conseil de sécurité était devenu une «branche du département d'État». Qualifiant la

résolution de «scandaleuse», l'ambassadeur d'Irak, M. Abdul Amir Al-Anbari, a affirmé que 380 000 tonnes d'explosifs ont été largués sur l'Irak, «ce qui dépasse la puissance de sept bombes atomiques». Tenant pleinement responsables de la dévastation de son pays les Américains et leurs partenaires, «qui ont largement dépassé le

mandat de l'ONU», l'ambassadeur d'Irak se réserve, a-t-il dit, le droit d'exiger des réparations.

Pour le représentant français à l'ONU, l'interdiction faite à l'Irak de posséder des armes de destruction massive «s'inscrit dans une perspective de désarmement régional». M. Jean-Marie de la Sablière a ajouté : «La por-

tée globale ou régionale de notre objectif ressort nettement de la résolution et reflète la position de la France sur ce point essentiel». Concernant «la situation dramatique», des populations civiles en Irak, M. de la Sablière a été le seul membre du Conseil à parler du cas des Kurdes en Irak : «Les habitants d'origine kurde sont, une nouvelle fois, dans une situation dramatique, ajoutant : «La France considère que le Conseil a le devoir de se prononcer sur cette situation».

souscrire à ce texte sur la situation de l'ensemble de la population civile irakienne, en ce qui se limitait pas aux Kurdes. Washington, indiquait également, compte de son opinion publique, tenir compte du président George Bush, qui avait invité à se soulever contre Saddam Hussein. Les Américains font toutefois remarquer que, parmi les cinq membres permanents, la Chine - en raison de ses nombreuses nationalités - ne veut pas créer un précédent qui pourrait leur être appliqué. Parmi les autres membres du Conseil, la plupart des pays du tiers-monde ont aussi des problèmes similaires à celui des Kurdes et voient le projet français d'un très mauvais œil. Dans ces conditions, un texte adopté à l'unanimité ne serait pas la plus grande hypothèse de travail la plus vraisemblable. Les Américains ajoutent enfin que l'Irak peut jouer de la levée conditionnelle des sanctions contre l'Irak pour tenter d'influencer la conduite intérieure de Bagdad vis-à-vis des Kurdes et des chiites.

Selon M. Frans Van Daele, le représentant adjoint de la Belgique qui présente le Conseil de sécurité pour le mois d'avril, les consultations de l'ensemble des membres du Conseil sur ce sujet pourraient commencer dès jeudi.

AFSANE BASSIR POUR

Le «Pygmée»

NEW-YORK
correspondance

Le seul incident de la journée du mercredi 3 avril à l'ONU a été produit, comme précédemment, entre les ambassadeurs irakien et israélien. Répondant à des remarques de M. Abulhasan, ambassadeur du Koweït, sur le sort des rebelles en Irak, M. Al Anbari a dit : «Je ne veux même pas répondre aux remarques des Irakiens de cet individu qui est assis à côté de moi», ajoutant : «C'est un être sans identité ni dignité, comme un pays». Le président du Conseil, M. Paul Natterdaeme, ambassadeur de Belgique, l'a rappelé à l'ordre.

Les remarques de M. Al Anbari envers son collègue du Koweït avaient déjà été un incident diplomatique. Au cours d'une séance du Conseil, M. Al Anbari avait traité son collègue koweïtien, qui est de petite taille, de «Pygmée». L'emploi péjoratif de ce mot avait donné lieu à des objections formelles du représentant du Zaïre, qui a été dit «indigné» par le manque de respect envers les Pygmées vivant dans son pays. S'excusant auprès du représentant zéroïte, M. Al Anbari a déclaré : «Je me corrige : je voulais dire «ce nain» qui est à côté de moi».

A. B-P

«Condamner la répression irakienne»

La proposition française sur les Kurdes, qui a été accueillie de façon plutôt «tiède» mardi, a soulevé plus d'enthousiasme après l'adoption de la «grande» résolution du Conseil. Les cinq membres permanents du Conseil ont, en effet, commencé des négociations sur la proposition française aussitôt après le vote de la résolution 687. Dans la journée de mardi, la délégation française à l'ONU avait fait circuler des «détachements» d'un projet de résolution qui cherche à «condamner la répression irakienne sous toutes ses formes». Ce projet appelle au dialogue entre le gouvernement de Bagdad et les minorités, et la «réalisation de ses aspirations légitimes du peuple irakien dans toutes ses composantes».

Selon des diplomates occidentaux, l'administration américaine pourrait

Les principaux extraits de la résolution 687

Voici les principaux extraits de la résolution 687, adoptée mercredi 3 avril et fixant les conditions d'un cessez-le-feu définitif dans le Golfe.

«Le Conseil de sécurité (...) se félicitant du rétablissement de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Koweït, ainsi que du retour de son gouvernement légitime (...):

1) Confirme les dispositions des traités existants, sous réserve des modifications expressément prévues qui visent à atténuer les effets de la présente résolution, y compris un cessez-le-feu en bonne et due forme respectant l'intégrité des frontières internationales et l'attribution des îles fixes dans le golfe persique d'accord entre l'Irak et le Koweït et la République d'Irak (...) le 3 octobre 1963.

2) Exige que l'Irak et le Koweït respectent l'intégrité des frontières internationales et l'attribution des îles fixes dans le golfe persique d'accord entre l'Irak et le Koweït et la République d'Irak (...) le 3 octobre 1963.

3) Prie le secrétaire général de procéder au concours afin que des dispositions puissent être prises avec l'Irak et le Koweït pour définir la frontière entre les deux États (...).

4) Décide de garantir l'intégrité des frontières internationales susmentionnées (...).

5) Prie le secrétaire général, après consultation de l'Irak et du Koweït, de soumettre dans les trois jours à son approbation, un plan concernant le déploiement immédiat d'un groupe d'observateurs des Nations unies chargé de surveiller le Khor Abdullah et une zone kilométrique à l'intérieur de l'Irak et sur 5 kilomètres à l'intérieur du Koweït (...), de prévenir des violations de la frontière par sa présence dans la zone délimitée (...).

6) Note que dès que le secrétaire général aura fait savoir au Conseil que le groupe d'observateurs des Nations unies a achevé son déploiement, les forces des États membres qui coopèrent avec le Koweït, en application de la résolution 678 (1990), seront à même de mettre fin à leur présence militaire en Irak, conformément à la résolution 686 (1991).

7) Invite l'Irak à réaffirmer inconditionnellement qu'il respectera les obligations que lui impose le protocole de Genève concernant la prohibition de l'emploi de la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925, et à ratifier la convention du 10 avril 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.

8) Décide que l'Irak doit accepter inconditionnellement que soient détruits, enlevés ou neutralisés, sous supervision internationale :

a) Toutes les armes chimiques et biologiques (...).

b) Tous les missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres, ainsi que tous les principaux composants et les installations de réparation et de production.

9) Décide ce qui suit aux fins d'application du paragraphe 8 :

a) L'Irak remettra au secrétaire général, dans les quinze jours suivant l'adoption de la présente résolution, une déclaration précisant l'emplacement de tous les articles énumérés au paragraphe 8 (...).

b) Dans les quarante-cinq jours suivant l'adoption de la présente résolution, le secrétaire général, agissant en

consultation avec les gouvernements intéressés et, lorsqu'il y aura lieu, avec le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), élaborera et soumettra à l'approbation du Conseil un plan prévoyant l'accomplissement des opérations ci-après dans les quarante-cinq jours suivant l'adoption :

i) Constitution d'une commission spéciale qui procédera immédiatement à une inspection sur place des capacités biologiques et chimiques de l'Irak et de ses capacités en missiles (...).

ii) Remise à la Commission spéciale, pour qu'elle les fasse détruire, enlever ou neutraliser, en regard aux impératifs de la sécurité publique, de tous les articles visés à l'alinéa a) du paragraphe 8 (...).

iii) Octroi par la Commission spéciale au directeur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) de la coopération prévue aux paragraphes 12 et 13.

10) Décide que l'Irak doit s'engager inconditionnellement à n'employer, fabriquer ni acquiescer à aucun des articles énumérés aux paragraphes 8 et 9 et prie le secrétaire général d'élaborer, en consultation avec la Commission spéciale, un plan prévoyant pour la suite le contrôle et la vérification de l'exécution par l'Irak des dispositions du présent paragraphe (...).

11) Invite l'Irak à réaffirmer inconditionnellement qu'il respectera les obligations que lui impose le traité du

1^{er} juillet 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires.

12) Décide que l'Irak doit accepter inconditionnellement de ne pas acquiescer ni mettre en œuvre des armes nucléaires ou de matériaux pouvant servir à en fabriquer (...).

13) Prie, par l'intermédiaire du secrétaire général, le directeur général de l'AIEA (...) de procéder immédiatement à une inspection sur place des capacités nucléaires de l'Irak (...), d'élaborer et de soumettre au Conseil de sécurité dans les quarante-cinq jours un plan prévoyant la destruction, le retrait ou la neutralisation, selon qu'il conviendra, de tous les articles énumérés au paragraphe 12, de mener ce plan à bien dans les quarante-cinq jours suivant son approbation par le Conseil de sécurité (...).

14) Note que les mesures que doit prendre l'Irak en application des paragraphes 8 à 13 de la présente résolution ont pour objectif de créer une zone exempte de toute arme de destruction massive et de toutes missiles velleux ainsi que de parvenir à une interdiction générale des armes chimiques.

15) Prie le secrétaire général de présenter au Conseil de sécurité un rapport sur les mesures prises pour faciliter la restitution de tous les biens koweïtiens saisis par l'Irak (...).

16) Réaffirme que l'Irak, sans préjudice de ses dettes et obligations antérieures au 2 août 1990 - questions qui seront réglées par les voies normales - est responsable, en vertu du droit

international, de toutes les pertes, de tous les dommages, y compris les atteintes à l'environnement et le gaspillage déraisonnable de ressources naturelles (...).

17) Décide que les déclarations faites par l'Irak depuis le 2 août 1990 au sujet de sa dette extérieure sont nulles (...) et exige que l'Irak honore scrupuleusement toutes ses obligations en tant que service et de remboursement de sa dette extérieure (...).

18) Décide de créer un fonds d'indemnisation pour les dommages et préjudices visés au paragraphe 16 et de constituer une commission qui sera chargée de gérer ce fonds.

19) Charge le secrétaire général d'élaborer et de soumettre à sa décision, dans les trente jours suivant l'adoption de la présente résolution, des recommandations ayant trait au fonctionnement du fonds d'indemnisation (...).

20) Décide, avec effet immédiat, que les importations énoncées dans la résolution 661 (1990) et visant la vente ou la fourniture à l'Irak de produits de base ou de marchandises ainsi que les transactions financières connexes, cessent de s'appliquer aux livraisons de denrées alimentaires (...).

21) Décide de révoquer les dispositions du paragraphe 20 tous les soixante jours afin de déterminer (...) s'il y a lieu de limiter ou de lever les interdictions qui y sont visées.

22) Décide que lorsqu'il aura approuvé le programme dont il demande l'établissement, le paragraphe 19 et aura constaté que l'Irak a pris toutes les mesures prévues aux paragraphes 8 à 13, les interdictions énoncées dans la résolution 661 (1990) touchant l'importation de produits de base et de marchandises d'origine irakienne et les transactions financières connexes, seront levées.

23) Décide que tant que le Conseil n'aura pas pris les décisions visées au paragraphe 22, le comité créé par la résolution 661 (1990) aura le pouvoir d'apprécier, s'il en est besoin pour assurer à l'Irak les ressources nécessaires au financement des opérations visées au paragraphe 20, des dérogations à l'interdiction d'importer des produits de base ou de marchandises d'origine irakienne.

24) Décide que conformément à sa résolution 661 (1990) et à ses résolutions ultérieures sur la même question, et jusqu'à ce qu'il en décide autrement, tous les États continueront d'empêcher la vente ou les fournitures à l'Irak (y compris) au moyen de navires battant leur pavillon ou d'aéronefs de leur nationalité.

a) D'armes et matériels militaires de tous types (...).

b) D'articles visés et définis aux paragraphes 9 et 12 (...).

c) De technologies cédées sous licence ou selon d'autres modalités de transfert et servant à la production, à l'utilisation ou au stockage d'articles visés aux alinéas a) et b);

d) De personnel ou de matériel destinés à la prestation de services de formation ou d'appui technique portant sur la conception, la mise au point, la fabrication, l'utilisation, l'entretien ou la maintenance d'articles visés aux alinéas a) et b);

25) Demande à tous les États et

organisations internationales de se conformer strictement au

paragraphe 24, nonobstant l'existence de quelques contrats, accords, licences ou autres arrangements que ce soit.

26) Prie le secrétaire général d'établir, dans un délai de soixante jours, pour approbation par le Conseil, des directives visant à faciliter l'application intégrale des paragraphes 24, 25 et 27 à l'échelon international (...).

27) Demande à tous les États, pour assurer le respect des dispositions du paragraphe 24, d'exercer des contrôles et de prendre des dispositions à l'échelon national, et d'appliquer au besoin d'autres mesures conformes aux directives qui auront été établies par le Conseil de sécurité (...).

28) S'engage à revoir les décisions énoncées aux paragraphes 22 à 25, énoncées aux paragraphes 9 et 12, à intervalles réguliers et, en tout état de cause, cent vingt jours après l'adoption de la présente résolution, en tenant compte de la mesure dans laquelle l'Irak se sera conformé à celle-ci et des progrès généraux qui auront pu être faits en ce qui concerne la maîtrise des armements dans la région.

29) Décide que tous les États, y compris l'Irak, prendront les mesures nécessaires pour qu'il ne puisse être fait droit à aucune demande de réparation présentée par les pouvoirs publics irakiens (...) au motif que l'exécution d'un contrat ou d'une opération aurait été entravée du fait des mesures

décidées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 661 (...).

30) Décide qu'en conformité avec l'engagement qu'il a pris de faciliter le rapatriement de tous les Koweïtiens et nationaux de Koweït coopérer dans toute la mesure nécessaire avec le Comité international de la Croix-Rouge (...).

31) Invite le Comité international de la Croix-Rouge à tenir le secrétaire général informé de toutes les activités entreprises en vue de faciliter le rapatriement ou le retour de tous les Koweïtiens et nationaux de pays tiers qui se trouvaient en Irak le 2 août 1990 ou après cette date ou, éventuellement, de leur dépense mortelle.

32) Exige de l'Irak qu'il informe le Conseil qu'il ne commettra ni ne facilitera aucun acte de terrorisme international et ne permettra à aucune organisation ayant pour but de perpétrer de tels actes d'opérer sur son territoire (...).

33) Déclare que dès que l'Irak aura notifié officiellement au secrétaire général et au Conseil de sécurité son acceptation des dispositions qui précèdent, un cessez-le-feu en bonne et due forme entrera en vigueur entre l'Irak et le Koweït ainsi que les États membres coopérant avec le Koweït en application de la résolution 678 (1990).

34) Décide de rester saisi de la question et de prendre toutes nouvelles mesures qui s'imposeraient en vue d'assurer l'application de la présente résolution et de garantir la paix et la sécurité dans la région.



HERVÉ GUIBERT
LE PROTOCOLE
COMPASSIONNEL

roman

nrf

GALLIMARD

سكز ابن الاميل

سكنا من الامم

PROCHE-ORIENT

L'adoption aux Nations Unies d'une résolution sur le cessez-le-feu définitif

Pour M. Bush, un nouveau succès terni par la tragédie kurde

WASHINGTON

de notre correspondant

L'administration Bush a enregistré mercredi 3 avril un nouveau succès, démontrant une fois de plus sa capacité à orienter selon ses vœux les travaux du Conseil de sécurité des Nations unies. La résolution imposant à l'Irak les conditions d'un cessez-le-feu a été votée co des termes qui reflètent très largement la volonté des Etats-Unis. Washington a aussi réussi à éviter que le problème des Kurdes et des autres populations irakiennes révoltées ne prenne le pas sur l'essentiel, à savoir l'adoption d'une résolution qui ouvre la voie à un retrait des troupes américaines qui occupent le sud-est de l'Irak.

Par un heureux hasard, cette journée faste a été conduite par un homme célèbre – un de plus – aux côtés américains retour du Golfe, organisé par la chaîne CBS et marqué par la présence de M. Bush lui-même. Des enfants koweïtiens ont chanté l'hymne américain, des représentants de tous les membres de la coalition sont apparus avec leurs drapeaux, des vedettes d'Hollywood ont fait acte de présence patriotique avant que M. Bush n'apporte un bref mot d'orgue à la soirée.

Tout cela ne suffit pourtant pas tout à fait à dissiper le malaise suscité par l'attitude de l'administration à l'égard de la révolte des populations du sud et du nord de l'Irak. Après plusieurs jours de silence, et quelques mots de compassion mardi, le président Bush s'est employé mercredi à défendre en quelques phrases sa politique : comme la veille, il a choisi pour le faire le cadre d'un terrain de golf, et profité d'un orage qui avait interrompu son parcours pour s'adresser aux journalistes : « Bien sûr, je ressens de la frustration et du chagrin pour les innocents qui sont tués brutalement, mais nous ne sommes pas là-bas pour intervenir, ce n'est pas notre objectif et cela ne l'a jamais été. Les forces américaines, a poursuivi le président, ont « fait le plus dur » (en écrasant l'armée irakienne), et il n'est pas question « d'engager nos hommes et nos femmes dans des combats supplémentaires ». « Je vais faire tout mon possible et utiliser tous les canaux diplomatiques pour mettre un terme à ces combats », mais « je ne veux pas pousser les forces américaines au-delà des limites de notre mandat », les « engager dans une guerre qui se poursuit depuis des années. En dépit de ces explications, l'atti-



« The independent » du 4 avril

tude de l'administration continue à susciter des critiques. Le sénateur Albert Gore, qui paraît déterminé à tenir à nouveau sa chance dans la course à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 1992, a déclaré mercredi qu'il

n'était « pas sage » pour les Etats-Unis de « se laver complètement les mains » de la situation intérieure en Irak. Il a par la même occasion appelé l'administration à soutenir « énergiquement » l'action engagée par la France aux Nations Unies pour la défense des populations kurdes. (Washington ne semble d'ailleurs pas hostile à un geste en ce sens, dans la mesure où il serait essentiellement symbolique et clairement distinct de la résolution sur le cessez-le-feu).

Par ailleurs, il semble que si l'excitateur américain refuse d'apporter une assistance matérielle aux forces qui combattent le régime de Saddam Hussein, il n'a pas hésité à jouer cette carte pendant que les Etats-Unis faisaient la guerre à l'Irak. S'appuyant sur des informations recueillies auprès des services de renseignement américains, l'agence Associated Press a ainsi affirmé mercredi que le président Bush avait autorisé au mois de janvier la CIA à aider les groupes rebelles à l'intérieur de l'Irak. La veille, la chaîne NBC avait indiqué pour sa part qu'une radio se présentant comme la « Voix de l'Irak » et diffusant des appels à la lutte contre le régime de Saddam Hussein serait en fait une émanation de la CIA.

JAN KRAUZE

Tandis que

La Turquie refuse

L'agence officielle irakienne, INA, a annoncé, mercredi 3 avril en milieu d'après-midi, la chute de la dernière ville encore tenue par les insurgés kurdes. « Nos forces vaillantes ont achevé le nettoyage de la ville de Soulaymaniyah de la présence des terroristes et des traîtres qui y avaient semé la terreur et la destruction », a affirmé l'INA, ajoutant que l'armée irakienne avait été « chaleureusement accueillie par le peuple kurde fidèle. Les terroristes et les traîtres, pris de panique, se sont enfuis en direction de la montagne, poursuivis par les membres des tribus kurdes ».

Soulaymaniyah a reçu la visite du numéro deux irakien, M. Ezzat Ibrahim, qui a déclaré : « Ce qui s'est passé dans le Nord ne se reproduira plus jamais. Nos fils du peuple kurde ont compris que cette bande d'agents leur a apporté l'instabilité et la souffrance. Ils se dressent aujourd'hui fermement contre eux, les poursuivront jusqu'à les jeter hors de notre pays, et ne leur permettront plus d'y remettre les pieds. » M. Ibrahim a adressé à la Garde républicaine un message de félicitation de M. Saddam Hussein.

Le ministre irakien de l'intérieur a déclaré, mercredi, que son pays disposait de « preuves matérielles » de l'existence de liens entre les insurgés « dans le nord de l'Irak » et un « pays voisin ». Bien que son nom n'ait pas été mentionné, il s'agit de l'Iran, qui a déjà été accusé par Bagdad d'ingérence dans les troubles internes en Irak.

La brutalité du « nettoyage » du Kurdistan rend peu crédible, aux yeux de la population, les appels lancés aux Kurdes pour qu'ils rentrent chez eux.

Quand l'armée irakienne était en déroute...

DOHOUK (Kurdistan d'Irak)
de notre envoyé spécial

C'est un fortin dont les oiseaux sont les mères. A quelques kilomètres de Dohouk, il contrôle l'un des carrefours de la route stratégique de Mossoul. Carré, avec tours d'angle et murs épais, il rassemble deux milliers d'autres fortins que les militaires irakiens ont surnommés « kurdistans » pour mieux contrôler populations et territoire. Fin mars, il ne restait de ses occupants que des traces de leur vie administrative, des tonnes de papiers répandues sur le sol – une paire de brodequins, quelques caisses de munitions et deux ou trois douilles d'obus. Au moindre coup de vent, des pages couvertes d'une écriture appliquée s'envolaient pour retomber un peu plus loin sur un portrait de Saddam Hussein, dont l'air martial commençait à disparaître sous les marques des semelles.

C'est tout ce qui reste ici d'une armée en déroute, chassée de ce point d'appui, qui ne monte plus la garde que sur des épaves jonchant la route. De la Jeep ou blindé de transport de troupes en passant par tous les types de camions, les carcasses se succèdent sur des kilomètres. Seuls les chars – une demi-douzaine sur 60 kilomètres – sont apparents, intactes. Ils ont dû tomber en panne, immédiatement abandonnés par leurs équipages.

La route ne porte pas de traces de bataille, mais plutôt celles d'une série d'embuscades tendues à une armée en déroute. Il est visible, tout au long des routes du Kurdistan, que les forces de Bagdad n'ont pas véritablement combattu, lors du début de l'insurrection kurde. Quelques coups de canon, quelques escarmouches, ont ponctué le soulèvement qui a permis aux peshmergas – les partisans kurdes – de prendre possession des villes de la région septentrionale de l'Irak.

Tous les témoignages concordent : la plupart des sol-

dats irakiens ont évité de se battre. Ils se sont retirés en bon ordre lorsqu'ils ont pu, ou ont fui individuellement vers le sud. Nombreux sont ceux qui ont déposé les armes ou sont allés les remettre aux peshmergas. Spectacle devenu presque banal lors du très bref « printemps kurde » : des hommes en uniforme de l'armée irakienne déambulant dans une rue sous le regard indifférent de la population. D'autres, adossés au parapet d'un pont, à proximité d'une mosquée, attendent un peu de nourriture des familles voisines. Prisonniers ou déserteurs ? Officiellement, selon des responsables de l'insurrection, les seuls prisonniers reconnus comme tels sont les membres de la sécurité, capturés aux premières heures du soulèvement. Ainsi, dans le district de Dohouk, seules dix-sept personnes auraient été capturées. De plus, cent cinquante Moudjahidines du peuple d'Irak – qui, selon les Kurdes, se seraient battus aux côtés de l'armée irakienne – seraient également prisonniers.

Beaucoup de militaires irakiens ont demandé à passer en Syrie ou en Turquie. A en croire Madjah, jeune sous-lieutenant de vingt-sept ans qui a déserté le 26 mars et a rejoint Irbil, tenu à l'époque par les peshmergas, son unité a visiblement fondu en quelques semaines, passant de cinq cent soixante à cent vingt soldats. Chite, originaire de la ville sainte de Kerbala (au sud de Bagdad) il assure vouloir se rendre en Turquie. Pour lui, la guerre est terminée ; plus question de servir le président Saddam Hussein. Un président dont plus aucun portrait n'ornait, fin mars, routes, carrefours et bâtiments publics, où le culte de la personnalité les avait fait fleurir en grand nombre. Brûlés, mitraillés, effacés, ces portraits géants ne faisaient plus partie du paysage.

Y. H.

Fractures koweïtiennes

Alors que l'émirat semble ne pas être gouverné l'incompréhension s'accroît entre « résistants » et « exilés »

KOWEÏT-VILLE

de notre envoyée spéciale

« Pour la première fois, j'envisage de quitter définitivement mon pays. Ces gens n'ont rien appris et n'apprendront rien. Ils n'ont pas changé. » A la sortie de ce diwaniya (assemblée traditionnelle) d'un quartier chic de la capitale koweïtienne, où la plupart des gens présents viennent juste de regagner leur pays, plus que la colère, c'est l'amertume qui fait parler Khalid.

Pour ce cadre de la Compagnie des pétroles, qui a souffert et vécu la peur, mais aussi la solidarité, du temps de l'occupation, le discours de ces hommes d'affaires, qui évoquent avec quelque condescendance « l'excitation de nos compatriotes restés sur place, leur volonté, certes compréhensible mais déplacée en ces moments de troubles, de voir triompher immédiatement leurs revendications démocratiques », est insupportable. « J'ai entendu l'un d'eux affirmer qu'il n'avait jamais fait d'aussi bonnes affaires que pendant ces sept mois, alors que nous risquions notre vie. »

Des multiples problèmes qu'affronte le Koweït, au sortir de l'occupation irakienne, le fossé qui sépare aujourd'hui les « réfugiés » de Cannes ou de Paris, de Boston ou de Washington, des « résistants » de Koweït n'est pas le moindre. Certes, exilés et résistants s'opposent au sein d'une même famille, ce qui pourrait, à terme, atténuer l'antagonisme. Mais, en attendant, mis à l'écart au lendemain de la libération, les seconds ont le net sentiment que leur résistance, non seulement est incomprise mais qu'on aimerait tellement l'oublier... « Le gouvernement a des complexes à notre égard », affirme ainsi M. Khalid Al Wasm, rentré le 23 août au Koweït « pour participer au mouvement de libération » et qui a été arrêté dix jours par l'armée irakienne. « Les Koweïtiens du dehors ont le même complexe, mais nous ne sommes pas contre eux. Chacun avait une raison pour partir. »

Sans doute, mais l'occupation a créé une sorte de front commun de citoyens qui semblent estimer avoir payé, malgré tout, plus que d'autres, le droit d'être koweïtiens. Cette lutte partagée par tous les résistants, a aussi effacé, au moins pendant ces sept mois, tous les particularismes dans une société où, par exemple, la distinction souvent non avouée entre sunnites et chiites est réelle.

Pour cinq cents
dinars de plus

Un fait qui peut avoir des répercussions sur l'avenir d'un pays où la communauté chiite – 40 % de la population – était, depuis la guerre Iran-Irak, quelque peu tenue en suspicion. Volontairement restés au Koweït en grand nombre, à l'appel, notamment, de leurs responsables, « alors que, souligne l'un des membres de cette communauté, l'ambassade d'Iran facilitait, par la remise

de faux papiers, leur évasion », les chiites disent aujourd'hui avoir fait preuve, s'il en était besoin, de leur loyauté et attendent qu'il en soit tenu compte. « Depuis des années, déclare Hussein, jeune chercheur, nous méritons en tant que gouvernement contre les menées irakiennes, mais seul l'Irak lui paraissait constituer un danger. Nous avons soutenu l'Irak au-delà de tout. Le résultat est là. L'espère que les choses vont maintenant changer. »

Ces épreuves ont incontestablement renforcé les liens, et ont même rapproché ceux des opposants, qu'ils appartiennent au Mouvement des démocrates nationaux, aux fondamentalistes sunnites, aux Frères musulmans, au « parti » chiite ou aux personnalités indépendantes, et leur donnent aujourd'hui un nouvel élan pour tenter d'imposer leurs vues, c'est-à-dire, avec tout, le retour total à la Constitution de 1962, le renouvellement du Parlement et un gouvernement d'unité

de faux papiers, leur évasion », les chiites disent aujourd'hui avoir fait preuve, s'il en était besoin, de leur loyauté et attendent qu'il en soit tenu compte. « Depuis des années, déclare Hussein, jeune chercheur, nous méritons en tant que gouvernement contre les menées irakiennes, mais seul l'Irak lui paraissait constituer un danger. Nous avons soutenu l'Irak au-delà de tout. Le résultat est là. L'espère que les choses vont maintenant changer. »

L'immobilisme
des autorités

Dans leur lutte, les résistants pourraient bien recevoir l'appui de nombreux prisonniers récemment libérés qui connaissent dorénavant, comme dit l'un d'eux, « le prix de la liberté ». Beaucoup de prisonniers de guerre, en particulier des officiers, ne cachent pas leurs critiques à l'égard d'un gouvernement qui, non seulement a fui très vite, mais qui ne leur a, à aucun moment, donné les moyens ou les ordres de se battre. L'humiliation d'une défaite sans gloire ressentie par ces hommes est encore très grande et certains ne

divers bien qu'une prime de 50 % en plus de leur salaire soit versée aux « reentrants » pour les encourager à rester – la main-d'œuvre étrangère attend toujours de savoir quel sera son sort.

L'annonce récente de l'émission de nouvelles cartes d'identité pour tous les résidents au 1^{er} août, soit la veille de l'invasion, devrait permettre le filtrage, désiré par le gouvernement, de chacun. Mais, d'ores et déjà, il semble illusoire que les autorités puissent s'en tenir à leur volonté exprimée d'équilibrer entre Koweïtiens – 28 % des 2,2 millions d'habitants au 1^{er} août, selon le ministre du plan, M. Souleiman El Moutawaa – et étrangers.

La discrimination
anti-palestinaise

Dans le privé comme dans l'administration, le recensement du personnel a commencé mais, semblait-il, avec des consignes différentes. Si, dans telle grande banque, l'ordre a été de choisir « en fonction de la raison et non du cœur », c'est-à-dire, avant tout, en fonction de la compétence – et quelques Palestiniens, par exemple, ont déjà été réintégrés avec des contrats indéterminés, il n'en va pas de même partout. « Dans mon service, raconte un médecin, toutes les infirmières jordaniennes ou palestiniennes ont été rayées des listes quel que soit leur professionnalisme. »

Dans le même temps, le gouvernement a demandé à la France des infirmières pour trois mois, alors que, outre les premières « rayées », des centaines d'Asiatiques attendent le droit de rentrer. La politique d'immigration, au centre de toutes les conversations, ne paraît pas faire encore l'objet d'un plan précis alors que les choses traînent par manque de personnel.

A côté du problème de l'immigration, certains évoquent aussi la nécessité de revoir les lois très sélectives sur la naturalisation, en particulier à l'égard des « bidouns », ces bidouins sans nationalité mais nombreux, auparavant, dans la police et l'armée, et qui font maintenant l'objet d'un véritable ostracisme. Au nombre de soixante-dix mille environ, ils pourraient créer un nouveau foyer de tension à un moment où la sécurité n'est toujours pas complètement assurée.

Cinq semaines après sa libération, le Koweït donne encore l'impression de n'être pas gouverné avec, d'un côté, un pouvoir dont le principal souci paraît être de balayer le passé, et de l'autre, une opposition qui n'a cessé de mettre en avant pour justifier ses demandes de réformes et voir appliquer les promesses démocratiques faites par la famille Al Sabah au temps des épreuves.

FRANÇOISE CHIPAUX



PANCHO

dont les membres soient désignés en fonction de leurs compétences et de leur intégrité plutôt que de leurs liens familiaux. Cela d'autant plus que le gouvernement, déjà incapable de remettre en route rapidement les services essentiels du pays, n'a pas en les gens susceptibles de mettre en valeur cette résistance.

Les 500 dinars (environ 9 300 francs) promis par décret de l'émir à tout Koweïtien resté au pays – soit trois cent mille personnes à peu près – et qui sont distribués par ordre alphabétique depuis samedi, sont, certes, une « compensation » que nul ne néglige mais, comme le fait remarquer un homme d'affaires, « ce n'est pas grand-chose à côté de ce qui a été payé à tous les exilés en frais d'hôtel ou de nourriture ».

« Nous avons supporté les Irakiens sept mois avec tout ce que cela veut dire. Ce n'est pas avec 500 dinars qu'ils vont nous faire taire et oublier leurs promesses de réformes, déclarait, pour sa part, devant une assistance acquiescente, l'imam d'une mosquée de Koweït. Ils doivent prendre

craignent pas de mettre en cause, jusqu'au plus haut niveau, leur commandement.

Face à cette mobilisation qui ne concerne, toutefois, qu'une minorité koweïtienne, les autorités font preuve d'un immobilisme qui laisse à penser qu'elles comptent sur le temps pour calmer les esprits, jouant, au même temps, des contradictions entre exilés et résistants et des ambitions des uns ou des autres. Certains « résistants », par exemple, gâchent l'espoir de voir récompenser leurs épreuves par un poste ou un autre, alors que les opposants fraîchement rentrés ont pris quelque distance avec leurs camarades.

En attendant, aucun des vrais problèmes qui se posent au pays n'a commencé à recevoir un début de réponse et les rumeurs les plus contradictoires alimentent les craintes des uns et des autres. Essentielle à la reconstruction, tant les Koweïtiens montrent peu d'empressement dans ce domaine – nombre de fonctionnaires rappelés n'ont pas rejoint leur poste sous des prétextes

Vient de paraître

FREUD 1889-1989

Le voyage à Nancy

Actes du Colloque sous la direction de J. Hassoun

Entre hypnose et psychanalyse, Freud se rend à Nancy auprès de Bernheim. Cent ans après, des analystes témoignent d'un siècle de recherches et d'élaborations.

160 pages au format 16 x 24 : 90 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE NANCY

25, rue Baron Louis - 54000

AMÉRIQUES

BOLIVIE

L'armée va participer à la lutte contre les trafiquants de cocaïne

Le premier sommet des pays producteurs de coca (essentiellement le Pérou et la Bolivie) s'est tenu à La Paz du 28 au 30 mars. Il a coïncidé avec la décision des chefs d'Etat de ces pays, MM. Alberto Fujimori et Jaime Paz, d'affronter manu militari ce fléau, sous la houlette des Etats-Unis, premier consommateur mondial de cocaïne.

LA PAZ

de notre envoyé spécial

Le laïtri, grand prêtre du culte indigène, fait l'offrande rituelle à la Pachamama, la déesse Terre, co brûlant feuilles de coca, encens et autres essences pour qu'ils répandent leurs bienfaits sur les trois mille cocaceros (cultivateurs de coca) rassemblés sur la place San-Francisco, à La Paz. Après cet hommage, les participants au premier sommet andin de producteurs de coca, surnommée « la feuille sacrée de l'Inca », ont défilé dans le centre ville en scan-

dant des slogans contre le gouvernement et les Etats-Unis.

La réunion des cocaceros s'est ouverte le 28 mars. La veille, on apprenait que l'armée de terre participerait désormais à la lutte contre le trafic de cocaïne, en Bolivie. Une telle intervention était prévue depuis mai 1990, quand le président bolivien, M. Jaime Paz, avait rendu visite à M. Bush.

Mais elle avait été différée par le gouvernement de La Paz, qui hésitait devant les réactions prévisibles des cocaceros et des syndicats, ainsi que devant les critiques de l'Eglise et de l'opposition.

Accord entre le Pérou et les Etats-Unis

L'accord Bush-Paz prévoit qu'une quinzaine de militaires américains entraîneront pendant six semaines deux bataillons de soldats boliviens afin que ceux-ci fournissent un « appui logistique » à la lutte anti-droge. En échange, les Etats-Unis feront don de 33 millions de dollars en équipements divers et en armes.

Le président Jaime Paz explique que : « La Bolivie est un pays dérangé par le trafic de cocaïne. Elle est impliquée de plus en plus dans sa transformation et sa commercialisation. Les pressions extérieures nous obligent à affronter cette situation, et à signer des accords de coopération militaire, pour équiper notre armée (...) ».

L'incursion de l'armée dans la coca, principale ressource de la coca, est ressentie comme une menace par les quelque cinq cent mille personnes de la vallée qui vivent de cette production. « Nous allons défendre la coca au péril de notre vie », assure Evo Morales, leader des cocaceros. Nous n'avons pas d'armes mais nous nous défendrons avec des coutelas et des gourdin. »

Les cocaceros péruviens, qui produisent 60 % de la matière première, ont tant de raisons d'être préoccupés que les boliviens, qui en fournissent 30 %. Le président Fujimori, en effet, s'apprête à signer avec son homologue américain un accord bilatéral sur le remplacement des cultures de coca par d'autres plantations.

Les quinze organisations paysannes de la principale région productrice, la vallée tropicale du Huallaga, rejettent à l'avance cet accord qui « porte atteinte, disent-elles, aux intérêts des paysans, à l'autonomie des gouvernements régionaux et à la souveraineté nationale ». Elles dénoncent aussi la destruction de 150 000 hectares de cultures (coca, manioc) par des herbicides lancés depuis des hélicoptères de la DEA (l'agence américaine anti-droge, qui a une base au Pérou, à Santa Lucia).

Déjà, la centrale syndicale paysanne s'est organisée une grève de trois jours, en mars, pour protester contre le futur accord. Au Parlement de Lima, l'opposition estime que l'organisme chargé du développement alternatif (c'est-à-dire des cultures de remplacement) jouirait de prérogatives contraires à la Constitution, car il ne rendrait de comptes qu'au chef de l'Etat et serait habilité à intervenir dans n'importe quel établissement public.

La formation de « groupes de volontaires entraînés, équipés et contrôlés par l'armée » - entre point prévu de l'accord - risque, en outre, d'exacerber la violence dans une région qui sert déjà de théâtre d'opérations aux mouvements de guérilla.

NICOLE BONNET

A TRAVERS LE MONDE

CAMEROUN

Le président Biya refuse la réunion d'une conférence nationale

La radio camerounaise a annoncé que tout rassemblement public a été interdit à Yaoundé après les violentes échauffourées qui ont opposé, mercredi 3 avril, dans la médina, des vendeurs à la sauvette aux forces de l'ordre qui tentaient de les expulser du marché central. Cinq personnes auraient été blessées. Le calme est revenu en milieu d'après-midi. Mais les émeutes se sont alors étendues à Douala, la capitale économique du pays.

En visite en France, le chef de l'Etat, M. Paul Biya, a minimisé la portée de ces incidents. À l'issue d'un entretien avec M. Mitterrand, il a affirmé que son pays avait procédé à une « démocratisation totale » et s'est prévalu d'un « succès » en matière de développement. « Je ne crois pas déformer la pensée du président en disant qu'il estime que je suis parmi les meilleurs dirigeants », a-t-il déclaré.

Mardi, près d'un millier d'étudiants de l'université de Yaoundé avaient organisé une marche pour réclamer la réunion d'une confé-

rence nationale. Pour M. Biya, une telle conférence est « sans objet, car la Constitution prévoit le multipartisme. Si on veut l'utiliser pour critiquer le gouvernement, les partis politiques sont là et peuvent s'exprimer ». - (AFP)

CANADA

M^{me} Rita Johnston devient premier ministre de la Colombie-Britannique

M^{me} Rita Johnston est devenue, mercredi 3 avril, la première femme à diriger un gouvernement au Canada, en accédant provisoirement au poste de premier ministre de la Colombie-Britannique, la province la plus à l'ouest du pays.

M^{me} Johnston, âgée de cinquante-cinq ans, était le bras droit de M. Bill Vander Zalm, qui a démissionné, mardi, de son poste de premier ministre de la province, de premier ministre après qu'une enquête administrative ait conclu qu'il s'était clairement placé à plusieurs reprises en situation de conflit d'intérêt, bafouant ainsi le code d'éthique qu'il avait lui-même fait adopter. M^{me} Johnston restera au pouvoir jusqu'à ce que le Parti libéral se soit trouvé un nouveau chef. Des élections législa-

tives doivent être organisées dans la province, avant la fin de cette année. - (AFP)

GRÈCE

Six attentats à la bombe à Athènes

Au total six hommes ont explosé, mercredi 4 avril, à Athènes (le Monde du 4 avril). Cinq d'entre eux avaient été placés sous des voitures appartenant au corps diplomatique dans le quartier de Kolonissi. Un sixième homme a explosé devant les locaux des Nations-Unies. Un cocktail Molotov a également été lancé contre une succursale d'une banque commerciale grecque dans la banlieue d'Athènes, provoquant un incendie. Enfin, deux autres hommes ont pu être désamorcés.

Ces attentats, qui n'ont fait que des dégâts matériels, ont été revendiqués par le même jour par deux groupes terroristes, ELA et Progresseurs, dans un tract envoyé au quotidien Ta Nea. Le ministère de l'ordre public estime que ces actions sont liées à l'attaque à la roquette, dimanche dernier, d'un hôtel de luxe dans la banlieue de la capitale, attaque qui a été revendiquée par l'organisation « 17-Novembre ». - (AFP, Reuters)

DIPLOMATIE

Reçu à Bruxelles par M. Jacques Delors

M. Lech Walesa craint un « rideau d'argent » en Europe

Le président Lech Walesa a demandé, à Bruxelles, mercredi 3 avril, que les pays de la CEE « ne remplacent pas le rideau de fer par un rideau d'argent », qui séparerait l'Europe occidentale de l'Europe de l'Est. Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, qui accueillait le chef de l'Etat polonais, a de son côté répondu à la fin du siècle une déclaration de la Pologne à la CEE estimant qu'« une adhésion précoce » susciterait des difficultés, compte tenu du retard économique

de ce pays, et en fin de compte « des déstabilisations et des rancœurs ». M. Delors a recommandé à la Pologne de prendre exemple sur le Portugal et l'Espagne, « qui ont préparé pendant sept ans » leur adhésion à la CEE. M. Walesa effectuait sa première visite à la Commission européenne. Il se rendra, jeudi 4 avril, au Parlement européen. Le président polonais s'est également entretenu mercredi à Bruxelles avec le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner. - (AFP)

Les pays membres de la CSCE se dotent d'une Assemblée parlementaire

L'Assemblée parlementaire de la Coopération sur la sécurité et la coopération en Europe, dont la création a été décidée mercredi 4 avril à Madrid par les députés des Parlements des trente-quatre pays de la CSCE, se réunira pour la première fois à Budapest dans la première semaine du mois de juillet 1992.

Cette Assemblée sera composée de deux cent quarante-cinq parlementaires élus par les trente-quatre pays de la CSCE, fonction-

nera sur le système de la « résolution », et son rôle restera donc consultatif. Elle ne fera que « proposer » ou « recommander » toute mesure favorisant la coopération et la sécurité en Europe et se penchera également sur les autres catégories de « corbeilles » prévues par l'Acte final d'Helsinki, notamment l'homme et de l'environnement. - (AFP)

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Libres russes

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

PARIS-NANTES.

55 minutes.

Record sur la distance.



AIR INTER

Renseignements et réservations Air Inter Paris (45 39 25 25) ou votre agent de voyages.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SANS VISA

BANQUES ALLEMANDES
LA REUNIFICATION :
ENTRE L'AUBAINE ET LE
GOUFFRE FINANCIER...

DYNASTEURS
L'économie sans ménage

سكزاسن الاصل

POLITIQUE

Malgré l'hostilité accrue de l'opposition

L'Assemblée nationale rétablit la notion de « peuple corse »

Les députés, qui avaient commencé à débattre du projet de statut de la Corse, mercredi 3 avril à 17 heures, se sont séparés, jeudi matin, un peu avant 6 heures, sans être venus à bout de cette nouvelle lecture. Cette lenteur inhabituelle s'explique par la pugnacité de l'opposition. Pour les articles qu'elle a étudiés, l'Assemblée a rétabli la quasi-totalité des dispositions votées par les députés en première lecture (y compris l'article faisant référence au « peuple corse »), dispositions la plus souvent profondément modifiées par le Sénat, qui avait vidé de son sens le projet gouvernemental.

D'une lecture à l'autre, les arguments du combat parlementaire se renouvellent habituellement peu. Les députés de droite et du centre ont donc défendu, comme en première lecture, une logique inverse de celle du gouvernement et des socialistes. La majorité de l'UDF, du RPR et de l'UDC refuse l'idée d'un statut particulier pour la Corse et reproche au gouvernement de faire, avec ce texte, le premier geste qui aboutirait à « signer les amarrés » qui relient la Corse à l'ensemble français. M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, et M. José Rossi, député UDF-PR de Corse-du-Sud, rapporteur du projet, pensent au contraire que la prise en compte des spécificités insulaires est la seule façon d'« amarrer » la Corse au continent.

Après l'intermède « consensuel »

de la guerre du Golfe, les formations de droite et du centre ont « resserré les écrous » pour réduire le nombre de leurs députés qui, sensibles aux arguments de M. Rossi, s'étaient abstenus ou avaient approuvé le texte en première lecture. Les interventions de leurs orateurs ont été plus « musclées » et quelques accrochages ou tentatives d'obstruction ont émaillé les débats.

Le président du groupe UDF de l'Assemblée, M. Charles Millon, qui défendait lui-même une question préalable (tendant à établir qu'il n'y a pas lieu de discuter du texte), a délibérément dramatisé son intervention.

Les embarras de M. Marchand

Il a critiqué un « bricolage institutionnel » mais aussi condamné une « loi de dislocation », un « projet terrible » de nature à entraîner « la dissolution à terme de notre pays ». M. Millon a même affirmé qu'il n'a pas « envie que les Corsais subissent la loi des Anciens de 1871 à 1914 », quand ces derniers étaient sous domination allemande.

Du côté de l'UDC, M. Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne), qui, en première lecture, avait donné l'impression d'être surtout hostile à l'article premier, a, cette fois, exprimé son désaccord avec l'idée même que les évolutions institutionnelles puissent apporter une solution au problème corse. Quant au RPR, très critique dès le départ, il est resté fidèle à lui-même, encore que M. Pierre Pasquini (Haute-Corse) ait accueilli ses reproches.

Comme en première lecture, l'ar-

ticle premier a cristallisé l'hostilité de la droite et du centre. Mais l'opposition, qui a soutenu M. Philippe Marchand moins impliqué, ou moins à l'aise dans le dossier corse que son prédécesseur, M. Pierre Joxe, s'est employée à barboter le ministre de l'Intérieur. Ainsi M. Marchand a-t-il eu le malheur d'affirmer qu'il envisageait ce débat « sans passion » mais avec « beaucoup de raison ». Plusieurs orateurs de l'opposition lui ont répliqué qu'il devrait être, au contraire, « passionné », dès lors que sont en jeu la République, l'unité nationale, etc.

De même, sous le feu roulant des questions à répétition de M. Pierre-André Wiltzer (UDF, Essonne) et de M. Millon, favorisées par une présidence indulgente, M. Marchand a expliqué que la notion de peuple corse « fonde » la spécificité du statut proposé. M. Millon y a vu immédiatement l'aveu que cette notion était le « fondement » de la construction institutionnelle proposée, ce qu'il a dénoncé vivement. M. Marchand a corrigé son propos en affirmant que la notion de peuple corse est seulement « nécessaire à la spécificité du statut ».

Lors de la discussion autour de l'article premier, M. Marchand a demandé la réserve sur plusieurs amendements (notamment un amendement de M. Hyst (1) auquel M. Rossi semblait, à titre personnel, prêt à se rallier), afin d'éviter l'adoption surprise, sur ce sujet sensible, d'amendements subrepticement minoritaires, à un moment où les socialistes n'étaient pas assez nombreux dans l'hémicycle. L'opposition a saisi cette opportunité pour créer un incident et retarder encore les débats, en

demandant d'abord une suspension de séance, puis, par la voix de M. Millon, la vérification, en pleine nuit, du quorum sur le vote de l'amendement rétablissant l'article premier. MM. Charles Millon et Pierre Marchand (RPR, Haute-Savoie) sont ensuite parvenus à couler, pendant que leur collègue était réduit à l'inactivité durant près de deux heures, ce qui est l'effet principal de la demande de vérification du quorum, quand elle est effectuée à 1 h 45 du matin.

Toujours à l'occasion de la discussion de l'article premier, M. Emile Zuccarelli (MRG, Haute-Corse), très hostile à cet article, a fait pour dire sa « tristesse », une intervention chargée de sincérité et d'émotion qui a été longuement applaudie par la droite et le centre. Les députés MRG ont voté contre le rétablissement de cet article, comme en première lecture. Ils semblaient s'orienter vers l'abstention sur l'ensemble du projet, à l'exception, peut-être, de M. Zuccarelli. Quant à M. Roland Carraz, député PS de Côte-d'Or, il a, comme prévu, refusé de voter le rétablissement de la définition du « peuple corse » (Le Monde du 4 avril) mais n'a pas déposé en séance l'amendement sur ce sujet qu'il avait présenté devant le groupe mardi. Contrairement à ce qui s'était passé en première lecture, aucun député socialiste ne l'a accompagné dans son refus de l'article premier.

Avec le PCF, ce n'est pas le « peuple corse » qui pose problème. Les communistes y sont, au contraire, très favorables. Le problème des socialistes et du gouvernement est de les convaincre de s'abstenir sur un projet qu'il a rejeté en première lecture. L'abstention du PCF com-

pterait le durcissement de la droite, ce qui permettrait l'adoption du projet - avec l'article premier - sans que le gouvernement ait besoin d'engager sa responsabilité, selon la procédure de l'article 49-3 de la Constitution, comme il en a reçu l'autorisation mercredi au conseil des ministres.

Cette abstention communiste dépend des inflexibilités que le gouvernement acceptera ou non d'apporter à son texte. En matière électorale, le PCF réclame la proportionnelle intégrale à un tour, alors que le texte gouvernemental prévoit une proportionnelle à deux tours, avec une prime à la liste arrivée en tête. Mais le gouvernement et le PS acceptent que cette prime soit réduite à trois sièges, ce qui rapproche le système de la proportionnelle intégrale. M. Rossi, qui n'est

pas favorable à cette réduction, a estimé qu'avec une prime si faible, autant vaudrait accepter la proportionnelle intégrale.

Quant à un meilleur accompagnement économique du nouveau statut, réclamé sur la plupart des bancs, dont ceux du PC, M. Marchand a déjà indiqué que l'Etat accepte de participer au financement du « fonds d'intervention pour l'aménagement de la Corse » créé en première lecture par les députés. Jeudi matin, à la levée de la séance, les communistes n'avaient donné aucune indication sur leur vote final.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) Cet amendement remplaçait la formule « peuple corse, composante du peuple français » par les seuls mots « le peuple corse ».

L'analyse du scrutin

L'amendement visant à rétablir l'article premier qui contient la référence au « peuple corse » a été adopté, dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 avril, par 297 voix contre 275.

Ont voté pour : deux cent soixante-cinq députés socialistes, un UDF (M. José Rossi, rapporteur du projet), un UDC (M. Jean-Yves Cozan), les vingt-six membres du groupe communiste et quatre députés non-inscrits.

Ont voté contre : neuf apparentés au groupe socialiste (les neuf radicaux de gauche), les cent vingt-sept députés RPR, quatre-vingt-huit UDF, trente-sept UDC et

quatorze non-inscrits (MM. Léon Bertrand, Jean-Marie Dillet, Jean-Michel Dubernard, Serge Franchis, Jacques Housin, Auguste Legros, Alexandre Léonoff, Michel Noir, Jean Royer, Maurice Sergheraet, Christian Spiller, M. Marie-France Strubols, MM. André Thien Ah Koon, Aloysa Warhouer).

Se sont abstenus : deux non-inscrits (MM. Jean Charbonnel et Jean-Pierre de Peretti della Rocca). N'ont pas participé au vote : un socialiste (M. Roland Carraz), un député UDF (M. Gilles de Robien) et le président de séance, M. Lolo Bouvard (UDC).

Réunis en commission mixte paritaire

Les députés et les sénateurs parviennent à un accord sur le livre I du code pénal

La commission mixte paritaire (sept députés et sept sénateurs), qui s'est réunie au Sénat mardi 2 avril, est parvenue à un accord sur les articles du livre I du code pénal restant en discussion après deux lectures par chaque Assemblée. Des compromis ont notamment été trouvés sur la responsabilité pénale des personnes morales, la légitime défense des biens et la période de sûreté. Conformément à la procédure parlementaire exceptionnelle qui a été retenue, l'ajustement de chaque livre est arrêté juste avant la lecture définitive, afin de permettre une adoption globale de l'ensemble du projet de loi réformant le code Napoléon. Le livre II du code pénal - relatif aux atteintes aux personnes - devrait être soumis dès cette session au Parlement, pour une première lecture dans chaque Assemblée.

Cinq heures et demie de débats auront été nécessaires aux députés et aux sénateurs membres de la commission mixte paritaire. Grâce à l'accord intervenu en CMP, le projet de loi réformant le livre I du code pénal, qui fixe les « principes généraux » du code pénal. En adoptant en termes idéologiques ce premier livre, les représentants des deux Assemblées ont accompli un pas décisif qui va enfin permettre la poursuite de l'examen de ce Trian parlementaire qu'est la réforme du code Napoléon.

Commencé le 9 mai 1989 au Sénat, le débat s'était momentanément achevé le 17 mai 1990, par l'adoption du projet de seconde lecture à l'Assemblée nationale. Grâce à l'accord intervenu en CMP, le projet de loi réformant le livre I du code pénal, qui fixe les « principes généraux » du code pénal. En adoptant en termes idéologiques ce premier livre, les représentants des deux Assemblées ont accompli un pas décisif qui va enfin permettre la poursuite de l'examen de ce Trian parlementaire qu'est la réforme du code Napoléon.

La responsabilité pénale des personnes morales - à l'exception de l'Etat - constitue l'une des grandes innovations de ce projet. Elle avait été fortement contestée au Sénat, qui, en première lecture, avait notamment exclu de son champ d'application les collectivités publiques, les partis et les groupements politiques, les syndicats profes-

sionnels, les institutions représentatives du personnel et les associations à but non lucratif. En CMP, les sénateurs ont finalement accepté de se rapprocher de la position arrêtée par les députés. Le texte adopté prévoit toutefois que certaines des sanctions prévues, telles que la dissolution ou le placement sous surveillance judiciaire, ne seront pas applicables aux personnes morales de droit public, ainsi qu'aux partis, groupements politiques, ou aux syndicats professionnels.

Les députés se sont en revanche rapprochés du Sénat sur la question de la légitime défense des biens. La majorité socialiste et communiste à l'Assemblée nationale avait supprimé cette notion, qui figurait dans le projet de loi du gouvernement, en estimant qu'il fallait laisser à la jurisprudence le soin de décider, au cas par cas, de son bien-fondé. En CMP, les députés ont donc accepté de faire figurer cette notion de légitime défense des biens dans le code pénal, mais ils ont pris soin d'en limiter la portée. Le texte adopté précise que « n'est pas pénalement responsable la personne qui, pour interrompre l'exécution d'un crime ou d'un délit commise un bien, accomplit un acte de défense autre qu'un homicide volontaire, lorsque cet acte est strictement nécessaire ou lui pourrui, dès lors que les moyens employés sont proportionnés à la gravité de l'infraction ». La même restriction en cas de « disproportion » entre les moyens de défense et la gravité de l'acte a d'ailleurs été introduite pour la légitime défense lors des atteintes à la personne.

Peine de sûreté : vingt-deux ans maximum

Autre compromis, celui sur l'automatisme des peines accessoires. Les députés avaient supprimé le caractère automatique des interventions, décisions ou incapacités liées à certains délits en soulignant que, souvent, ces peines sont ignorées du juge lui-même et qu'elles peuvent constituer, pour les délinquants, un handicap supérieur à la condamnation principale. Le texte de la CMP précise que l'interdiction, totale ou partielle, des droits civiques, civils et de famille (tels que le droit de vote, l'éligibilité ou le tutorat des mineurs) ne peut résulter de plein droit d'une condamnation pénale et qu'elle doit donc être expressément prononcée par le juge.

Députés et sénateurs se sont enfin accordés sur la fixation de la durée maximale de la période de sûreté qui peut être prononcée pour les cas d'emprisonnement. Le débat, dans les deux Assemblées, avait été très politique et avait réveillé la querelle

des « laxistes » et des « répressifs ». Les sénateurs avaient fixé à trente ans la durée maximum de cette peine et l'avaient rendue obligatoire pour les crimes « particulièrement odieux » tels que les actes de terrorisme ou les meurtres avec violence commis sur les mineurs. Sans contester le principe de la peine de sûreté, la majorité à l'Assemblée nationale la voulait facultative et d'une durée maximum de dix-huit ans.

La rédaction adoptée en CMP prévoit que, dans les cas de peines d'emprisonnement supérieures à dix ans, la durée de la période de sûreté est de la moitié de la peine, ou, s'il s'agit d'une condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité, de dix-huit ans. Par décision spéciale du tribunal ou de la cour d'assises, cette période de sûreté peut toutefois être portée jusqu'à deux tiers de la peine, ou, en cas de réclusion à perpétuité, à un maximum de vingt-deux ans.

La vote est donc désormais ouverte pour l'ensemble du livre II du code pénal, relatif aux atteintes aux personnes, qui devrait être très prochainement soumis en première lecture au Sénat, puis à l'Assemblée. Le gouvernement souhaite également pouvoir inscrire à l'ordre du jour de cette session ordinaire le livre IV - les atteintes à la sûreté de l'Etat - pour une première lecture à l'Assemblée nationale.

PASCALE ROBERT-DIARD

Le Sénat s'apprête à modifier sensiblement le projet sur la solidarité financière entre les communes

Manifestement plus solidaire que ne l'avaient été les groupes RPR, UDF et UDC, le 23 mars dernier, à l'Assemblée nationale, la majorité sénatoriale a commencé, tard dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 avril, à réviser plusieurs dispositions du projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement. Auparavant, dans la discussion générale, les sénateurs se sont interrogés sur le prix de la solidarité entre les communes, en se référant tout à la fois à la sauvegarde de l'espace rural, aux lois de décentralisation et aux principes de l'autonomie communale.

L'avantage de la solidarité, c'est que, raisonnablement, personne ne peut y être opposé. Il suffit simplement de s'entendre sur l'identité d'un genre plutôt laborieux. Après l'Assemblée nationale, l'examen par le Sénat du projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) présenté par M. Michel Delebarre l'a encore démontré. L'élaboration du mode d'emploi de la solidarité est d'un genre plutôt laborieux.

Qui doit payer ? Pour les élus communistes, souvent intéressés au premier chef par le projet de solidarité financière entre les communes, c'est assez simple : l'Etat doit moindrer l'exemple en montant « la main à la poche ». Sénateur communiste des Hauts-de-Seine et maire de Nanterre, M. Jacqueline Fraysse-Cazalis, l'a

redit, mercredi 3 avril : avec le texte proposé, « on est très loin du compte ». Qui doit payer ? Pour M. Roger Romani, sénateur RPR de Paris, il vaudrait mieux, bien sûr, que ce ne soit pas la capitale. M. Romani a très méthodiquement relevé les véritables intentions que révélerait, selon lui, ce texte « politiquement pervers ». « Un texte d'antidote, a-t-il précisé, pour les carences de l'Etat, mais qui montre du doigt les communes dites riches en leur transférant la responsabilité des drames sociaux. Un texte qui prétend faire payer de velours, mais qui prépare des combats politiques bien plus vifs. » Pour l'adjoint de M. Chirac à la mairie de Paris, cette dernière observation constitue la principale raison d'être du projet de loi : « Quelle insupportable situation pour un gouvernement socialiste qu'une ville qui a les moyens de sa politique, lorsque cette ville ne vote pas socialiste et qu'elle s'appelle Paris ! Cette vitrine de la gestion d'une opposition soudée, il faut la faire disparaître. »

« Moins que l'Opéra-Bastille »

Pour M. Romani, « la vraie solidarité, c'est la coopération ». Pour M. René Monory (U.C., Vienne), ancien ministre et maire de Loudun, qui s'est fait le porte-parole de la province, cela passe d'abord par une autre conception de l'aménagement du territoire. « On nous annonce quatre universités supplémentaires en Ile-de-France. Est-ce bien le moyen de diffuser, partout, le savoir ? La décentralisation, c'est d'abord se mettre à son compte », a avoué l'ancien ministre. Et puis,

pour qui n'aurait pas compris, ce final, assassin : l'ensemble des sommes redistribuées, au titre de la DGF, au profit des villes jugées défavorisées - 400 millions de francs, cette année, représentant « à l'heure actuelle » les subventions accordées à l'Opéra-Bastille. »

An titre des illustrations de cette opposition frontale, de nombreux sénateurs se sont ensuite appuyés pour décrire les prochains méfaits de la future « loi Delebarre ». Parmi d'autres, M. Paul Séramy (U.C., Seine-et-Marne) a ainsi plaidé pour sa bonne ville de Fontainebleau, menacée, affirme-t-il, de devenir « le produit d'opique du croisement du bouc émissaire et de la vache à lait ».

Parmi les rares défenseurs de la volonté gouvernementale d'instituer une forme de solidarité entre les communes urbaines, M. Robert Vigoroux (app. PS, Bonchamps-du-Rhône), dont la ville, Marseille, serait privée, en l'état actuel du projet, de toute aide financière supplémentaire, a remarqué que la réforme proposée n'avait « rien d'une renouveau des villes pauvres ». « Je ne me vois pas mettre sur ma carte de visite « maire de Marseille, ville pauvre ». Qu'en disent les investisseurs ? », ajoute-t-il, tout en soulignant voir certains critères de calcul qui privent Marseille du bénéfice de la réforme envisagée. M. Claude Sauvier (PS, Cotes-d'Armor) a, adressé, pour sa part, cette question directe à ses collègues du Sénat : « Dominée par des élus des campagnes, notre Assemblée en-t-elle en mesure d'apprécier l'évolution réelle du pays, qui conduit à une urbanisation de plus en plus marquée ? »

JEAN-LOUIS SAUX

La situation à la Réunion

M. Le Penec : « La nation a compris le message... »

En réponse à une question posée par M. Guy Lordinot, député apparenté socialiste de la Martinique, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, a évoqué, mercredi après-midi 3 avril, à l'Assemblée nationale, les incidents survenus à la Réunion, en déclarant notamment : « La nation a compris le message qu'à travers les jeunes de la Réunion lui adressent les Français d'outre-mer. »

Soulignant que la situation économique et sociale de l'île « exige des mesures exceptionnelles », il a précisé que ses entretiens des 16 et 17 avril avec les élus locaux porteront sur toutes les questions, y compris les affaires audiovisuelles. « Il nous faut continuer à

lutter contre les effets pervers de l'économie de comptoir et prendre des mesures nouvelles en faveur de l'épargne locale, réformer l'octroi de mer, résoudre les problèmes de l'égalité sociale », a ajouté M. Le Penec. « J'ai engagé en ce sens un dialogue confiant avec les élus de l'outre-mer : ils souhaitent assumer plus pleinement les responsabilités liées à la décentralisation. Je leur ai fait certaines propositions en ce sens. »

De son côté, M. Louis Virapoulle, sénateur centriste de l'île, a indiqué qu'il avait demandé à M. Mitterrand « d'envoyer un médiateur à la Réunion qui pourrait être M. Bernard Tapie ».

MARTINE BOULAY-MÉRIC

SOCIÉTÉ

Ancien secrétaire général de la police de Vichy

René Bousquet est inculpé de crimes contre l'humanité

Inculpé de crimes contre l'humanité, René Bousquet, âgé de quatre-vingt-un ans, qui fut secrétaire général de la police sous le régime de Vichy, connaît désormais le même sort que Maurice Papon, haut fonctionnaire à la préfecture de Bordeaux durant l'Occupation, et Paul Touvier, chef de la Milice à Lyon. Il aura fallu une année et demie de réflexion à la justice pour se décider. M. Serge Klarsfeld avait déposé sa première plainte en septembre 1989.

La justice a parfois des pudeurs singulières. La discrétion la plus complète a entouré l'inculpation, le 1er mars, de René Bousquet, comme si l'on pouvait en France, en ces matières, inculper en douce. La nouvelle a seulement filtré mercredi 3 avril. Ce petit mystère n'aura, somme toute, tenu qu'un bon mois. Chacun sait, en effet, que M. Albert Moatty, président de la chambre d'accusation de Paris agissant en tant que chargé de l'instruction, a notifié au secrétaire général de la police du régime de Vichy une inculpation de crimes contre l'humanité.

L'affaire, vraiment, ne méritait pas tant de cachotteries. Car, juridiquement, il ne s'agit que de la « régularisation » d'une décision déjà prise. Voilà plusieurs mois que les autorités judiciaires considèrent en effet René Bousquet comme un justiciable ayant la « qualité d'inculpé ». En octobre 1990, l'affaire avait été évoquée à huis clos devant la chambre d'accusation, le ministre public assurant alors que l'existence de

réquisitions nominatives à l'encontre de Bousquet valait inculpation et lui donnait justement les prérogatives d'un inculpé. Dans son arrêt du 19 novembre, la chambre d'accusation confirmait la thèse du parquet et précisait notamment : « Le mis en cause ayant été nommé dans les réquisitions écrites de M. le procureur général en date du 25 septembre 1990 à la qualité d'inculpé, alors même que les chefs d'inculpation ne lui auraient pas encore été notifiés ». Dès lors, René Bousquet, bien que libre de toute inculpation, se savait en réalité inculpé de crimes contre l'humanité comme l'avait été Jean Leguay, son subordonné durant l'Occupation, dont l'acte était définitivement levé lorsque la chambre criminelle de la Cour de cassation, le 31 janvier 1991, a rendu un arrêt rejetant le pourvoi introduit par M. Louis et Guy Bousquet, respectivement son frère et son fils.

Télégramme secret

Une inculpation, bien sûr, ne vaut en rien l'assurance d'une justice saine et juste. Rien ne dit que l'instruction sera rapide après que le ministère public se fut montré d'une extrême lenteur en 1989 et 1990. Mais nombre de décisions prises par René Bousquet durant les années 1942 et 1943 ont déjà été étudiées lors de l'instruction des crimes contre l'humanité reprochées à Jean Leguay. Bousquet lui-même, entendu en 1985 par le juge d'instruction Jean-Pierre Gotti, d'avait-il pas déclaré : « En ce qui concerne les fonctions de M. Leguay, il s'agit d'un pouvoir de décision. Bousquet se chargeait de transmettre les informa-

tions et les ordres des autorités SS à moi-même ou au ministre de l'Intérieur. » C'est sur ces « informations » et ces « ordres » que l'inculpé sera désormais inculpé à s'expliquer. A partir du 18 avril 1942, René Bousquet, alors âgé de trente-trois ans, a en effet accepté la lourde responsabilité d'être nommé secrétaire général de la police au côté de son ami Pierre Laval, qui cumulait les fonctions de ministre de l'Intérieur, de ministre de la Justice et de chef de la police de Vichy à la fin de la guerre. René Bousquet a été condamné à une peine de cinq ans de dégradation nationale, aussitôt annulée en raison de services rendus à la Résistance.

Plus de quarante ans ont passé. Les juges de l'épuration s'étaient surtout intéressés aux actes de Bousquet qui avaient pu nuire à la défense nationale et à l'Allemagne. Tenu aujourd'hui par les parties civiles pour l'un des principaux responsables des rafles du Vel d'Hiv, René Bousquet va devoir présenter ses observations concernant deux faits nouveaux particulièrement graves avancés par M. Klarsfeld.

Le premier concerne la préparation des grandes vagues d'arrestations de juifs en juillet 1942. L'avocat révèle qu'au cours d'une réunion, tenue le 2 juillet, René Bousquet a donné son accord aux chefs SS pour que la police française participe aux rafles. Dans le compte rendu de cette séance de travail, le rédacteur a même écrit : « Puisque, à la suite de l'intervention du maréchal, il s'est pour l'instant posé question d'arrêter des juifs de nationalité française, Bousquet se déclare prêt à faire arrêter sur l'en-

semble du territoire français et au cours d'une action unifiée le nombre de juifs ressortissants étrangers que nous voudrions. »

Le second fait qui a motivé la plainte de M. Klarsfeld et Charles Libman, au nom de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France - rejoint par M. Joël Nordmann et Alain Lévy pour la LNDIRP et M. Coche pour la Ligue des droits de l'homme, - porte sur l'opération, le 18 août 1942, de certaines dispositions réglementaires protégeant notamment de l'arrestation plusieurs catégories d'enfants juifs étrangers en zone libre. Dans un télégramme secret adressé aux préfets régionaux, René Bousquet autorise ainsi le regroupement, en vue de leur déportation, de parents accompagnés d'enfants âgés de deux à cinq ans ainsi que de parents de dix-huit ans dont les parents sont en fuite ou déjà déportés.

« Ce télégramme se trouve dans le dossier judiciaire de 1949, mais n'a jamais été étudié ni utilisé par les juges, tout comme le télégramme d'envoi n'a pas été exploité contre Klaus Barbie lors de son premier procès », nous a indiqué M. Klarsfeld. L'encore, la justice ne s'est pas empressée de vérifier les assertions de l'avocat. Alors que le procureur général pouvait, depuis septembre 1989, demander à consulter les documents aux Archives nationales, l'interdiction a été imposée. Si bien que le président de la chambre d'accusation a demandé à M. Jean-Pierre Gotti, juge d'instruction, de procéder à la saisie de ce dossier voilà seulement quelques semaines.

LAURENT GRELSAMER

Plainte pour crime contre l'humanité visant M. Georges Boudarel. - M. Jean-Marc Vaurat a déposé, mercredi 3 avril, auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris, une plainte pour crime contre l'humanité, avec constitution de partie civile, visant M. Georges Boudarel. La plainte a été déposée au nom de M. Wladimir Sobanski, ancien prisonnier du camp 113.

Le commissaire Jobic retrouve un commandement « opérationnel » à la PJ parisienne. - La commission administrative paritaire de la police a proposé, mercredi 3 avril, que le commissaire Yves Jobic soit nommé sous-chef de la 6^e division de police judiciaire (DPJ) à Paris. Inculpé de « proxénétisme aggravé » en 1988 après des accusations lancées par des prostituées parisiennes, M. Jobic, alors chef des unités de recherche de la 3^e DPJ, avait été muté aux services généraux de la police judiciaire.

SPORTS

Dispute autour d'un match

L'Olympique de Marseille doit affronter le 10 avril à Moscou l'un des clubs de la ville, le Spartak, en match aller des demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions. Mais c'est un autre match, joué entre avocats et autour de contrats, qui oppose dès à présent TF1 et Antenne 2 pour savoir qui diffusera ce match en direct. La Une, soucieuse de conserver son image de chaîne du football, a passé accord avec l'OM, le club da son actionnaire Bernard Tapie. Mais Antenne 2 aurait négocié avec une société de droits sportifs basée au Liechtenstein, APF Marketing. Un contrat que les responsables de TF1 estiment nul et non avenu.

Chacun se prévaut aujourd'hui de l'accord des Soviétiques : l'OM, qui a traité avec TF1, raisonne sur la base d'un échange des images (match aller et match retour) avec son homologue marseillais, qui aurait été approuvé par deux responsables du club soviétique le 24 mars. Bernard Tapie menace de ne pas fournir les images du match retour en cas de manquement à cet engagement. Forte de son contrat, Antenne 2 n'est pas mécontente de griller la politesse à TF1, en profitant des arcanes du sport-business.

M. Etienne Mougeotte, vice président de TF1, juge ces « pratiques commerciales scandaleuses »... et confie le dossier à son service juridique. La première mi-temps se déroulera-t-elle dans les prétoires ?

HENRI TINGO

(1) CISP, Institut d'études politiques, Domaine universitaire, BP 45 38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex. Tél : 76-54-38-18. Les principaux résultats de cette enquête sont présentés et commentés dans l'hebdomadaire la Vie d'été 4 avril.

An tribunal de Paris, le livre de Gilles Perrault sur le souverain marocain

Procès du roi ou procès des médias ?

La première chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M. Robert Diet, se prononcera, le 12 juin, dans le procès intenté, mercredi 3 avril, à France-Infos, Radio-France International et Antenne 2 par l'Etat marocain, qui leur reproche d'avoir présenté l'ouvrage Notre ami le roi, de Gilles Perrault, « sans contradictions, ni esprit critique ».

Pendant plus de huit heures d'horloges, quatorze avocats, dont sept bâtonniers, ont évoqué Gilles Perrault et le roi du Maroc dans un étrange procès, où aucun des deux intéressés n'était représenté. L'Etat du Maroc, le premier miniatur, M. Azzedine Laraki, le président de la Chambre des représentants, M. Ahmad Osman, l'ancien ambassadeur et résident marocain à Paris, ont voulu ainsi.

D'emblée, M. François Sarda, conseil de l'Etat du Maroc, a expliqué sa démarche : « Nous avons fait un choix. Notre procès n'est pas celui d'un livre, ni celui d'un auteur. C'est une procédure sur la responsabilité des médias. » Il ne s'agit pas de censurer, selon M. Sarda, qui résume la litige en déclarant que la poursuite concerne « la promotion abusive, la diffusion d'une fausse thèse, la contribution à une subversion et les limites de l'information ».

« Présentateur et non censeur »

Pour les avocats des plaignants marocains, l'émission « Caractères », diffusée sur A2 le 19 octobre 1990, ne présentait pas les caractéristiques d'un magazine littéraire, car Gilles Perrault avait libéralement proféré des injures et des diffamations contre le Maroc, sans que l'animateur, M. Bernard Rapp, lui apporte la contradiction. La même approche était adressée à France-Infos et RFI, qui auraient laissé au développement des offensives au sujet de l'Etat marocain dans des interviews de l'écrivain.

« Quand on compare le Maroc à l'Albanie, il est inadmissible que le journaliste ne proteste ».

pes », s'indignait le bâtonnier Francis Mollet-Vieville, alors que le bâtonnier Banzacour, du barreau de Casablanca, soulignait « l'agression spirituelle grave ressentie par les oulémas ». En tout cas, les journalistes auraient dû « poser des questions critiques » au lieu d'un « surchoc ».

« C'est un faux procès, plaide M. Yves Baudouin, défenseur de France-Infos : les deux antagonistes ne sont pas là. Et, selon M. Jean-Etienne Giamarchi, défenseur de RFI, le roi du Maroc « avait tout à craindre d'un procès sur les faits à l'encontre de Gilles Perrault », ajoutant : « De deux maux, il a choisi le moindre, en engageant sa procédure ». Sur le fond, le bâtonnier Bernard du Granet, défenseur d'Antenne 2, estime que la présentation d'une émission n'est « ni un contradictoire ni un contre-enquête » et surtout pas « un censeur ».

M. Baudouin devait rappeler que ce n'était pas le cas des autorités marocaines, qui avaient suspendu la diffusion de l'émission d'A2 sur le royaume, afin que l'émission d'A2 ne puisse être regardée. France-Infos avait fait état de cas suspensifs, il lui avait semblé normal de donner la parole à Gilles Perrault, et la « pluralité » avait été respectée puisque la station avait cité les propos du premier ministre marocain la 1^{re} novembre 1990 et les réactions des autorités marocaines.

Au tribunal civil, la procédure vaut que le représentant du parquet dispose du dernier mot. Le substitut Jean-Claude Laurin est resté sur le strict plan du droit, en soulignant que la litige devait s'interpréter au regard des textes supranationaux. Il a été plusieurs décisions de la Cour européenne ayant tranché des recours formés sur la base de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui prévoit « la liberté de recevoir les communications et les idées sans ingérence des autorités publiques ». Et les juges européens ajoutaient : « La liberté de la presse fournit à l'opinion publique l'un des meilleurs moyens de connaître et de juger les actes et les attitudes des dirigeants ».

MAURICE PEYROT

FOOTBALL

Montpellier éliminé par Niort en Coupe de France

La principale surprise des seizièmes de finale de la Coupe de France de football, mercredi 3 avril, a été la victoire de Niort, équipe de 2^e division, à Montpellier, qui, l'an dernier, avait gagné le trophée. Auxerre (Division 1)-Saint-Etienne (D1) : 1-0. Lille (D1)-Monaco (D1) : 1-3. Sochaux (D1)-Angers (D2) : 2-1, après prolongation. Paris SG (D1)-Bourges (D2) : 1-0. Tours (D2)-Toulouse (D1) : 1-0. Montpellier (D1)-Niort (D2) : 0-1. Rodez (D2)-Metz (D1) : 1-1, ap. prol. Rodez qualifié aux tirs au but (4-3). Dijon (D2)-Marseille (D1) : 0-3. Caen (D1)-Valenciennes (D2) : 3-0.

Beauvais (D2)-Brest (D1) : 0-3. Nancy (D2)-Nancy (D1) : 1-0, ap. prol. Alès (D2)-Gueugnon (D2) : 0-0, ap. prol. Gueugnon qualifié aux tirs au but (4-1). Ajaccio (D2)-Rouen (D2) : 2-0. Le Mans-Laval : 1-2, ap. prol. Fécamp (D3)-Nantes (D1) : 1-1, ap. prol. Nantes qualifié aux tirs au but (4-3). Saint-Christophe Châteauroux (D4)-Toulon (D1) : 0-1, ap. prol. Le tirage au sort des huitièmes de finale (qui se joueront samedi 27 avril sur un seul match) aura lieu dimanche 7 avril au cours de l'émission « Télé foot » sur TF1.

MINERVE/AIR FRANCE : LE POT DE TERRE CONTRE LE POT DE FER ! DYNASTEURS L'économie sans ménagement

corse

Une favorable à cette motion... Jean-Louis Andrieu

analyse du scrutin

Le scrutin... Jean-Louis Andrieu

modifier sensiblement l'équilibre entre les comités

Le Centre d'information des données socio-politiques de Grenoble, laboratoire rattaché au CNRS, a publié, jeudi 4 avril, les résultats de la première enquête sur « les attitudes religieuses, sociales et politiques des religieuses en France ». Pendant deux ans, Pierre Bréchon et Kristoff Teln, deux chercheurs, ont interrogé 2 420 religieuses, selon un échantillon représentatif d'une population qui n'avait pas été sondée depuis 1969 (enquête du Père Lucchini, actualisée en 1973) (1).

On les appelle encore familièrement les « bonnes sœurs ». Les religieuses sont 70 000 aujourd'hui en France et ce tout pas beaucoup de bruit. Pourtant, si une catégorie sociale a été chahutée au cours des trente dernières années, c'est bien cette corporation de femmes, infirmières, enseignantes, éducatrices de prison ou moniales. Elles ont traversé, tant bien que mal, toutes les crises de l'Eglise et de la société.

Leur effectif a fondu de plus d'un tiers depuis 1973. Elles étaient alors au-dessus du seuil de 100 000 (101 755 exactement). Aujourd'hui, si elles sont majoritairement au travail, comme enseignantes (23 %), employées dans les grandes (23 %), ou professions de santé (16 %) ou ouvrières (2 %), 6 800 sont cloîtrées (les moniales). Outre les démissions des années 70, responsables de l'hémorragie, elles ont subi de plein fouet, comme le clergé séculier, la crise des vocations. De cinquante-six ans en 1973, la moyenne d'âge des religieuses est passée à soixante-cinq ans. 1 % seulement ont moins de quarante ans !

Ce vieillissement est moins prononcé chez les contemplatives, qui sont 16 % sous la barre de la quarantaine, originaires de milieux ruraux, et plus diplômées que leurs aînées. Le redressement que leurs vocations bénéficient plus actuelles des vocations apostoliques, qu'aux grands ordres apostoliques. Et d'autres termes, les bénédictines ou les cisterciennes recrutent mieux (ou moins mal) que les jésuites ou les dominicaines.

RELIGIONS

Une enquête sur le comportement social et politique des religieuses

La gauche franchit la porte du couvent

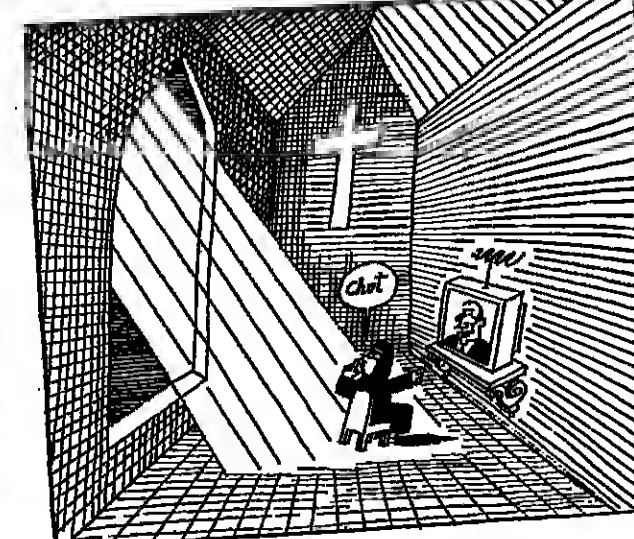
Le Centre d'information des données socio-politiques de Grenoble, laboratoire rattaché au CNRS, a publié, jeudi 4 avril, les résultats de la première enquête sur « les attitudes religieuses, sociales et politiques des religieuses en France ». Pendant deux ans, Pierre Bréchon et Kristoff Teln, deux chercheurs, ont interrogé 2 420 religieuses, selon un échantillon représentatif d'une population qui n'avait pas été sondée depuis 1969 (enquête du Père Lucchini, actualisée en 1973) (1).

On les appelle encore familièrement les « bonnes sœurs ». Les religieuses sont 70 000 aujourd'hui en France et ce tout pas beaucoup de bruit. Pourtant, si une catégorie sociale a été chahutée au cours des trente dernières années, c'est bien cette corporation de femmes, infirmières, enseignantes, éducatrices de prison ou moniales. Elles ont traversé, tant bien que mal, toutes les crises de l'Eglise et de la société.

Leur effectif a fondu de plus d'un tiers depuis 1973. Elles étaient alors au-dessus du seuil de 100 000 (101 755 exactement). Aujourd'hui, si elles sont majoritairement au travail, comme enseignantes (23 %), employées dans les grandes (23 %), ou professions de santé (16 %) ou ouvrières (2 %), 6 800 sont cloîtrées (les moniales). Outre les démissions des années 70, responsables de l'hémorragie, elles ont subi de plein fouet, comme le clergé séculier, la crise des vocations. De cinquante-six ans en 1973, la moyenne d'âge des religieuses est passée à soixante-cinq ans. 1 % seulement ont moins de quarante ans !

Ce vieillissement est moins prononcé chez les contemplatives, qui sont 16 % sous la barre de la quarantaine, originaires de milieux ruraux, et plus diplômées que leurs aînées. Le redressement que leurs vocations bénéficient plus actuelles des vocations apostoliques, qu'aux grands ordres apostoliques. Et d'autres termes, les bénédictines ou les cisterciennes recrutent mieux (ou moins mal) que les jésuites ou les dominicaines.

Si on connaît tout ou presque du comportement socio-politique du clergé français, jamais une telle étude n'avait été entreprise auprès des religieuses. Or celles-ci, malgré la proportion importante dans la proportion importante de retraités, se révèlent plus militantes que la moyenne des Français. Leur taux de syndicalisation est de 18,5 % (contre 10 % selon le CREDOC, pour l'ensemble de la population active). Et, si la politique n'a pas droit de cité au cou-



elles se sont prononcées pour François Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1988, contre 27 % de catholiques pratiquants réguliers. Plus des deux tiers voteraient « en aucun cas » pour le Front national.

Une petite minorité contestataire

Loin d'être recroquevillées sur leur tradition et sur des pratiques berrées du passé, les religieuses ont pris la plupart des virages amorcés par l'Eglise catholique après le concile Vatican II (1962-1965). Elles ne sont certainement pas, comme dans le cas de la contestation, mais, nées dans un modèle rigide d'Eglise et de vie religieuse, elles ont accepté la place innovatrice liturgique, la place plus grande des laïcs, le dialogue avec les autres confessions et l'ouverture au monde. Elles ne sont vertueuses au monde. Elles ne sont pas à la mode de la traditionnelles et plus de la moitié se disent « progressistes ou assez progressistes ».

Tout au plus trouve-t-on chez elles une petite minorité critique : 36 % ne seraient pas choquées à l'idée que des hommes mariés soient un jour ordonnés prêtres et 10 % à ce que des femmes soient aussi au sacerdoce. Un même pourcentage de religieuses (18 %)

tiers-monde ou les inégalités. Qu'ils touchent au militantisme social, politique ou aux réformes dans l'Eglise, ces chiffres traduisent en fait le renouvellement profond, depuis vingt ans, de la vie religieuse. La dévotion ne s'exerce plus forcément par la messe quotidienne ou l'enfermement dans un grand cloître à la campagne. 27 % des religieuses se disent de l'assistance chaque jour à la messe. Elles travaillent et vivent de plus en plus dans des communautés disséminées de petite taille (45 % dans des communautés de moins de cinq personnes, contre 17 % en 1973).

L'un des résultats les plus frappants de cette enquête est précisément de montrer la corrélation, étroite chez les religieuses, entre l'engagement syndical, le vote à gauche, l'approbation des changements dans l'Eglise et... la lecture de la Bible, qui, avant le concile, n'avait pas le droit de franchir la porte. Apparemment, leur fidélité à l'Eglise n'a pas en ce siècle.

HENRI TINGO

(1) CISP, Institut d'études politiques, Domaine universitaire, BP 45 38402 Saint-Martin-d'Hères Cedex. Tél : 76-54-38-18. Les principaux résultats de cette enquête sont présentés et commentés dans l'hebdomadaire la Vie d'été 4 avril.

سكز ابن الاميل

سكنا من الاول

SOCIÉTÉ

L'avant-projet de schéma directeur

L'Île-de-France développera ses villes moyennes

Suite de la première page

Cette lettre parvenait à M. Sautter au moment où celui-ci s'apprêtait à rendre publique, jeudi 4 avril, l'esquisse du prochain schéma directeur. Cet avant-projet, qui ne trouvera sa forme définitive qu'après les élections régionales, au printemps 1992, fixe six objectifs au SDAU qui dessinera l'Île-de-France de l'année 2015.

Premier objectif : donner une éducation, un emploi et un logement à tous les Franciliens ; faire un avenir meilleur à tous les enfants franciliens « que les parents soient français ou étrangers, modestes ou aisés ». Or combien seront-ils, ces Franciliens ? Le Livre blanc prévoyait 10,8 millions, c'est-à-dire 500 000 de plus qu'aujourd'hui. 11 millions et demi au maximum. Mais le dernier recensement bouleverse ces prévisions. Actuellement, l'accroissement naturel est de 100 000 personnes par an, ce qui signifie 13,1 millions en 2015.

Scénario non souhaitable, estime le document, qui retient une perspective « en dessous de l'évolution spontanée » : une population de 12,3 millions d'habitants, dont l'accroissement serait limité par un soutien public aux régions voisines – pour les aider à retenir leurs habitants et leurs activités – et par le maintien des mesures dissuadant les étrangers « de venir chercher sans autorisation du travail en Île-de-France ».

Le deuxième objectif est d'« ouvrir » l'Île-de-France grâce à des villes moyennes, qui seraient autant de traits d'union avec les régions voisines du Bassin parisien. C'est une originalité par rapport au Livre blanc. « Parfois, on a le sentiment d'être dans une île en France, pas dans l'Île-de-France », estime M. Sautter.

Ces villes, considérées jusqu'à présent comme marginales et promises désormais au rôle de liens, seraient : Mantes vers la Normandie, Rambouillet et Étampes vers le Centre,

Melun vers la Bourgogne, Meaux vers la Champagne-Ardenne. Les cinq villes nouvelles (Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée, Melun-Sénart, Evry et Saint-Quentin-en-Yvelines) seraient renforcées, tandis que Roissy développerait un réseau urbain vers la Picardie.

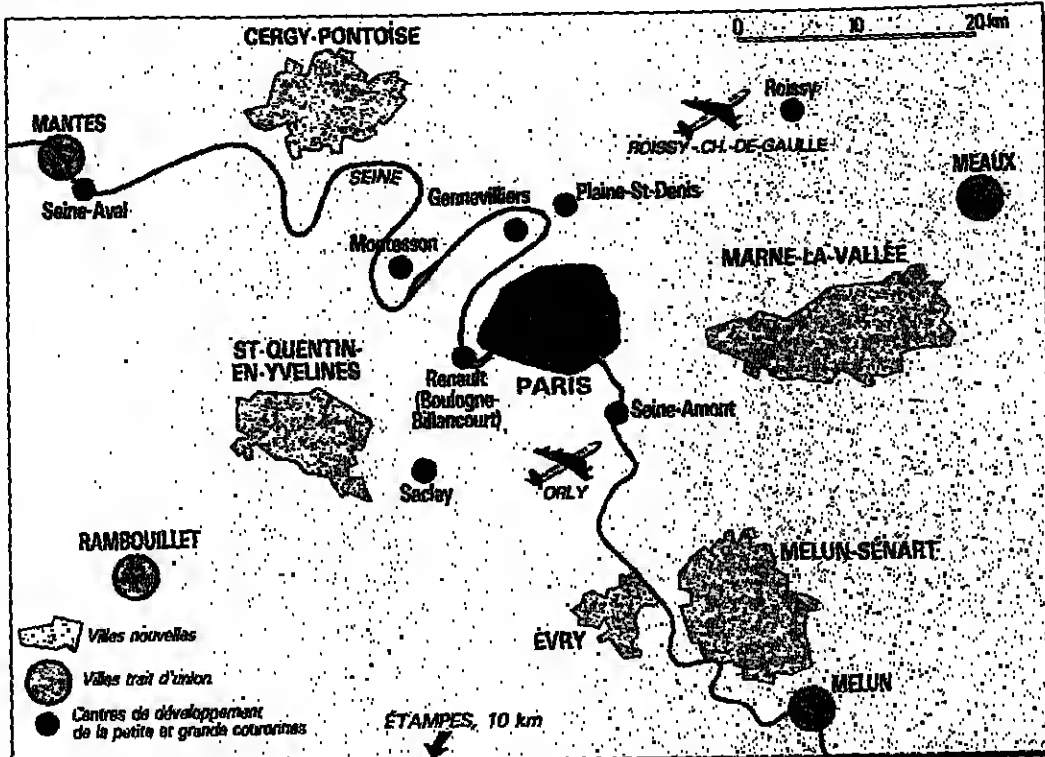
Créer 30 000 emplois

Troisième objectif : retrouver une harmonie entre habitat et emplois. Pour accueillir 70 000 habitants de plus chaque année pendant un quart de siècle, il faudra construire 65 000 logements et créer 30 000 emplois par an. Encore importera-t-il de mieux répartir les uns et les autres. Paris, par exemple, devrait simultanément desservir, au rythme de 8 000 par an au moins, les emplois tertiaires, publics et privés. La petite couronne devrait, pour sa part, augmenter logements et emplois ; la grande couronne ralentir la construction de logements et accélérer les créations d'emplois.

A propos du quatrième objectif – recréer une solidarité dans les quartiers, les villes, la région – l'esquisse du SDAU évoque deux secteurs qui nécessitent un effort particulier : l'accueil des personnes très âgées et l'adaptation aux enfants et adultes handicapés.

La préservation d'un espace vital pour l'agriculture et la relance de l'industrie sont des priorités définies par le cinquième objectif.

Le sixième objectif, enfin, fait appel à une notion nouvelle, celle de zone verte foncée. Pour épargner les espaces ruraux et les forêts, l'esquisse propose de concentrer l'implantation d'activités et de logements dans les zones déjà habitées ou à leur voisinage : première couronne, villes nouvelles, villes moyennes. Ainsi, au lieu de laisser aller la tendance actuelle, qui cor-



respondrait à la consommation de 85 000 hectares en vingt-cinq ans, s'en tiendrait-on à 55 000 hectares, les 30 000 hectares économisés représenteraient rien moins que trois fois la surface de Paris. Quant aux zones vert foncées, elles seraient délimitées par négociation avec les collectivités intéressées, toute construction y serait interdite, y compris celle de golfes.

Qui dit objectif, dit moyens financiers pour les atteindre. Sur ce chapitre, l'esquisse en reste... à l'esquisse, dans l'attente du schéma directeur définitif, qui s'accompagnera d'un calendrier. Tout au plus, les auteurs du document observent-ils que la définition du projet d'aménagement, loin de générer des coûts spécifiques, met en évidence des investissements qui, de toute façon, auraient été supportés, mais dans de moins bonnes conditions. Ils relèvent aussi qu'une

croissance de l'ordre de 3 % par an doublera la richesse en vingt-cinq ans.

Le document est plus explicite sur les moyens stratégiques. Plusieurs grands schémas seront mis au point : pour l'enseignement supérieur, les cinq universités futures des villes nouvelles devront drainer les bacheliers avoisinants et gagner un prestige international comparable à celui de leurs aînées parisiennes, sans cependant dégrader les universités existantes de l'Île-de-France. Des IUT seront créés dans les pôles de la première couronne et dans les villes traits d'union.

Le schéma des transports tirera parti des projets existants, dont celui de rocade ferroviaire en spirale autour de Paris (ORBITALE), conçu par le conseil régional avec l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Île-de-France). La perote d'auto-

routes souterraines à péage n'est pas écartée. Un quart des zones naturelles sera dessiné en reprenant le plan vert du conseil régional. Les forêts de Fontainebleau et de Rambouillet pourraient être classées « forêts de protection ».

Enfin, le document donne la liste des nouveaux centres de développement, qui visent à transformer le système solaire de l'Île-de-France, où tout tourne autour de Paris, en réseau polycentrique. Outre les cinq villes nouvelles, sont mentionnées dans la petite couronne les terrains Renault à Boulogne-Billancourt, la Plaine-Saint-Denis, la boucle de Gennevilliers, la plaine de Montesson, la Seine amont (Ivry, Vitry...), dans la grande couronne, figurent le plateau de Saclay et la Seine aval, autour de Mantes-Roissy ; enfin, les villes traits d'union.

CHARLES VIAL

DÉFENSE

Le Pentagone étudie un projet de fusée à réacteur nucléaire

Le Pentagone développerait un lanceur à réacteur nucléaire dans le cadre du programme Initiative de défense stratégique (IDS), plus connu sous le nom de « guerre des étoiles ». Entourés depuis plusieurs années du secret militaire, les détails de ce projet viennent d'être révélés par le New York Times, sur la foi de documents internes au gouvernement américain.

Destinée à lancer dans l'espace des charges militaires de grande taille (satellites détecteurs, lasers chimiques, faisceaux de particules), cette fusée pourrait placer en orbite basse une charge utile de 70 tonnes. Soit une capacité plus de trois fois supérieure à celle de Titan-IV (20 tonnes), le plus puissant des lanceurs américains conventionnels.

Selon le Herald Tribune du jeudi 4 avril, ce réacteur, désigné sous le nom de code « Timberwind », en serait aux premières étapes de son développement. Fabriqué et testé au Sandia National Laboratory d'Albuquerque (Nouveau-Mexique), il serait capable de chauffer le combustible de propulsion – de l'hydrogène liquide – à des températures très élevées (1 650 °C), grâce à de petites particules de combustible nucléaire.

Le procédé serait donc très différent de celui utilisé par la NASA, qui équipe certaines de ses sondes d'exploration spatiale de générateurs nucléaires au plutonium. Il s'agirait cette fois d'un véritable réacteur de fission nucléaire, similaire à celui que la NASA envisage pour d'éventuelles missions vers Mars.

Selon un rapport du Sandia National Laboratory, le prototype développé par le Pentagone pourrait faire l'objet d'essais au sol dans le Nevada, et d'un essai en vol suborbital à proximité de l'Alaska et de la Nouvelle-Zélande.

Harmonie

par Charles Vial

OCCUPER l'espace de façon « harmonieuse », prévoir les projets d'aménagement locaux en « harmonie » avec les perspectives régionales, répartir « harmonieusement » les emplois et les logements : sous la plume du premier ministre comme sous celle du préfet de la région Île-de-France, l'harmonie est le maître mot. De fait, c'est bien une vision équilibrée de l'agglomération parisienne qu'affiche la future schéma directeur. Minus d'espaces verts dévorés par le béton, mais plus d'habitants dans les zones déjà urbanisées : proche couronne, villes nouvelles, villes moyennes. Il s'agit de contourner la tâche d'huile de l'urbanisation qui, si l'on n'y veille, englobera les terres agricoles. Tout en réduisant le tropisme des régions voisines vers l'astre central de la capitale. Équilibre, harmonie.

Le même souci de « non-violence » anime le gouvernement dans la stratégie qu'il met en œuvre pour faire avancer le projet de schéma directeur. Même revue par l'homme du président, M. Christian Sautter, préfet de la région Île-de-France, la « méthode Ricard » ne s'écartera pas de la recherche du consensus. La lettre du premier ministre et l'esquisse présentée aujourd'hui prennent l'une et l'autre grand soin de répéter que rien – « sauf s'il y a des blocages » – ne sera imposé par l'État, que le plus grand compte sera

tenu de l'avis des communes, invitées à se grouper, des départements, de la région, dont certaines propositions sont reprises. Tout indique que l'on veut oublier la brouille née à l'autonomie entre la majorité de droite du conseil régional et le gouvernement. D'ailleurs, les élus de la région ont-ils jamais cessé de participer aux commissions dont les travaux aboutissent aujourd'hui au document présenté par M. Sautter ?

Des nuances s'attendent pourtant à quelques mois de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil régional. Encore que le mode de scrutin qui s'appuie sur des listes par département pousse les notables locaux à ne pas rompre tout dialogue avec un gouvernement qui peut les valoriser en aidant leur circonscription. Certains centristes, notamment, seront bien tentés de modérer leurs critiques.

Une autre menace pèse d'un poids tout différent : elle tient aux difficultés rencontrées par le pouvoir dans l'application des mesures d'urgence annoncées par le premier ministre il y a dix-huit mois. Les logements promis en grand nombre ne font attendre, à travers le préfet de région, celle du président de la République sont en jeu dans cette région où le gauche n'est majoritaire dans aucun des huit départements.

EN BREF

■ Sursis pour un appelé condamné pour refus d'obéissance. – Le ministre de la défense a accordé un nouveau sursis à un lycéen de dix-neuf ans, M. Stéphane Joux, qui a été condamné à quinze mois de prison pour refus d'obéissance par le tribunal de Metz (le Monde du 20 mars). Convoqué à trois reprises pour les tests de sélection, M. Joux n'avait pas obtenu le permis de conduire, il a été inculpé de refus d'obéissance et emprisonné avec des droits communs à Metz. M. Pierre Joux vient de lui accorder, à titre exceptionnel, un sursis jusqu'à l'âge de vingt-deux ans pour préparer un « bac » technique. Mais cette mesure ne préjuge pas la décision attendue de la cour d'appel de Metz, devant laquelle M. Joux doit bientôt comparaître.

■ Mort de Jean Goss, président d'honneur du Mouvement international de la réconciliation (MIR). – Militant non violent, président d'honneur du Mouvement international de la réconciliation (MIR), Jean Goss est mort, mercredi 3 avril à Paris, à l'âge de soixante-neuf ans. Le MIR est un mouvement de laïcs chrétiens présents dans trente-cinq pays. Avec sa femme Hildegarde, Jean Goss avait enseigné la non-violence en Amérique latine, en Afrique et en Asie, et organisé, en Uruguay en 1967 et en Colombie en 1974, les premières Rencontres internationales sur la « non-violence révolutionnaire ». Ils avaient reçu en 1979 le prix Bruno-Kreisky, récompensant des actions en faveur des droits de l'homme, et en 1986 le prix Paul-VI « Enseignant de la paix », décerné par Pax Christi-Europe.

■ Le Conseil d'État donne raison à l'université d'Aix-Marseille-III contre M. Darne. – Le Conseil d'État a cassé, vendredi 29 mars, un jugement du tribunal administratif de Marseille, du 7 juillet 1989, qui avait annulé la décision de l'université d'Aix-Marseille-III d'empêcher un étudiant, M. Rémi Darne, de présenter un mémoire de DEA (diplôme d'études approfondies) sur l'affaire du lycée militaire d'Aix-en-Provence (le Monde du 1^{er} décembre 1988 et 19 août 1989). Le Conseil d'État a donné raison à l'université qui avait estimé que l'étudiant n'avait pas respecté les usages universitaires en publiant un livre sur le même sujet, avant la soutenance de son mémoire. M. Darne a décidé de saisir le Cour européenne de justice.

PRESSE

Le constat annuel de l'OJD

La diffusion du « Monde » en France a augmenté de 2,13 % en 1990

La diffusion du Monde en France a progressé de 2,13 % en 1990, selon l'Office de justification de la diffusion (OJD), qui a publié, le mercredi 3 avril, les chiffres concernant notre journal et ses publications. L'an dernier, le Monde a diffusé en France 322 931 exemplaires en moyenne (dont près de 100 000 par abonnements).

La hausse est continue depuis plusieurs années : en 1989, le quotidien avait diffusé 316 210 exemplaires par jour, ce qui représentait déjà 1,5 % de plus qu'en 1988. La diffusion du Monde en France et à l'étranger a atteint pour sa part, en 1990 le chiffre de 375 285 exemplaires.

L'augmentation n'est que de 0,99 % par rapport à 1989, la diffusion ayant été suspendue en cours d'année en Algérie à la suite d'un contentieux financier entre l'État algérien et les NMPP. Quant à la diffusion totale (France, étranger et gratuits), elle a atteint 386 103 exemplaires, soit une hausse de 1,19 % par rapport à

1989. Le tirage moyen s'est établi à 530 456 exemplaires.

Les autres publications du groupe ont aussi enregistré des résultats satisfaisants. La hausse la plus importante est enregistrée par le mensuel le Monde diplomatique, qui a diffusé en moyenne 82 235 exemplaires en 1990 en France, soit un accroissement de 17,81 %, et a eu en moyenne une diffusion totale par numéro de 128 518 exemplaires, soit 16,32 % de plus qu'en 1989.

Les Dossiers et documents ont augmenté leur diffusion de 6,94 % (85 540 exemplaires en moyenne en 1990), tandis que la Section hebdomadaire a accru la sienne de 3,51 % (24 349 exemplaires).

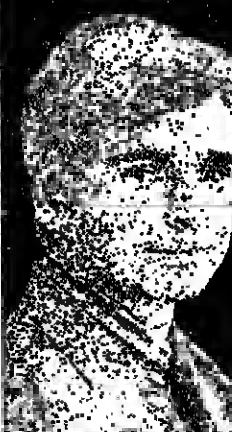
En revanche, le Monde de l'éducation et le Monde des philatélistes ont vu leur diffusion baisser respectivement de 6,6 % et 11,4 %.

La diffusion totale du Monde de l'éducation représente 90 806 exemplaires et celle du Monde des philatélistes 33 414 exemplaires, ce qui les classe parmi les titres les plus importants de leurs catégories.

■ La diffusion de Libération. – L'année 1990 a été bénéfique pour Libération, dont la diffusion, selon l'Office de justification de la diffusion (OJD), s'est accrue de 2,17 % (179 310 exemplaires), dont 8263 abonnements par rapport à 1989. 57 % de recettes du quotidien provenant de la vente et 35 % de la publicité, le journal a été moins exposé que ses confrères à la récession publicitaire ; ses recettes annexes, assurées surtout par la télématique, ont aussi contribué à la bonne santé de l'entreprise. Le chiffre d'affaires 1990 du journal s'établit à 449,7 millions de francs et le bénéfice net à 10,9 millions. Libération, dont la nouvelle maquette intégrant la couleur a été retardée, travaille actuellement sur un projet de magazine du samedi, à paraître à l'automne.

■ Le Monde SANS VISA

Un proviseur parle :
**NOTRE EDUCATION
N'EST PLUS FAITE
POUR NOS ENFANTS**



JEAN-PIERRE BERLAND
**LYCEES,
L'ETAT
D'URGENCE**

Témoignage et commentaires
d'un proviseur
à l'usage des lycéens et de leurs parents

Un livre efficace et plein d'humour (...) dans lequel Jean-Pierre Berland explique les raisons de sa colère. *Le Figaro*

Proviseur d'un lycée en région parisienne, il a plongé sa plume dans le vitriol pour écrire son livre. *Paris-Match*

99 F. J. O. Clartés 252 p.

سكزا من الامل

CULTURE

ARTS

Luxe, calme et volupté

Un hommage au dernier des grands héritiers abstraits de Matisse

SAM FRANCIS
à la galerie Fournier

Depuis près d'un demi-siècle, tantôt fêté, tantôt négligé, au gré des modes, Sam Francis accomplit son œuvre avec une admirable sérénité – et toute sous le signe de Matisse le coloriste. D'étranges ressemblances lient les deux peintres, à commencer par celle-ci : leur vocation, assez peu précoce, se déclara vers l'âge de vingt ans, à l'occasion d'une maladie, et ils commencèrent tous deux par peindre des aquarelles à l'hôpital. Celles de Matisse étaient impressionnistes de ton, celles de Francis plutôt matisseennes : elles sont construites également pour et selon la couleur.

En 1950, de sa Californie natale, Sam Francis se rend à Paris, Parmi ses premiers amis, Georges

Duthuit, l'un des gendres du maître. Parmi ses premiers amateurs, M^{me} Matisse elle-même. Que l'un ne puisse visiter une exposition du peintre de Santa Monica sans penser à celui de Nice est donc simplement logique, tant leur parenté est étroite.

Étroite, fructueuse et heureuse. Il n'est pas actuellement dans les galeries parisiennes d'exposition plus convaincante que l'anthologie rétrospective par laquelle Jean Fournier célèbre Francis.

Elle compte peu de toiles et d'œuvres sur papier, à peine une vingtaine, mais, d'un tableau de 1948 aux plus récentes, toutes manifestent la même maîtrise de la composition chromatique et relatent l'évolution d'un peintre qui n'eut jamais d'autre ambition que de tirer de la couleur tout ce qu'elle contient d'éclat et d'élo-

quence – comme Matisse naturellement.

Les procédés de son exploration ont varié : en 1948, Francis couvre toute la surface de la toile de rose liquide rehaussé d'un peu de carmin et de bleu. Au début des années 60, il exécute ses *Blue Figures*, mi-organiques mi-abstraites, où servent toutes les nuances, de l'autremer le plus dense à l'azur le plus fluide.

La touche est large, accompagnée de coulures et de taches. Quelques années plus tard, le blanc repousse les couleurs, de plus en plus diluées, vers les bords de la toile et, dans cette rétraction, elles gagnent en intensité et en lumière.

« Une mise à feu de l'œil »

Sans cesse. A tel point que les peintures récentes ne se composent plus que de taches éclatantes, citron, écarlate, vert jade, violet lilas, qui paraissent jetées sur la surface blanche au hasard d'un *dripping* frénétique. L'expressivisme n'a cependant guère de part dans l'exécution. Francis, plus proche de Rothko que de Pollock, contrôle les dissonances et évite les mignardises acidulées, le joli ton qui flatte l'œil, la facilité en somme.

Il arrive, il est vrai, qu'il ne sache résister à la séduction d'une harmonie particulièrement suave et que toute la toile ne soit que l'exaltation d'une nuance rare, trop rare. Mais, pour une œuvre un peu faible par excès d'élégance, combien de réussites !

Celle qui élit l'exposition, monumentale composition en ovale, semble une carte du ciel, parcourue de comètes aux chevelures chamarrées, animée d'explosions solaires et d'incandescence sur fond de nuit bleue et noire. C'est, tout simplement, une toile admirable, et la minutieuse vérification de l'un des aphorismes prêtés au peintre, « La couleur, dit-il, est une mise à feu de l'œil », est une mise à feu de l'œil.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix, 75004 ; tél. : 42-77-32-31. Jusqu'au 28 avril.

L'art d'accommoder les ratages

Cinquante dessins révèlent l'ambiguïté de ce qu'on nomme des « repentirs »

REPENTIRS
au Musée du Louvre

L'exposition « Repentirs » du cabinet des dessins du Louvre est entourée de tout ce qu'il faut pour que le visiteur accroche au propos, s'accroche à la barre de bois, se penche et se hisse sur la pointe des pieds pour mieux regarder les feuilles placées un rien trop haut sur les cimaises en plan incliné. Par exemple, est reproduit, au mur de cette fois, et en grand, la page 603 du Dictionnaire de l'Académie abandonnant corrigée par les membres de la digne institution, en 1762. Cette page 603 contient la définition du substantif « repentir » : « Regret d'avoir fait ou de n'avoir pas fait quelque chose », avec, en marge, un ajout, peut-être un repentir, le mot « sincère » à placer après « regret ».

En fait, cette vieille définition, d'ailleurs revue à peine trente ans plus tard, afin de l'adapter aux arts (cf. le Petit Robert) ne convient guère à ce qui se passe lorsque le peintre, ou l'artiste, à l'évidence, ne regrette pas trop ce qu'il a fait, même s'il le trouve mauvais, puis- qu'il ne l'efface pas, ou si peu qu'on peut douter de la sincérité de son regret. Ce qui nous vaut parfois deux et trois têtes, trois et quatre bras ou jambes pour un même tronc, quelques monstruosités, une certaine agitation, voire beaucoup de confusion.

On a grand plaisir à observer ces dessins en partie corrigés en cours d'exécution. Les repentirs y sont parfois énormes, si appuyés et si flagrants qu'on ne voit d'abord qu'eux ; parfois si bien dissimulés dans l'ombre des hachures, ou sous un peu de blanc transparent, qu'on les découvre comme dans les devinettes des enfants. Ils révèlent certes l'hésitation passagère ou durable de l'artiste dans sa recherche du meilleur contour ou de la bonne position, mais surtout comment celui-ci peut tirer parti de ses ratages, jouer de l'imperfection de sa première définition du trait, de son décalage avec le suivant ou celui d'après ; et inscrire délibérément l'inconvenance dans

le corps même du dessin. En tirer des effets. Du mouvement. Une expressivité.

Ici, c'est Degas qui dans un an allongé, une danseuse assise, puis un nu penché, nous fait passer à travers trois cas de repentir : le premier tient du désir de mieux dessiner le bras et la jambe de la femme ; le second manifeste plus fermement une envie de garder la trace du motif en train de se faire, et ce n'est pas un hasard si c'est dans la zone, sensible, du pied de la ballerine que ça se passe ; quant au troisième, on n'est plus sûr qu'il s'agisse d'un repentir, tant le redoublement flou des lignes des jambes paraît servir la saisie furtive de la position instable d'un corps lourd de femme.

Des maladroites fascinantes

Là, c'est Ingres qui, dans une étude pour le *Martyre de saint Symphonien*, multiplie le bras d'un *Homme ramassant une pierre* et transforme sa recherche du juste contour en une décomposition du mouvement sans pour autant affaiblir la force du geste. Ingres est encore présent avec plusieurs études sur une grande feuille, pour le *Bois surc*, où, dans l'enchevêtrement des figures esquissées, le dessinateur reprend avec insistance le tracé pointu des mains crispées sur quelque aiguille ou brin de fil. Cette fois le repentir renforce l'expressivité du geste sans produire de mouvement.

Dans l'admirable scène de la *Visitation* de Sebastiano del Piombo, un repentir porte aussi sur une main, celle de la vierge qui étreint l'épaulé d'Elisabeth. Là, fondu, il contribue discrètement à traduire l'émotion de la rencontre. Dans une *Crucifixion* (école lombarde du seizième siècle), les mains agrippées à la croix, à deux endroits, soulignent la douleur de Madeleine. De dessin en dessin, on note bien d'autres exemples de ces maladroites initiales, qui n'en sont plus, et appuient, ou même engendrent, une composition d'ensemble, comme dans la *Danseuse assise* de Matisse. Il y a repentir et repentir, et c'est le propos de l'ex-

position de nous montrer toute la gamme de ses possibles, du plus simple – la correction de la ligne d'une jambe, d'une cuisse, d'un pied – au plus embrouillé, quand le peintre multiplie les bifurques au point que le dessin entier n'est plus qu'un vaste repentir, un grand doute jeté sur l'antiquité de la ligne. Et cela, de Léonard à Picasso et Matisse (ces derniers n'étant pas forcément ceux qui doutent le plus), en une cinquantaine de dessins qui sont souvent fort beaux malgré leur incertitude, voire leur incompréhension ; et toujours fascinants. Car ils nous introduisent très concrètement dans le flux de la pensée à l'œuvre. Une pensée qui bute, s'obstine, s'attarde, ne s'en sort pas toujours, s'écarte des conventions et des normes classiques, pour gérer ce chaos d'incertitudes, ce lieu de non-repos, cette zone de positions et non de pause qu'est un « repentir ».

GENEVÈVE BREERETTE

► Hall Napoléon, jusqu'au 17 juin. Catalogue, textes de Françoise Viette, Christina Petronio, Hubert Damish, Hélène Clouze, Jean Clair, 145 pages, 180 F.

A PARTIR DU 9 AVRIL
MON PARNASSE
LES HOMMES NAISSENT
TOUS EGO
"drôle... MATISSE"
"une virtuosité tout à fait époustouflante..." LE FIGARO
"un coup de maître..." L'ESPRESSO
"un coup de maître..." L'ESPRESSO
"entre Hitchcock et Buster Keaton..." EUROPE 1
"le verbe craque, l'ego explose..." LE PARISIEN
LOC. 43 22 77 74
AU FOYER DES 15^{es}
ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS

43 25 70 32
EUROPE DU 4 AU 28 AVRIL
ODEON
HISTOIRE D'UN IDIOT
de FELIX DE AZUA
mise en scène et interprétation CHRISTIAN PLEZENT
DU MARDI AU SAMEDI À 18 H • DIMANCHE À 18 H ET 21 H 30

THÉÂTRE DE GENÈVE
Tela-Lou
de Catherine Anne
avec Fabienne Luchetti et Anne Marengo
26 mars - 20 avril
Tél. 47 21 18 51 - 5 Fnac - Billetel

COMEDIE DE CAEN
LA CHAMBRE ET LE TEMPS
de BOTHO STRAUSS
Mise en scène de MICHEL DUBOIS
Sam. 23 mars au dim. 14 avril
THÉÂTRE DU CAMPAGNOL
Chatenay-Malabry
46 61 33 33

THÉÂTRE DE GENÈVE
NATHALIE STUTZMANN
contralto
Patrick Cohen piano/forte
Erich Höbarth violon
Christophe Colin violoncelle
BEETHOVEN
65 F. LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

L'HERMÈS Editeur
L'essentiel sur
HISTOIRE POLITIQUE ET
CONSTITUTIONNELLE DE LA FRANCE
(1789-1990)
par Michel L. MARTIN et André CABANIS
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS
Tél. (1) 46 34 07 70

19 MARS
28 AVRIL
BRECHT / GORKI
VIE DE LA
REVOLUTIONNAIRE
PELAGIE VLASSOVA
DE TVER
TENTE FRANCAIS
BERNARD PAUTRAT
MISE EN SCENE
BERNARD NOBEL
DECOR
NICKY RIET
COSTUMES
TIFINA MASSELLI
THÉÂTRE
DE GENÈVE
CENTRE DRAMATIQUE
NATIONAL
MÉTRO GABRIEL PÉRI
Tél. 47 93 26 30

le nouvel
Observateur
SPECIAL
RIMBAUD
GLOIRE A CELUI PAR QUI
LE SCANDALE ARRIVE
• Pourquoi il reste le symbole même de la jeunesse
• Comment, des catholiques aux communistes, chacun a voulu le récupérer
• Pourquoi il a abandonné à 20 ans la littérature pour parcourir le monde
• L'énigme de ses amours avec Verlaine
• Cent ans après sa mort, Arthur Rimbaud, le poète, le casseur, le vagabond, continue de fasciner : qui fut vraiment l'homme "aux semelles de vent" ?
Un grand dossier du Nouvel Observateur
avec :
Alain Borer, Michel Butor, Bernard-Henri Levy,
Marcel Moréchal, Ernest Pignon-Ernest, Luc Simon...

American Airlines vous offre le Nouveau Monde à des prix exceptionnels.

Peut-on rêver mieux que l'Amérique avec American Airlines. Les nouveaux tarifs sont tellement intéressants qu'ils vous permettront de découvrir de meilleurs hôtels, de plus grands restaurants et de faire davantage de shopping.

Outre ses tarifs exceptionnels, American Airlines a aussi l'avantage de proposer plus de destinations aux U.S.A. qu'aucune autre compagnie aérienne et vous évite de changer de compagnie entre Paris et votre destination finale aux Etats-Unis.

Précisons que les tarifs exceptionnels cités ici ne sont que quelques exemples parmi les 230 destinations qu'American Airlines dessert aux Etats-Unis.

Appelez dès maintenant votre agent de voyages ou American Airlines à : Paris : (1) 42.89.05.22 - Bordeaux : 56.44.52.90 - Marseille : 91.91.66.34 - Nantes : 40.89.10.92 - Nice : 93.87.19.79 - Strasbourg : 88.32.90.22 - Lyon : 78.92.93.15 - Toulouse : 61.23.30.20.

Paris MIAMI	Paris ORLANDO	Paris NEW YORK	Paris WASHINGTON D.C.
Soleil, plage, bikinis, voile, gratte-ciel, vous allez adorer.	Quoi de plus magique que cette ville de "contes de fées".	Certaines villes veulent l'imiter mais Big Apple reste unique.	Plus de 18 millions de touristes par an, ce n'est pas un hasard.
3700 ^F semaine 4000 ^F week-end	3700 ^F semaine 4000 ^F week-end	2995 ^F semaine 3295 ^F week-end	2995 ^F semaine 3295 ^F week-end
Paris DALLAS FORT WORTH	Paris LA NOUVELLE ORLEANS	Paris CHICAGO	Paris LOS ANGELES
Cosmopolite et culturelle, chaleureuse et amicale, dans le plus pur style texan.	De super restaurants, du jazz torride et son quartier français en font un festival permanent.	Pour pouvoir dire comme Kipling "j'ai rencontré une ville, une vraie ville et c'était Chicago".	Hollywood, Beverly Hills, la plage de Venice... Los Angeles ni plus ni moins !
4040 ^F semaine 4340 ^F week-end	4040 ^F semaine 4340 ^F week-end	3645 ^F semaine 3945 ^F week-end	4500 ^F semaine 4800 ^F week-end
Paris SAN FRANCISCO	Paris SAN DIEGO	<p>Voyage valable uniquement sur American Airlines. Réservation, émission et règlement 14 jours minimum avant la date de départ et avant le 9 juin 1991. Le voyage doit commencer avant le 23 juin 1991 et doit être terminé avant le 30 juin 1991. Minimum/Maximum du séjour : 7/21 jours. Billets non remboursables sauf cas de force majeure. Tous les tarifs sont communiqués sous réserve d'approbation gouvernementale - Valables pour un voyage effectué en milieu de semaine du lundi au jeudi et le week-end du vendredi au dimanche. Ces tarifs ne comprennent pas les taxes (environ 150 FF, montants variables sujets aux fluctuations taux de change FF/dollars). *Certaines villes sont desservies par American Eagle, notre partenaire régional.</p>	
Le charme incarné avec sa baie romantique, ses mélanges de cultures et tous ses tramways.	Le climat y est d'une douceur exceptionnelle, le soleil y brille toute l'année. San Diego n'attend que vous !		
4500 ^F semaine 4800 ^F week-end	4500 ^F semaine 4800 ^F week-end		



American Airlines

هكذا من الاجل

LIVRES • IDEES

Le feu de Titien

A partir de la biographie très informée de Flavio Caroli et Stefano Zuffi, qui sort aujourd'hui en France, Philippe Sollers évoque l'aventure créatrice d'un peintre « toujours fidèle à lui-même »

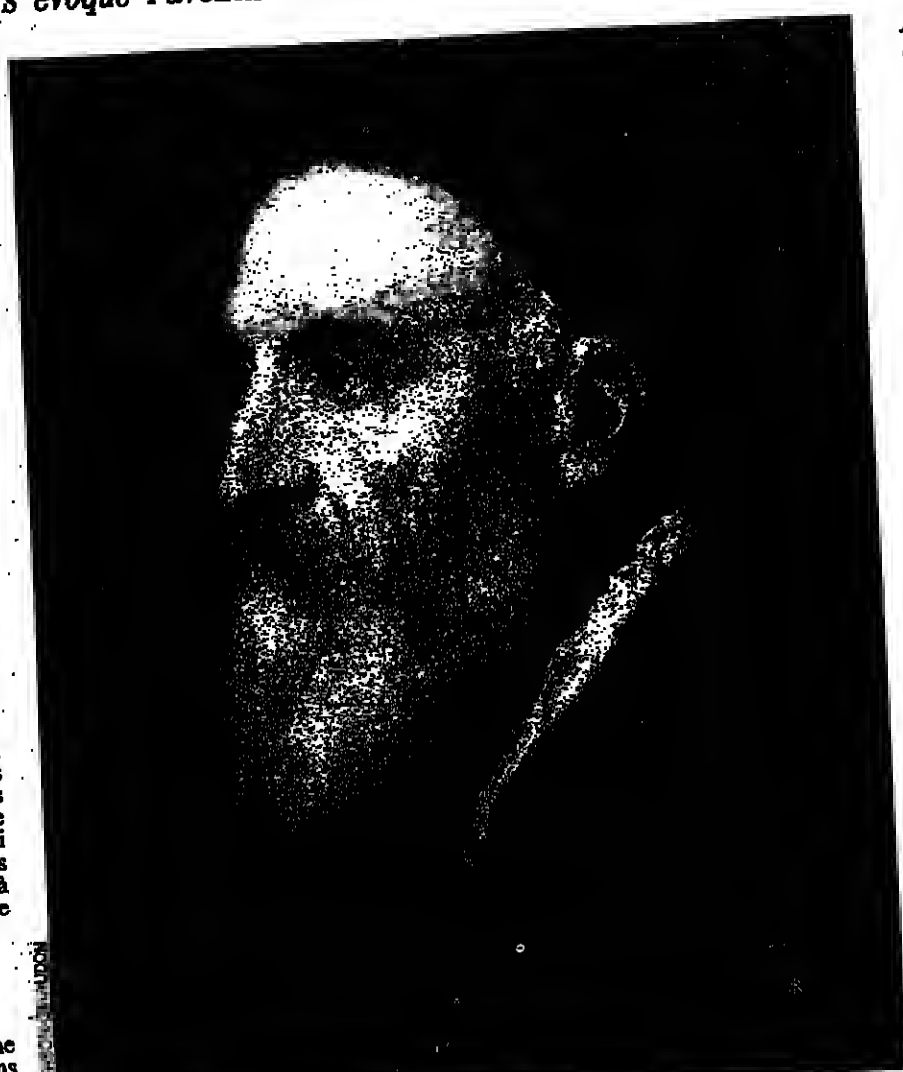
TITIEN
de Flavio Caroli et Stefano Zuffi.
Traduit de l'italien
par Béatrice Vienne.
Fayard, 346 p., 150 F.

On ne sait de quoi il faut le plus s'étonner chez Titien : sa longévité légendaire, sa maîtrise des événements et des puissances, son sens stratégique des affaires ou tout simplement (tout simplement !) son génie en peinture résumant celui de Venise et projetant sa lumière intérieure sur tous les tableaux après lui. Contre tous ceux qui ne peuvent voir de vraie réussite que dans l'échec, la réussite absolue de cette vie paraît invraisemblable, elle semble une insulte à nos valeurs religieuses de mort, d'empêchement sentimental, de pauvreté ou de malediction suicide. Rien de lui fait obstacle : sa croissance est celle du temps lui-même.

Comme dans un mythe parfait, jusqu'à sa date de naissance prête à controverse, et il est le premier à la dissimuler. Le mystère est pourtant simple : Titien était déjà plus qu'excellent étant jeune (il se vieillissait donc pour paraître sérieux et emporter les commandes), et comme il reste incomparable devenu très vieux, il en rajoute pour avoir la paix, stupéfier ses contemporains et poursuivre à l'égard des toiles les plus secrètes. Il passera donc pour le « grand vieillard » centenaire qui eut jusqu'au bout à peindre, alors qu'il meurt seulement (seulement !) à quatre-vingt-six ans, en pleine épidémie de peste, en 1576.

Une question magique

Il faut imaginer ce théâtre du seizième siècle dont Shakespeare se souvient dans *Othello* : Venise, ville des villes, capitale des échanges internationaux et de l'édition (entre 1495 et 1497, mille huit cent vingt et un livres édités en Europe, dont quatre cent soixante-dix-sept à Venise et cent quatre-vingt-un à Paris) ; sanctuaire de la peinture moderne, c'est-à-dire axée sur la couleur, en compétition avec Rome et Florence ; République Sérénissime où l'isoquisme ne pousse jamais à s'implanter ; liberté comme il n'y en eut jamais ; invention dans tous les domaines (architecture et musique, navigation, armes, commerce, vêtements et prostitution). Les oeuvres de Venise, après Vinci, Raphaël, Michel-Ange s'appellent déjà Giorgione et Titien, bientôt Veronese et Tintoret. Rome n'est plus dans Rome, sa rivalité s'affaiblit.



Autoportrait de Titien (détail).

Que fait Titien ? Il comprend, comme personne avant lui, la situation des pouvoirs. Les princes, les empereurs ? On fera leurs portraits à jet continu, on les convoquera sur la toile, on les tiendra par l'image en utilisant leur narcissisme, leur mégalomanie automatique, leurs rivalités. Des docs de Ferrare, de Mantoue ou d'Urbino à Charles-Quint ; des papes à Philippe II, rien de plus simple. Vous croyez exister vraiment ? Moi seul, Titien, peut vous en donner la garantie en volume, en couleur. L'Eglise ? Elle sera le

lieu multiple du vote populaire. Quelles sont les peintures qui ont le plus de succès ? Celles qui sont les plus implantées par la dévotion des fidèles ? Les plus efficaces, donc ? Réponse : l'Assommoir, tellement insolite, audacieuse, rouge, enlevée, ivre, qu'elle emporte aussitôt, si l'on peut dire, le morceau. D'un côté, le pari aristocratique (les portraits sont immédiatement très célèbres), de l'autre, le plébiscite démocratique.

Les biographes, fascinés à juste titre, écrivent : « Aucun artiste avant lui n'a

jamais osé s'adresser avec autant de clarté et d'insistance à un souverain pour réclamer de l'argent. » Titien sait que la domination par la peinture est une question magique qui prend l'être humain à sa racine. Il invente l'atelier de cette domination, aidé en cela par la plume mobile de l'Arétin, son ami et complice constant, plume acérée et caustique qui fait trembler les ennemis. Quel couple ! Rien ne leur résiste : ils s'activent, ils divisent, ils règnent, pour la plus grande gloire du pinseau.

Une révolution est en marche

Les puissants renâclent bien un peu, mais s'inclinent. Titien sera exempté d'impôts. Ses toiles dictent les identités et l'espace, plus vrai que la réalité, des cours, des amours, des paysages et des caractères. Luther, ce « maine fatal » (Nietzsche), avait bien raison de s'inquiéter, comme ne manquera pas de le faire, à travers les âges, les puritains ou les iconoclastes de tous bords. En effet : une révolution est en marche.

Titien ne se soumet à rien : ni à la religion des masses, ni au spiritualisme néoplatonicien des élites. Intraitable sur les affaires, il dispose de ces surimpressions que sont les croyances mythologiques ou philosophiques, il se joue des titres, des systèmes, des sacres, des conciles. Une Pentecôte, une Annonciation ? Mais bico sûr. Des Vénus oues comme on o'se pas les peindre si oues ? Avec plaisir. Des mises au tombeau ? Oui, et avec une sincérité frémissante, encore. Marié ? Père de famille ? Soucieux de la carrière de ses proches ? Aucun problème. Des d'oeurs avec courtisanes ? Lettre de l'Arétin à Titien, en 1547 : « Une paire de faisans et je ne sais quel d'autre vous attendent à dîner, en même temps que la signora Angiola Zaffetta et moi ; alors, venez donc, car, en nous voyant prendre contenance, du bon temps, la vieillesse, espionne de la mort, ne rapportera jamais à sa maîtresse que nous sommes vieux. »

Philippe Sollers

Lire la suite page 26

LE FEUILLETON

de Michel Braudon
Le piéton de Paris

Modiano tel qu'en lui-même. Son dernier livre, *Fléurs de ruine*, est une lente dérive à travers un Paris que peu d'écrivains ont décrié avec un amour aussi intelligent, une mélancolie aussi hallucinée. Une nostalgie qui n'a rien de frivole. Car cette mémoire est toujours assée des fils de l'Histoire.
Page 16

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Gustave et ses « Bichons »

Les « Bichons » de Flaubert, ce sont ces rouchonneurs de Goncourt tels qu'ils apparaissent dans le troisième tome de sa correspondance que publie « La Pléiade ». La saison est décidément flaubertienne puisque paraissent, en outre, un essai de Jacques Chassac, des rééditions et un « collage » des lettres du maître alors qu'il rédigeait *Madame Bovary*.
Page 16

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Vu de l'enfer

Ferdinando Camon restitue une conversation en miettes qu'il eut avec Primo Levi entre 1982 et 1986. Comme toujours, la lucidité de l'ingénieur chimiste écrit sur son expérience des camps est bouleversante. Tout comme le nouvelle que Cynthia Ozick consacre à Rosa-la-folle, qui vit sa fille mourir sur les barbelés.
Page 25

Démocratie ou barbarie

Alvin Toffler dose le mélange violence-richesse-savoir à l'aube du vingt et unième siècle

LES NOUVEAUX POUVOIRS
d'Alvin Toffler.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par André Charpentier.
Fayard, 660 p., 149 F.

A quoi tient le succès d'Alvin Toffler ? Son propos est de découvrir un sens aux changements considérables et rapides que vivent les sociétés occidentales. Il existe une attente forte sur ce chapitre, mais il y a façon et façon de répondre. L'auteur d'oublier pas qu'il a été pendant cinq ans ouvrier, puis journaliste. Ce n'est pas lui qui nous ennuiera des échafaudages de « thésards ».

La « grosse artillerie » de Toffler pointe à nouveau ses pions. En 1974, c'était le *Choc du futur* (1), en 1980, le *Troisième vague* (2). Voici les *Nouveaux Pouvoirs*. Gageons que ce dernier ouvrage ne mettra pas longtemps à retrouver son public, renouvelé un peu bien sûr par les aléas démographiques. L'auteur a tenu à rappeler la continuité de sa recherche, mais il nous prévient : la trilogie est arrivée à son terme.

Toffler parle clair, n'hésite pas à se répéter. Surtout, il a gardé

intacte sa faculté d'étonnement et connaît tous les trucs pour accrocher le lecteur et donner envie d'aller plus loin : une petite anecdote pour ouvrir un chapitre, un plongeon dans le monde des techniques les plus sophistiquées, juste ce qu'il faut d'histoire pour donner du relief au présent, une façon bien à lui de faire rêver au futur, même s'il y a cauchemar, le sens de la dramatisation, et cette démarche à suspense du type : « Attendez, vous croyez avoir fait le tour du sujet mais vous n'avez encore rien vu. » Pour que ce jeu très accrocheur puisse être mené jusqu'au bout, il fallait, évidemment, une riche matière et un investissement intellectuel énorme. Toffler et sa femme ont retroussé leurs manches, rencontré une foule de gens importants à travers le monde, consulté plus de six cents auteurs et brassé leurs informations avec une énergie farouche. Nous ne pouvons ici que « surfer » sur cette synthèse pour livrer l'essentiel de leurs découvertes.

Il s'agit, cette fois, de mieux comprendre comment les différents changements qui affectent la société

se relient les uns aux autres, qui les maîtrisera et comment ? C'est dire que la recherche portera sur le pouvoir — tellement peu considéré chez la plupart des économistes — ou plutôt les pouvoirs, tels qu'ils se transfèrent et surtout se transforment. Selon Toffler, le pouvoir est trinitaire. Il se manifeste sous trois formes que l'on peut classer chronologiquement, ce qui ne les empêche pas de coexister aujourd'hui : la violence, la richesse et le savoir.

Toute la démonstration de l'auteur va porter sur les articulations nouvelles de ces composantes dans notre monde où l'on oublie trop que le plus important est la qualité du pouvoir. Il en résulte que le savoir est à mettre aujourd'hui en tête de toutes les autres formes du pouvoir, et même qu'il est le plus important facteur de la force et de la richesse, non plus adjuvant mais essence. « Il est maintenant l'ultime amplificateur de tout. »

Depuis longtemps déjà, la violence est « sous-traitée », passant du privé au public ou se transformant en droit. De même, la richesse se transforme en symboles : la monnaie se réduit de plus en plus des

impulsions électroniques. A l'aune du savoir, il devient obsolète de continuer à diviser l'économie en secteurs « agricole », « industriel » et « services ». Il serait plus juste de classer les emplois individuels en « primaires », « moyens » et « supérieurs », selon la position qu'ils occupent sur le spectre du volume et de la complexité des opérations intellectuelles qu'ils accomplissent.

Le savoir étant le substitut final, sa valeur monte en flèche, et les guerres de l'information, c'est-à-dire les luttes pour la maîtrise du savoir, se débattent dans le monde entier. Bon chapitre à ce sujet sur « La bataille de la caisse enregistreuse », où l'on voit l'arrivée des « codes barres » modifier tout le climat des supermarchés, en attendant de trouver les rayonnages dits « électroniques », les prix s'affichant en cristaux liquides, ce qui permettra de les modifier de façon automatique, selon les indications de la demande.

Pierre Drouin

Lire la suite page 19

(1) Denoël.
(2) Denoël.

PRIX FEMINA VACARESCO

JOSYANE SAVIGNEAU



MARGUERITE YOURCENAR
par Josyane Savigneau

Gallimard

biographies

GALLIMARD

سكزا بن الاميل

صكذ من الاجل

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

FLEURS DE RUINE
de Patrick Modiano
Seuil, 142 p., 72 F.

B IEN sûr, il doit en énerver quelques-uns dans la profession, ce grand adolescent timide de quarante-six ans, avec son bégaïement, son air de ne pas y toucher, ses déjà douze romans, dont un Goncourt, cette chance qui ne le quitte pas, et toute la critique qui s'attendrit à chacun de ses livres, qui ne sont jamais bien gros, ne sentent pas l'effort. C'est normal, la grâce a toujours fait des jaloux. Ces lignes leur sont dédiées.

On reproche à Patrick Modiano d'écrire sans fin le même livre depuis la Place de l'Etoile, de ne pas évoluer. Et alors, vous auriez voulu qu'il évolue, Charles Trenet? Quand la chanson est bonne... Avec le temps, ses romans légers, impalpables, se répondent et s'emboîtent comme autant de chapitres d'un livre plus vaste, composé de promenades, d'esquisses, d'aller et retour, de tentatives exploratoires, d'expéditions secrètes autour du seul grand sujet romanesque auquel on n'échappe jamais, le temps et son passage en nous. Ses personnages ne s'y trompent pas, du reste, et se retrouvent d'un titre à l'autre, le frère mort, Rudy, les parents lointains, le père, silhouette fuyante et suspecte, les «braves garçons» de la pension de la Croix-de-Berny, les adultes louches, demi-mondaines, vrais collabos, faux nobles, dans le brouillard de l'Occupation qui baigne l'enfance d'un climat équivoque, ambigu à jamais. Le narrateur, qui n'est peut-être pas toujours l'auteur, mais respire et sent comme lui, en reste marqué pour la vie, tatoué d'inquiétude, jamais certain de l'identité des autres.

On ne sait exactement ce qui pousse le narrateur à s'intéresser à un fait divers ancien, le double suicide, le 24 avril 1933, d'un couple de jeunes mariés au numéro 26 de la rue des Fossés-Saint-Jacques. Urbain T., ingénieur chimiste, et son épouse, Gisèle, se sont donné la mort tard dans la nuit après une fête bruyante en compagnie de deux couples, sans doute des rencontres de hasard lors d'un dîner dans un restaurant du Perreux, sur l'île aux Loups. On ignore encore davantage les raisons de ce suicide. Il est question d'une maison avec un ascenseur rouge. Le narrateur a connu un bouquiniste, Claude Bernard, qui avait une maison dans cette île, avec un ascenseur rouge, un chalet avec des bow-windows et une véranda. Maison rasée probablement, ami disparu. Il se souvient aussi, chemin faisant — il marche beaucoup et le passé remonte en digressions capricieuses, suscitées par les lieux qu'il traverse — des Magasins généraux, près du pont de Bercy, une annexe du camp de Drancy pendant la guerre, où son père avait été interné et d'où l'avait délivré bizarrement Eddy Pegnon, un membre de la bande de la rue Lauriston.



ANNE DELASSUS

Le piéton de Paris

QUAND il était jeune, le narrateur bricoletait dans les vieux papiers, les livres d'occasion, et vivait avec Jacqueline. Il avait remarqué près de la Cité universitaire un clochard familial et loqueteux qui s'était mué en l'espace de quelques mois en homme élégant, propre et rajeuni, avec lequel ils avaient noué une vague amitié. On l'appelait Pacheco mais son vrai nom était peut-être Philippe de Bellune, un descendant du maréchal Victor, comme le boulevard Victor.

Pacheco travaillait à Orly ou à Air France, il disparaissait de temps à autre pour un voyage, revenait avec des cigarettes, des produits hors taxes. En fouillant dans des vieux annuaires et aussi dans la valise que Pacheco lui avait un jour confiée, le narrateur avait découvert que ce Bellune, recherché après la guerre pour ses activités pendant l'Occupation, était supposé être mort au camp de Dachau sans qu'on en eût la preuve; d'ailleurs, ce n'était peut-être qu'un imposteur, un faux Pacheco, en réalité un certain Charles Lombard, ancien garçon de café au restaurant-dancing du Perreux, photographié en compagnie du jeune couple quelques heures avant le drame de 1933. Les chassés-croisés de l'espace et du temps sont

vertigineux comme souvent chez Modiano, les personnages se passent parfois le même masque les uns aux autres, on dirait une gigantesque conspiration tramée d'autrefois, dont les acteurs survivants ont perdu le fil et qui se révèle par lambeaux, au hasard, à mesure que le roman s'écrit.

Et une fois de plus le Paris dans lequel Modiano se promène et fait son enquête prend le premier rôle. Peu d'écrivains ont décrit Paris avec un amour aussi intelligent, une mélancolie aussi puissante, presque hallucinée. «Comme les Ursulines, le quartier du Montparnasse m'a évoqué le château de la Belle au bois dormant. J'avais éprouvé la même impression, à vingt ans, lorsque je logeais pour quelques nuits dans un hôtel de la rue Delambre: Montparnasse m'avait déjà semblé un quartier qui se survivait à lui-même et qui pommait doucement loin de Paris. Quand il pleuvait rue d'Odessa ou rue du Départ, je me sentais dans un port breton, sous le crachin. De la gare, qui n'était pas encore détruite, s'échappaient des bouffées de Brest ou de Lorient.»

C'est aussi le Quartier latin, où il ne reste rien des événements de Mai 68, que des images d'actualités en noir et blanc, «presque aussi lointaines que celles filmées pendant la Libération de Paris»; les magasins du port d'Austerlitz («A l'odeur de vin et de charbon se mêle maintenant celle des feuillages du Jardin des plantes et j'entends le cri d'un paon et les rugissements du jaguar et du tigre. Les platanes et le silence de la Halle aux vins. Une fraîcheur de cave m'enveloppe»); le parc Montsouris, l'immeuble aux grandes baies vitrées où avait habité l'évêque Jean Mermoz; la Cité universitaire, «un endroit de villégiature, ou l'une de ces concessions internationales comme il en existait à Shanghai. Cette zone neutre, à la lisière de Paris, assurait à ses résidents l'immunité diplomatique. Quand nous en franchissions la frontière — avec nos fausses cartes d'identité, — nous étions à l'ébri de tout»; l'aqueduc du Trocadéro; Montmartre et le décor du restaurant San Cristobal, comme une île caribéenne en pleine ville; Saint-Germain-des-Près, qui ressurgit de l'enfance par un après-midi d'été au tournant de la rue Cardinale, du temps où il ressemblait à la vieille ville de Saint-Tropez, sans les touristes, «de la place de l'église, la rue Bonaparte descendant vers la mer».

CETTE nostalgie n'est pas frivole, mais politique. Cette fascination pour le décor de Paris est celle d'un enfant pour un monde admiré et monstrueusement suspect; ce n'est pas un caprice de touriste qui lui fait longtemps préférer la rive droite à la rive gauche, c'est la mémoire du trajet suivi par son père en s'évadant dans une luxueuse voiture de la collaboration, ce père énigmatique, champion de la disparition subite, au point que son fils n'est jamais sûr qu'il ait existé, comme tous les adultes de cette période imprégnée par le mensonge absolu. Et ce travail proustien de résurrection du passé est une façon suprêmement élégante de montrer comme l'étoffe la plus fragile et légère de nos vies, celle des sensations fugitives, est toujours cousue au fil de l'Histoire.

CORRESPONDANCE
(TOME III)

de Flaubert.
Edition établie, présentée
et annotée
par Jean Bruneau.
«Bibliothèque de la Pléiade»,
Gallimard, 1 728 p., 360 F.
Jusqu'au 31 mai.
Ensuite 410 F.

FLAUBERT
OU LE DÉSERT EN ABÎME
de Jacques Chessex.
Grasset, 230 p., 110 F.

LA BÊTISE, L'ART ET LA VIE
de Gustave Flaubert.
Texte établi et présenté
par André Versaille.
Editions Complexe,
coll. «Le regard littéraire»,
120 p., 53 F.

GUSTAVE FLAUBERT éprouvait de l'admiration pour Amand Barbès, le «Bayard de la démocratie». Le 8 octobre 1867, il fit connaître à George Sand «le bien» qu'il pensait de ce «patriote», qui se trouvait en exil à La Haye. Le romancier se reprochait d'avoir «guelé des phrases dans le silence du cabinet», tandis que Barbès risquait sa vie «pour la liberté». Le métier des hommes de lettres, c'est aussi de savoir feindre les remords ou les regrets.

Revoilà donc Flaubert à travers le troisième volume de sa Correspondance, dans «Le Piédestal». Les missives, parmi lesquelles soixante-quatorze sont inédites, vont de janvier 1859 à décembre 1868. Le sombre Gustave écrit à Théophile Gautier, à Charles Baudelaire, aux frères Goncourt, à Maxime Du Camp, à Jules Michelet, à Charles Augustin de Sainte-Beuve, à Ernest Renan, à Laura de Maupassant (la mère de Guy), à George Sand, à Ivan Tourgueniev et à beaucoup d'autres. Le volume comporte aussi nombre de lettres qui furent envoyées à Flaubert.

CELUI-CI appelle «Théo» le cher Gautier. Il appelle «mon Bibi» sa nièce Caroline,

et «mes bons Vieux» ou «mes Bichons» ces rancœurux de Goncourt. Il décerne des «chères Maitres» à George Sand et s'adresse avec une grande déférence à Sainte-Beuve ou à Michelet, mais, derrière leur dos, il parle du «père Beuve» ou du «père Michelet». Même si le ciel de Paris se montre enfin séduisant, on ne regrette pas de rester enfermé avec Flaubert. Le bonhomme éruite, étincelle, se désespère, se lamente ou s'enflamme. Il a de la truculence, du caractère, des tourments et de l'intelligence en trop. Il est méchant et blessé. Il s'exploite sur les «peuvres mortels», mais il n'épargne personne. Misanthrope et misogynne, il déteste tout le monde, sauf quelques-uns. Sauf Sainte-Beuve. Vers le début de 1868, il écrit: «Quand à Sainte-Beuve, il a pour moi une qualité supérieure: il est humain, ce qui ne veut pas dire humanitaire.» C'est une belle oraison funèbre avant que la mort n'accomplisse son œuvre, puisque le «père Beuve» trépassera seulement l'année d'après.

Les gens souffrent d'une bêtise incurable: voilà le mauvais rêve et la religion de Gustave. Il avoue volontiers que «si robuste que l'on soit, (...) on se sent comme broyé par la sottise universelle». Alors, il préfère la solitude. En janvier 1859, il fait retraite à Croisset pour écrire Salammbô. Il se couche très tard et se réveille à midi. «J'ascamote l'existence, dit-il, c'est le seul moyen de la supporter.» Il évoque amèrement ses trente-sept ans et compare son «cœur» à «une nécropole». Il exagère avec une

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Gustave et ses «Bichons»



BERNARD CLÉVE

sorte de volupté, comme tous les êtres qui souscrivent à leur tempérament. Plus tard, il se plaindra d'être «vieux comme une pyramide». Cela rappelle une lettre de Bonaparte quand celui-ci se trouvait en Egypte... Mais, en 1859, c'est Napoléon le Petit qui détient le pouvoir absolu. Honoré de Balzac est mort depuis neuf ans déjà. Le siècle se dépêche, et Félix Potin révolutionne l'épicerie en ouvrant un grand magasin boulevard de Sébastopol. Victor Hugo demeure en exil à Guernesey, tandis qu'à Charleville un gémir de cinq ans se prénomme Arthur.

EN janvier 1862, Baudelaire sollicitera l'aide de Flaubert afin d'entrer à l'Académie. Le second trouvera cela très farce. Il imaginera Baudelaire

siégeant entre les «illustres Villamein et Nisard». C'est l'époque où Flaubert achève Salammbô. Il s'inquiète de l'écueil que recevra sa «Carthaginoise». Laure de Maupassant lui fera savoir bientôt que ce livre a captivé le petit Guy. «Le bruit des batailles et les hurlements des éléphants retentissent à ses oreilles...» Quant aux «Bichons», je veux dire les Goncourt, ils noteront dans leur Journal, à la date du 6 décembre 1862: «Flaubert nageait dans sa vanité, il y avait Salammbô, et c'était tout.» Rien de plus soumois que les amitiés littéraires... Les mêmes laissent entendre que le cher Gustave n'aimait personne autant que la grammaire française. C'était sans doute vrai. Et puis il éprouvait le vertige de

l'imaginaire. Cette maladie frappe généralement les peintres et les romanciers. «Les personnages imaginaires m'affolent», écrit Flaubert en novembre 1868. Il déclarait avoir eu «le goût d'arsenic dans la bouche», lorsqu'il avait raconté «l'empoisonnement de Mme Bovary». Il avait souffert ensuite d'une indigestion qui vengeait la pauvre Emma des infortunes que cet homme lui avait fait subir... En tout cas, voilà peut-être le secret du fameux «Mme Bovary, c'est moi». C'est davantage Emma qui déteint sur Flaubert que Flaubert sur Emma. Comme si le romancier devenait le proie des personnages qu'il a eu l'imprudence d'inventer. Certes, il ne faut rien exagérer, mais, à force de vivre parmi des fantômes, on devient fantôme soi-même. La lecture de cette Correspondance nous confirme que, pour Gustave, la littérature était une marâtre, un monstre vorace et un enfer, et qu'il adorait tout cela.

Les «Bichons» soulignent qu'il pouvait se désespérer à cause d'une répétition de génitifs. Et l'emploi abusif d'une conjonction de coordination le désespérait cruellement. Les embellias étaient rares. En 1867, l'écriture de l'Education sentimentale serait aussi laborieuse que celle de Salammbô. Tout de même, quel métier! Rongé par le souci de la perfection, Flaubert se battait contre le vide. Sa grande religion, c'était le verbe, et chacune de ses phrases devait être gagnée sur l'horrible néant, comme le montre Jacques

Chessex dans un récent essai qui ne manque ni de justesse ni de profondeur. Mais pourquoi avoir choisi ce titre alambiqué: Flaubert ou le désert en abîme? La critique française de notre époque aura été la championne des titres de langage. Elle aura longtemps souffert de la maladie de Parkinson.

LA saison est flaubertienne. Car on réédite en G.F. Madame Bovary et Novembre. Et les Editions de Septembre nous permettent de découvrir les Mémoires d'un suicidé, de Maxime Du Camp (1). A travers ce roman, qui date de 1853, l'ami de Gustave a rédigé le testament d'une génération perdue. C'est sans doute le métier des générations que d'être perdues. Il faudra nous évertuer si l'on en trouve une qui ne l'ait pas été.

De son côté, André Versaille, l'éditeur de Complexe, a fait du collage, mettant bout à bout divers extraits des lettres que Flaubert adresse à Louise Colet, entre 1851 et 1855, alors qu'il écrivait Madame Bovary. Cela compose la vraie-fausse confession d'un homme à sa «maîtresse», pendant une nuit. Elle paraît sous le titre: la Bêtise, l'Art et la Vie. Flaubert se plaignait d'être «épuisé» par «la Bovary». «Tantôt à six heures, disait-il, au moment où j'écrivais le mot attaque de nerfs, j'étais si épuisé, je me sentais si fort et sentais si profondément ce que ma petite femme éprouvait que j'ai eu peur moi-même d'en avoir une.» Emma prenait déjà sa revanche. Elle pouvait annoncer désormaise: «Monsieur Flaubert, c'est moi!».

(1) Mémoires d'un suicidé, de Maxime Du Camp. Présentation et notes de Rodolphe Fumoso, Editions de Septembre, 270 p., 93 F.

* Pierre Bergounioux présente une édition des Lettres d'Octave de Flaubert (octobre 1849 - juin 1851, éditions L'Horizon chimérique, 334 p., 158 F.) et Raymond Jean publie une fiction sur la fille d'Emma Bovary, Madame Bovary (Actes Sud, 72 p., 50 F.).

LIVRES • IDÉES
ROMANS

Le défi de Philippe Djian

Lent dehors, un roman où l'auteur se mesure à lui-même

LENT DEHORS
de Philippe Djian,
Bernard Bataillon, 370 p., 120 F.

Henri-John, le héros-narrateur de *Lent dehors*, est doté de divers talents de société. Bon danseur, excellent pianiste, il est également expert dans l'art de triturer des petits bouts de ficelle, d'en faire des nœuds très compliqués et de les délier comme par magie. Il applique cet art des nœuds aux fils de son existence : « *Défaire un nœud était une chose très agréable, mais l'étudier, le sentir, se pencher sur les tensions, les ouvertures, les dangers qu'il refermait, était la source de plaisirs bien plus grands. A mon avis, un type qui s'y connaît en nœuds était comme un plombier penché sur un lavabo : à défaut de résoudre le problème, il pouvait comprendre la situation, ce qui n'était déjà pas si mal, et peut-être limiter les dégâts. J'avais toujours un bout de ficelle sur moi.* »

Si Henri-John considère la vie comme une suite de nœuds d'une complexité de plus en plus grande et qui exigent pour se desserrer des savoir-faire, une maîtrise de soi, une compréhension du monde et une sagesse qui sont une longue et épuisante conquête, Philippe Djian pourrait appliquer la même métaphore à l'écriture. Chacune de ses phrases est une application de sa théorie des nœuds : comment essayer de lier ensemble des sentiments, des réflexions, des images tout en donnant à cet ensemble complexe, mouvant, contradictoire, la force, l'évidence et l'harmonie sans lesquels il n'est pas de littérature qui parle — et donc qui vaille.

Exercice périlleux

C'est dire qu'une phrase de Djian est toujours un exercice périlleux, avec sa part de risque, ses audaces, son côté sportif, son léger tremblement de crainte. On songe immédiatement à Flaubert — même si la référence fait autant bondir Djian qu'elle scandalise ses détracteurs ; même si la constellation littéraire de l'auteur de 372 le matin se situe aux alentours des planètes John Fante, Jim Harrison ou Ernest Hemingway. Il s'agit à chaque instant de résoudre un problème en découvrant la seule manière possible d'écrire le plus justement, le plus simplement, le plus fortement ce que l'on veut dire.

Le risque majeur dans cet affrontement, c'est le métier, c'est l'expérience. Surtout lorsque vos livres ont commencé à rencontrer le succès. Djian a mesuré le danger qu'il courait à « faire du Djian », à se poser, de livre en livre, des problèmes qu'il se saurait en état de résoudre, presque

machinalement. Peut-être aussi a-t-il senti que, dans certains passages de ses romans précédents, il n'avait pas évité les pièges de l'auto-caricature.

Lent dehors apparaît, de ce point de vue, comme un défi lancé à son propre exercice de la littérature. Il a tenté ce qu'il n'avait jamais osé jusqu'à présent : sortir de la stricte veine autobiographique et de l'histoire d'un écrivain aux prises avec les fièvres de la vie — le rôle de l'écrivain, cette fois, est tenu par une femme, et le narrateur est profes-

sur l'Amérique, sur l'art, sur la paternité, sur l'amitié, sur le sentiment moral. Des choses parfaitement vues, fortes, justes, sensibles et qui paraissent directement passées de l'œil à la main qui tient le stylo tant elles éclatent d'immédiate vérité ; tant Djian parvient à nous transfuser son émotion, la forme de son idée, le goût de son bonheur ou de sa colère. Les puristes peuvent ricaner ; demain, les enfants des écoles, s'ils lisent encore, apprendront chez Djian ce que nombre des meilleurs jeunes écrivains d'aujourd'hui y ont déjà trouvé : une façon de style.

Parcours du combattant

En second lieu, *Lent dehors* est un roman très beau et très grave sur les relations entre les hommes et les femmes. Sur un thème qui n'est pas précisément neuf — il est difficile à un homme d'être durablement lui-même avec une femme, mais il est aussi difficile de l'être sans elle — Djian a construit une série de variations qui tiennent à la fois du parcours du combattant et de la méditation métaphysique. C'est, dans la même minute, drôle et déchirant, sauvage et raffiné, sarcastique et fleur bleue. On effleure des peaux et on plonge dans des abîmes, on se débat dans des contradictions et des cas de conscience à la Dostoïevski et l'on en émerge sur la vague d'un gag des Marx Brothers. Entre-temps, on a voyagé, à fond de train ou en lente promenade, à travers le paysage mouvementé d'une vie d'homme que la femme qu'il aime vient de quitter et qui se demande comment il a serré ce nœud qui l'étrangle.

Livre de moraliste, donc, autant que de styliste, l'art d'écrire et l'art de vivre finissent toujours chez Djian par fêter leurs retrouvailles : « *Bien sûr qu'ils vont compter les adresses, les malgaches, et mesurer la taille de tes ellipses... c'est leur métier... Mais toi, tu n'es pas en train de couper une robe de soirée, tu écris un livre ! Ne t'occupe pas de ce qu'on écrit sur toi, que ce soit bon ou mauvais. Evite les endroits où l'on parle des livres. N'écoute personne. Si quelqu'un se penche sur ton épaule, bondis et frappe-le ou visage... Ne te demande pas pourquoi ni pour qui tu écris mais pense que chacune de tes phrases pourrait être la dernière.* »

Pierre Lepape



Djian : styliste et moraliste.

seur de musique... s'échapper du récit linéaire pour mettre en scène des temporalités et des points de vue différents, jouer sur la confrontation des lieux, sur la multiplicité des milieux ; bref, donner à son récit de l'ampleur et de la profondeur sans qu'il perde de cette force de frappe qui a fait la réputation de Djian.

A coup sûr, les habitués contempteurs du romancier ne désarmeront pas. Ceux qui mesurent la valeur d'une œuvre à sa conformité avec des critères linguistiques définis au siècle dernier et auxquels ils accordent valeur d'éternité continueront à se bou-

de toujours accuser les correcteurs : « *Le spectacle était prêt, mais Georges avait un peu les jérémyes bien qu'il bouillait d'impatience et répétait à longueur de journée qu'un échec serait le sien et une réussite la récompense du Ballet tout entier* », pas plus que des concordances des temps qui vous obligent à relire trois fois la phrase avant de la comprendre ou des fantaisies de ponctuation que la fantaisie ne justifie pas.

Mais ces quelques scories, ces naïvetés, ces emportements gamins ne devraient pas occulter l'essentiel. En premier lieu, des pages magnifiques sur l'enfance,

Le rose et le noir

Pascal Lainé et le fantôme du premier amour

LE DINER D'ADIEU
de Pascal Lainé,
Laffont, 175 p., 95 F.

De Pascal Lainé, on attendait la suite du gros roman gésalogique que cet écrivain, renouant à ses méditations finement ciselées et à ses exercices de style, avait inauguré en 1988 avec *Les Petites Egarées* (1). Or, bien que le deuxième volume de cette fresque soit achevé, il nous donne, avec *Le Dîner d'adieu*, un délicieux intermède.

C'est tout juste le roman d'un amour adolescent, qui tient par la seule magie du style. Il ne s'y passe presque rien : l'apparition d'une blonde jeune fille dans l'embrasure d'une porte ; l'éblouissement qu'elle provoque chez un timide bachelier de dix-sept ans ; la lente mise en route des rapports chastes qui s'établissent entre eux à la faveur de parties de tennis, de matinées dansantes et de versions latines ; et puis, dramatiques, les retrouvailles après la séparation des vacances, qui font soudain virer au noir une idylle rose dont le souvenir ne finira pas. L'histoire du premier amour...

Pascal Lainé la relate à la première personne, trente ans après qu'elle s'est produite, et sans doute lui appartient-elle ? Mais ce n'est pas cela qui importe.

Une divinité froide

Pascal Lainé ne renâcle pas devant l'imparfait du subjonctif. Il ne bronche pas dans les longues phrases où l'analyse psychologique tente de cerner des sentiments complexes, contradictoires, qui mêlent au désir et au rêve le doute, l'humiliation, la peur. Car ce qui s'écrit dans cette passion vécue sous un crâne et prolongée, avec la même délicatesse, jusqu'à fleur de peau, c'est l'impossible union entre deux êtres qu'un abîme social sépare. Nous retrouvons *la Dentellière*, à laquelle *Le Dîner d'adieu* offre un pendant symétrique, c'est-à-dire inversé.

Ellita est la petite-fille d'un riche aristocrate allemand qui s'est abrité du nazisme tantôt en

Argentine et tantôt à Paris. Le narrateur n'est que le neveu de la gouvernante qui a élevé la petite auprès de son grand-père. Cette tante aux chapeaux excentriques sert d'entremetteuse entre les jeunes gens. Le roman la dira (de, il fait d'Ellita, parce de sa beauté, de son luxe, une divinité froide, absorbée dans la contemplation d'elle-même, devant laquelle l'étudiant pauvre et studieux est comme paralysé. Il va gagner pourtant, mais sans oser y croire. Il possède sa reine et...

Le roman tourne brusquement. Nous nous retrouvons trente ans plus tard, cette fois en plein cauchemar, devant l'énigme d'une rupture, voulue par lui et qui a suivi sa victoire. Vengeance de l'humiliation ressentie ? Peur de l'amour ? Préférence accordée à la femme rêvée sur la femme conquise ? Cette fin est déconcertante, mais elle renforce l'énigme d'un récit qui s'appareille par son mystère, ses images, la musicalité de ses phrases, son univers peuplé d'oiseaux et de fleurs, ses mœurs désuètes, sa discrète mais sensuelle retenue, aux grandes œuvres de notre littérature qui exaltent les prestiges de l'imagination.

Jacqueline Piatier

(1) Ramsay, repris en poche, « Folio », Gallimard, 210 F.

NOUVEAUTÉ

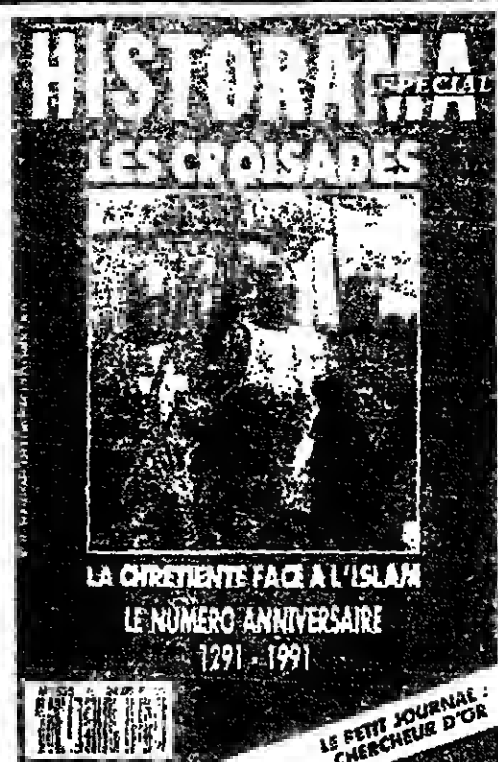
INGRES

Coëlon Picon

120 pages, 81 illust., 138 F

SKIRA

200 ANS DE GUERRES ET DE PAIX



- Saladin contre Renaud de Châtillon
- La prise de Jérusalem
- Le massacre de St-Jean-d'Acre
- L'insolite croisade de Frédéric II
- Les femmes croisées

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL DE 132 P.
En vente chez votre marchand de journaux 24 F

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

Jorge Amado
publie dans la
Bibliothèque cosmopolite

- LES DEUX MORTS DE QUINQUIN-LA-LOTTE.
- LES PÂTRES DE LA NUIT.
- DONA FLOR ET SES DEUX MARIS.
- GABRIELA, GIROFLE ET CANNELLE.
- TEREZA BATISTA.
- LA BOUTIQUE AUX MIRACLES.
- TIETA D'AGRESTE.
- LA BATAILLE DU PETIT TRIANON.
- LE CHAT ET L'HIRONDELLE.
- LE VIEUX MARIN.
- CACAO.
- YANSAN DES ORAGES.



Stock

صكذالاحل

La toile de « l'Araignée »

Le premier roman de Sylvie Weil
est un livre en forme de piège

LES REINES
DU LUXEMBOURG

de Sylvie Weil.
Flammarion, 104 p., 39 F

Du balcon, au sixième étage, on sent, l'été, l'odeur de l'asphalte, et celle des arbres du Luxembourg, parmi lesquels les statues des reines « montent la garde, fortes, indestructibles » : Marguerite d'Anjou, Louise de Savoie, Blanche de Castille, Valentine de Milan... Dans un grand appartement vide, Hélène vit reclus, vigile sur ce « beffroi » qui domine la ville « jadis quittée pour toujours puis retrouvée », vestale veillant sur ses ombres et ses souvenirs.

Lorsqu'une amie lui demande d'héberger pour quelque temps un exilé russe, Alex, c'est tout natu-

rellement qu'elle laisse un être vivant prendre place dans le « sanctuaire ». Elle retrouve avec lui la gourmandise, l'attrait du dehors où elle se risque, prudemment, et l'accord des corps qu'elle ressent comme une « noyade ». Enfants de la guerre, ils ont chacun, si dissimulables soient-ils, leurs deuils, leurs nostalgies, leur amertume. Lui, moqueur, généreux, garde néanmoins une joie animale de vivre, de marcher, qu'il essaie de lui faire partager.

Mais l'appartement est là, exigeant, envahissant. Quelques objets, quelques vêtements suffisent à Hélène pour redonner une vie fantasmagorique, qui se mêle au présent et le déborde, à ses parents Pierre et Juliette, ses grands-parents Albert et Mame. Par-delà l'antagonisme entre Juliette, trop gaie, trop parfumée, et Mame, sévère, rigide, s'impose aussi la mémoire d'autres disparus qu'elle n'a même pas connus, son grand-oncle Félix, son aïeule Hermine. Pour fil conducteur, d'eux à elle, la musique, l'atmosphère austère d'un concerto de Bach.

Pendant une longue saison amoureuse, Alex essaie d'arracher Hélène, qu'il appelle Lena, à son « royaume imaginaire et fantasmagorique ». Élargissant le cercle de ses promenades, il lui rapporte des cadeaux, lui téléphone pour lui rappeler que le monde extérieur existe : Paris, la côte normande, l'Italie. Il veut l'épouser, l'emmener aux États-Unis, avoir un enfant. Il lui reproche de se retrancher dans ses rêveries, ses secrets. Et elle, en partie convaincue, s'apprête au départ.

La double fascination de l'écrit et de la dérive donne à ce premier roman une singularité intense. Pareil à l'appartement, le livre est une sorte de piège qui ne dévie que peu à peu ses arrières-plans vertigineux. On découvre, pire que les vicissitudes de l'histoire, la guerre intestine, familiale. Le silence, symbolisé par une porte verrouillée, un escalier condamné entre deux étages. Des scènes. Des paroles terribles, indélébiles. Et un étrange retournement qui donne à l'orpheline la place triomphale de sa terrible grand-mère, dite l'Araignée, au centre de la toile.

Monique Petitclerc

► Sylvie Weil s'était fait remarquer, en 1984, par un recueil de nouvelles, *A New York il n'y a pas de tremblements de terre*, publié chez Flammarion.

LOIN DE MÉDINE

d'Assia Djébar.
Albin Michel, 310 p., 120 F.

En 622, point de départ de l'ère musulmane, Mohammed quitte La Mecque où son préche est mal accueilli par une aristocratie polythéiste plus encline au commerce qu'à l'abandon aux volontés divines. C'est l'Hégire, l'émigration vers Yathrib qui va, sous le nom de Médine, devenir la ville du prophète. S'y élève la première mosquée tandis que s'organise la communauté musulmane et que Mohammed s'impose comme chef politique et religieux. Dix ans plus tard, après bien des luttes et des victoires sur des tribus arabes rebelles, après avoir chassé les juifs de la cité et fixé les rites, au retour d'un dernier pèlerinage dit « de l'Adieu », Mohammed vit ses derniers jours.

Déjà se lève un faux prophète, un Yéménite nommé Aswad. Il mène la révolte contre l'islam et s'oppose à Schehr dont l'autorité a été légitimée par Mohammed. Alors, en confiant à Schehr le soin de la mener, Mohammed décrète la guerre sainte. Mais peu avant de mourir, il apprend la mort de Schehr et la victoire du rebelle dont il prédit : « Dieu le fera périr bientôt ». Or le vainqueur épouse la femme du vaincu qui sera l'instrument de Dieu. « Par elle, Aswad périt comme l'oie présumée ». A ce moment commence le roman d'Assia Djébar, une épopée, qui a pour sujet les femmes musulmanes et qui se développe par les portraits d'une vingtaine d'entre elles, héroïnes mythiques des premiers temps, « femmes en mouvement » dit de Médine, c'est-à-dire en dehors, géographiquement ou symboliquement, d'un lieu de pouvoir temporel qui s'écroule irrémédiablement de sa lumière originelle.

A considérer la complexité des faits historiques et des intrigues, à relever la liste des personnages et l'écheveau des liens de parenté (les neuf épouses et la concubine du Prophète, ses filles, oncles, tantes, cousins... et la parenté de ses compagnons) le lecteur peut craindre un imbroglio de rapports et de situations propre à l'égarer, surtout s'il n'est pas familier de cet univers éloigné de lui par la culture et le temps.



Assia Djébar : une épopée féminine

Mais la romancière a sans doute prévu cette difficulté. Le récit est bâti en séquences qui mêlent la fiction – palliant les manques de l'historien – et la chronique de « transmetteurs certes scrupuleux mais naturellement portés, par habitude déjà, à occulter toute présence féminine ». Cela produit, dans un style d'une parfaite clarté, une espèce d'écho entre la narratrice d'aujourd'hui et des témoins d'hier qui éclairent le récit comme autant de chœurs. Et cette diversité de tons et

d'éclairages ne nuit en rien à l'unité d'un roman à la fois historique, d'amour, d'aventures, poétique, réaliste et – que le mot n'effare point ! – militant.

A l'aube
de l'islam

Car, en plus de ses qualités de femme et de la multiplicité de ses facettes, cet « éblouissement » de Médine a l'originalité de restituer à des femmes à plus d'un titre étonnantes le rôle qu'en leur qualité de reines, de prophé-

tes ou de guerrières, elles ont tenu à l'aube de l'islam. Rien ne résume mieux le propos de l'auteur de *Femmes d'Alger dans leur appartement* (1) – des nouvelles donnant chacune un reflet de la vie quotidienne de ces femmes – que ce cri de révolte prêt à Fatima, la fille tant aimée de Mohammed : « La révolution de l'islam, pour les filles, pour les femmes, n'est d'abord de les faire hériter, de leur donner la part qui leur revient de leur père ! Cela a été instauré pour la première fois dans l'histoire des Arabes par l'intermédiaire de Mohammed. » Et Assia Djébar de préciser que depuis le jour où le Prophète donna l'exemple d'une « défense aussi ardente pour la conquête de sa fille », il semble que, dans la communauté islamique, aucun autre père ne l'ait imité.

Cette réhabilitation de la femme musulmane des origines renvoie bien sûr aux femmes musulmanes d'aujourd'hui. Fort sujet de polémique. Mais qu'on ne s'y trompe pas, nous n'avons pas ici un pamphlet. Tout est dit non par un discours de militante qu'alourdirait le didactisme d'une intellectualité, mais par des portraits qui font la part belle et talentueuse aux caractères et aux situations romanesques. C'est en artiste qu'Assia Djébar a mené l'effort intellectuel pour la recherche de la vérité.

Pierre-Robert Leclercq

(1) Édition Des Femmes.

La haine de la guerre

L'histoire d'un petit paysan roux et l'épopée napoléonienne
selon Jean Duché

LA GLOIRE
DE LAVIOLETTE

de Jean Duché.
Laffont, 294 p., 125 F.

Ce gamin, qui pendant des années accompagna sa mère, obstinément vêtue de noir, au cimetière, ne me quitte pas. Le père était mort des suites de la

guerre 14-18. Après bien des souffrances, il s'en était allé rejoindre des hommes décimés avant lui dans les tranchées de la Somme ou les tranchées de Verdun. Ce n'est pas le pueril désir de parler de soi qui m'incite à cette confidence. Mais la nécessité de dire qu'en ma personne la haine de la guerre remonte à l'enfance. Les propos d'une mère m'y voudraient. Le livre de Jean Duché y ajoute encore si possible.

A travers l'histoire d'un petit paysan roux et d'une grande dame de l'Ancien Régime que la philosophie des Lumières éblouit un moment, c'est l'épopée napoléonienne que Jean Duché raconte. Le paysan se nomme Laviollette. Il nous ses bras et ses forces dès son plus jeune âge. La dame, c'est Aimée, comtesse de Coigny (1). Elle possède le château de Marville-en-Brie, où Laviollette travaille sous la férule d'un maître placide, mais aussi cupide. Aimée chérit l'adolescent comme un fils. Elle lui apprend à lire, à écrire, mais ne parviendra pas à lui déprendre le goût de la gloire. Il a seize ans. L'aura de Bonaparte, déjà, tourne les têtes.

De la campagne d'Italie avec ses noms magiques – Arcore, Lodi, Marengo, Rivoli, – du soleil d'Austerlitz aux boucheries d'Ulm ou d'Iéna, des atrocités espagnoles à l'enfer gelé de Russie, d'une marche qui dura vingt ans pour aboutir au rétrécissement des frontières de France, cette gloire, qui pousse les hommes au terrible, disparaît ici sous tant d'horreurs qu'elle n'est plus que d'opacité : une imposture aux mains des puissants.

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
32 bis rue de la Pomme 75116 PARIS

Loin des champs
de bataille

Il y a le martyre des hommes et des bêtes. Il y a les heures où le mal est si insurmontable que le soldat prie pour que vienne la mort. Il y a la faim, le froid, le typhus, les hôpitaux de fortune où les membres amputés s'entassent avec les cadavres. Mais, loin des champs de bataille, il y a la vie qui continue, à Paris. Passent alors des noms qui ont fait notre histoire. Pendant que Laviollette combat (avec – sous son surnom, roulé dans une flûte suspendue à son cou – le portrait d'Aimée peint par M^{me} Vigée-Lebrun), on voit bien le rôle de l'Angleterre qui, inlassable, encourage au conflit.

Jean Duché sait tout, et il l'exprime dans un style qui répand la clarté. Jusqu'à la fin, avide de détails et d'érudition, le lecteur ne peut abandonner ce voyage en Barbarie quand les déroutes s'inscrivent sur les visages, quand d'avoir accepté l'idée de sa propre mort ne suffit plus à l'apaisement : trop de victimes innocentes jonchent le sol tandis que gémissent et hurlent les blessés. Il faut lire Jean Duché pour comprendre ces années-là : de la fin de la Terreur, où l'on s'étourdissait de plaisir pour oublier l'épouvante, à l'arrivée des coalisés sur notre sol.

Louis Nucera

(1) Pour l'amour d'Aimée, de Jean Duché, Laffont, 1989.

magazine littéraire

Tous les
mois, un dossier
consacré à un auteur
ou à un mouvement
d'idées ;
et l'actualité littéraire
en France et à l'étranger

AVRIL 1991 - N° 287

WITOLD GOMBROWICZ

Bio-bibliographie. Un fragment inédit de *Ferdydurke*. Gombrowicz et l'exil. L'édition de l'œuvre en France et en Pologne. *Ferdydurke* au cinéma. Une lecture du Journal, par Czesław Miłosz. Gombrowicz à Venecia, un témoignage d'Angelo Rinaldi. Les romans. Le théâtre.

Entretien : Carlos FUENTES.

Chez votre marchand
de journaux : 28 F

OFFRE SPECIALE

9 numéros : 108 F.
Coches sur la liste ci-dessous
les numéros que vous choisissez

- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies :
- ☐ le grand chambardement
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ La règle des intellectuels
- ☐ Federico Garcia Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits intimes
- ☐ André Breton
- ☐ Les dérivés de Prague
- ☐ Les suicides de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Albert Cohen
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS la perestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Colette
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian

Nom :

Adresse :

Réglement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

ÉCRITS INTIMES

L'exigeante mémoire de Serge Kostor

TROU DE MÉMOIRE

de Serge Kostor.
Ed. Critérium, 142 p., 35 F.

Vers la fin de sa vie, Ludwig Wittgenstein rédigea une « confession » qu'il voulait lire à ses amis, plutôt embarrassés. Il se reprochait, entre autres, d'avoir dissimulé ses origines juives et, lorsqu'il était instituteur en Autriche, frappé une petite fille. Quand elle se plaignit au directeur, Wittgenstein nia. De ce mensonge, il dit qu'il accablait à jamais sa conscience. Comment puis-je être un philosophe, si je ne suis pas encore un homme ? demandait-il à ses amis.

La même exigence, la même volonté de régler ses comptes avec soi-même, commande la troublante autobiographie de Serge Kostor : *Trou de mémoire*. Comment puis-je être un écrivain, si je ne suis pas encore un homme ? est la question centrale de ce livre où Serge Kostor affronte les tentations, les peurs, les mensonges et les obscurités de son passé en construisant sa vie comme image pour le rendre enfin réelle.

Lui aussi, il a longtemps considéré l'héritage juif comme un cadeau empoisonné : « Cette haine de soi, je l'ai ressentie au lycée, moi qui tenais la tête sous l'eau à ce moi juif pour empêcher

son aveu. » Et, comme Ludwig Wittgenstein, il ne parvient jamais à effacer de sa mémoire la phrase ignominieuse qu'il inscrivit sur le tableau noir à l'initiation d'un surveillant africain : « Ici fleurissent les minimes qui veulent jouer les Blancs-Nègres. » La haine antisémite, hélas, ne présumait pas contre la haine tout court. Et l'on est toujours le juif ou le métèque de quelqu'un.

Kafka et
Woody Allen

Le père de Serge Kostor, autodidacte et tailleur, révèle pour ses deux fils d'un avenir précautionneux de comptable épousant chacun l'héritière d'un riche patron tailleur. Son fils, lui, nourrit une triple ambition : exercer le métier de professeur, épouser une belle femme blonde et devenir écrivain. Méfiez-vous des rêves de jeunesse : ils finissent toujours par se réaliser. Le 1^{er} mai 1980, entre 17 et 19 heures, en dansant des blues au Vieux Colombier, Serge accomplit un des trois points de son programme.

Par ailleurs, s'il veut écrire, c'est, à l'inverse d'Alceste, pour être reconnu l'ami du genre humain : « Je me haïssais si fort que, pour me dépendre de moi, il me fallait l'éblouissement axamplaire de l'autre. » Man-

teigne et Proust, ces demi-juifs, lui servaient de modèles, avant qu'il ne retrouve le continent englouti de sa judéité à travers les livres de Saul Bellow, de Joseph Heller et de Philip Roth.

Ce dernier observait que le « but d'une autobiographie est d'abord éthique », à la différence du roman, qui est plutôt d'ordre esthétique. Kostor, soutenu par Maurice Nadeau, publie huit romans ainsi que des essais sur Ponge et Tournier, avant de démêler les fils de sa névrose et d'extirper les racines de sa haine de soi dans ces confessions fragmentaires qui ont valeur d'auto-analyse. Sans complaisance, avec une honnêteté qui signe le réussite et de sa tentative et de son livre, Kostor nous incite, par un curieux effet de miroir, à reconsidérer notre propre enfance et à refaire à ses côtés ce parcours cheoquois qui conduit à l'âge d'homme.

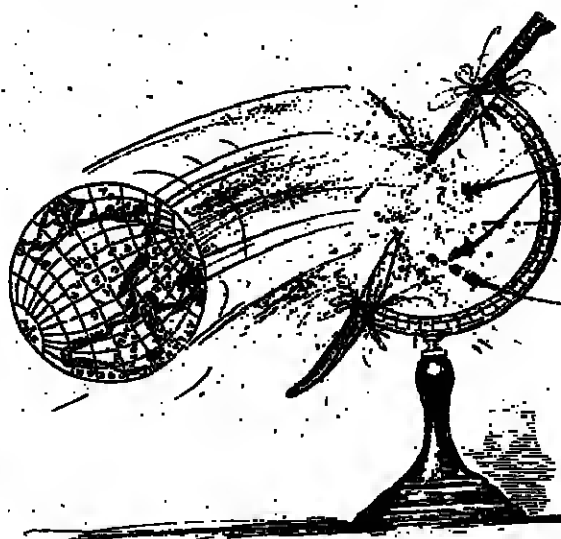
Dans la perspective juive, note Kostor, je ne suis devenu ce que j'étais : un juif déjudeisé. Mais au fond, ajoute-t-il, « l'idéal consisterait en la coexistence à travers soi de Franz Kafka et de Woody Allen. Parcourir en leur compagnie le pont qui mène de Prague à Manhattan. » Ce pont est aussi celui qui mène de soi à soi : les paysages calcinés de l'âme qu'il traverse ne s'oublient pas facilement.

Roland Jaccard

LIVRES • IDÉES
ESSAIS

Edgar Morin, voyageur des savoirs

Deux ouvrages pour explorer nos chances de penser
et de vivre moins mécaniquement



**INTRODUCTION
A LA PENSÉE COMPLEXE**
d'Edgar Morin.
ESF éditeur (17, rue Viet,
75854 Paris cedex 17),
coll. « Communication et
complexité ».
160 p., 135 F.

**UN NOUVEAU
COMMENCEMENT**
d'Edgar Morin.
Gianluca Bocchi, Mauro Ceruti.
Seuil, 224 p., 120 F.

« Nous sommes toujours dans l'ère barbare des idées », Edgar Morin en est convaincu. L'immense développement des sciences et des techniques ne peut masquer le sous-développement intellectuel, aussi bien que politique, affectif et humain dans lequel vit notre civilisation, tandis que d'autres subissent — en plus, ou en contrepartie — la pauvreté matérielle. Prolongeant une réflexion multiforme entamée de longue date, les deux derniers ouvrages d'Edgar Morin insistent sur les mutations de la pensée et de l'histoire qui pourraient nous faire sortir de « l'âge de fer planétaire ».

Le triomphe de la ci-devant modernité fut fondé sur quelques principes simples et redoutablement efficaces. Par exemple : pour connaître scientifiquement le réel, commençons par en déjouer les éléments enchevêtrés. Séparons et isolons chaque fil pour le saisir. Un ordre épuré et intelligible prend alors la place de la confusion baroque du vécu. Mais ce n'est pas ainsi que les choses vivent. Le fil fait des boucles. La trame du monde est tissée de diversités, d'événements singuliers, de contradictions, de processus multiples d'interaction et de rétroaction. Le type de pensée qui sépare ce qui est lié aurait donc

atteint ses limites. Il est également devenu difficile, sinon impossible, de continuer à unifier, avec une rigidité mécanique, ce qui est divers. La réflexion qui privilégiait des unités closes, étanches et juxtaposées est battue en brèche par la prise en considération des « systèmes ouverts », en relation permanente avec leur environnement, tels les organismes vivants. Il n'est pas souhaitable que les recherches scientifiques, hyperspécialisées, continuent chacune à sonder une très mince tranche de réalité sans se soucier de l'ensemble dont elles sont extraites et de leurs multiples connexions aux autres. Edgar Morin s'élève une nouvelle fois contre cette situation mutilante, absurde à force d'être trop étroitement rationnelle. Sous une forme ramassée et accessible, son *Intro-*

duction à la pensée complexe, rassemblant des textes jusqu'alors dispersés, éclaire la révolution mentale qui se profile. La pensée complexe ne cherche nullement à éliminer les tactiques de simplification.

Une incertitude fondatrice

Elle tend à les surpasser, en mettant l'accent sur les contradictions irréductibles auxquelles l'avancée des savoirs nous confronte — par exemple : la coopération de l'ordre et du désordre, la nécessité de la coopération ensemble l'unité et la diversité, ou encore l'indivision réciproque du tout et des parties. L'erreur serait de croire que la pensée complexe prétend constituer un système global, une conception unifiée et totalisante, une connaissance intégrale et enfin complète. Pour dissiper ce malentendu fréquent, le

voyageur des savoirs précise que son point de départ est au contraire une incertitude fondatrice : « L'essence du monde est inconcevable. » Nous ne produisons jamais que des « vérités biodegradables ». Cette désillusion n'a rien de décourageant. C'est elle qui incite à tenter d'embrasser par la réflexion le plus grand nombre possible des aspects du monde, sachant que jamais nous ne le tiendrons tout entier dans nos rets.

Transposée sur le terrain de la politique mondiale et de la civilisation planétaire, la même démarche se retrouve dans *Un nouveau commencement*. Comment œuvrer à l'unité humaine dans la diversité des cultures ? Comment éviter que la perte des certitudes pour l'avenir ne nous enlène dans un retour au passé ? Comment réinventer un futur pour la vie, en cette époque sans nom où la mort rôde de toutes parts ? Ces questions sous-tendent la série d'articles d'Edgar Morin, publiés pour la plupart dans *Le Monde* et dans *Libération*, ainsi que les analyses de Gianluca Bocchi et Mauro Ceruti.

A force de traverser les disciplines, Edgar Morin se retrouve évidemment seul, chaque tribu estimant qu'il n'est pas des siens. Parce qu'il s'attache aux vues d'ensemble, certains le tiennent non sans dédain pour un virtuose des généralités. C'est trop simple, et un peu court. D'adventures de devenirs incertains, incertains de devenirs chateaux, chercheurs d'issues à l'humain, savamment caustiques et lucidement généraux — réfléchissez... — il y en a à tous les états.

Roger-Pol Droit

**FESTIVAL
DES LIVRES A PRIX RÉDUITS**
(1100 m² d'exposition)

**LIVRES NEUFS - LIVRES ANCIENS
LIVRES D'OCCASION**

Romans, ésotérisme, histoire, bandes dessinées,
essais, livres d'art, livres d'enfants...

Un très grand choix dans tous les domaines

5-6-7 avril 1991, de 9 h à 19 h 30
Hôtel Mercure - Paris Vaugirard - 69, boulevard Victor, Paris-15^e

ENTRÉE : 10 F Métro : Porte de Versailles

Centre Georges Pompidou
Espace séminaire dirigé par Christian Ouscamp
11 et 12 avril 1991. Débats publics à 21 h petite salle.

"SURREALISME ET PHILOSOPHIE"
avec D. ADES, R. BELLOIR, G. DUROZOL, E. FORMENTELLI,
P. de HASS, M.-C. LALA, G. LEGRAND, D. LINDENBERG,
M. MOURIER, G. REILLARD.

A paraître aux Editions du Centre Georges Pompidou-Bibliothèque
LA COMMUNICATION : UNE INTERROGATION PHILOSOPHIQUE

HELENE CIXOUS
L'ange au secret

Jours de l'an. 1990
L'heure de
Clarice Lispector. 1980
Mante. 1988
Entre l'écriture. 1980

« O géniale Cixous, les eaux de votre imagination emportent le lecteur, lui infligent un bonheur dont il n'a pas le temps de se réjouir car déjà une douleur vive lui fait place. »
Nicole Casanova,
Le Magazine littéraire

« Jusqu'au jour où l'on s'aperçoit qu'elle est l'un des plus grands écrivains français. »
Catherine Clément,
Le Magazine littéraire

« Je dois donc à la vérité de dire qu'Helène Cixous est aujourd'hui, à mes yeux, le plus grand écrivain dans ce que j'appellerai ma langue, le français si vous voulez. Et je pense mes mots en disant cela. Car un très grand écrivain doit être un poète-penseur très poète, et poète très pensant. »
Jacques Derrida,
Le Magazine littéraire

des femmes
Antoinette Fouque

Julian Barnes
publie dans la
Bibliothèque cosmopolite

- UNE HISTOIRE DU MONDE EN 10 CHAPITRES
- LE PERROQUET DE FLAUBERT
- LE SOLEIL EN FACE

Stock

Pierre Drouin

Démocratie ou barbarie

Suite de la page 15

De même, la déréglementation aux Etats-Unis et ailleurs dans divers domaines a relancé une concurrence effrénée dans l'information. A long terme, écrit Alvin Toffler, « le rêve des constructeurs de réseaux du monde entier est de réaliser un circuit fermé intégré où l'impulsion, partie du consommateur (lequel informera électroniquement les entreprises des objets ou services à produire), sera transmise au producteur (...), puis au détaillant ou au service de vente à domicile, puis (...) au système de paiement par carte de crédit, pour revenir enfin chez le consommateur ».

Les « faiseurs d'images »

Toujours sur le chapitre des guerres de l'information, on nous rappelle la « révolution du micro », saccageant les monopoles des hauts dignitaires de l'ordinateur, et celle des connexions, qui amènera de nouveaux transferts de pouvoir. Plus connue, la

« guerre totale » passe aussi par l'espionnage industriel, le piratage des logiciels, l'introduction de « virus » dans les programmes et autres bricoles d'une panoplie très fournie.

L'organisation du savoir reste le meilleur instrument stratégique. C'est dire qu'il convient de lutter contre « les abîmes et les canaux » de la bureaucratie. Toffler plaide pour « le savoir à écoulement libre », qui commence à se réaliser dans la firme flexible, dotée d'exemples vécus. Le travailleur deviendra plus autonome, moins interchangeable, le pouvoir des syndicats continuant à décroître dans la mesure où ce ne seront plus seulement des groupes organisés, mais des individus isolés qui seront en mesure de frapper fort pour se faire entendre.

Autre constatation : en même temps que certaines firmes s'étendent (ou se bousculent), un puissant courant en sens inverse tend à décomposer les grandes sociétés en unités de plus en plus petites, ainsi qu'à multiplier les petites

entreprises. Nous allons vers une « mosaïque de pouvoirs ».

Changeant de registre, Alvin Toffler examine ensuite les rapports des nouveaux pouvoirs et de la politique. La technologie avancée marche mal avec la démocratie, d'où la pression en faveur d'une décentralisation dans de nombreux pays, mais aussi l'éclosion de « minorités-clés » et d'une multiplicité d'idéologies nouvelles.

Cette tendance est renforcée par les « faiseurs d'images ». La mondialisation des médias grâce aux satellites de communication ou conduit pas à l'homogénéité. Au lieu du « village planétaire » de McLuhan, nous en verrons de multiples, qui s'efforceront de conserver les identités culturelles, ethniques, nationales ou politiques. Les nouveaux barons des médias, Murdoch, Maxwell, Berlusconi, Turner, etc., feront certes participer des millions d'êtres humains aux processus de décision planétaire, mais ils seront souvent contraints, pour

réussir financièrement, de chercher des « niches » et de diffuser des programmes spécialisés. « Pensez mondial, agissez local ».

George Orwell est contredit autant que McLuhan. Les médias sont des instruments de libération plutôt que d'asservissement. Le rôle des télévisions occidentales dans la montée des contestations dans les pays de l'Est n'est pas mince, non plus que l'effet de la couverture des événements des Philippines dans la chute du président Marcos.

Au même moment, des forces puissantes et régressives se développent dans le monde. Parmi ceux qui aspirent à un nouvel « âge des ténèbres », Alvin Toffler compte aussi bien tous les intégristes religieux que les écosocialistes qui, pour défendre l'environnement, rêvent de retour à une ère prétechnologique, les xénophobes, les adeptes du tribalisme et du nationalisme aveugle. « La lutte idéologique essentielle ne se livrera plus entre démocratie capitaliste et totalitarisme communiste, mais entre démocratie du vingt et unième siècle et ténèbres du onzième siècle ».

C'est à ce défi que Toffler consacre la dernière partie de son livre. La désintégration du bloc soviétique, l'éclatement du tiers-monde en « nouveaux pays industriels » et groupes désespérément pauvres, l'émergence du Japon et de l'Europe comme rivaux des Etats-Unis, conduisant à une hypercompétition sont autant de déplacements de pouvoirs dont on ne peut dire quelles seront les conséquences. Ce qui apparaît, c'est que le monde « sera partagé entre les plus rapides et les plus lents ». Dangereux clivage qui ne se réduira que si l'on ne maintient ou ne part de savoir captif, puisqu'il est en fin de compte le vrai créateur de richesses.

Alvin Toffler pousse parfois un peu le trait pour faciliter la lecture (ainsi l'industrie n'est pas moins puissante, mais elle utilise moins de main-d'œuvre). L'auteur a la sagesse de ne pas conclure après son vaste tour d'horizon, et nous livre même in fine un catalogue d'hypothèses ou de pré-supposés qui ont conduit son effort. Rare témoignage d'honnêteté dans un monde où l'affirmation est tellement plus tentante que le débat.

B O R E R

Fiction & Cie
Alain Borer
Rimbaud d'Arable
Déplacement du voyage
essai

Du même auteur :
Rimbaud en Abyssinie

Collection
Fiction & Cie
dirigée par
Denis Roche
59 F

Editions du Seuil

سكز انا الاصل

LA VIE DU LANGAGE
par Denis Slakta

Dépaysement et variété

AUTEUR d'un grand traité consacré à la Langue latine (vers 50 avant J.-C.), Varron fait preuve d'une ouverture d'esprit assez inhabituelle à première vue chez un grammairien : « On dit que la diversité est plus agréable que l'uniformité ; nous aimons la variété dans le vêtement, dans le mobilier, dans les dessous féminins... » Sans se laisser distraire par la surprise des traducteurs qui notent « texte corrompu et peu sûr », Varron poursuit : « Je répondrai que la variété est bien un plaisir, mais qu'il y a bien plus de variété quand on a tout à la fois des objets semblables et des objets différents, par exemple quand on garnit une crêpe avec des pièces d'argenterie assorties, autant qu'avec des pièces uniques en leur genre. C'est la même chose pour le langage. » Aucune interruption notable ici.

Ce drôle de grammairien n'était pas un fonctionnaliste qui prenait la langue pour un simple instrument de communication ; il ne détestait ni le luxe ni la beauté : « Dans le vêtement, on ne cherche pas seulement une protection contre le froid, mais aussi un signe d'élégance (...). Une assiette ne doit pas être seulement la contenant de la nourriture, mais aussi un bel objet. Bref, ce qui suffit à l'homme ne suffit pas à l'homme de goût, et si la première coupe venue convient à l'assiette, le raffiné la voudra belle (1). »

Si vous partagez les goûts de Varron, et surtout si vous nourrissez encore quelques préventions puériles ou religieuses à l'égard du luxe, de la volupté et des langues, vous lirez sans tarder l'Histoire des idées linguistiques, sous la direction de Sylvain Auroux (2). Le premier volume paru, La Naissance des langues en Occident et en Orient, dispense les surprises du dépaysement et de la variété avec les charmes de la répétition et du savoir.

Et pourquoi la curiosité serait-elle un vilain défaut ? Telle quelle, la carrière du grammairien chinois Ma est bien séduisante, par sa diversité exemplaire. Après avoir étudié les

sciences politiques à la Sorbonne et publié en 1891 un livre à coup sûr injustement oublié, la Marine française, il travailla à un ouvrage politique qu'on s'attendait à ce qu'il soit d'un « Recueil du cabinet du respect du possible ». Bien préparé, il donna en 1898 « la première description systématique » de la phrase et des classes grammaticales du chinois.

Comment aussi ne pas être fasciné par cette définition de « souverain » due au philosophe Dong Zhongshu (179-104) et construite déjà comme une série de traits d'après « un synonyme qui est en même temps un homophone » ? « Ainsi jun (souverain) signifie-t-il « principe », quan (autorité), wen (douceur), kun (multitude) ». Ce Dong devait être un individu dangereux.

ON sait que les vêtements n'ont cessé, jusqu'à Roland Barthes, de tracer les grammairiens, les sémantologues et les théologues. C'est que l'inventaire des vêtements, des dessous et du dessus, constitue un mystère aussi ténébreux que l'origine des langues. Un grand théoricien japonais du dix-huitième siècle, éclaira les deux mystères d'un coup, et classe les parties du discours comme une élégante ferait du costume. La métaphore se tisse, en descendant. La métaphore à cheville, 1767 le Traité sur les épigrammes à cheville aborde les conjonctions et les interjections ; tandis que les suffixes sont examinés six ans plus tard dans le Traité sur les laies.

Et pourquoi faudrait-il mépriser la frivole de cette métaphore ? Elle met en lumière un des aspects essentiels de toute grammaire : le travail d'analyse. La grammaire en effet décompose, sépare, différencie, organise selon le même et l'autre.



Elle naît de divisions ; de découpages, dira Saussure. Avant d'être raisonnée et de s'articuler comme l'anecdote ; mais on retiendra surtout que la grammaire analyse et distingue aussi pour sauvegarder la correction, ou la pureté des origines.

Dans la tradition arabe, c'est Abu l-Aswad al-Du'ali (vers 680) qui passe pour l'inventeur de la grammaire : sa fille un jour s'égare à commettre une faute grave. Sous le coup, le père compose « la première collection de règles grammaticales, et

il fut le premier à DIVISER les mots en nom, verbe et particule ». Félix culpa ! On a discuté l'authenticité de l'anecdote ; mais on retiendra surtout que la grammaire analyse et distingue aussi pour sauvegarder la correction, ou la pureté des origines.

CHANGÉONS de chapitre, et revenons à la tradition indienne. En sanskrit, grammaire se dit vyākaraṇa, traduit généralement par analyse, puisque le verbe signifie « séparer matériellement : diviser, différencier ; notamment ce qui était confus, dans un acte créateur ».

Les mythes décrivent alors l'état

original comme « un chaos langagier » : si bien que les dieux prient Indra d'intervenir pour diviser la masse indistincte en unités discrètes : reconnaissables, articulables et utilisables.

Nous sommes au plus proches de la Genèse, et du tohu-bohu initial. Yahvé procède d'abord comme un lexicographe : il organise le monde, le divise et le structure suivant une succession d'antonymes : le jour, la nuit ; le matin, le soir ; la terre, la mer ; le dessus, le dessous, etc. En Yahvé, heureux, devient rhétorique : articulant la métaphore, il fera l'homme, « à son image » ; transfère l'homme, « sera tirée de dis que la femme » sera tirée de l'homme, comme une ravissante métaphore.

Là-dessus, une simple épingle à cheveux ou conjonction introduit le dernier énoncé du récit, ce qui amorce l'histoire du vêtement : « Or, tous deux étaient nus, l'homme et sa femme ; et ils n'avaient pas honte l'un devant l'autre. » Adam et Eve n'étaient encore que des figures de rhétorique ; n'attendaient Satan pour ouvrir le bal.

Ces grands mythes religieux expliquent aussi le rôle de l'étymologie dans l'histoire des idées linguistiques. Le récit étymologique a d'abord pour fonction de justifier, ou de racheter, l'arbitraire de la nomination ; en jouant au besoin de l'homonymie et du calembour. Le corpus védique, tout comme la Bible, ne recule pas, joué soit Indra, Agni désigne un dieu qui personnifie le « feu » (agni) ; mais « le nom véritable d'Agni est Agri », rattaché à des formes qui signifient en avant, en premier lieu ; Agni sera donc « le premier né des dieux, celui qui marche toujours en tête, comme un éclair ». Or vicié, dans la Genèse, que

Jacob se séparant d'Esau « parti pour Succot » n'a-t-il bâti une maison et fit des huttes pour son bétail : « C'est pourquoi on a donné à cet endroit le nom de Succot » (hutte de branches). La leçon ne sera pas oubliée ; et Rabelais rendra lisible la contingence, ou l'arbitraire, des signes et des noms. Après que sa jument eut transformé la forêt en champs cultivables, Gargamula dit à ses gens : « Je trouve beau ce » La conclusion suit, biblique : « C'est pourquoi depuis lors on appelle ce pays la Beauce. »

Il est clair que les dieux et les peuples répugnent « au principe de l'arbitraire du langage » : ce qui entraîne dans toutes les traditions de graves querelles, que nous raconterons la prochaine fois. En attendant, il n'est pas exclu de prendre plaisir à la lecture du livre, où il arrive que le discours scientifique parodie, en toute innocence, les récits véridiques d'Henri Michaux. Songez que « les Xuraxuramomoni considérés par les autres clans comme des gens linguistiquement tardés, parlant vite, fort, et sans beaucoup de fondement ». Comme beaucoup de fondement. Les Sikuani tardés, heureusement. Les perroquets pourraient troubler la charmante Devadatta endormie quelques pages plus loin dans un grammaire sanskrit : Devadattena supputa. Chut ! Elle dort.

(1) Marc Barthe, Françoise Desbordes, L'Analyse linguistique dans l'Antiquité classique. Les théories. Klincksieck, Paris.

(2) Sylvain Auroux, Histoire des idées linguistiques. T. I. Le second volume (Développement de la grammaire occidentale) est prévu pour 1991 ; le troisième (Hégémonie du comparatisme) pour 1992. Pierre Mardaga, Bruxelles.

(3) Octavio Paz, Le Singe grammairien. Champ, Flammarion.

* Signalez la parution prochaine du livre de Luce Irigaray, Les Femmes qui parlent. Un symptôme de la correction : Traitement des femmes et de la correction. Analyse des « rectifications » de l'orthographe et de la correction. Editions Klincksieck, 130 p., 80 F. Voici les promesses de son titre, en respectant le français et les lectures.

Le sexe des mots

Hommes et femmes ne parlent pas de la même manière.
Luce Irigaray en fournit nombre de preuves

JE, TU, NOUS
de Luce Irigaray.
Grasset, 162 p., 85 F.

SEXES ET GENRES
A TRAVERS LES LANGUES
sous la direction
de Luce Irigaray.
Grasset, 462 p., 155 F.

Les corps humains sont sexués. Cela ne signifie pas simplement qu'ils possèdent - comme des attributs secondaires ou accessoires - des organes génitaux distincts. Cela implique que leurs fibres et leurs rythmes ne soient pas les mêmes, que toute une physiologie profonde les distingue fondamentalement.

A partir de là, ne doit-on pas envisager, de proche en proche, que se distinguent aussi deux genres de rapports au monde, d'imaginaires, d'expressions ? Dans ce livre, Luce Irigaray poursuit depuis hientôt vingt ans une recherche à plusieurs faces.

Elle ne vise pas à réduire à des données biologiques la différence entre hommes et femmes, mais au contraire à permettre l'élaboration et le déploiement de cette différence dans tous les registres de la culture et de la société, des langages aux droits civils, de la vie quotidienne à la géopolitique.

Cet avènement positif de la différence sexuelle dans la culture constitue pour Luce Irigaray notre chance de construire un monde vivable et d'échapper aux destructions de toutes sortes qui menacent l'humanité. En effet, si « je » et « tu » n'ont pas chacun leur monde et leur parole, aucun « nous » jamais ne pourra les unir et les laisser dialoguer.

Je, tu, nous, recueil de chroniques publiées d'abord en version italienne en 1987 et 1988, forme une introduction très accessible et simple aux analyses de Luce Irigaray. Elle insiste sur la différence plutôt que sur l'égalité des sexes. Car la conquête de l'égalité par les

femmes s'opère trop souvent au prix de leur pureté et simple insertion dans les normes et les projets du travail masculin. Au lieu de devenir des hommes comme les autres, mieux vaut qu'elles aient à bâtir leur monde, leurs projets et leurs droits.

Masculin
pluriel

Mais on ne construit pas son monde si l'on n'a pas ses mots. Or l'organisation des langues et leurs mécanismes ne laissent aux femmes que des possibilités réduites de s'autoreprésenter. Par exemple, le pluriel mixte est masculin. Si l'on veut désigner d'un seul terme une femme et un homme, on devra dire « ils ». Le neutre aussi recourt à la forme masculine du pronom.

Ainsi, « il » pleut, pendant qu'« ils » s'aiment... Quant aux noms de métiers, le terme masculin désigne les hommes qui l'exercent (« médecin » ou « missionneur »), le terme féminin étant au besoin réservé au moyen utilisé (« médecine » ou « missionneuse »), et non à l'activité qu'exercent les femmes.

A ceux, ou celles, qui doutent de la réalité d'un tel état de fait, qui pensent que la langue est neutre, et son usage indépendant du sexe des sujets parlants, on recommandera la lecture du savant ouvrage collectif intitulé Sexes et

genres à travers les langues. Prolongeant une recherche déjà entamée par d'autres titres (1), cette enquête scrute les résultats d'épreuves de production de phrases auxquelles ont participé des sujets masculins et féminins de langue maternelle française, anglaise et italienne. On y découvre, avec étonnement parfois, que femmes et hommes ne parlent pas de la même manière. Leurs façons de générer les messages, de se situer par rapport à soi-même, aux autres, et à la langue, diffèrent. Le mérite des travaux réunis ici est de commencer à l'établir scientifiquement, et de fournir des preuves.

Même si telle ou telle formule de Luce Irigaray peut paraître parfois excessive et contestable, on doit reconnaître qu'elle s'emploie avec constance à proposer des solutions positives plutôt qu'à dénigrer et à détruire.

En ces temps où l'anné complait à toutes les formes de désenchantement ou d'effondrement, le fait est rare. Le monde qu'elle peint Irigaray serait bâti d'humains moins tristes, moins rabougris, moins bêtement agressifs - bref, plus vivants. Qui donc s'en plaindrait ?

R.-P. D.

(1) Voir notamment Parler n'est jamais neutre (Marseille, 1985), et « Le sexe linguistique » (Langages, n° 85, Larousse, 1989).

CIBUS '91
LE MONDE
EST SERVI



SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION
PARME - ITALIE 2 - 6 MAI 1991

Si vous voulez être au centre de l'Europe, venez à Parme, en Italie. La plus importante foire italienne du « Food & Beverage ». L'édition spéciale du CIBUS aura lieu du 2 au 6 mai 1991. Pendant cinq jours, CIBUS '91 sera le point de repère de tout le secteur alimentaire italien et international. Pour développer les échanges et les contacts entre les entreprises européennes et extra-européennes, CIBUS a promu des séminaires et des rendez-vous professionnels.



CIBUS '91
EDITION SPECIALE EUROPA

FEDERALIMENTARE

FIGURE D'OPERA

OÙ TROUVER UN
LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

LE PLAISIR
D'ÉCRIRE
LE DROIT
D'ÊTRE LU
Si pour vous écrire est une
passion, écrivez-nous. Nous
éditerons et diffuserons vos livres, essais,
Mémoires, romans. Lancement publicitaire :
presse, radio et télévision. Envoyez des manuscrits
à :
LA PENSÉE UNIVERSSELLE
115 boulevard RICHARD LENOIR
75006 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 57 74 74
Contrat édité par l'État, 40 de la loi de
11.03.57 sur la propriété intellectuelle.

LIVRES • IDÉES

ACTUALITÉS

La mort de l'écrivain britannique

Graham Greene, un Anglais peu tranquille

Suite de la première page

Il est allé au fond, au plus près, au plus intense, au plus sobre aussi, sur le plan de la forme littéraire.

Celui qui a réussi ces multiples et extraordinaires transmutations ne peut pas mourir. Car le *Troisième homme*, c'est lui; *Voyages avec ma tante*, c'est lui; *Le Rocher de Brighton*, c'est lui; *Pinkie*, c'est lui; *«Fowler»*, *«Castle»*, *«Le whisky priest»* qui n'a même pas de nom, *«Scobie»*, *«Querry»*, c'est encore lui: Tant et tant d'autres...

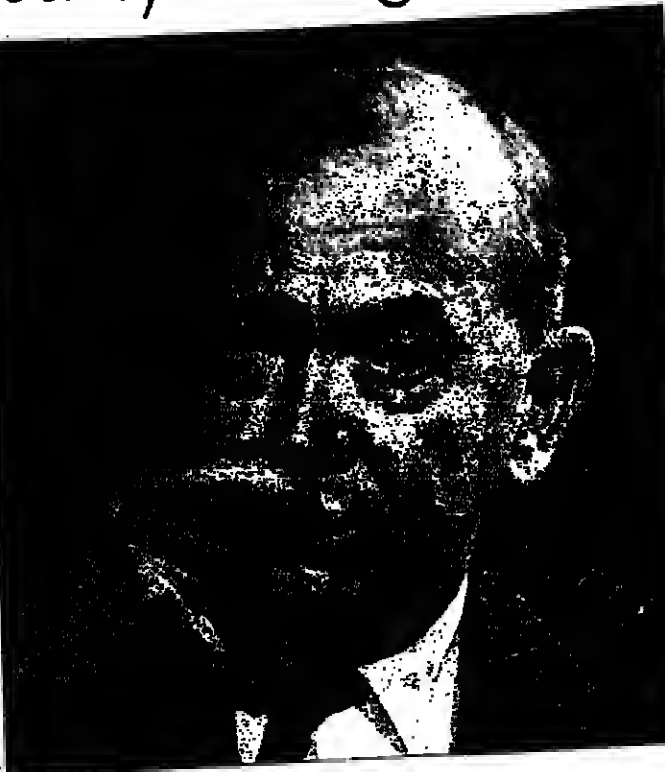
Pibices de théâtre, essais, nouvelles, adaptations cinématographiques de ses œuvres — car c'est un réel visionnaire — c'est lui. Carol Reed, Orson Welles, musique du *Troisième homme* (la la la, la la, la la...). C'est lui.

Cela, tout le monde le comprend, dans la plus intime dévotion, lorsqu'il ne reste sur terre que le dernier pape et sa valise en carton, porteur cependant... de valises, donc d'espoir. Tout le monde sait cela. Et à titre indicatif, mais peut-être important, dans les horreurs vécues en ce moment par les victimes de l'ignoble «crise» du Golfe («Le Koweït est un nouveau Panama», confiait Graham Greene en octobre 1990), la plupart des grands reporters américains de la guerre du Vietnam, interrogés il n'y a pas si longtemps, remontaient à propos d'un Américain bien tranquille, écrit en 1955 (déjà...) par la voix de Gloria Emerson: «Cela demeure le livre de référence pour nous tous, vétérans et reporters de la guerre. Il y démontre les bonnes intentions meurtrières des Américains».

«Accidents de tempérament»

Ce que tout le monde ne sait pas ou ne comprend pas, tant l'homme est insaisissable, c'est la nature, l'ampleur, la multiplicité de l'effraction.

Elle a sans doute eu lieu le 2 octobre 1904, très tôt, sur la lande de Berkamsted, dans le Hertfordshire où il est né et où il a grandi. «Dans mon premier souvenir, je me vois assis dans un landau d'enfant, en haut d'une colline, en haut d'un chien en travers des pieds», raconte-t-il pour décrire cette sorte de vie, son autobiographie. La mort, donc, très tôt. Et l'initiation à ses vertiges. Il y a déjà fracture, aussi lorsqu'il se retrouve écolier, partagé entre



L'homme de l'effraction

ses petits camarades de pension et la fidélité à son père, le directeur de l'école: l'un des moteurs de son œuvre n'a-t-il pas été le thème des «loyautés divisées»?

Mais la grande période à risques de sa jeunesse fut celle de ses années d'étudiant à Oxford, qui succédèrent à une précoce psychoanalyse, en 1920. A Balliol College, il flirte, pendant quatre semaines, avec le Parti communiste («En 1923, on pouvait encore croire à la révolution d'Octobre», expliquera-t-il). Longtemps après, on songera à lui comme à une sorte de compagnon de route: une route qui le mènera au célèbre espion Kim Philby, son patron au MI 6, pendant la seconde guerre mondiale, avec lequel il reste en correspondance et qu'il reverra plusieurs fois, lors de ses récents séjours en URSS, effectués en témoignage de sympathie à la perestroïka.

Mais l'effraction, avec violence, la plus étonnante — marquée d'une profonde curiosité pour l'autre côté — demeure celle des tentatives désespérées pour se libérer de cet ennuï pathologique qui gonflait dans sa tête comme un ballon. Et là, il a recours à plusieurs reprises à l'invasion

romanesque roulettée russe.

Voyages sauvages en Afrique, au Mexique. Reportage en Malaisie, en 1951, sous l'état d'urgence; au Kenya, pendant la révolte des Mau-Mau; rencontres d'intenses reportages en Indochine et de séjours à Cuba. Rencontre secrète avec Ho Chi Minh (on n'arrivera jamais à connaître le contenu de la lettre qu'il était chargé de lui remettre); valises portées en secret pour les guerilleros de Fidel Castro avant la chute de Batista; rencontres dans la montagne avec les guerilleros heliotes en lutte contre les «toisons macoutes», dont il a su si bien dénoncer le régime de terreur dans les *Comédiens*; contacts discrets et permanents avec les révolutionnaires sandinistes du Nicaragua; multiples séjours au Panama, à l'invitation de son ami, le général Omar Torrijos. Un jour, en 1980 — il avait donc soixante-seize ans — il confiait qu'il aurait été prêt à se battre là-bas, au cas où on ne serait pas parvenu à un accord avec les Américains.

«S'il y avait eu lutte armée, j'y serais allé. Pas pour tenir un fusil, cela jamais. Mais pour faire

un peu de reportage...» Alors, comment, par quel miracle atteint-il par ses livres le fameux royaume de la Grâce? Par sa modestie d'abord. Il prétend toujours que c'est par accident, «par hasard» — mais par ce qu'il appelle ses «accidents de tempérament» — qu'il s'est trouvé dans les zones de fractures. Comme à Prague en 1948, ou encore en 1968. Mais qu'allait-il faire si souvent à Cuba, du temps de Batista? «Oh! les bordels. J'ai bien les bordels.» Son «divertissement», Notre agent à La Havane, prévoit pourtant, quand bien même sur le mode

Les grandes œuvres

- Tuer à gages (1936).
- Le Rocher de Brighton (1938).
- L'Agent secret (1939).
- La Puissance et la Gloire (1940).
- Le Fond du problème (1948).
- Le Troisième Homme (1950).
- Un Américain bien tranquille (1955).
- Notre agent à La Havane (1960).
- Voyage avec ma tante (1969).
- Le Coneul honoraire (1973).
- Le Facteur humain (1979).

Graham Greene était également auteur dramatique: *Living Room* (1953), *The Complaisant Lover* (1959), *Carving a Statue* (1964). Il avait évoqué ses souvenirs dans *Une sorte de vie* et dans une série d'entretiens avec Marie-Françoise Allain, *L'autre et son double* (Belfond). Tous les romans de Graham Greene ont été traduits par Robert Laffont.

La dissidence perpétuelle

Le siècle s'ouvre à nos pieds. Et la planète. Subrepticement. Car c'est là le génie de Graham Greene: le lecteur pense d'abord qu'il est en train de découvrir le monde et ses zones mortelles. Il avance dans ce que les Anglais nomment *Greene land*, cet univers mythique très visuel, très sensoriel, où les personnages circulent, rasant les murs au petit matin entre chien et loup, soit dans l'impermeable trop large, soit dans la grisaille de banlieues londoniennes, soit dans un décor que l'on croit exotique.

Et puis, brusquement, il y a eu... on ne sait quoi. La puissance et la gloire. La Grâce. Le monde révélé par effraction, cet écrivain de la dissidence perpétuelle s'est imposé. Par l'angoisse partagée, par le facteur humain. Cet univers, ce n'est pas le sien, c'est le nôtre. Ainsi qu'il l'écrivait, il y a à peine trois mois, en janvier 1991, lui, l'hérétique qui fait voler en éclats les machineries étatiques, lui l'anarchiste tellement à l'écoute des autres, n'a «jamais cru à l'importance première de la loyauté à l'égard de son propre pays. Celle à l'égard des individus semble de loin plus importante».

Sa gigantesque grandeur est dans le familier. «Je ne crois pas en Dieu, je le touche», se plaisait-il à rapporter à propos d'un de ceux qu'il aimait. Les tourments de l'homme humain ordinaire et corrompu, donc divin, il a su les comprendre et les décrire. Cet homme qui se vouloit pas le succès, par là même, vraiment échoué dans l'échec. Proche de sa fin dernière, interrogé sur sa stature de «grand écrivain», lui qui jusqu'à présent se gaussait de la mort, des honneurs, de la célébrité, seul au cœur des ténés, comme l'un de ses pairs en écriture, Joseph Conrad, avouait, en toute ambiguïté: «Je resterais, un peu comme Flaubert, peut-être.»

Marie-Françoise Allain

Le droit au changement

C'est un fait indéniable: Graham Greene fut très vite reconnu par le grand public et il gagna une audience mondiale. Lorsqu'on s'interroge sur les raisons d'un tel succès, on lui en trouve de multiples: son écriture, sobre, dépouillée, d'une simplicité que certains critiquent, mais qui est une bonne part; y entre pour une bonne part; mais aussi les intrigues fertiles en rebondissements, son art de divertir le lecteur et même de l'envoûter en créant, dès les premières pages, une atmosphère, une tension qui ne se relâche plus, et la forme même qu'il donna à ses histoires: romans policiers, romans de guerre ou d'espionnage, genres populaires qu'il en fut, utilisés pour traiter des aventures essentielles à ses valeurs de l'âme.

A moins encore que n'aient joué auprès du public, le goût de l'action, l'attrance pour l'inconnu, la soif d'aventures, qui caractérisait le soi d'aventures, qui était aussi journaliste brillant qu'était aussi romancier, le miroir du reportage sur la plupart des points chauds du globe. Cette promptitude à accepter le dépaysement, à toujours repartir, fit croire que le problème de Graham Greene était celui du déracinement, alors même que l'écrivain déniait: «Mon sujet est l'absence de racines, mais la manière en est ma vie» (1).

Tout aussi fascinante que ces constantes pérégrinations, sa faculté de renouveler, en mutations multiples, sa technique romanesque, ne cessait pas d'intriguer la critique; mais là encore, l'écrivain

revendiquait le droit au changement: «Ne cherchez pas à me pigner par telle ou telle phrase que j'ai écrite il y a trente ans ou cinquante ans... Souvenez-vous que je suis aussi quelqu'un qui change». Chaque année, je me sens différent (2).

Pourtant, si variée, si indéchiffrable que soit cette œuvre, on éprouve à en lire l'intégralité, qu'il s'agisse des romans policiers, des «divertissements» ou des livres plus notés, comme *La Puissance et la Gloire*, *Le Fond du problème*, un sentiment dominant: celui d'un malaise qui peut aller jusqu'à l'angoisse. Et cette angoisse ne provient ni du décor, ni de l'action, ni du suspense que Greene excelle pourtant à créer mais, plus profondément, des obsessions de Greene, de ses hantises qui colorent les personnages aussi bien que les lieux, et lui inspirent ses métaphores qu'il articule soigneusement sur une technique de description apparemment réaliste.

«Une tendresse cynique»

Nombre des personnages de Greene sont des êtres sans racines, ou séparés de leur pays tels Fowler, dans *Un Américain bien tranquille*, ou Brown, dans *Les Comédiens*. De ce fait, ils sont moins libres, mais ils n'en sont pas moins traqués — «non seulement par la société mais par eux-mêmes, une moitié chassant éternellement l'autre et ne l'épargnant que pour constater avec une tendresse cynique la division intérieure, la coexis-

tence intime du pont et de la poutre» (3).

C'est dans cet état de division interne, en réalité dans le péché et la damnation, que les héros de Greene — «le whisky priest» de *La Puissance et la Gloire* ou Scobie, le policier du *Fond du problème* — sont les plus proches de la grâce: le catholicisme de Greene lui inspira ses romans les plus passionnés; mais bien qu'on ait passionnément discuté de leur problématique et des thèmes religieux impliqués, Greene voulait d'abord y exprimer ses réactions de croyant hanté par la pitié, la mal et l'amour. Dans les «thrillers métaphysiques» de Greene, par la suite, enquêtes policières et quête spirituelle n'aboutissent souvent qu'au refus ou à la haine de Dieu; seuls demeurent l'angoisse et le malaise existentiel, atténués toutefois par la tendresse humaine qui éclaire, en dépit de tout, dans tous ses romans.

Ce n'est pas la moindre paradoxe de cet écrivain ambigu et stimulant qu'il fasse une large place à la farce et au burlesque (*Voyages avec ma tante*), ne laissant de côté aucune voie d'évasion possible: aussi bien l'œuvre de Greene est-elle caractérisée par la variété de ses métamorphoses comme par la persistance de ses obsessions.

Christine Jordis

(1) et (2) Marie-Françoise Allain, *Graham Greene, l'autre et son double*, Belfond, 1981.
(3) Marie-Françoise Allain, *Linéaire de notre temps, Écrivains anglais et irlandais*, tome 1, Castelnau, 1973.

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque année l'auteur de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées, Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias: Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire. Les manuscrits sont à adresser à: L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08

VIVE LA PEINTURE FRANÇAISE



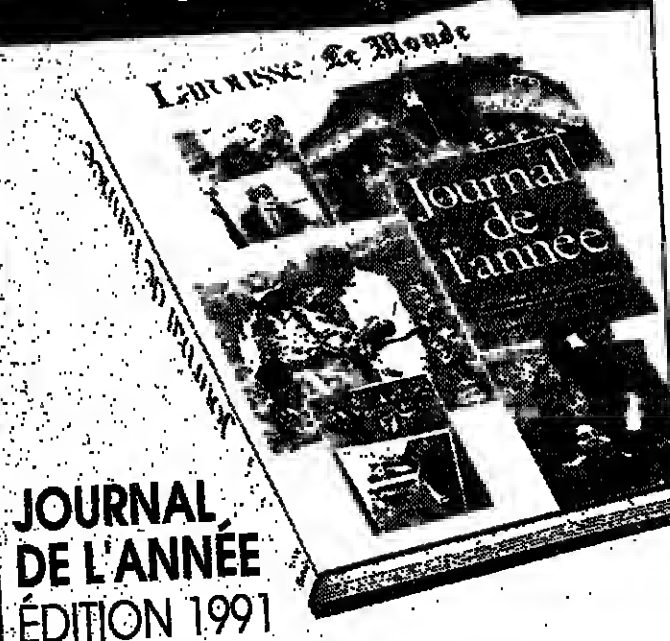
MILLET

par André Fermigier

Du 15 mars au 20 avril, votre librairie vous offre ce superbe livre d'art pour l'achat de trois volumes de la collection «Skira classiques» (50 titres, 138 F)

SKIRA CLASSIQUES

1990 : guerre ou paix?



JOURNAL DE L'ANNÉE ÉDITION 1991

Larousse / Le Monde

12 mois d'actualité, 1 an d'histoire

هكذا بين الامم

Christian Chartier
► Septentrion, numéro 1/1991,
Murijsstraat 260
B-8931 Rekken.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Ouverture islandaise

Il fut l'intercesseur entre son pays et l'Europe.
Avec *La mousse grise brûle*, Thor Vilhjalmsen redécouvre ses origines

LA MOUSSE GRISE BRÛLE
de Thor Vilhjalmsen.
Traduit de l'islandais
par Régis Boyer.
Actes Sud, 288 p., 135 F.

Soient des paysages, avec, « par-tout, des racines, comme des fils fatidiques ». Ceux, celles d'Islande au tournant de ce siècle, lorsque l'île demeure plongée dans le Moyen Âge, dans une « éternité congelée », où les « forces primitives sont aux prises ». Récit tissé de ces racines qui affleurent, s'entrecroisent et se perdent, composant une étoffe commune au monde animal et au monde humain, à la végétation et au ciel, où l'histoire et les légendes s'entremêlent de plain-pied. Vies de villages où le destin est dans l'appartenance au paysage, vies de travail sans fin, d'ignorance sans dévotion, où l'interdit de plaisir se révèle dans le désir interdit : l'inceste, exacerbatrice d'une logique de soumission et d'abandon, d'absence du père, crime parce qu'il n'a d'autre issue que le crime.

Qui n'appartient pas au paysage peut le contempler longuement, le traverser, en jouer, et y choisir « des décors appropriés à ses représentations intérieures ». Est-il poète, celui-ci, ou bûcheron qui se rend au village rendre justice ? Juge et poète, l'un à la merci de l'autre, car le juge peut tuer le poète et le poète annihiler le juge. D'autant qu'il est muni d'une lettre du père (juge également) qui lui enjoint, à lui qui appartient au monde des « chefs », d'être « un modèle pour le peuple », et d'acquiescer le maléfique avec ses racines. « Aucune révolte, ordonne-t-il, n'est permise, poète, que ne doit ébranler cela ».

Mais, comment juger, lorsque derrière le crime d'un seul, c'est le peuple entier qui semble appelé à comparaître, et qu'après les années de débauche estudiantine dans un pays moderne, brillant et lointain, le poète, désormais lourd de la loi, se retrouve projeté comme à tâtons, des siècles en arrière, sur la terre islandaise ? Son ail dessillé s'étonne, s'émeut, se révolte : le voici chez lui

comme en terre de mission, « obsédé de la façon dont son absence l'avait éloigné de ses origines, de sa nation ». Chaque repli du terrain l'interroge : « Qui es-tu s'il n'y avait pas l'héritage national lui-même dans l'herbe ruse ? »

Ici, tout manque aux paysans, y compris les mots, alors qu'il suffit de porter l'oreille au sol pour entendre, dans le murmure de l'eau, qui part tout sourd, « les voix de tous les temps qui font de l'être humain une seule et même personne ». Ainsi sera-t-il question d'éveil et de combat, celui « vociférant », qui resurgit de page en page, « de la pierre et de l'eau ». Si seulement le poète avait pu unir la nation islandaise, en place « de ces monstres, ces revenants qui étaient pour ainsi dire la seule chose que tous possédaient en commun... Il y avait les anciennes sagas, bien sûr. Mais était-ce autre chose que héros, mirages ? »

Le hurlement du poète

Là où le poète voudrait l'éclairage de la raison, le juge, vu par un des coupables « comme un dieu venu d'un monde éclatant et plus haut, l'éclair lui-même dans son carquois », apportera la mort : « Alors résonna un cri si perçant que jamais, il n'avait entendu tant de choses emplir un seul son et se manifester en lui ». Mais si le poète avait pu déposer devant le juge, si celui-ci ne lui avait pas interdit toute compassion, tout droit de regard sur la réalité, peut-être se serait-il souvenu de ce jour où il avait mis en déroute un agresseur d'un hurlement qui contenait tout ce qu'il ne pourrait jamais dire, « pas même trans-muer en poème ».

La première gelée d'automne, une amorce, borbore, la neige, n'attendent pas le verdict pour redonner au paysage son autorité sur les hommes, soumettant et le poète et le juge. Celui qui savait le soir quand « l'herbe devenait d'or et la mousse grise qui recouvrait la lave se met à brûler », lorsque « le pays approche de son essence », et celui qui n'hésitait pas à faire payer une passion incestueuse de dix ans de travaux forcés. Celui

qui se voulait amour et celui qui énonçait la loi, cette seule et même personne a existé : il s'appelle Binar Benediktsson (1864-1940), et fut l'une des grandes figures de la littérature islandaise, champion de l'entrée de son pays dans notre modernité.

Thor Vilhjalmsen (né en 1925), dont *La mousse grise brûle* (1986) est le premier ouvrage traduit en français, est, lui aussi, un grand intercesseur entre l'Islande et l'Europe. Animateur dans les années 50 de la revue *Birtingur*, qui ouvrit l'île aux grands courants intellectuels de l'époque, traducteur de Malraux, Françoise Sagan ou Umberto Eco, il ne semble pas avoir suivi son fameux prédécesseur (en dépit d'un solide dossier historique) mais l'avoir précédé, guidé pas à pas, dans la redécouverte de son pays.

Cependant, notre lecture de la lente et admirable traversée à cheval de l'île (et du passé) qui occupe la première moitié du roman restera largement superficielle sans le soin pris par Régis Boyer, autre intercesseur, à nous en révéler la densité en éclairant les allusions, les références historiques comme les citations de sagas. Alors, le pays peut nous apparaître aussi intensément présent sous ses synonymes poétiques de Fron ou d'Isafold que sous celui d'Islande.

Jean-Louis Perrier

► Les éditions Gallimard, dans la collection « L'Imaginaire des peuples », éditent de petits et remarquables recueils de textes essentiels de l'Édda, l'une des références des personnages de Thor Vilhjalmsen. Recueillies et composées en début de troisième siècle par l'aristocrate et lettré Snorri Sturluson, l'Édda constitue un véritable traité de mythologie nordique, sans lequel, estime justement son traducteur François-Xavier Dillmann, « jusqu'aux récits relatant les origines de monde et antécédents de la culture Scandinave des dieux — nous demeurerions probablement hermétiques » (236 p., 120 F.).

► Par un long retour (à Reykjavik) de Svava Jakobsdóttir, l'Islande est l'une des invités d'un « Voyage en Scandinavie » de la revue *Novelles*. *Novelles* qui réunit douze auteurs nordiques contemporains — dont un Groenlandais — pour l'essentiel encore non traduits en français (*Novelles*, *Novelles*, 152 p., 80 F., 3, rue de l'Harmoise, 75015 Paris).

Malaise nordique

L'histoire d'un homme sans nom, antihéros en panne d'épopée

L'HOMME DU SAREK
de Lennart Hagerfors.
Traduit du suédois
par Anna Gibbon.
Flammarion, 224 p., 99 F.

Il n'a pas de nom, l'homme du Sarek, pas de nom propre. C'est la presse qui l'a désigné ainsi. Lui-même ne s'en connaît plus d'autre. Pas un nom d'homme, mais des symboles. Et un symptôme révèle, témoigne, ou accuse, mais ne tue pas. D'ailleurs, a-t-il vraiment tué ? Et de quel côté pèse-t-il en cette année 1986, s'il n'est ni l'assassin d'Olof Palme, ni le responsable de l'échec de Challenger, ni le patron de Tchernoïbyl ? Du même poids : le monde est malade, tous les symptômes se valent, à commencer par les plus petits.

Un pleidoyer supposerait qu'il y ait des faits avérés, mais lui-même ne trouve « aucune vérité, aucune cohérence à son histoire ». Alors il entreprend de le raconter lui-même, d'établir sa propre cartographie, et son récit devient un parcours, le découvrant, dans les gestes et l'économie d'un randonneur alpin, de ce Sarek, un parc national qui s'étend à une cinquantaine de kilomètres au nord du Cercle polaire arctique, en Laponie suédoise, et qui se voudrait la dernière région sauvage d'Europe.

Des mots muets d'émerveillement

Le voilà accumulant des traits si précis qu'il en ressort une image de plus en plus floue de la réalité. Au vrai, son besoin est de communiquer, à demi-mots de préférence, car il a compris à quel point la langue suédoise est efficace pour garder les secrets. Dans ce pays, on trouve une densité maximale de trois mots ou kilomètre carré ; il existe certaines régions où les mots deviennent muets d'émerveillement rien que de se rencontrer.

Et cependant, il se fuit cette langue avec laquelle il « ne fait pas corps », comme il a quitté sa famille et sa ville, à l'essai, s'abandonnant, non sans résistance, au langage des gestes et des corps, puis se laissant emporter par une belle muette dans la violence et la tempête jusqu'à l'ultime crevasse de l'ultime glacier pour connaître et reconnaître l'irréparable : la tentation, le tentateur de meurtre. Au lieu des traces du salut, il a trouvé de bonnes raisons de se penser coupable, de quelque chose, de tout.

Des « hommes du Sarek », nous en croisons chaque jour : comme lui, ils sont assistant social ou éboueur de bus et rien ne les distingue des autres, sinon d'être, comme le dit Lennart Hagerfors, « contournés ». Ils ne connaissent des grandes

mythologies que des morceaux échois, et supposent que la vraie vie est ailleurs, pour n'en goûter qu'un ersatz. Ils ne parviendront jamais à suivre que des itinéraires fixés par d'autres, prêts à toutes les dérives, hommes de troupes et hommes de main potentiels pour les engagements les plus fumeux.

Témoins du malaise, ils sont le malaise, le non-récit, le communisme. Mais à la différence de Shaw, dans les *Boleines du Tanganyika* (1), qui se soumet et se laisse glisser peu à peu hors du conscient, l'homme du Sarek offre à l'occasion un visage de résistant, fort de se savoir devenu un jour « encore plus qu'avant, un autre », quelqu'un qui ne faisait pas partie des « autres ». Ambigu, éclaté, parfois tonitruant, l'homme du Sarek a en

commun avec Shaw d'être mal né et d'espérer à une renaissance, mais lui recherchera ses origines dans la fuite en avant.

Lennart Hagerfors a la cruauté d'autoriser une lecture au premier degré, comme un roman d'aventures, de son « épopée éclatée », sans doute pour contraindre à creuser profond sous son humour glacé et trouver une terre de vérité, sans doute aussi pour mieux s'écarter de ce « genre longuier fortement imprégné de fiction », dont, avec son héros, l'ex-rédacteur en chef de *BLM*, le principal journal littéraire suédois, aimerait visiblement réduire le quasi-monopole : celui des médias.

J.-L. P.

(1) Flammarion, 200 p., 99 F.

« Homme à tout faire »



Lennart Hagerfors

Sarek sont des petits à la périphérie de l'action. Ils sont agités plus qu'ils ne l'agissent. Shaw se laisse déborder par l'Afrique, ils sont les premiers contaminés, des perdants qui survivent. » Le récit ? L'itinéraire de l'homme du Sarek est un reflet de l'absence de matériau épique dans nos vies. Nos grands-parents avaient encore place pour l'épopée, avec l'exode rural et la découverte de la grande ville. Aujourd'hui, les seuls qui peuvent atteindre à la dimension épique, avoir un destin, sont les émigrés. Nous n'avons plus droit qu'à de petites périodes, c'est tragique. C'est ce que je veux rendre en faisant éclater mes histoires.

« La Subda ? J'ai un rapport ambigu, d'amour/haine avec la Subda, ce qui est très suédois. Le sens éligu de l'écologie s'épanouit particulièrement dans le terroir protestant, et peut aller jusqu'à une tentation de type fasciste. La nature est à la fois une menace et une protection. Pouvoir retourner dans la forêt doit demeurer comme un recours ultime. Si on nous la prend, que va-t-il nous rester ? Avec Tchernoïbyl et ses beccuquels invisibles et présents partout, les Suédois ont eu la sensation qu'on les déposait de leur histoire.

« La punition ? C'est la kuthénon en moi. Elle fait partie des replis de ma propre création, sur lesquels je n'ai pas de prise intellectuelle. J'ai une sorte de pessimisme quant à la réussite des entreprises humaines ou un effort rapot souvent se punition. L'humanité a du talent pour se châtier elle-même. Je n'ose penser à ce que cela peut avoir comme fondement dans ma propre vie [lire]. »

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

Les monstres de Crane

LE VISAGE INCENDIÉ
de Stephen Crane.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Paul Noyart.
éd. Complexe, 142 p., 65 F.

Par sa matière brutale et efficace, le court roman — ou le long poème — de Stephen Crane, *Le Visage incendié* (traduction halle, mais peu fidèle, de The Monster), pourrait être rapproché de la brève existence de son auteur, que résume Paul Noyart, traductrice de ce texte.

Dernier des quatorze enfants d'un pasteur méthodiste — qui meurt lorsque son fils a neuf ans — et d'une mère plus préoccupée, jusqu'à l'égarément, des devoirs de sa religion que de l'éducation de sa progéniture, Stephen Crane naît en novembre 1871 dans le New Jersey. Après des études assez décolorées, il s'installe à New York où il vit misérablement de sa plume et de chroniques qu'il adresse aux journaux. En 1895, il devient correspondant de guerre (il « couvrit » ainsi les troubles révolutionnaires à Cuba et le conflit gréco-turc) et publie la *Conquête du courage* (*Red Badge of Courage*) (1), roman qui lui vaudra la notoriété.

Deux ans plus tard, il s'installe en Angleterre avec sa femme Cora. C'est là, à Oxford, qu'il conçoit *Le Visage incendié*. C'est là aussi qu'il se lia avec Joseph Conrad qui écrit, trole ans après la mort de Crane, un beau témoignage d'amitié et de clairvoyance critique sur son œuvre (2). L'année suivante, il retourne en Amérique et débar-

que à Cuba pour rendre compte des combats. Il le fait avec lucidité, plus soucieux de témoigner de la souffrance que d'embourber les trompettes de l'émphase guerrière. Physiquement effaibli, il regagne l'Angleterre quelques mois plus tard. La maison des Crane s'ouvre avec générosité. Il écrit pour payer cette hospitalité et les fûtes qui l'accompagnent. « Son œuvre souffre des travaux forcés auxquels il s'est volontairement condamné », souligne sa traductrice. Stephen Crane meurt de tuberculose le 5 juin 1900 dans un sanatorium de la Forêt-Noire. Il n'a pas encore atteint vingt-neuf ans.

Un fait divers pathétique

Le Visage incendié relate un fait divers banal et pathétique qui, sans l'art de Crane, aurait versé sans encombre dans le mélodrame édifiant. Un enfant, Jimmie, est sauvé de l'incendie de sa maison par Henry Johnson, le serviteur noir du docteur Treecott, son père. Cet acte d'héroïsme, s'il ne lui coûte pas la vie, enlève à Henry son apparence humaine, fait de lui ce « visage incendié », ce « monstre » à qui l'on refusera droit de cité parmi les hommes. Soigné et protégé par le père de l'enfant, Henry devient, pour les habitants de Whilomville, le motif de leur terreur, l'incarnation d'une peur sans nom que l'horrible miroir de cette figure dévastée leur tend.

Au fond de ce miroir, au cœur de cette terreur, c'est bien sûr la lâcheté, la petitesse, qu'il pourrait, ces bons, ces bons bourgeois de toujours et de partout, voir se profiler : c'est l'étroite limite de leurs préjugés, de leur conception indigente de l'humanité, avec son cortège habituel : racisme, rejet de l'autre, mépris et égocisme... Autour de ce drame, se reconstitue le tissu social protecteur, meurtrier de ce qui n'entre plus dans sa trame.

Loin de tout moralisme, à égale distance et éloignement de la froideur et de la mièvrerie, Stephen Crane a écrit un petit chef d'œuvre d'efficacité narrative, qui rappelle les meilleurs moments de la grande littérature sudiste. La ligne droite n'y est pas le plus court chemin pour parvenir au but. Chaque arrêt, chaque détour de l'intrigue — à l'occasion desquels sont brossés une figure, une situation — émeuvent heureusement à sa vivacité. Le premier et le dernier chapitre sont révélateurs à cet égard. Le sens éligu de l'observation, le trait juste et jamais alourdi, participent de cette efficacité, donnent à l'équilibre du récit son sens et sa substance.

La tâche de la traductrice n'était sans doute guère aisée, surtout lorsqu'il s'agissait de rendre le « parler » noir dans les dialogues, élément essentiel qui donne au récit sa tonalité. Le résultat, étant donné la difficulté, mérite d'être salué.

Patrick Kéchichian

(1) « Folio », Gallimard, 1982.
(2) Repris dans *Propos sur les Lettres* (Actes Sud, 1989).

SARDE



Le livre de Michèle Sarde est beau et grave. Jacques Bouzard / Le Point

Les personnalités s'échangent, les images et les destins se croisent au rythme des rebondissements d'une intrigue très brillamment romanesque. Aliette Arnel / Le Magozine littéraire

Editions du Seuil

سكزا في الالحل

صكنا من الاجل

Fécondes facettes de l'orientalisme

Les musulmans se plaignent de la « méconnaissance » des Européens à leur endroit. Cependant, jamais autant de titres sur l'Orient n'ont paru en français

DES VOILES ET DES SERRURES
De la fermeture en Islam
de Kaddour Zoulat.
L'Harmattan, 220 p., 120 F.

LES ARABES, L'ISLAM ET L'EUROPE
de Dominique Chevalier.
Azzedine Guellouz, André Miquel.
(avec la participation d'Abdelwahab Bouhdiba).
Flammarion, 235 p., 89 F.

LE MENDIANT ET LE COMBATTANT
L'institution de l'islam
de Christian Decobert.
Seuil, 400 p., 180 F.

LE FLAMBEAU OU LES SENTENCES DE MAHOMET LE PROPHÈTE
de Mohamed El Qoudat.
Traduction de René Klawans.
Maisonneuve et Larose, 135 p.

LA CONDITION DE LA FEMME EN ISLAM
de Mansour Fahmy.
Avant-propos de Mohamed Harbi.
Ed. Albia, 10, rue Charlemagne,
75004 Paris, 190 p., 130 F.

QUE VEULENT LES ARABES ?
de Fereydoon Hoveyda.
Ed. First, 250 p., 98 F.

LE MAGHREB : REPÈRES ET RAPPELS
de Marc Bonnefous.
Ed. du Centre des Hautes Études
sur l'Afrique et l'Asie modernes de
Paris (diffusion : Documentation
française), 135 p., 80 F.

IRAN AU FIL DES JOURS
de Gérard Heuzé.
Préface de Paul Balta.
L'Harmattan, 270 p., 140 F.

A tout inconnu tout honneur... Kaddour Zoulat est un sociologue algérien né en 1934. Il est maintenant établi en France, mais il a longtemps vécu à Bou-Saada, oasis saharienne la plus septentrionale, rendez-vous très littéraire et érotique de l'Algérie coloniale. On allait y visiter les fameuses « Ouled-Naïls » (« glouettes naïves ») chères au peintre orientaliste Etienne Dinet (Nasreddine, après sa conversion à l'islam) et même à André Gide.

Kaddour Zoulat est un « Ouled-Naïl ». Il a assisté au retour des siens à la « normalité » après l'indépendance algérienne. Il a surtout observé, avec le double regard de l'amant et du chercheur, cette microsociété hyperconservatrice, à cheval sur la cité et le désert. Dans son premier ouvrage, *Des voiles et des serrures*, encore trop largement universitaire, il y a cependant toute une série de notations et réflexions personnelles, des choses vues et vécues, aussi précieuses et bienvenues que les puits au Sahara.

Rarement tant de finesse avait été déployée, par exemple, pour décrire la pudeur en islam, les rapports mère-fils, les hommes entre eux, le pur et l'impur selon le mahométisme, etc. A suivre, en souhaitant que le jeune sociologue utilise aussi sa perspicacité pour dépeindre les « tribus gaules », parmi lesquelles il vit maintenant.

Le registre est évidemment tout différent lorsque quatre

grands noms des universités tunisiennes et françaises (Azzedine Guellouz, Abdelwahab Bouhdiba, André Miquel, Dominique Chevalier) se réunissent et tirent de leurs débats un discours de haut vol, érudite, précis, slalomant avec aisance entre l'histoire et l'actualité, les civilisations et les religions, le Coran et la démocratie.

Le but des auteurs de *Les Arabes, l'islam et l'Europe* est néanmoins « politique » au sens noble du terme : prouver qu'un partenariat égalitaire et intime entre les Arabes et l'Europe est d'intérêt général et que l'islam n'est pas un obstacle à ce rapprochement. La France, principale puissance riveraine de la Méditerranée depuis le dix-huitième siècle, l'avait d'ailleurs déjà compris, au moins dès la Renaissance, quand le premier rang dans le *Mare Nostrum* était occupé par le sultan-calife de Constantinople. Le comprend-elle encore aussi bien à présent, après cette guerre contre l'Irak ? Nos universitaires veulent l'espérer, mais on perçoit leurs doutes profonds quant à la volonté de Paris de s'extraire de la filière américaine.

La démonstration historique, politique et culturelle des auteurs, qui s'adresse à un public possédant au moins déjà une « ceinture » d'orientalisme, n'aurait pas souffert, nous semble-t-il, d'un tout petit peu d'esprit critique à l'égard de la pratique de leur doctrine par les musulmans. Au contraire, tout au long de ces pages, bourrées de faits et d'idées, court comme une sorte d'idéalisation de l'islam, ton qui serait certes tout à fait à sa place dans une *khoubba* (prône) de mosquée, mais ne l'est peut-être pas dans un ouvrage, toutes les autres affaires du monde sont traitées rationnellement.

Le Coran et la Sunna

Christian Decobert est, lui aussi, historien, mais jeune encore et ne bénéficiant pas de la notoriété des quatre précédents. Directeur des études à l'Institut français d'archéologie orientale du Caire, il travaille depuis plusieurs années sur l'islam des deux premiers siècles, période idéalisée s'il en est, à laquelle se réfèrent de plus en plus fréquemment nos contemporains mahométans. Avec son premier livre, *Le Mendiant et le Combattant*, mélange d'histoire, politique, religieuse et d'anthropologie, et fruit d'un déchiffrement « bénédictin » des textes et des événements, Christian Decobert a bâti un essai solide et référentiel, mais par définition accessible seulement à des lecteurs déjà spécialisés ou en tout cas très férus d'islamologie.

C'est également presque aux origines de l'islam que nous entraîne le traducteur franco-syrien René Klawans. Sortant des sentiers battus du Coran et des *Mille et Une Nuits*, il s'est attaqué cette fois à Mohamed El Qoudat, juriste (ou théologien, en islam, c'est kif-kif), yéménite formé à Bagdad, ayant vécu au Caire peu après l'an mil. Sunnite, il servit le fameux vizir shiite ismaélien (la religion de l'aga Khan) El Djardjari, qui gouverna l'Égypte sans maios, car on les lui avait coupés pour



Une microsociété hyperconservatrice

volant qu'il ne soit réhabilité. Dans un but d'utilité pieuse, El Qoudat réunit dans un mince volume en arabe, baptisé *Le Flambeau*, les sentences les plus significatives, selon lui, de Mahomet. Cette compilation n'avait apparemment jamais été traduite. C'est un condensé de la Sunna, série de recueils de faits et dits du Prophète. Les musulmans reconnaissent, quoique *mezza voce*, qu'en droit islamique « le Coran ne peut se passer du Coran, mais le Coran ne peut se passer de la Sunna ». La foi, le pouvoir, la famille, la société, l'économie, la vie quotidienne,

l'alcool, sont tour à tour passés en revue. On y découvre, entre autres, que Mahomet pouvait être en même temps galant et écolo : « Regardez la verdure augmentée l'acuité de la vue, mais regardez une belle femme à le même effet ».

C'est un document socien d'une autre nature qui nous est proposé sous le titre anodin *La Condition de la femme en Islam*. Ce texte de... 1913 est dû à l'Égyptien francophone Mansour Fahmy et lui valut d'être écarté six ans de l'enseignement dans son pays. L'idée du politologue algérien Mohamed Harbi de

republier Fahmy est excellente, car ce livre reste d'une force et d'une actualité inentamées. Qu'on est loin des contorsions et des fadeurs publiées ces années-ci sur le même sujet chaotiques en France, au Maghreb ou en Égypte !

L'histoire politique récente, celle que font les hommes musulmans, est à l'ordre du jour dans *Que veulent les Arabes ?* de l'iranien d'expression française Fereydoon Hoveyda (frère du chef du gouvernement impérial exécuté au début de la révolution khoméniste). Il n'est pas

sûr que l'auteur réponde complètement à la question qu'il pose, mais il a une vision argumentée et erue des Arabes, voisins et coreligionnaires des Persans, vision fondée sur l'expérience et l'érudition. L'un des avantages de ce travail, c'est qu'il permet à l'Occidental d'entrevoir le monde de rêve, parfois touchant, parfois renversant, dans lequel se meuvent conscience et vie politiques arabes ; de mieux saisir les raisons de l'immense popularité de Saddam Hussein hors d'Irak.

Journal de route

Dans le Maghreb : repères et rappels, l'ancien ambassadeur Marc Bonnefous, naguère chargé d'importantes responsabilités diplomatiques au Quai d'Orsay, essaie de dépasser les péripéties politiques et de dégager les constantes, notamment socio-économiques, des cinq nations nord-africaines : Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie.

Nous terminerons cette énumération comme nous l'avons commencée, par un coup de champagne à un jeune sociologue inconnu, Gérard Heuzé. Ce spécialiste du monde ouvrier hindou s'est trouvé en Perse durant la révolution islamique. Avec *Iran au fil des jours*, il nous livre maintenant un extraordinaire journal de route à travers une nation bouleversée de fond en comble. L'écriture est ferme, imagée, inventive (« dictation », « apollodite », « emmoussaché », etc.). L'humour, l'intuition, le respect, le sang-froid, s'activent, mais en toute simplicité, à chaque page de ce document sans pareil sur une période maintenant close : ni message, ni esprit de mode, ni émotions inutiles, mais la vie et l'histoire en Orient dans le plus simple appareil. Et l'orthographe française des noms orientaux presque toujours exacte. Une leçon d'orientalisme. Une leçon tout court.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Les « soldates » du colonel Kadhafi

LA FEMME EN ARMES : KADHAFI FÉMINISTE ?
de Maria Graeff-Wassink.
Armand Colin, 250 p., 140 F.

Fille d'une suffragette hollandaise, Maria Graeff est l'épouse d'un diplomate français longtemps en poste dans les pays d'islam. Elle aurait pu, selon la formule ironique de Georges Pompidou, être, comme tant d'autres, « une ambassadrice à la tresse de thé ». Elle a préféré, dans la plupart des capitales où elle a suivi son mari, se mêler de ce qui ne la regardait pas, par exemple de la situation locale de ses « sœurs ». En Libye, cette curiosité ne déplut pas et Maria Graeff eut bientôt ses entrées jusque chez le colonel Kadhafi.

Il est entendu que Moammar El Kadhafi, tombé en 1969 du brave et statique roi Idriss I^{er}, est une sorte d'agitateur international par ennui, et qu'il ordonne, de temps en temps, l'assassinat à l'étranger d'un de ses opposants. Cela ne l'empêche pas parfois d'avoir chez lui des idées audacieuses, notamment en matière socio-religieuse. Ainsi le colonel secoue ses concitoyennes, afin de les inciter à sortir de chez elles pour contribuer à la construction de son être « jamahiriyyenne », de sa « nouvelle société ».

Cette société de l'avenir, basée notamment sur un Petit Livre vert, parfois assez loufoque, existera-t-elle un jour ? On peut en douter. Ce qui est moins incertain, en revanche, à suivre Maria Graeff en tout cas, c'est que les mesures, quelquefois inédites en islam, prises par le régime kadhafiste en faveur de la gent féminine, ont réellement fait évoluer des filles et des femmes de Libye vers une participation plus large à la vie de

la Cité. L'enquête de Maria Graeff sur le terrain s'est poursuivie durant trois années.

Elle a pu en particulier fréquenter des élèves de l'Académie militaire des femmes libyennes, une institution unique dans le monde arabe : elle a rencontré les fameuses « amazones », gardes féminines du colonel Kadhafi, qui provoquent des embouteillages dans les capitales étrangères ; les *rahibets*, « religieuses révolutionnaires », etc.

En bonne sociologue qu'elle est, l'auteur a fait remplir des questionnaires à ses interlocutrices. Elle nous les livre sans retouche. Les réponses brutes sur la dot, la polygamie, l'autorité masculine ravivent sans doute nombre de féministes occidentales par leur franchise.

A tout le moins, Moammar El Kadhafi a libéré la verbe d'une partie de ses concitoyennes. Il n'est pas sûr, en revanche, que l'ensemble de la société libyenne ait accepté définitivement l'évolution enclenchée par la Jamahiriya. Les critiques contre la présence de filles dans les casernes vont bon train au sein de nombre de familles aisées, et un certain nombre d'étudiants rejettent totalement, quant à eux, le concept de « soldates ».

Si les militaires américaines du « deuxième sexe » ont fait jaser en Arabie durant la crise du golfe Persique, par contre les femmes d'outre-Atlantique en uniforme n'ont pas étonné les télespectateurs en Libye, où les soldates locales sont maintenant devenues une réalité sociale inévitable. Il y a quelques années encore dans ce pays dont Hérodote disait toujours qu'il en vient toujours quelque chose de nouveau.

J.-P. P.-H.

Vendetta à l'anatolienne

Journaliste et sociologue, Artoun Unsal enquête sur « la vengeance du sang »

TUER POUR SURVIVRE : LA VENDETTA
d'Artoun Unsal.
Préface de Paul-Henri Stahl.
L'Harmattan, 190 p.

Actuel chef du bureau en France du grand quotidien stambouliote, *Hurriyet*, ancien correspondant du *Monde* à Ankara, notre confrère turc Artoun Unsal s'est également signalé comme sociologue. Notamment à travers sa très précise *Chronique d'une famille anatolienne* publiée à L'Harmattan (voir le *Monde* du 25 août 1989 et le *Monde diplomatique* d'avril 1990).

Dans son nouvel ouvrage, *Tuer pour survivre : la vendetta*, il nous emmène derechef en Anatolie, où il nous dévoile un monde paysan d'apparence paisible mais tout aussi travaillé par la « défense de l'honneur » ou « la vengeance du sang » que la montagne corse de Prosper Mérimée ou les campagnes égyptiennes de Toufik El Hakim.

Cette hantise de « laver le sang par le sang », de « faire payer le prix du sang », perpétuée sans doute dans certaines contrées par la coutume musulmane du talion, empruntée par Mahomet à l'antique loi judaïque, est restée vivace dans la Turquie moderne et s'est même exportée parfois jusqu'en Allemagne avec les immigrants anatoliens.

Artoun Unsal, à travers ses enquêtes sur le terrain et son dépouillement de la presse turque, nous fait découvrir des vendettes héréditaires à travers

plusieurs générations, pour une contestation sur un lopin de terre ou l'enlèvement d'une jeune fille.

Débarrassant la vendetta du prestige romantique qu'on lui accole trop souvent (voir les romans de Yaehar Kemal, dont la famille changea d'ailleurs de région pour échapper à une revanche sanglante), l'auteur la traite en fait social, décrit les larmes des veuves dans le secret des demeures, interroge les vengeurs jusqu'au fond des pénitenciers, met en lumière la misère culturelle de toute une société rurale et la sorte de fatalité sociologique qui en découle.

Il révèle l'horreur des vendettes que les adultes font accomplir à des mineurs, ceux-ci encourant de moindres peines de prison.

Assorti de statistiques et de considérations socio-économiques, l'ouvrage d'Artoun Unsal se lit néanmoins, si l'on ose dire, comme un roman policier tant il est émaillé d'exemples frappants tirés d'une vie quotidienne souvent tragique.

Telle l'histoire de ce jeune Anatolien ayant tué « par devoir familial » le petit-fils du meurtrier d'un aïeul qu'il n'avait même pas connu et qui se consolait en versifiant dans sa geôle : « J'ai supplié Dieu, il ne m'a pas ôté la vie. »

On ne peut pas effacer la trace du destin.

J.-P. P.-H.

LA VIE DU LIVRE

LIVRES

POLONAIS
et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Livres russes

Catalogues sur demande

LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

LA LIBRAIRIE LE CHANT DU MONDE
20, rue de la Harpe, 75005 Paris
vous invite à rencontrer
CHRISTIAN GAILLY
à l'occasion de la parution aux
Éditions de Minuit de son roman

L'Air
le SAMEDI 6 AVRIL,
à partir de 17 h 30.

Jacqueline Zouary
lira des extraits de *Dit-il*,
de K 622 et de *L'Air*.

La « fille aînée de l'Eglise d'Orient »

Les coptes d'Égypte, les moins connus des chrétiens orientaux, sont aussi les plus nombreux

Les tribulations d'un Arabe en Occident

Cent trente-cinq ans après sa parution en arabe, voici enfin traduit le chef-d'œuvre de Faris Chidyaq

LES COPTES
de Christian Cannuyer.
Éditions Brepols, Turnhout (Belgique), collection « Les fils d'Abraham », 230 p.

MOINES DU DÉSERT D'ÉGYPTE
d'Alain et Evelynne Chevillat.
Introduction de Marie-Madeleine Davy. Éditions Terres du ciel (7, rue de Condé, 69002 Lyon), 170 p., 180 F.

CHRÉTIENS DU MOYEN-ORIENT
Témoins de la Croix
de Didier Rancé. Ed. AED (BP 1, 78750 Mareil), 400 p., 50 F.

HISTOIRE DU KARABAKH
de P. Donabédian et Cl. Mutafian.
Préface de Gérard Challaud. Éditions SEVIG (6, rue Bellart, 75015 Paris), 173 p., 120 F.

LE MONDE COPTE
Revue semestrielle illustrée
(5, rue Champollion, 87000 Limoges), 100 F.



Sonneur de cloche dans un monastère copte.

L'actualité politique fait que tout le monde sait plus ou moins qu'il y a des maronites au Liban et des chaldéens en Irak (le vice-premier ministre de Saddam Hussein, Tarek Aziz, de son vrai nom Mikhaïl Yohanna, « Michel Jean », est issu de ces derniers). En revanche, il est des livres sur l'Égypte, des voyageurs revenant de cette contrée qui ignorent que l'ancienne terre des pharaons abrite plusieurs millions de chrétiens autochtones : les coptes. Il est vrai qu'ils ne font guère de vagues, n'ayant pas eu de montagnes où se forger une mentalité de résistants ; qu'ils jouent loyalement depuis près de quinze siècles le jeu cornacien des « gens du Livre », reconnus certes par l'islam mais comme citoyens de second rang, les dhimmi. La littérature disponible en toutes langues sur ces paisibles coptes, qui ont inventé le monachisme, est limitée. En outre, ils ne bénéficient guère de l'intérêt romain, étant dans leur immense majorité « orthodoxes ». Les coptes ont même un « pape », Chénouda III, cent dix-septième successeur de l'apôtre saint Marc, lequel est réputé être le géniteur de la « fille aînée de l'Eglise d'Orient et d'Afrique ».

Plusieurs publications viennent combler en partie la lacune sur ces coptes qui ont changé de religion (Jésus a remplacé Osiris) et de langue (l'arabe au lieu de l'égyptien, celui-ci restant toutefois idoine liturgique) qu'une seule fois en cinq mille ans.

Une foi d'airain

Le livre de Christian Cannuyer, *Les Coptes*, prend place dans une série belge (« Le Monde des livres » du 14 juillet 1989) de mini-encyclopédies sur les religions qui n'a pas son équivalent en France, de neutralité et de sérieux scientifique, d'iconographie au d'indications bibliographiques.

Des origines à nos jours, de la liste des papes alexandrins à celle des artistes coptes, des textes saints à la vie quotidienne, le travail de Christian Cannuyer répond à pratiquement toutes les questions que l'on peut se poser sur le « mystère copte ».

C'est à Lynn qu'Alain et Evelynne Chevillat ont publié leur superbe livre-album en noir et blanc *Moines du désert d'Égypte*, peut-être l'une des plus belles œuvres de l'histoire de l'art. Comment ces chrétiens confrontés à la tentation permanente de la conversion à l'islam (pour avancer dans l'administration, par ambition politique, par amour ou tout simplement pour se sentir l'égal de son voisin de palier) ont-ils pu « tenir » jusqu'à former actuellement un groupe estimé à quelque six millions de personnes, soit environ 10 % des

Egyptiens et grossa modò 50 % de tous les chrétiens vivant de nos jours en terre d'islam ?

La réponse est au moins en partie dans la foi d'airain de ces coptes, une foi dont les monastères d'hommes, visités par les Chevillat, n'ont jamais cessé d'être l'un des points d'ancrage majeurs, sinon le principal. Les laïcs viennent constamment se ressourcer, y compris ceux des milieux les plus populaires, paysans ou artisans. Leurs penseurs religieux ont pour la plupart été ermites, oéobites, moines. En même temps, et c'est le propre des Eglises orientales, le clergé copte, régulier ou séculier, est étroitement mêlé à la vie des croyants. Les simples prêtres sont d'ailleurs mariés – mais pas les moines ni les évêques ou le pape. Cette imbrication, qui prend souvent un aspect social sympathique, se retrouve également en islam.

C'est un tableau plus général que nous brosse Didier Rancé dans *Chrétiens du Moyen-Orient*. Les coptes y occupent néanmoins une place importante, mais en enchevêtrement avec les autres ethnies chrétiennes de Méditerranée orientale. Cet ouvrage « engagé » met volontiers l'accent sur la discrimination imposée aux chrétiens en Orient, souvent là où on s'y attend le moins, comme en Turquie. Les Kurdes, eux-mêmes victimes, pour des raisons politiques, de violences, sont certainement ceux des musulmans qui se gênent le moins pour brimer les chrétiens (3 500 victimes chrétiennes des Kurdes en Irak et en Turquie au cours des cinq dernières années, selon une source locale).

En contrepoint de l'histoire pas toujours glorieuse mais jamais irrémédiablement tragique des coptes, s'est déroulé l'intense drame arménien. Patrick Donabédian et Claude Mutafian en ont détaché l'itinéraire du Karabakh, cette enclave arménienne en islam azerbaïdjanais, assiégée depuis des années.

LA JAMBE SUR LA JAMBE
de Faris Chidyaq.
Traduit de l'arabe par René Khawam.
Phébus, 742 p., 180 F.

C'est à Paris, en 1855, que fut publié pour la première fois, en arabe, *La jambe sur la jambe* : c'est dans cette même ville que sort, cent trente-cinq ans plus tard, la première traduction en langue étrangère d'un livre considéré par beaucoup d'Orientaux comme le texte fondateur de la modernité arabe, chef-d'œuvre incontesté de la littérature arabe contemporaine. C'était un défi. René Khawam, le traducteur, l'a relevé, inventant mille astuces et puisant dans des trésors d'érudition et d'imagination pour recréer, dans la façon de Rabelais, le langage et le style de ce digne héritier du grand prosateur abbasside Jahiz.

Un roman, nous dit l'éditeur. Dans *La jambe sur la jambe*, Faris Chidyaq raconte, en fait, la façon des conteurs orientaux, avec maintes digressions, réveries et délirantes, chroniques, dialogues, réflexions et polémiques, la vie et les tribulations en Occident de ce Faris, qui n'est autre que l'auteur lui-même (à peine masqué par la contraction de son nom).

Et quelle vie ! Maronite converti à l'islam, musulman laïc et agnostique, ottomaniste de nationalité britannique, prisonnier du nationalisme arabe, Chidyaq est un homme d'une liberté déroutante, étrangère à tout conformisme.

Socialiste et laïque

Il est né à Aehkout (Kesrouan), au Liban, en 1894, dans une famille de petits notables maronites pris dans l'engrenage de l'arbitraire féodal et du fanatisme religieux. Son grand-père, son père et son frère y laisseront leur vie. Mais c'est surtout la tragédie de son frère Assad qui bouleversera le cours de sa vie.

Celui-ci, converti au protestantisme, frappé d'anathème par le patriarche maronite Hobeiche, emprisonné au siège patriarcal à Qanoubine (Liban du Nord), y mourra des suites, dit-on, de tortures.

Nous sommes en 1830. Faris, quinqué, alors, le Liban. Au Caire, il enseigne l'arabe à des missionnaires protestants américains, et fonde une famille. Après un vœu d'entreprendre à Malte et Londres, il s'installe à Cambridge où il collabore avec le professeur Lee à la traduction de la Bible en arabe. Déçu et frustré par le puritanisme des protestants anglais, voici Faris à Paris, aux lendemains de la révolution de 1848. Les autorités le soupçonnent d'être un agent des Britanniques : lui cherche, en vain, à rencontrer Lamartine, il rencontre... le socialisme.

Car l'attrait de la civilisation du progrès, de la démocratie et des libertés ne l'empêche pas de constater les grandes inégalités et injustices sociales de la société industrielle. Il est surpris de découvrir que la situation des ouvriers et des paysans en France et en Angleterre n'est pas tellement meilleure que dans son pays. Réalisant que « les ouvriers sont ceux qui enrichissent le monde tout en étant frustrés du fruit de leur effort », il s'exclame : « Comment ce monde n'a-t-il été construit sur la corruption ? Comment se peut-il que mille hommes, au lieu d'être deux mille y soient malheureux pour le bonheur d'un seul... ? »

Démocrate, Chidyaq-Faris est aussi laïc, engagé dans la poursuite de la « liberté de la pensée et [du] rationalisme dans la religion ». Rejetant tout débat métaphysique, il considère que la religion reste affaire personnelle et refuse de l'admettre comme base valable pour la constitution de la nation ou de l'Etat. Celui-ci doit étendre sa souveraineté sur tous les citoyens et sur toutes les institutions, y compris les institutions religieuses.

Mais l'auteur de *La jambe sur la jambe* se fixe un autre but : « dévoter les merveilles de la langue arabe et faire l'éloge des femmes », car sa vie, c'est aussi le voyage initiatique d'un Oriental dont la curiosité et la soif de connaissance l'emportent sur le machisme. Les merveilles de la langue arabe, il les dévoile comme l'anatomie féminine. Sa

Chehrzade n'est autre que sa femme qui lui tient tête dans des dialogues erus et tendres sur les questions les plus intimes de la vie érotique et sexuelle commune. Femme-langue, langue-femme. L'auteur raconte la femme « comme s'il avait été lui-même, dit-il, une femme durant une période de sa vie ». Il fustige le poids des traditions et des interdits qui pèsent sur le comportement de la femme orientale et conclut « qu'il n'y aura pas de libération ni de renaissance de l'Orient sans une libération et une renaissance de la femme orientale ». Au milieu du dix-neuvième siècle !

De la langue-femme à la langue-patrie

C'est à Constantinople que Chidyaq passe les dernières années de sa vie. Converti à l'islam durant un court séjour à Tunis en 1861, il se nomme désormais Ahmed Faris. Il lance *El Jawahir*, premier journal moderne en langue arabe – œuvre phénoménale entretenue par la connaissance encyclopédique et les efforts impressionnants d'un seul homme. Paradoxalement, c'est la Commune de Paris de 1871 qui ébranle ses convictions démocratiques radicales et l'amène à modérer ses idées socialistes. Effrayé par la violence des fautes déchaînées dans les rues de Paris, il revendique un pouvoir « fort » capable de « vaincre » les citoyens, car, dit-il, « la masse des sujets ne peut être menée que par la racaille ».

Ses derniers articles sont déchirés entre un réformisme prudent et une satire qui frise l'amertume. Il ne reste de certitude à cet esprit critique – qui s'était en 1887 – que sa foi inébranlable dans la langue arabe et dans la patrie arabe. La langue-femme est devenue la langue-patrie.

Fawaz Traboulsi

► Journaliste et écrivain, auteur, en arabe, de *Guernica-Beyrouth : une toile de Picasso/une ville arabe en guerre* (éd. Al Maassassat al Arabia, Beyrouth, 1987).

RIEN NE VAUT UN BON "BOUQUINS" POUR VIVRE L'ACTUALITÉ A LA LUMIÈRE DE L'HISTOIRE.

MOZART

L'EMPIRE DES TURCS ET LES RUSSSES

ANTHOLOGIE MONDIALE DE LA STRATÉGIE

"Grâce soit rendue à cette collection Bouquins qui donne à lire et à moindre prix, les écrivains... qui ne peuvent manquer à la bibliothèque d'un homme moderne".

Philippe Boucher
Le Monde

De 1000 à 1800 pages, de 100 F à 170 F.

collection BOUQUINS
ROBERT LAFFONT

سكز ان الاجل

هكذا من الاصل

LE CHALE
de Cynthia Ozick.
Traduit de l'anglais
par Jean-Pierre Carasso.
Editions de l'Olivier, 94 p., 62 F.
(Diffusion Seuil).

Vu de l'enfer

Ferdinando Camon, l'auteur de la *Maladie humaine* (2), nous restitue la conversation en miettes — et en neuf parties — qu'il eut avec Primo Levi de 1972 jusqu'à mai 1986, moins d'un an avant sa mort en avril 1987 : à Turin, dans l'hôtel Palace, dans les restaurants du quartier où chez lui. Quelques éclairages qui approfondissent le besoin de comprendre d'un homme qui a voulu dépasser la souffrance, qui, sans le camp, ne serait probablement plus *juste* (« On o causu sur mai l'etate de David, e pas seulement sur mes vêtements »), qui ne

vent pas admettre une
 faute collective de l'Al-
 lemagne, ni faire
 endosser à une collec-
 tivité la volonté de
 « punir » les juifs en
 les exterminant. Ana-
 lysant les raisons d'
 avoir survécu, Primo
 Levi démonte l'absur-
 de schizophrénique
 d'un système qui li-
 valut d'être sauvé pour
 avoir été inséré dans
 un système de produc-
 tion qui coexistait
 côté du camp : il
 souvient qu'où le
 avait fait donner
 lampes de mineur à
 place de l'argent
 électrique au he-
 d'un fit dont les
 vaient : « C'est
 dangereux, avait re-
 mandé un supérieur
 au cas où l'isoleur
 fil serait défectueux
 toute la chaîne est
 tendue, et ces hom-
 me peuvent mourir.
 Auschwitz, on ne
 lait pas d'accidents
 même s'ils

cinct, trop haché, de ces conversations qui semblent un appendice à son dernier livre, *les Naufragés et les Rescapés (Quarante ans après Auschwitz*. Gallimard. «Arcades» 1989) donne le désir de retourner aux œuvres de ce grand analyste, de l'horreur de la nature humaine.

qui témoignent pour le vivant qu'il était et pour les morts de tous les camps. Quelques mois après avoir corrigé ces hribes de cooversations avec un homme qu'il estimait, Primo Levi disparaissait. Suicide? Accident? L'horreur n'a pas de fin.

« Magda prit le coin du châle pour le têter. Elle suçait, suçait encore, inondant les fils d'humidité. La bonne saveur du châle le lait du lin. »

Un châlâ magique qui tieot lieu de seio maternel, de l'ange, d'animal familier, de cabecette, de linceul, de suaire aussi, pour ce bébé qui ne marchera jamais, qui ne parlera jamais. Ce bébé au ventre gonflé, aux os de poulet, aux jambes comme des crayons, qui aurait dû mourir dès sa naissance dans le camp et qui ne pleurerait jamais cabecée sous le châlâ dont elle suçait la

coin, sa mère, Rosa, ne sait pas — ne veut pas savoir — qui est le père de la petite fille aux yeux bleus, bloodée comme l'étoile sur la veste, muette comme par instinct de conservation. « *Magda était silencieuse, mais ses yeux étaient horriblement vivants, comme des tiges bleus. Elle observait. Parfois elle riait — an aurait bien dit un rire, mais comment était-ce*

possible ? Magda n'avait jamais vu rire
personne. » Imagine-t-on la détresse de la
mère qui a vu, verra sans cesse, sa petite
fille jetée par un gardien sur les barbelés
électrifiés ?

Plus tard, longtemps plus tard, on retrouve dans Rosa Lublin, Rosa-la-folle, qui a détruit avec un gros marteau sa boutique de brocante d'Ulitsa Avenue à Brooklyn et qui vit seule à Miami en Floride, cette ville euhano-kosher, avec ses instituts de torture de beauté, ses plages privées et barbelées (« Mansieur, vous êtes des barbelés autour de votre plage »), avec des barbelés autour de votre plage », avec des cannes, des bosses de douaniers, des dents acryliques, des souliers décapés à cause des onglons. Tout le monde portait un col ouvert sur une peau lavelle, je t'ai un col ouvert sur les fondations ridées de Jérôme Chénestès. » Rosa, à qui « a poitrines dévastées. » Rosa, à qui « a l'observation pour les chercheurs de l'insistants qui étudient les résultats de l'incarcération sur l'organisme et les bases biologiques de la survie. » Rosa du ghetto de Varsovie qui parle mal l'anglais, Rosa du Nouveau Moode qui écrit, on a des exquis polonais littéraires, des lettres à Magda, sa « lionne blonde », comme si elle avait trente ans, en qui peste insensiblement aux avances de M. Persky, industriel retraité en bottins, rubans, colifichets, qui se dit cousin de Shimon Peres et de Lauren Bacall... Rosa-la-survivante qui vit son enfer sur la terre : « Autréfois je pensais que le pire était le pire, après ça je ne pouvais être le pire. Mais maintenant je ne pouvais être le pire, le pire étant le pire avec le pire, le pire à l'encre avec ce qu'on appelle froidement la vie normale. »

« Publie d'abord en 1980, cette courte nouvelle témoigne magnifiquement des qualités de sobriété et d'écriture de la romancière new-yorkaise - née dans le Bronx de parents russes - critique, traductrice, universitaire, dont on connaît jusqu'à deux beaux romans hantés par l'Europe (*la Galaxie cannibale*, de *Messias de Stockholm*) et un recueil de nouvelles (*le Rabbi païen*) éditées chez Marmarose, puis chez Payot, par Olivier Cohen qui a choisi d'inaugurer sa maison, les Editions de l'Olivier, avec ce *Châle* inoubliable qui garde à jamais l'odeur de la salive du nourrisson perdu. Un petit chef-d'œuvre.

1) Disponible en poche, « Presses Pocket »
n° 3117.

Bill Brandt mis à nu

Ses sentent-ils plus facilement découverts ? Les photographes ont tendance, à leur vivant, à vouloir construire leur légende. A lui le fils de Bill Brandt, le plus des Anglais d'entre eux. Né en Allemagne da parents anglais, aujourd'hui là-bas, il cecte long temps, comme une tare, son enfance germanique. Il raconte l'idéal du rêve d'une Angleterre idéale. Lorsqu'il débarque pour la première fois, en 1931, âgé déjà de vingt-sept ans, Bill Brandt est comme un étranger dans son propre pays. Après une formation artistique européenne, de Vienne à Paris, l'influence originale du peuple, l'insularité originale du peuple, l'insularité originale du peuple, les mœurs lui apparaissent. Dans son retour, comme enfant, il observe avec curiosité ce qu'il se passe.

d'exploiter, car

L'œuvre photographique de Bill Brendt reflète assez bien la dualité de cet art : d'abord organisée autour du reportage, jusqu'aux années 40 ; puis, l'exploration rigoureuse d'un univers plastique et visuel auquel Bill Brendt soumet le réel. Là, se fonde véritablement son style, opposition tranchée d'épîtres noirs et blancs, d'angles et de perspectives accentuées. A travers cette double période, Bill Brendt a pratiqué avec bonheur les grands genres photographiques du portrait ou paysage.

Ce dernier, avec le nu, a été entièrement renouvelé par le photographe anglais, respectable, sans doute, des effets de grand angle, de tirages contrastés, dont, durant les années 60 et 70, toute une partie de la création photographique lui est redevable.

Obsédé par l'Angleterre, au point d'en faire un absolu autour duquel tournera toute



L'« Angleterre inventée »

l'œuvre, Bill Brendt est un grand metteur en scène de l'imagination. Le mérite de l'estimer que lui consacra Patrick Roegiers est de nous présenter un Bill Brendt visionnaire. Reconstituons des atmosphères pour son livre *The British at Home* (1938), une photographie de la société britannique fondée sur des stéréotypes. Le Bill Brendt de Patrick Roegiers est photographé d'une « Angletierre inventée », nourrie, comme Joyce ou Beckett, dans l'exil. L'exil recue lors de leur apparition, dans les années 60, les maîtres de Bill Brendt, qui pourraient aussi importants que les sculptures d'un autre Anglais, Henry Moore.

« Corps/paysages », selon l'expression de Patrick Roegiers, ils consacreront aux yeux du public le style de Bill Brandt, occultant un peu trop la richesse méconnue de l'œuvre restante.

Derrière un essai rigoureux, exceptionnellement documenté, Patrick Roegiers laisse deviner son goût pour l'Angleterre. Les meilleurs passages, outre le précision descriptive de l'univers de Bill Brandt, sont la reconstitution d'une culture anglaise subtilement présente, et suggérée par le biais d'une véritable écriture.

Gilles Mora

Suite de la page 15

En 1540, c'est l'historien Jacopo Nardi qui était chez Titien avec l'Arétio et le sculpteur Sansovino : « dans le jardin, venis tu partie la plus extrême de Venise, au-dessus de la mer... Avec un millier de petites dames, armées de ravissantes harmonies et musiques de voix et d'instruments qui, jusqu'à minuit, accompagnèrent notre joyeux dîner. »

Titien travaille lentement, et parfois très vite. Ses femmes sont déjà les seules que tout le monde veut avoir, un certain roux diffus et sensuel les impose. Ses Dionysos, ses festins de dieux sont éclatants, ses « exquises abliques » finissent d'encenser ses contemporains qui ont l'impression (fondée) d'être les premiers humains à se découvrir et à découvrir la nature. L'Arétin : « Si j'étais peintre, je serais désespéré. » Goethe, plus tard : « Il plaît à ceux, parce qu'il sait tout dire. »

n'y a rien de plus différent d'un tableau de Titien qu'un autre

tableau de Titien, ce qui fait de lui le plus varié des peintres. « Je voudrais pouvoir, écrit-il un jour à Philippe II, mettre sur la toile l'image de mon cœur. » Il l'a fait. Le cœur est couleurs.

Le titre de l'Arétio, 1548 :
 « Messire Titien me presse avec
 les plus vives instances et m'en-
 joingt de vous écrire pour vous
 prier de bien vouloir sans tarder
 par amitié, lui faire parvenir un
 demi-livre de cette laque si
 ardente et splendide dans sa
 couleur écarlate qui a été
 d'elle le camoufli du velours et
 satin parait moins beau. » Voi-
 donc l'« alchimie chromatique »
 dont tous les grands peintres
 voudront retrouver la clé.
 Rubens, Van Dyck, Velasquez,
 Bernin, Caravage, Rembrandt,
 Watteau, Goya, Manet, De-
 croix, Cézanne... Il s'en consor-
 cie avec passion à l'almage
 pigments, comme le montre
 très célèbre aphorisme sur
 lequel il suffit de savoir man-
 ger : le rouge et le noir.

La clé ? Elle se trouve dans l'inscription que Titien a disposé dans sa plus forte **Annonciation** :

« Un feu qui brûle mais ne consume pas ». Le buisson ardent du désir lui-même, avec Dieu dedans. Dieu au bout des doigts, pulsation directe. Le dernier Titien, en effet, peint du plus en plus avec les maiées : « D'une traînée des doigts, il mettait une couleur sombre dans un angle, pour le renforcer, en plus d'une traînée rougeâtre, presque comme une goutte de sang. »

L'incroyable « Pietà »

Le sadisme, pourtant explicite, des tableaux de la fin semble échapper aux commentateurs. Ils y voient, bien entendu, plutôt de l'angoisse que de la jouissance (*Diane et Actéon*, *Apollon e Marsyas*, *Turpin et Lucrèce*). Le forçat du morceau de Titien n'arrête pas de brûler, pendant que des icéodicies éclatent. Venise et détruisent certaines de ses œuvres les plus importantes. Feu contre feu. La République hat à la fois contre les Turcs contre l'hérésie protestante (Titien soutient bien entendu catholicisme, c'est-à-dire saleté).

Le feu s'éteint ? Non, il est plus ardent sous la braise. Pour conclure, donc, dans la ville ravagée une nouvelle fois par la peste, Titien, dont la maison sera pillée le soir même de sa disparition, obtient d'être inhumé dans la basilique des Frari, son ultime rideau inachevé étant l'incroyable *Pietà*, puissante, monumentale, fidélité à la Vierge, peut-être, mais surtout à lui-même, toujours.

Philippe Sollers

* Signalons également l'édition française du catalogue publié en Italie à l'occasion de la grande exposition Titien qui s'est tenue à Venise en 1990. Nombreuses contributions. Présenté par Francesco Valcanover (Liana Levi, 432 p., relié, nombreuses illustrations en couleurs, 550).

Par ailleurs, les Editions Debolle publient les Sonnets luxuriants de l'Arté, traduits et présentés par Paul Larivaille et Didier Ottinger et illustrés par Constant (120 p., 120 F).

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
METHODES DES SCIENCES SOCIALES
 par Paul DUBOUCHET
 Diffusion MEDUIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Laurent et Annie CHABRY

Politique et minorités au Proche-Orient

Il est des raisons d'une explosion

Un volume 16x24, 360 pages, 9 cartes, 155 francs
2^e édition
En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
Victor-Cousin, 75005 Paris. Tél. : 43 54 32 70

15, rue Victor-Cousin, 75005 Paris

M. Chirac, ministre de l'Énergie et de l'Industrie.
Les aides de l'État à Bul et à Thomson.

29 La Californie en état d'urgence.
30 La relance financière des chaînes publiques.

34 Marchés financiers.
35 Bourse de Paris.

BILLET

M. Chirac
attaque
sur la santé

Ceux qui regrettaient l'absence de controverses idéologiques dans le débat politique vont être satisfaits. En lançant une attaque en règle contre la politique suivie par le gouvernement dans le domaine de la santé, M. Jacques Chirac retrouve les accents qui étaient ceux de l'opposition au début du premier septennat de M. François Mitterrand.

Dans un entretien publié le 4 avril par l'impact médical, l'ancien premier ministre accuse les socialistes d'organiser « le rationnement des soins » et d'« imposer le couteau sous la gorge, la signature d'accords qui (...) ne peuvent qu'aboutir à la diminution de la qualité des soins et à une paupérisation des professionnels libéraux ». Le président du RPR assure aussi que la formule d'abonnement auprès d'un généraliste, bien qu'elle n'interdisse nullement aux patients de s'adresser à un autre praticien, constitue « une atteinte inadmissible au libre choix du médecin par le patient ».

Certes, le corps médical représente pour le RPR une cible électorale de premier ordre. On peut pourtant se demander si l'ancien premier ministre, en considérant implicitement que les professionnels de la santé sont « intouchables », ne se trompe pas d'époque. La politique du gouvernement n'est certes pas irréprochable. M. Claude Evvin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, mène au pas de charge des actions de maîtrise des dépenses de santé. Mais, depuis trois ans, les déséquilibres sont patents. Néanmoins, M. Chirac ne fait à aucun moment référence aux comptes de l'assurance-maladie, dont le déficit tendantiel est de 8,3 milliards de francs en 1991 et dont les dépenses ont progressé l'an passé de 7,1 % (dont 8,1 % pour les honoraires privés et 5,9 % pour la pharmacie) pour une croissance économique de 2,8 %.

Si toute modification du mode de rémunération des professions de santé est attentatoire à leur liberté, faut-il en conclure que les ajustements devront peser sur les assurés ? M. Chirac se garde bien de répondre à cette question. Enfin, il n'est pas sûr que le leader du RPR soit tout à fait en phase avec ces professions de santé qui, conscientes que leur rémunération est liée à la capacité de la « Sécurité » à rembourser les malades, commencent à admettre le principe d'enveloppes globales.

JEAN-MICHEL NORMAND

Paiements courants
Détérioration
de la balance française
en 1990

Le déficit de la balance des paiements courants de la France (commerce extérieur des marchandises, services, intérêts et dividendes) s'est fortement creusé en 1990, atteignant 40,9 milliards de francs, après 27,1 milliards en 1989. Cette détérioration a eu deux causes principales : une augmentation du déficit commercial (de 58,4 milliards de francs en 1989 à 74 milliards l'année dernière en données balance des paiements, c'est-à-dire en terme de règlements) ; un repli sensible de l'excédent des services (de 44,8 milliards à 33,6 milliards) s'expliquant par le poste « revenus du capital », un poste ponctionné par les coupons et les intérêts versés au titre de la rémunération des importantes entrées de capitaux qui se sont produites en France.

Poursuivant sa restructuration financière

Alcatel-Alsthom affiche des profits
en hausse de 20 % en 1990

Après les bons résultats enregistrés par Alcatel-Alsthom en 1990 (un chiffre d'affaires de 144,1 milliards de francs, en stagnation, mais des bénéfices nets de 7,2 milliards, en progression de 20 %), le président du groupe, M. Pierre Suard, s'attend à une année 1991 plus difficile. Il a annoncé, mercredi 3 avril, une réorganisation de son groupe, simplifiant l'organigramme par absorption de trois de ses filiales (le Monde du 4 avril).

Annouçant pour son groupe Alcatel-Alsthom (ex-CGE) un chiffre d'affaires de 144,1 milliards de francs en stagnation par rapport à l'exercice précédent, mais un résultat net consolidé de 7,23 milliards de francs en progression de 20 % (hors engagements de méthodes comptables), M. Pierre Suard a pu se déclarer satisfait : « L'année passée a représenté un tournant majeur dans l'histoire de notre groupe, que nous avons dû gérer dans un contexte économique délicat. » Peu prolixes quant aux raisons pouvant expliquer ces performances, il a toutefois souligné les bons résultats enregistrés dans le domaine des systèmes de communication, l'un des trois métiers (communication, énergie, transport) sur lesquels le groupe s'est recentré. Dans le domaine de la communication publique, en particulier, les commandes ont progressé d'environ 30 %. En revanche, la communication d'entreprise donne quelques soucis au PDG d'Alcatel-Alsthom : « L'activité de son groupe s'est ralentie dans ce secteur où il dégage en outre « une marge insuffisante ».

flante, - ce qui serait aussi le cas des batteries et des activités ferroviaires en Espagne.

Pour l'exercice 1991, M. Pierre Suard s'attend à « une année plus difficile ». Des difficultés liées au ralentissement de l'économie, et qui pourraient être amplifiées du fait de la situation inégale dans laquelle se trouvent les entreprises européennes, confrontées à la concurrence des firmes américaines et asiatiques, estime M. Pierre Suard. Il s'agit surtout d'un certain « état d'esprit » prévalant actuellement à Bruxelles : « Il ne faut ouvrir le marché unique qu'autant que les marchés concurrents le sont ; il ne faut pas imposer aux industries européennes des contraintes structurelles qui ne s'appliqueraient pas à leurs concurrents. » L'accord qu'il a signé il y a six mois avec Fiat attend toujours l'approbation de la Commission. « Pendant ce temps, le canadien Northern Telecom a acheté le britannique STC par le biais d'une OPA, alors même que Northern Telecom ne peut être contrôlé par des capitaux étrangers, grâce à la législation canadienne qui protège les sociétés ayant des concessions d'exploitation dans le domaine des télécommunications. »

L'absorption
de trois filiales

Poursuivant la simplification des structures financières du groupe, M. Suard a décidé d'absorber trois de ses filiales, la Générale occidentale (communication), Locatel (location de matériel électronique) et Saft (fabricant de batteries d'accumulateurs). Des offres d'échanges vont donc être lancées sur ces firmes. Les parités retenues sont de quatre actions Saft contre

neuf actions Alcatel-Alsthom, trois Locatel contre une Alcatel-Alsthom et trois Générale occidentale contre quatre Alcatel-Alsthom. Ces parités font apparaître une prime de 15 % pour les trois valeurs concernées, pour un cours moyen calculé sur les vingt dernières bourses.

Ces opérations augmentent de 8 % le nombre de titres Alcatel-Alsthom et surtout, contrairement aux OPE de Paribas sur Poliet et Ciments français, renforceront la part d'auto contrôle du groupe, qui progressera de 5 % à 6,5 % environ. Après avoir affirmé que l'autocontrôle est nécessaire aux entreprises, M. Suard a rappelé que la nouvelle loi sur ce sujet, entrant en application le 1^{er} juillet n'interdit pas cette pratique, mais supprime le droit de vote lié aux titres concernés.

« Il s'agit d'une restructuration uniquement financière », a souligné fermement M. Suard. L'absorption de Saft et de Locatel permettra de recapitaliser ces deux affaires traversées de périodes difficiles. Saft a enregistré une perte de 33 millions de francs l'an dernier, tandis que Locatel s'est légèrement redressé, dégageant 4 millions de résultats positifs. L'appel au marché boursier aurait été trop important et aurait pesé sur les résultats par action de ces firmes. Quant à l'absorption de la Générale occidentale (GO), elle paracheverait un processus de prise de contrôle engagé l'an dernier. Elle permet au groupe de disposer des 1,9 milliard de francs de liquidité détenue par la GO. Ce montant doit être « réinvesti », selon M. Suard, au regard des 6 milliards de trésorerie nette dont dispose déjà Alcatel-Alsthom.

ANNIE KAHN
et DOMINIQUE GALLOIS

Six mois après la réunification

L'été s'annonce dur
dans l'ex-RDA

La réunification allemande a six mois, l'union économique et monétaire qui a scellé le sort de l'économie est-allemande, neuf mois. Le 1^{er} juillet 1990, à minuit sonnant, le deutchmark (DM) de l'Ouest remplaçait au pied levé l'estmark, par un coup de baguette magique. Retraites et salaires étaient désormais payés au taux de un pour un, comme une partie de l'épargne privée, à concurrence de 4 000 DM par personne ; le reste, et notamment les avoirs et les crédits des entreprises, était comptabilisé au taux de deux pour un. Un « désastre », vient de commenter le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, reflétant l'inquiétude des milieux économiques et politiques devant la montée d'un chômage massif et l'absence de signes de reprise.

BERLIN

de notre correspondant

Six mois après l'unification, les Allemands de l'ex-RDA ne se portent pas, pour le moment, si mal. Ils ont largement profité du deutchmark pour s'offrir une partie de leurs rêves, à commencer par une voiture occidentale. Les « trabis » n'ont pas disparu des routes, mais sont noyées désormais dans le flot plus huppé des européennes de tout type ; il n'est pas une bourgade de l'est de l'Allemagne qui n'ait aujourd'hui installé sur un terrain vague son ou ses concessionnaires. L'assortissement dans les magasins s'est nettement diversifié, et chacun est libre de ses

mouvements. La montée en puissance du chômage a été, jusqu'à présent, compensée par la hausse des salaires et des transferts sociaux.

Le revenu disponible des ménages connaît, selon l'institut économique est-allemand IAW (Institut für angewandte Wirtschaft), cette année encore, une hausse de 6,2 %, contre 10 % l'année dernière. Quant à l'épargne, relève M. Heinz Vortmann, spécialiste de l'ex-RDA au Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung de Berlin-Ouest (DIW), elle a diminué de 10 % à 15 % après l'union monétaire, en raison des achats effectués, puis elle s'est stabilisée.

HENRI DE BRESSON
Lire la suite page 29

Le Conseil d'Etat annule un décret du ministre du commerce

Les soldes en liberté

Copie à refaire pour M. François Doublin, ministre du commerce et de l'artisanat, qui avait réglementé les soldes pour limiter les dérapages constatés, par un décret en date du 22 septembre 1989 : le Conseil d'Etat vient d'annuler l'article premier de ce décret, comme portant atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie.

Cet article, qui prévoyait que l'autorité préfectorale fixe par arrêté les deux périodes

annuelles de deux mois pour les soldes, aboutit à des résultats pervers, certaines entreprises commerciales, à cheval sur deux départements, ne sachant à quel saint se vouer, et la réglementation interdisant aux chaînes nationales toute campagne globale de soldes.

Saisi par la société Toulalon et par l'Association des nouveaux consommateurs, le Conseil d'Etat a estimé que cette disposition est d'ordre législatif et non réglementaire.

Le marché automobile
français
ne présente aucune signe
de redémarrage

Pas le moindre soupçon de reprise. Le marché automobile français a poursuivi sa glissade au mois de mars. A 181 260 unités, les immatriculations de voitures neuves accusent un repli de 18,5 % par rapport au même mois de l'année précédente, après une chute de 18,8 % en février. Calculée sur un nombre égal de jours ouvrables, la baisse est à peine plus modérée, à 14,6 %. Bref, le premier trimestre 1991 a été pour tous les vendeurs de voitures particulières en France un trimestre exécrable. Cumulées sur les trois premiers mois de l'année, les immatriculations sont en baisse de 20,8 % par rapport au premier trimestre 1990.

Dans cette conjoncture défavorable, les constructeurs automobiles français éprouvent de grandes difficultés à préserver leurs positions. Les immatriculations de véhicules sortis des usines Renault ou de celles de PSA s'affaiblissent en mars de 21,8 %, quand celles de leurs concurrents étrangers chutent « seulement » de 13,2 %. D'habitude à la traîne, Citroën tire un peu mieux son épingle du jeu. Grâce à la XM, la marque aux chevrons résiste et affiche en mars une part de marché en sensible progression, à 12 %. En dépit de cette nouvelle plus réjouissante pour le groupe PSA, la pénétration des marques étrangères sur le marché français semble désormais solidement ancrée au-dessus de la barre des 40 % (niveau franchi au début de cette année). Elle a atteint 41 % au mois de mars dernier.

Selon les déclarations de M. Rocard à l'Assemblée nationale

Le quatrième plan pour l'emploi développera
en priorité les « services de proximité »

En réponse aux propositions présentées par M. Georges Marchais, au nom du groupe communiste, M. Michel Rocard, premier ministre, a indiqué, mercredi 3 avril à l'Assemblée nationale, lors de la séance hebdomadaire consacrée aux questions, que le gouvernement préparait le quatrième plan pour l'emploi.

Ce nouveau train de mesures, d'ordinaire rendu public en septembre, devrait permettre d'« aller plus loin dans l'allègement des charges sociales pesant sur les PME », tout en tenant compte de l'impact budgétaire, a déclaré M. Rocard. Il a ensuite insisté sur l'« idée » consistant à « développer en priorité l'emploi dans les services de proximité - commerces, gardes d'enfants, soins aux personnes âgées - qui répondent à un besoin social véritable ».

Soulignant le bien-fondé de ces

plans successifs, le premier ministre a rappelé que 740 000 emplois avaient été créés entre mai 1988 et la fin 1990 et que, sinon, « nous ne serions sans doute pas loin, aujourd'hui, de la barre des trois millions de chômeurs ». Après le ralentissement de l'économie mondiale et la guerre du Golfe, qui ont provoqué « un arrêt temporaire de l'activité dans certaines branches », M. Rocard a assuré que « les premiers signes de reprise sont là, qui nous laissent espérer une croissance annuelle de 2 %, et donc la création de 100 000 emplois nouveaux par an ». Mais cela n'empêchera pas le chômage d'augmenter, a-t-il poursuivi, estimant que « nous aurons selon toute probabilité 100 000 chômeurs de plus à la fin de l'année », en raison de l'évolution démographique.

M. Evvin approuve la formule
d'abonnement auprès d'un généraliste

M. Claude Evvin, ministre de la solidarité, a donné son accord, mercredi 3 avril, à la formule d'abonnement entre un médecin généraliste et ses patients. Alors que la Mutualité sociale agricole (MSA) a, elle aussi, donné son feu vert, M. Evvin estime que cette disposition « permet une amélioration de la qualité des soins offerts aux patients dans le cadre d'une relation plus riche entre eux et leur médecin généraliste » et « rend possible une meilleure maîtrise médicalisée de l'évolution des dépenses de santé ».

La seule inconnue réside désormais dans l'attitude de la Caisse

nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), dont le conseil d'administration devait être renouvelé le 4 avril.

Après avoir voté en faveur de la formule d'abonnement - qui permet notamment de bénéficier du tarif conventionnel (90 francs la consultation), - les représentants de Force ouvrière et du CNPF ont émis l'intention de revenir sur leur décision. Réservée dans un premier temps aux personnes prises en charge à 100 %, cette formule doit être ensuite élargie à l'ensemble des patients grâce à la diffusion de supports monétiques.

Renouvellement des conseils d'administration
des caisses de sécurité sociale

Le renouvellement des conseils d'administration des caisses nationales de sécurité sociale entre, jeudi 4 avril, dans une phase active avec l'élection des nouveaux présidents de l'assurance-maladie et de l'assurance-vieillesse. Les administrateurs ont été désignés par leurs organisations sur la base des résultats obtenus aux élections à la Sécurité sociale de 1983 (le nouveau scrutin est prévu pour 1993).

A la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), M. Maurice Derlin (FO) est candidat à sa propre succession, malgré les réserves émises à son encontre par une partie du patronat

et certains responsables de son propre syndicat. Quant à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS), elle devrait être présidée par M. Jean-Marie Spaeth, permettant ainsi à la CFDT d'accéder pour la première fois à la tête d'une caisse nationale.

Dans les prochains jours, la Caisse nationale d'allocation familiale restera dans le giron de la CFDT, alors que l'ACOSS (qui assure la gestion de la trésorerie de la « Sécurité ») sera présidée par la CFRE-CGC. Quant à M. Hubert Maigret (CNPF), il a déjà été désigné à la présidence de l'UCANSS (qui gère le personnel de la Sécurité sociale).



Lorsque l'on peut compter
sur 950 professionnels
partout dans le monde,
la chasse aux mauvais payeurs
devient une vraie partie de plaisir.

48 HEURES, C'EST LE TEMPS QU'IL FAUT
À NOTRE FORCE D'INTERVENTION
POUR SE METTRE EN CHASSE,
OÙ QUE CE SOIT, NOS CHARGES DE MISSIONS
LAISSERONT PEU DE CHANCE À VOS DÉBITEURS.

SUR LE 36 16 CODE POUÉY, VOUS POURREZ SUIVRE
L'ÉVOLUTION EN TEMPS RÉEL DE VOS DOSSIERS.

AVEC 65 % DE RÉUSSITE,
POUÉY INTERNATIONAL EST BIEN LE N° 1
DU RECOURS EN DÉFAUT DE CRÉANCES.

PARCE QUE VOUS N'ACCÉPTEZ PAS LES IMPAYÉS,
APPELEZ NOUS AU 06 00 00 00 00

Groupe Pouey 
INTERNATIONAL
Le sixième sens de vos affaires

Handwritten text in Arabic script: ١٢٥٠٠٠٠٠

1990

INDUSTRIE

Le discours alibi sur l'Europe de l'électronique

Les échecs passés forcent au scepticisme. Les divisions présentes au pessimisme.

Comment l'Europe peut-elle encore redresser son industrie électronique et informatique marquée par les pertes (Bull, Philips, Thomson), les licenciements massifs et un déficit extérieur de la Communauté qui atteint 175 milliards de francs et qui se creuse inexorablement ? M. Mitterrand a demandé, mercredi 3 avril, au conseil des ministres que le gouvernement « suscite un effort européen particulièrement énergique ». Or, la semaine passée, la Commission européenne avait justement proposé l'esquisse d'un plan de sauvetage de cette industrie stratégique. Tout semble donc se résumer pour l'adoption par les Douze d'une politique industrielle plus ambitieuse de l'électronique. Pourtant, les échecs passés forcent au scepticisme, voire au passimisme. Divisée par des positions politiques différentes sur la façon de procéder, l'Europe de l'électronique reste paralysée.

Le paradoxe de l'électronique est que cette industrie a été à l'origine de la relance de la construction européenne. Au début des années 80, en effet, M. Etienne Davignon, vice-président de la Commission, est alarmé par le retard pris dans ce secteur qui occupe une place croissante et qui, surtout, modifie le mode de production des autres. L'Europe, déplore M. Davignon, est en train de manquer « la troisième révolution industrielle ». Il réunit donc les dirigeants du secteur, mobilise les gouvernements et comprend que la seule façon d'agir à dix (à l'époque) est d'aider la recherche-développement des firmes et de les forcer à coopérer entre elles.

Aucune disposition particulière

Le traité de Rome interdit les autres formes d'aide, c'est-à-dire les politiques industrielles traditionnelles. M. Davignon « invente » le programme ESPRIT, qui finance pour moitié les projets de recherche en informatique liant plusieurs entreprises communautaires. La formule sera un succès et elle fera école puis débouchera sur

les programmes-cadres de la CEE. Ils sont confiés à une direction générale numéro 13, dirigée par un Français, M. Michel Carpentier, moteur reconnu de l'électronique européenne.

Fauretant, le grand marché va éclicher, à partir de 1983, l'Europe des industries de pointe. L'objectif devient politique : l'économie n'est plus que le moyen de relancer la construction de l'Europe. La politique industrielle ne fait l'objet d'aucune disposition particulière dans l'Acte unique, sur ce point considérable, on note comme technique, sinon mineur, M. Davignon avait les cordées franches. Dès lors qu'il s'inscrit dans un plan d'ensemble de politique économique, il n'en est plus de même. M. Jacques Delors, arrivé à Bruxelles en 1983, doit plaquer son action dans le cadre du compromis. Or, sur le point de la politique industrielle, les industries électroniques, les usines divergent. Chaque pays veut les choses derrière son prisme.

Pour Loodres, la faute de la dégradation de la situation européenne revient aux entreprises. Msi gères, privilégiant leur petit marché intérieur, peu looovantes, elles sont responsables de leur déclin, et le pire pour les Etats est de chercher à les aider. Les politi-

ques de subvention ou de protection par maintiènt de droits de douanes élevés conduisent à l'inverse de l'effet recherché. Le « *dirigisme* » (que les Anglais écrivent en français pour en souligner l'origine idéologique) même au maintien des structures défectueuses, qui sont les racines du mal. Dès lors, pour régénérer une industrie défaillante, il faut relancer la concurrence, c'est-à-dire accueillir des capitaux-lés plus motivés et plus expérimentés, quitte à ce qu'ils soient étrangers.

Dans l'électronique comme dans l'automobile, la Grande-Bretagne a développé une politique délibérée de séduction des investissements américains et japonais (*le Monde* du 24 juillet 1990). L'industrie nationale a été presque entièrement rachetée au cours des dix ans passés : les ordinateurs ICL par Fujitsu, les services informatiques Hoskyns par Cap Gemini, et l'électronique STC par le canadien Northern Telecom.

A Paris, où n'a eu de cesse de stigmatiser cette politique qui fait de l'Angleterre « la cinquième île du Japon », expression de M^e Edith Cresson. Le débat entre les "anti-Longs-mâles" et les "pro-Longs-mâles" s'est, ce France, manifesté parfaitement franchement, MM. Chevènement et Fabius, deux ministres de l'Industrie, ont eu des approches très différentes de la question. L'un dit qu'il faut faire, l'autre dit qu'il ne faut pas le faire. « Est-ce un reprocher par exemple ? » dit M^e Edith Cresson - et, semble-t-il, par le président de la République qui lui-même - à sa position trop bédante, Mais, *grassio* mais, c'est tout dire. Et, dans une autre circonstance, au gouvernement Barre, c'est-à-dire 1976, elle est d'inspiration interventionniste. Il existe un consensus national sur la question : aucune voie ne s'élève aujourd'hui dans l'opposition pour dénoncer la politique de Longs-mâles menée par le ministre de Bull et de Thoroson.

**Soudain et tardif
empressement**

La difficulté n'est donc pas idéologique, mais financière. Les 130 milliards pour le filière électronique, a annoncé par M. Jean-Pierre Chevènement en 1982, se sont substitués égoïquement dans la politique d'austérité décrétée à l'époque. Ensuite, les moyens n'ont jamais été à la hauteur des enjeux pourtant brandis dans les discours. Aujourd'hui, le gouvernement reconnaît qu'il ne peut pas déclarer donner à Bull 2,68 milliards d'aide à la recherche. Mais cette somme ne représente que 13 % des efforts de l'entreprise... Et ce snobisme empreint arrive tard pour compenser une division par deux depuis 1982 de la part de la recherche versée à ce groupe. Thomson et Bull consistent des fonds propres de pauvre.

Trois autres pays comptent : l'Italie d'abord, mais qui est divisée et ne parvient que rarement à faire entendre une seule voix. Puis les Pays-Bas et l'Allemagne, les firmes au sens où Philips et Siemens pèsent d'un poids tel que La Haye et Bonn comptent moins que Eindhoven et Munich, or Philips et Siemens ont des usines dans les grandes entreprises d'outre-mer, un horizon européen mais mondial. Elles s'insistent donc pas à conclure des accords extra-européens au seul motif de leur intérêt premier : la concurrence. Elles ont donc tourné vers Mitsubishi, Siemens a conclu des accords avec IBM, Hitachi et Fujitsu, menant une politique que les autres européens ont suivie. Le groupe allemand refuse aujourd'hui l'alliance européenne dans les com-

posants. Ces divergences de vues empêchent toute relance de la politique industrielle électronique dans la seconde partie des années 80. Or, dans le même temps, les « programmes Davignon » s'essouffent. Les industriels réclament d'ailleurs qu'on les modifie pour qu'ils financent le développement des produits et pas seulement la recherche. Mais rien ne se fait.

Aujourd'hui, la Commission européenne, à vingt mois du 1^{er} janvier 1993, remet le sujet sur la table sous la contrainte des faits. Les déficits de deux secteurs – les composants et l'informatique – sont devenus alarmants. Mais nous sommes toujours dans l'ère du compromis, et la direction générale 13 a dû établir un texte d'inspiration « mixte ». Exercice d'équilibre d'ailleurs fort bien fait : chaque pays peut y trouver ce qui reflète sa position propre.

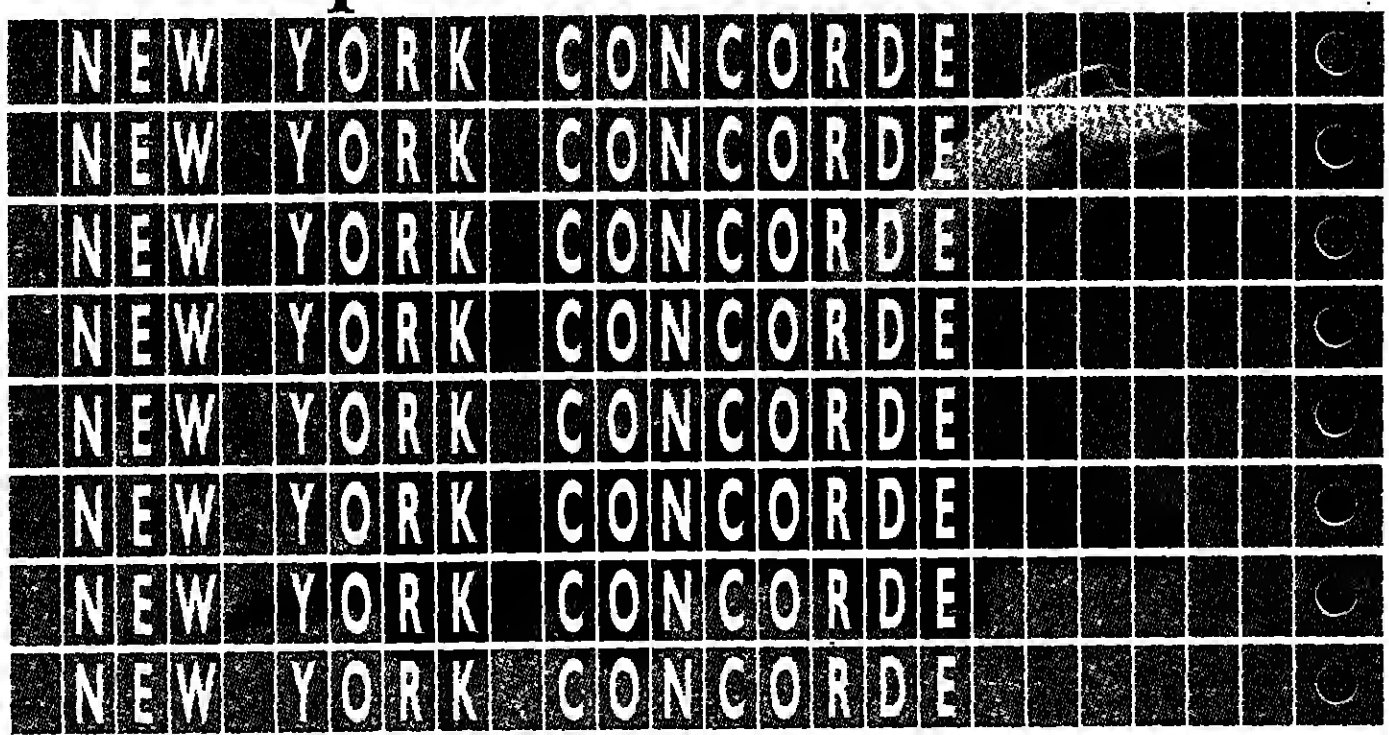
Bruxelles propose aussi des mesures d'encouragement à la demande de biens électroniques qui plaisent à Loodres et estime que des firmes non européennes peuvent bénéficier des aides communautaires à la recherche si leurs laboratoires sont sur place, une politique qui a été appliquée par l'ICI, racheté par le nippon Fujitsu, et à accueillir IBM liée à Siemens. Le Financial Times, dans son édition du 28 mars, croit voir le « dirigisme » reculer et s'en réjouit. Mais la Commission propose aussi de moins aider la recherche pure et plus celle liée aux produits (politique de Loodres, dit son maître), de lancer la construction de grands réseaux télématiques européens (que souhaitent Siemens et la France) et de définir une politique commerciale qui « favorise » les entreprises européennes. Sans oser parler de « buy european », Bruxelles souligne que les grands réseaux publics, les grands systèmes fermés aux firmes européennes. Ce compromis peut-il être viable ? Peut-on mesurer efficacement des politiques si contradictoires de fermeture des marchés publics et d'ouverture des guichets de l'Europe à des produits étrangers ? Loodres de Fujitsu ? Comment rendre crédible l'annonce de la construction des grands réseaux européens alors qu'aucun budget n'est dégagé pour cette initiative ?

En fait, les divergences de fond ou peuvent être cosmétiques. Ni entre les pays ni entre les firmes, désormais trop peu nombreuses pour être marquées entre elles par la concurrence du TVHD, son programme concret dans l'électronique lancé depuis cinq ans, n'est pas né à Bruxelles. La télévision haute définition est l'enfant du groupe restreint France-Allemagne-Fays-Bas. L'électronique, un élément de la stratégie européenne, n'est attendu donc volontés politiques hésitantes.

La France doit-elle dès lors continuer de rêver à une « politique industrielle énergétique » qui ne peut pas voir le jour ? Faut-il contester sans l'Europe », alors que la logique des firmes n'est pas européenne mais mondiale ? N'est-il pas temps d'en venir à une inversion des rôles : faut-il maintenant se donner faire pour sauver Boll, Thomson et les autres, sans rien espérer d'une Europe à demi inactive ? Si Bruxelles, par l'activisme de quelques-uns, parvient à écarter des décisions européennes, il est évident qu'elle s'affaiblit en même temps qu'elle s'écrit. Mais il faut cesser d'attendre vainement. Pourquoi ne pas vivre un pragmatisme absolu et conclure que ce possible les attende (et d'abord entre la France et l'Allemagne dans les télécommunications) ? Les discours européens du gouvernement français devraient, au lieu de servir de prétexte pour cacher sa propre impuissance,

ÉRIC LE BOUCHER

Pour gagner 100 Paris-New York en Concorde: Embarquement immédiat.



**Air France a choisi le Concorde
comme symbole de son efficacité.**

Du 2 au 19 avril, Air France vous
donne la possibilité de gagner des voyages
à bord du plus bel avion du monde.

Tous les passagers voyageant
en Europe sur vol Air France participent

automatiquement à un tirage au sort.

Celui-ci est également ouvert à tous ceux qui en feront la demande par un simple coup de fil au Numéro Vert : 05.124.124. L'appel est gratuit. Les gagnants pourront choisir leurs dates de voyage à l'aller comme au retour*.



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Pages bornes d'appel du Numéro Vert 1199 11 80 et 14 01 81. Le 18/01/81 du lundi au dimanche, Extrait du règlement : Air France Unification Générale France organise un tirage au sort. Les 100 personnes tirées au sort gagnent un voyage aller-retour France-New York en compagnie "Ce personnel qui bénéficie de cette offre du 05/01/81 au 31/03/81 et de la limite des places disponibles, au moment de la réservation. La participation au grand tirage est gratuite et se situe au lieu d'acquisition d'achat. Les gagnants seront avisés personnellement par téléphone dans la mesure où ils sont gagnables. La liste des gagnants sera envoyée disponible dans les agences. Air France jusqu'à la fin du mois de mai. Si passe et que les personnes ne se sont pas manifestées, les gagnants seront avisés par lettre recommandée. Les gagnants qui ne se manifestent pas au bout de 15 jours, devront être avisés par lettre recommandée. Le règlement complet est chez Marie-CAHOUR, 10 rue de la République, 75001 Paris, France, et sera envoyé gratuitement, ainsi que la liste des gagnants sur simple demande adressée à : AIR FRANCE "Opération Concorde" ECEJN, 19, avenue des Champs-Élysées, 75354 Paris Cedex 08, France.

EN BREF

□ La firme brésilienne Petrobras investira 12 milliards de dollars d'ici à 1994. - La compagnie pétrolière nationale brésilienne Petrobras investira 12 milliards de dollars (66 milliards de francs) d'ici à 1994 pour permettre au Brésil d'atteindre une production de 1 million de barils par jour (mbj), a affirmé le 3 avril le nouveau président de la firme M. Alfeu Valenza. Celui-ci a indiqué que l'autosuffisance en pétrole brésilien recherchée par le Brésil, ne serait atteinte qu'en 1998 avec 1,5 mbj. La production actuelle de Petrobras est de 0,65 mbj, couvrant seulement 30 % des besoins du pays.

□ **United Airlines remplace PanAm à Londres-Heathrow.** — Les vols de United Airlines ont commencé jeudi.

4 avril à remplacer à Londres-Heathrow ceux de PanAm, dont United a racheté les droits de trafic. United a reçu l'approbation du comité des compagnies aériennes qui contrôle le trafic à Heathrow que le mardi 2 avril, après un accord avec la compagnie britannique Virgin Atlantic, qui a obtenu que celle-ci ait le pouvoir éventuel de desservir New-York, Los Angeles et Tokyo à partir de cet aéroport : confiné jusqu'ici à celui de Gatwick comme United, Virgin contestait le transfert automatique à celle-ci de «crêpeaux» de PanAm. United en conserve finalement 2000 sur 237 et reliera New-York, Washington, San-Francisco et Miami, puis Seattle, Newark et Los Angeles à Heathrow.

ÉCONOMIE

L'été s'annonce dur dans l'ex-RDA

Salie de la page 27

Les Allemands de l'Est s'attendent maintenant à se serrer la ceinture. Le taux d'inflation, qui était resté remarquablement stable au cours des six mois de l'année dernière, devrait, cette année, faire un bond spectaculaire, en raison de la hausse des loyers et de l'énergie, ainsi que de nombreux services publics, jusqu'ici totalement subventionnés. Les prix des loyers, dans l'ex-RDA, n'avaient pas augmenté depuis 1945 et ne permettaient pas d'assurer l'entretien des immeubles, sans parler de leur modernisation. L'IAW chiffre à 20 % la hausse à attendre pour l'ensemble des coûts des ménages.

Tous ces changements structurels sont inévitables. Le problème pour le gouvernement fédéral est d'éviter les chocs. Les hausses de loyers prévues cette année sont strictement réglementées. On ne peut pas tout changer du jour au lendemain sans prendre en compte les autres facteurs de niveau de vie. Les négociations salariales qui ont lieu depuis le début de l'année dans les principaux secteurs d'activité prévoient un rattrapage sur le niveau très élevé de l'Ouest de l'Allemagne, mais dans le meilleur des cas pas avant 1993. D'ici là, les hausses essaieront de prendre en compte aussi bien les capacités du budget public dans les administrations, la différence de productivité du travail et la pression populaire. La métallurgie, en point, a obtenu 62,5 % du niveau de l'Ouest pour cette année.

Perte de substance de l'industrie

L'essentiel des investissements ou des rabais d'entreprises réalisés par le gouvernement fédéral pour objet d'améliorer la distribution de productions faites ailleurs. Ces investissements sont loin de compenser la perte de substance de l'industrie est-allemande, frappée de plein fouet par l'ouverture des frontières en 1990 et la chute des marchés traditionnels dans les autres pays de l'Est. Si les facilités en série ont pu être évitées ou retardées, grâce aux apports de liquidités et de crédits publics, par l'intermédiaire de la Treuhänder, la plupart des entreprises végètent en attendant des temps meilleurs. Le pronostic pour l'année est noir : « Même si l'exportation vers l'Europe de l'Est peut être stabilisée à 10 milliards de deutschemarks, la production de l'industrie ne dépassera pas celle de 1989 », estiment les experts du DIW.

Les investissements productifs sont bien en deçà de ce qu'il serait nécessaire pour redresser rapidement la barre. Les opérations lancées par certains grands groupes, notamment dans l'automobile, pour spectaculaires qu'elles soient, ne sont qu'une goutte d'eau. Les économistes de l'IAW de Berlin-Est indiquent que les prévisions d'investissements productifs, y compris le secteur public, s'élèvent à 60 milliards de deutschemarks, soit moitié moins par habitant qu'à l'Ouest, et ce sont des estimations de 30 % des besoins réels. Le manque d'engagement de l'Ouest ne peut être relayé par les intérêts privés de l'Est, qui ne disposent pas de capitaux, ni par les firmes sous la tutelle de la Treuhänder, qui souffrent de l'absence de plans d'investissement. Le DIW note que les seuls efforts en cours dans les

industries existantes visent à réduire les coûts de production, à améliorer la productivité. « La restructuration par le biais d'investissements dans de nouvelles installations ou de nouveaux produits n'a pratiquement pas commencé », souligne-t-il.

La grande déception pour cette année risque cependant de venir de l'absence de véritable reprise dans deux secteurs d'importance majeure : le bâtiment et les services. Les besoins dans le bâtiment sont évidents, mais ce secteur a souffert de la lenteur des arbitrages budgétaires du gouvernement fédéral et de la mise en place compliquée des nouvelles institutions municipales et régionales. Les fonds sont maintenant débloqués et les experts s'attendent, surtout dans la deuxième partie de l'année, à un démarrage progressif.

L'expansion des services privés a été limitée par la prudence des consommateurs, la difficulté aussi de s'installer, faute de crédits ou souvent de locaux. Une bonne partie de la demande a bénéficié aux entreprises de l'Ouest. Au total, la création d'emplois n'a pas compensé les pertes dues au démantèlement des anciennes structures étatiques ; 400 000 emplois ont été perdus, dont 170 000 dans le commerce entre la fin de 1989 et la fin de 1990.

L'important effort financier déjà consenti par Bonn, pour éponger les effets de la réunification à l'Est, a surtout servi jusqu'ici à payer des salaires ou des allocations, soit par le biais des crédits consentis aux entreprises, soit par le biais de l'office du travail ou des administrations pour payer les chômeurs, les chômeurs partiels ou les anciens

fonctionnaires en attente de mutations qui ne viendront jamais. Cet argent est en grande partie revenu à l'Ouest par l'intermédiaire des consommateurs, qui ont alimenté un mini-boom économique dans la partie Ouest de l'Allemagne sans résoudre les problèmes.

Tous les instituts concordent pour estimer que le fond du gouffre n'est pas encore atteint. On s'attend, d'ici l'été, à ce que le nombre de chômeurs se situe entre 2 et 3 millions, selon les prévisions. Fin juin, les accords passés l'année dernière dans certains secteurs, comme la métallurgie, pour empêcher les licenciements expireront. Les fonctionnaires, qui avaient entre six et neuf mois pour se reclasser, seront eux aussi sur le marché du travail. Enfin, les mesures de restructuration des entreprises sont loin d'être achevées et la Treuhänder, malgré la meilleure volonté du monde, ne pourra éviter de fermer des centaines d'entreprises qui fonctionnent aujourd'hui à fonds perdus par faute de produits à vendre.

« L'été va être très dur », estime le directeur de l'IAW, Manfred Wegner, transfuge de l'institut IFO de Munich et ancien fonctionnaire des Communautés européennes. Sans perdre espoir que l'on commencent après à voir plus clair, M. Wegner regrette que les illusions éveillées lors de la réunification n'aient pas permis la mobilisation psychologique qui aurait été nécessaire pour surmonter plus vite les problèmes.

HENRI DE BRESSON

► Lire notre dossier sur l'ex-RDA dans « Le Monde Affaires », pages 31 à 33.

Confrontée à un déficit de 13 milliards de dollars

La Californie se place en « état d'urgence » budgétaire

« Nous sommes passés d'une situation de crise budgétaire à l'état d'urgence. Nous pourrions fermer toutes nos universités d'Etat, ouvrir les portes des prisons, licencier tous les fonctionnaires, et nous ne réussirions toujours pas à équilibrer notre budget. » En prononçant ces propos peu encourageants, le 30 mars à Sacramento, capitale de l'Etat le plus peuplé et longtemps le plus riche de l'Union, M. Pete Wilson faisait grise mine. Trois mois à peine après son investiture, le nouveau gouverneur (républicain) de Californie se trouve confronté à un énorme problème budgétaire hérité de ses deux prédécesseurs (M. Ronald Reagan puis M. George Deukmejian), que la récession et la sécheresse ont sensiblement contribué à aggraver.

démunis de 115 %, tandis que le budget « prisons » grimpeait de 200 % en cinq ans. Au total, plus de deux tiers des dépenses budgétaires vont à l'éducation, à la santé et à l'aide sociale, trois domaines largement abandonnés par l'Etat fédéral, confronté à ses propres restrictions budgétaires. Dans le même temps, les revenus en baisse pour de nombreuses entreprises et le taux élevé du chômage (supérieur à la moyenne nationale) ont entraîné un manque à gagner important pour le gouvernement local. Enfin, la sécheresse qui affecte la région depuis cinq ans pénalise lourdement l'agriculture, l'un des points forts de l'activité locale et dont on évaluait déjà le déficit à 1 milliard de dollars pour cette année.

M. Pete Wilson, gouverneur de l'Etat, n'a pas encore fait savoir comment il comptait redresser la situation. Comme il est de règle aux Etats-Unis dans ce contexte, sa première décision consista à couper dans les dépenses sociales, qui représentent plus de deux tiers de son budget et parallèlement à supprimer des milliers d'emplois sur les 269 000 fonctionnaires qui travaillent pour l'Etat de Californie et dont les salaires lui coûtent 11 milliards de dollars. Mais le gouverneur l'a annoncé par avance : ces mesures réduiraient peut-être à comprimer une partie du déficit, elles ne suffiront pas à l'apurer. Le « golden state » n'est malheureusement pas seul dans ce cas, même si son déficit a atteint, il est vrai, un niveau record. Le tiers des cinquante Etats des Etats-Unis sont aussi en proie à un grave déficit de leurs finances publiques et contraintes de couper d'abord dans leur masse salariale.

SERGE MARTI

SACRAMENTO

de notre envoyé spécial

Alors qu'il escomptait en janvier dernier un déficit de 7 milliards de dollars (40 milliards de francs) sur un budget de 78 milliards de dollars pour l'année 1991-1992, le trou des finances publiques de l'Etat de Californie est maintenant évalué à 12,6 milliards de dollars, pratiquement le double. Ce dérapage par rapport aux prévisions initiales s'explique par la forte diminution depuis le début de la crise économique et l'explosion des dépenses, essentiellement à caractère social.

Ainsi, les secours médicaux ont augmenté de 80 % depuis 1985 en Californie, les allocations aux plus

(Publié)

VILLE DE MARSEILLE

AFFAIRES CULTURELLES

OBJET : CONSULTATION N° 91/27 DU 12 MARS 1991 EN VUE DE L'AFFERMAGE DE LA SALLE DE SPECTACLES DE SAINT-JUST.

Les candidats sont avisés que les dossiers de consultation seront disponibles jusqu'au 12 AVRIL 1991 dans les bureaux de la

DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES
6/8, rue Pythéas - 14, rue Beauvau, 13001 MARSEILLE
Tél. : 91-54-10-00.

La date de remise des plis est fixée au 29 AVRIL 1991 à 16 heures, terme de rigueur demeure inchangée.

Date d'envoi de l'avis complémentaire à la publication : 27 MARS 1991.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHANGEMENT DE NOM

A la suite du rachat intégral de BANQUE SUDAMERIS FRANCE à la BANQUE SUDAMERIS par BANCA COMMERCIALE ITALIANA, Milan, la dénomination sociale de BANQUE SUDAMERIS FRANCE est devenue :

BANCA COMMERCIALE ITALIANA (FRANCE)

12 rue Halévy 75009 PARIS
Tél. 33 1 11 45 23 72 22

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.15 CODE A3 T puis OSP

Vie s/ais. Pal. Just. CRÉTIL (94) Jeudi 18 AVRIL 1991 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ à FONTENAY S/BOIS (94120)
111, rue de la Fontaine - et avenue Victor-Hugo sans N° rez-de-chaussée : Cuisine - Petit séjour - 2 ch. en annexe - S. d'eau avec W.C. - Jardin - M. à P. : 58 000 F - S'adr. M. TACNET, avocat à CHAMPIGNY, 11, rue de la République - 51000 CHAMPIGNY - Tél. : 47-06-94-22 - M. J.C. ABADIE, avocat à PARIS-4, 23, bd Henri-IV - Tél. : 42-72-07-41 (avant 17 heures).

Vie s/ais. Pal. Just. PARIS Jeudi 18 avril 1991 à 14 h
LOGEMENT à PARIS-9^e
26, rue Milton - Escalier B
2 pièces, salle de bains et cave
M. à P. : 200 000 F
S'adr. M. LAURET, avocat à PARIS-8, 63, boulevard des Batignolles
Tél. : 43-29-48-58 - et M. P. BOISSEL, avocat à PARIS-9, 9, boulevard Saint-Germain - Tél. : 43-29-48-58.

Vente sur saisie au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 18 avril 1991 à 14 h 30
STUDIO à PARIS-16^e
15, rue Duban - 3 étages - Hall - Séjour - Cuisine
S. de B. - W. - Placard - Balcon - 1 CAVE - + 1 PARKING
M. à P. : 400 000 F
S'adresser : M. D. ETROV, 2, avenue Niel - Tél. : 47-63-86-95.
Pour visiter, sur place, le 10 AVRIL 1991 à 10 h 30

VENTE au Palais de Justice de NANTERRE, le Jeudi 18 avril 1991, à 14 h
EN UN LOT :
UN APPARTEMENT de 3 P. à NEUILLY-SUR-SEINE (92)
149, rue Perrotin - 42/44, bd du Général-Leclerc
au 5^e ét. - CARRÉE - C. VOTURE - CAVE
MISE A PRIX : 1 200 000 F
S'adr. M. RABARD-NORMAND, 42, rue de la République - 92000 NANTERRE - Tél. : 47-80-75-18
Sur les lieux pour visiter, le 10 avril 1991, à 10 heures.

Vie s/ais. SURENCHÈRE Pal. Just. PARIS Jeudi 18 avril 1991 à 14 h 30
IMMEUBLE à PARIS-2^e
64, rue Greneta - PRESQUE ENTièrement LIBRE DE LOCATION
M. à P. : 33 000 000 F
S'adr. M. M. LAFON, avocat à PARIS-8, 48, bd Malesherbes. Tél. : 42-83-46-44.
M. J. COPPER-ROVET, avocat à PARIS-17, 42, rue Ampère. Tél. : 46-22-15.
M. A. GUTHRIE-ROULET, avocat suppléant du cabinet de M. E. HOUQUET, avocat à PARIS-16, 7, rue Guy-de-Maupassant. Tél. : 45-04-52-54.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PREMIÈRE OBLIG

SICAV COURT TERME RÉGULIÈRE DE DISTRIBUTION
INVESTIE EN VALEURS D'ÉTAT OU GARANTIES PAR L'ÉTAT

GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DISTRIBUTION DU DIVIDENDE : le conseil d'administration de PREMIÈRE OBLIG, réuni le 12 février 1991, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 28 décembre 1990. Il proposera à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 9 avril 1991, de fixer le dividende de l'exercice 1990 à 680,00 francs par action sans crédit d'impôt. Ce dividende se décompose comme suit :

• Revenus d'obligations françaises non indexées	651,08 F.
• Revenus de créances négociables	238,92 F.
TOTAL	890,00 F.

Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 16 avril et mis en paiement le 17 avril 1991.

Vous pourrez alors réinvestir sans frais votre coupon jusqu'au 17 juillet 1991

PERFORMANCE dividende net réinvesti :
10,06 % du 28 février 1990 au 28 février 1991.
Valeur de l'action au 28 février 1991 : 11 220,02 francs.

Réseaux placeurs :
TRÉSOR PUBLIC, CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL,
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (AGENCE)

SIPAREX

Résultats en accroissement,
préparation de l'introduction en Bourse

Après examen le 14 mars 1991 par le Conseil d'Administration de Siparex Associés et le Conseil de Surveillance de Siparex, les comptes de Siparex pour l'année 1990 ont été arrêtés par le Gérant en vue d'être soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 16 mai prochain.

Ces comptes font ressortir un bénéfice net de 37,16 MF net de 34,64 MF en 1989 (+ 7,27 %), les plus-values sur titres de participation passant de 35,30 MF en 1989 à 65,67 MF en 1990 (+ 86,03 %).

Tenant compte d'une conjoncture moins porteuse susceptible d'altérer les résultats de nombreuses PME, la décision a été prise de doter les provisions sur le portefeuille avec une vigilance toute particulière.

Le dividende serait porté de 6,60 francs par action au titre de l'exercice 1989 à 6,75 francs par action cette année, la distribution totale passant de 26,53 MF l'année dernière à 28,41 MF cette année, soit un taux de distribution de 75,6 %.

Au cours de leurs réunions, le Conseil d'Administration de Siparex Associés et le Conseil de Surveillance de Siparex ont approuvé la proposition du Gérant de procéder à une augmentation de capital, d'un montant significatif, compte tenu de la politique d'investissement toujours très active de la société, dans une conjoncture devenue particulièrement favorable au capital développement. Au cours des années précédentes, les investissements ont atteint les montants suivants :

1988	1989	1990
70,0 MF	136,8 MF	146,4 MF

Par ailleurs, l'introduction en Bourse des actions de la société pourrait intervenir dans les prochains mois en fonction de la conjoncture boursière.

UNE APPROCHE DIFFÉRENTE DES FONDS PROPRES

السلامة

Le Monde AFFAIRES



Ex-RDA : reconstruire sur des ruines

L'économie de l'ex-RDA est en ruine. Mise en œuvre précipitamment et pour des raisons politiques, l'union monétaire s'avère plus difficile à réaliser qu'attendu. Dans les cinq nouveaux Länder, la situation est catastrophique : les fermetures d'usines se multiplient (même les stars de l'ancien régime, comme le fabricant de matériel optique et de précision Carl Zeiss Jena, s'effondrent), la production s'effondre et les files de chômeurs s'allongent (789 000 chômeurs à 100 % et 1,9 million de chômeurs partiels à la fin mars 1991, sur une population totale de 17 millions d'habitants).

Pour rebâtir la partie orientale de l'Allemagne, le gouvernement fédéral veut d'abord reconstruire les infrastructures

(routes, voies ferrées, téléphone...), qui sont dans un état de total délabrement. Les investissements nécessaires sont gigantesques - mais indispensables.

Les autorités de Bonn veulent aussi accélérer la privatisation des firmes d'Etat : elles sont elles aussi en piteuse santé. L'organisme chargé de la vente, le Treuhandanstalt, rencontre d'énormes difficultés. Succédant à la tête de ce holding à Rainer Gohlke, Detlev Rohwedder a été assassiné mardi 2 avril (le Monde du 3 avril). Jusqu'à présent, les appels aux investisseurs étrangers n'ont pas été réellement entendus. La reconstruction de l'ex-RDA - comme celle des autres pays de l'Europe de l'Est - prendra plus de temps que ce qui avait été envisagé.

La Treuhand privatise sous les critiques

Chargée de vendre les 8 000 firmes est-allemandes, la Treuhandanstalt est accusée de tous les maux. Elle compte sur les investisseurs étrangers

GERA

de notre envoyé spécial

LES deux parrains, Gerhard Jessen et Peter Liedtke, étaient aux anges. Célébré le 28 mars, le mariage de la brasserie orientale de la RDA avec la Treuhand de Gera, l'une des quinze agences régionales de l'organisme, prévoit un investissement de 70 millions de dollars (230 millions de francs) sur cinq ans. La brasserie thurinoise produisait un demi-million d'hectolitres d'une bière brune fort appréciée dans l'ex-RDA où on ne la trouvait qu'avec grand-peine dans le commerce. Avec l'union monétaire du 1^{er} juillet 1990, du jour au lendemain, comme cela a été si souvent le cas dans l'industrie agroalimentaire de l'Est, les ventes ont été divisées par cinq, chutant à 100 000 hectolitres. Le consommateur est-allemand s'est rué sur les produits de l'Ouest. L'entreprise n'avait ni les moyens, ni le savoir-faire pour faire face à la situation. Sa chance s'est terminée. Sa chance s'est terminée. Sa chance s'est terminée.

De ce genre de succès symbolique, la Treuhandanstalt, la société holding chargée de gérer et de privatiser le patrimoine de l'ancien Etat est-allemand, en a bien besoin. Par les temps qui courent, elle avait plutôt tendance à recevoir des horions que des fleurs. Le

mariage de la Bittburger Pils et de la K&Satzler permet de sauver 200 des 300 emplois initiaux de la brasserie est-allemande. Le contrat passé avec la Treuhand de Gera, l'une des quinze agences régionales de l'organisme, prévoit un investissement de 70 millions de dollars (230 millions de francs) sur cinq ans. La brasserie thurinoise produisait un demi-million d'hectolitres d'une bière brune fort appréciée dans l'ex-RDA où on ne la trouvait qu'avec grand-peine dans le commerce. Avec l'union monétaire du 1^{er} juillet 1990, du jour au lendemain, comme cela a été si souvent le cas dans l'industrie agroalimentaire de l'Est, les ventes ont été divisées par cinq, chutant à 100 000 hectolitres. Le consommateur est-allemand s'est rué sur les produits de l'Ouest. L'entreprise n'avait ni les moyens, ni le savoir-faire pour faire face à la situation. Sa chance s'est terminée. Sa chance s'est terminée. Sa chance s'est terminée.

Tantes les entreprises de l'ex-

RDA n'ont pas cette chance. Sur les 350 firmes dont la Treuhand de Gera avait la charge, une cinquantaine ont déjà trouvé preneur, une centaine d'autres sont en négociation et devraient être privatisées d'ici fin juin. Sur les 200 autres, 60 à 80 devront être liquidées et le reste, 120 à 140, restera sous la responsabilité de la Treuhand pour être assainies dans l'attente de meilleures fortunes. Tout cela va prendre du temps et de l'argent. Les prévisions initiales ne correspondent plus à rien. Record l'an dernier pour Gera, Gerhard Jessen et Peter Liedtke, toujours installés à l'hôtel local, sont bien incapables aujourd'hui de faire des pronostics sur la durée de leur séjour.

A Bonn, les experts gouvernementaux avaient estimé à 600 milliards de deutschemarks l'année dernière la valeur des entreprises de l'Est. Les recettes de privatisation n'ont guère dépassé 3 milliards jusqu'ici alors qu'un seul des affaires les plus faciles, l'assainissement des entreprises risquant de perdre des années et de coûter aux contribuables des sommes que personne ne peut estimer. La pres-

sion politique est maintenant extrêmement forte sur la Treuhand pour tenter de garder en vie tout ce qui a la moindre chance afin de limiter au maximum le chômage. Les autorités des Länder de l'Est, qui valent avec terreur s'approcher l'heure des licenciements massifs attendus pour l'été, ont obtenu récemment d'être davantage associées aux décisions des directeurs régionaux, responsables pour les entreprises de moins de 1 500 salariés.

Dans cette période de confusion que traversent les nouveaux Länder, où les nouvelles administrations manquent singulièrement de compétence, la Treuhand a été un peu le bouc émissaire des angoisses de tous.

Combines et retards

Sa tâche est loin d'être simple. Elle se retrouvait à la tête de 8 000 sociétés représentant quelque 40 000 entreprises. L'immense majorité était incapable de se prendre en main tantôt seules. « Il ne suffit pas d'être une bonne entreprise, il faut encore avoir des produits vendables et on ne peut changer du jour au lendemain une gamme de produits », souligne Gerhard Jessen.

On a reproché un peu tout à la Treuhand : sa lenteur de réaction, ses choix de repreneurs contestables, une attention insuffisante aux problèmes de l'emploi... Les syndicats l'accusent de privilégier la privatisation à tout prix des entreprises. Les municipalités ne comprennent pas pourquoi elles n'ont toujours pas trouvé preneur, se laissant abuser parfois par des promesses trompeuses.

Rien n'est blanc et noir. La Treuhand observe pour la vente de ses entreprises un certain nombre de critères qui tiennent compte à la fois des investissements prévus, du nombre d'emplois sauvegardés et du prix d'achat. Les repreneurs ne sont pas tous des enfants de chœur. Peter Liedtke dénonce les négociations sans fin avec des interlocuteurs qui essaient d'arracher le prix d'achat. Il n'hésite pas à accuser certains entrepreneurs de l'Ouest de vouloir se débarrasser de l'Est pour couler leur entreprise afin de pouvoir la racheter pour rien.

Il est vrai que l'organisation a été lancée à se mettre en place et qu'il n'est pas toujours aisé de trouver le bon interlocuteur. Le principal reproche fait à la Treuhand est de s'être bornée jusqu'ici à gérer les dossiers qu'on lui présentait, de ne pas être allée elle-même à la recherche des acquéreurs. Il ne fallait pas attendre que la Treuhand s'occupe de vendre un investissement, mais arriver à elle avec un dossier bouclé.

Cette politique, les dirigeants de la Treuhand reconnaissent qu'il est nécessaire de l'innover. Ils souhaitent notamment convaincre les entreprises non allemandes de s'intéresser davantage à l'affaire. Peu se sont jusqu'à présent intéressés à l'Est par les opportunités offertes. « Il ne faut pas attendre que les firmes soient en faillite et leur personnel dispersé », affirme Gerhard Jessen. L'idée est souvent répandue que si les investisseurs occidentaux ne s'engagent pas davantage, c'est qu'il leur y a rien à gagner. Au contraire, fait-on valoir auprès de la Treuhand, là où un investisseur ouest-allemand peut hésiter à s'engager d'une nouvelle implantation dans son arrière-cour, un même avoir intérêt à venir disparaître en Allemagne. Un investisseur français ou américain aurait tout avantage à profiter de la situation pour s'assurer un pied sur le marché allemand.

HENRI DE BRESSON



La lente agonie de Carl Zeiss Jena

Menacé de colonisation par sa petite sœur de l'Ouest et privé de débouchés à l'Est, le fabricant de matériel d'optique et de précision est en pleine crise

FRANCFORT
correspondance

Au numéro 1 de la Carl Zeiss Strasse, à Jena (Thuringe), au siège de l'ancien combinat VEB Carl Zeiss Jena, c'est la déprime. L'ex-vitrine industrielle de matériel d'optique et de précision, successeur d'une affaire plus que centenaire, n'a pas supporté le choc de l'unification. Aujourd'hui, la société a perdu ses marchés et son moral. Sa sœur ouest-allemande veut la racheter, mais à bon prix. La réunification ne semble pas ébriée facile.

En mars 1990, le directeur de Jenoptik Carl Zeiss Jena GmbH, M. Klaus Dieter Gattner, avait déjà lancé un vigoureux avertissement : un taux de change de un (deutsche mark) pour un (Ost-mark) aurait des conséquences désastreuses pour la survie de l'entreprise, avait-il expliqué. La suite des événements lui a malheureusement donné raison, même si pour les entreprises un taux de 2 pour 1 a été finalement appliqué, hors salaires.

Brutalement plongée dans le marché mondial, l'entreprise a perdu ses clients traditionnels, l'URSS et les autres pays d'Europe centrale et orientale. Elle s'est trouvée confrontée, sur les marchés occidentaux, à la concurrence, notamment de sa petite sœur ouest-allemande. Tant que le gouvernement fédéral a subventionné le commerce avec les pays de l'Est, l'entreprise n'a pu continuer à tourner.

Mais, depuis le 1^{er} janvier, c'est carrément la catastrophe. Alors que près de la moitié de la production était jusqu'alors écoulée en URSS, notamment pour du matériel de défense comme pour les lasers, pas un seul contrat n'a été signé avec ce pays depuis le début de l'année. Conséquence : plus de 16 000 personnes ont été mises en chômage technique sur les 27 000 employés que compte aujourd'hui Carl Zeiss Jena.

Mais, pour l'ex-combinat Carl Zeiss Jena, la situation se complique d'un élément supplémentaire : la réémergence du contentieux qui

oppose, depuis de nombreuses années, les deux fondations Carl Zeiss Stiftung, celle de l'Est et celle de l'Ouest, pour savoir qui détient la légitimité du nom « Carl Zeiss » et donc la propriété des entreprises s'y rattachant. L'affaire remonte à la deuxième guerre mondiale. A l'origine, la Carl Zeiss Stiftung d'Allemagne avait été fondée par Ernst Abbe en 1888 pour honorer la mémoire de son ami défunt, Carl Zeiss.

Ernst Abbe avait conçu cette structure, une fondation, tout à fait révolutionnaire en son temps, pour protéger les ouvriers et les employés associés à Zeiss. Elle devait fonctionner comme une caisse de sécurité sociale et de retraite et ne pouvait, en conséquence, qu'être seule habilitée à détenir la propriété des entreprises qu'il avait fondées avec ses deux compagnons, Carl Zeiss Werke et Jenbacher Glaswerk Schott et Gen. Il en fut ainsi jusqu'en 1945, au moment où les Américains arrivèrent à Jena, avant que la ville ne passe en zone d'occupation soviétique. Des installations furent démantées. Plusieurs scientifiques de Zeiss, parmi les plus réputés, furent transférés à Oberkochen, dans le Bade-Wurtemberg, allaient créer, dès 1946, un nouveau Carl Zeiss Werke.

Tandis qu'à l'Est les usines étaient nationalisées par le Parti communiste, une nouvelle fondation fut créée à l'Ouest et un groupe concurrent constitué. Aujourd'hui, les entreprises de l'Ouest comptent 32 000 employés et réalisent un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards de deutschemarks avec une gamme de produits similaires en bien des points à ceux fabriqués à l'Est, mais à des prix de revient nettement moins élevés. Finalement, à la suite d'une série de procès retentissants, les deux parties ont dû conclure un accord à Londres en 1971 concernant le partage du nom prestigieux de Carl Zeiss pour la commercialisation de leurs produits à l'étranger. Tandis qu'à l'Ouest Carl Zeiss Jena utilisait jusqu'à présent le nom de Jenoptik, à l'Est, c'est Carl Zeiss Oberkochen qui change et s'appelle Opton.

Christine HOLZBAUER-MADISON
Lire la suite page 32

L'imbraglio juridique sur la propriété

Un million de demandes de restitution de biens immobiliers. 12 000 requêtes de privatisation d'entreprises expropriées lors des nationalisations de 1972. Face dans le traité de réunification, le principe du retour à leurs anciens propriétaires (ou à leurs héritiers) des biens expropriés par les nazis puis par les communistes, a plongé l'ex-RDA dans un méli-mélo juridique dont elle mûrit des années à se sortir.

Avant de faire la joie des cabinets d'avocats, ce principe de restitution a déjà su pour affaiblir le retardataire de la redémarrage des investissements dans les secteurs de la construction, de la mécanique et du bâtiment. Le régime communiste, pendant des années, avait exproprié, distribué ou s'était approprié ce dont il avait besoin. Cela avait commencé avec les biens nazis et la réforme agraire menant même la création de l'Allemagne de l'Est en 1949, sous l'occupation soviétique. Les biens des familles juives exilées ou disparues dans les camps de concentration, dont les ayants droit vivaient jusqu'en 31 mars 1991 pour faire valoir leurs prétentions, avaient été transformés en « propriété du peuple ».

Les biens des familles allemandes fuyant vers l'Occident avaient subi le même sort, sans - pour corser l'affaire - qu'ils aient été nécessairement rayés des registres administratifs. Les

biens immobiliers étaient confiés à la gestion d'organisations communales, les firmes prises en charge par l'Etat. A partir de 1960, celles qui ne l'étaient pas encore ont été nationalisées par étapes avant d'être définitivement transformées en 1971 en « entreprises propriétés du peuple ». Les exploitations agricoles ont été regroupées pour leur part en coopératives, sans toucher aux titres de propriété.

Un immense parc industriel

Lors de l'effondrement du régime communiste, cette situation a donné lieu à un vaste imbraglio. Le traité d'unification, qui posait comme principe la restitution des biens, prévoyait bien dans les cas d'intérêt majeur la possibilité d'indemniser les ayants droit, mais de manière assez floue. La Treuhand, holding chargée de gérer la patrie d'ancien Etat est-allemand, a été retrouvée en charge d'un immense parc industriel mais aussi immobilier dont il fallait vérifier au cas par cas la situation juridique pour chaque opération de cession.

Pour un investisseur aux reins solides, ayant du répandant financier et la possibilité de s'offrir les services d'avocats, l'obstacle était surmontable. Pour les autres, non. L'incapacité d'acheter un terrain, un local bloqué, pour les petits entrepreneurs, tout accablait son crédit. Les institu-

tions publiques, notamment les communes, avaient les mains liées.

Il a fallu attendre ce mois de mars pour que les autorités réagissent. Le Bundestag a fini par adopter une loi précisant les conditions dans lesquelles les organismes publics pourraient vendre des terrains ou une entreprise à des investisseurs malgré une incertitude sur leur statut juridique. Cette nouvelle loi a permis à la Treuhand de mettre sur le marché plusieurs centaines de terrains provenant des institutions de l'ancien Etat est-allemand. Une filiale spéciale de la Treuhand a été créée pour gérer les ventes de ce parc immobilier, qui, après un an, devrait générer dans un premier temps des investissements de 20 à 25 milliards de deutschemarks (près de 70 milliards de francs).

Le 27 mars, le président de la Treuhand, M. Rohwedder, a annoncé depuis (le Monde du 3 avril), avoir en outre annoncé le transfert sur moins des centaines de terrains non bâtis, mais aussi des bâtiments publics et des biens immobiliers relevant des anciennes sociétés immobilières communistes. Cette décision permettra notamment aux communes de gérer elles-mêmes comme elles l'ont fait jusqu'à présent pour installer des zones industrielles.

H. de B.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

YUGARAJ 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6 F. lundi

SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).

سكزا ابن الاميل

سكنا الاول



Les industriels français prudents mais présents

Après un démarrage timide, les entreprises tricolores apparaissent comme les plus dynamiques des firmes étrangères dans l'ex-RDA

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

C'EST acquis. Pour la plupart des industriels français, l'ex-RDA n'est rien d'un pays de cocagne. Rarement investissements à l'étranger n'ont été envisagés avec autant de circonspection. « Un marché très délicat, totalement imprévisible », avertit un banquier du Crédit lyonnais en poste à Berlin. « Le rachat d'une entreprise est-allemande est, pour une firme française, une opportunité, mais une opportunité extrêmement difficile » sur-enchérit-on à la Financière Saint-Dominique (Crédit national) où une petite cellule spécialisée dans les fusions-acquisitions se consacre aux opérations de reprise en ex-RDA.

La rencontre organisée entre Jean-Marie Rauch, ministre du commerce extérieur, et les expositants français à la foire de Leipzig le 21 mars a donné une illustration claire de ces préventions. « Je suis sûr que les entreprises qui veulent aller en Allemagne de l'Est peuvent obtenir des aides et subventions supérieures à 50 % du montant des investissements envisagés », avait lâché le ministre, visiblement satisfait de son annonce.

Le coup de pouce n'est pas jugé suffisant. Le représentant de GEC-Alstom pose comme préalable le règlement d'une ardoise de 30 millions de francs laissés par un organisme d'Etat aujourd'hui en banqueroute. Un banquier, porte-parole, affirme-t-il, de nombreux chefs d'entreprise français, réclament un engagement plus marqué de la COFACE. Un ingénieur-export exige, au nom des PME soucieuses d'investir en

ex-RDA, une aide pour financer les dépenses nécessaires à la formation des personnels sur place. L'heure est aux garanties et à la débâche de précautions. Est-ce à dire que la présence industrielle et commerciale des entreprises françaises est réduite à la portion congrue ? Certes, non. L'investissement français en Allemagne de l'Est se révèle plus étoffé, moins timide que ne laisse envisager le discours de certains industriels. Il est vrai que des deux côtés du Rhin, les responsables politiques et économiques n'ont pas ménagé leurs efforts.

A Bonn où l'on a très mal pris les accusations de discriminations lancées à une Treuhandschaft habilitée (le Monde du 12 septembre 1990), la participation des entreprises françaises aux privatisations vaut gage de bonne conduite européenne. Et se présente comme une nécessité. Il devient en effet de plus en plus assuré que les industriels d'Allemagne occidentale n'ont ni les moyens, ni la volonté de remettre à flot seuls les huit mille entreprises de l'ex-RDA que la Treuhand est chargée de privatiser.

Du côté français, on lorgne quand même sur un marché allemand réunissant quatre-vingts millions de consommateurs potentiels et de gigantesques travaux d'infrastructure à réaliser dans les Länder de l'Est.

Selon la Treuhand, la France occuperait désormais la première place, loin devant les Autrichiens et les Italiens, pour les rachats d'entreprises est-allemandes effectués depuis l'été 1990. Ces opérations en direct ne concernent qu'une part très minoritaire des reprises. Sur les 1 074 entreprises privatisées

par la Treuhand au 31 mars 1991, 90 % ont été acquises par des sociétés de droit allemand, c'est-à-dire soit par des firmes originaires d'Allemagne occidentale, soit par les filiales allemandes de groupes étrangers. C'est d'ailleurs via leurs filiales de Francfort, Munich ou Stuttgart que les Français ont réalisé leurs plus grosses opérations. Les Ciments français ont par exemple réactivé leur holding KBZ, domiciliée à Hanovre pour opérer à l'Est de l'Elbe. KBZ, installée depuis l'automne dernier à Berlin, a repris l'entreprise Stuna à Berlin (spécialiste des bétons industriels, du montage d'éléments de construction et de la restauration de monuments) et créé de toute pièce une unité de béton prêt à l'emploi à Chemnitz, en Saxe. Alcatel a de même utilisé sa filiale allemande, SEL, pour reprendre une usine de câbles.

A la fin du mois de mars 1991, une bonne quinzaine de contrats de reprise avaient été signés par des entreprises industrielles françaises en ex-RDA. Parmi les acquisitions les plus importantes figurent le rachat par Lafarge Coppée d'une cimenterie à Karsdorf, l'accord conclu entre Saint-Gobain et le producteur de verre plat Flachsglas Torgau, l'acquisition par BSN d'une laiterie à Hagenow, la reprise par Air Liquide des unités de production et de distribution de gaz industriels du conglomérat Tempa à Berlin et Leipzig, le rachat par le volatier Doudy d'une affaire d'abattage de poulets à Rostock et surtout la prise de contrôle par Renault d'un réseau de deux cent quatre-vingts concessionnaires.

CAROLINE MONNOT

AFFAIRES

Christian Tassin maître porcelainier de Saxe

« La Saxe, c'est de l'or en barre. Il n'y a qu'à se baisser pour le ramasser », Christian Tassin en est convaincu : la partie orientale de l'Allemagne recèle des perles rares qu'il suffit de détecter. Ca financier de trente-huit ans, qui a fondé une société de consultants, la SPEFE, pour écumer les nouveaux territoires de l'Est, cite bien volontiers son propre cas en exemple. Ses clients du moment – des Chinois qui importent en France dans les quotas CEE et cherchent à réexporter à l'Est, des promoteurs qui évaluent la prime du marché immobilier à Dresde, un camarade de sa promotion à Polytechnique d'écouler de la fibre en Allemagne de l'Est – en sont, affirme-t-il, édifiés sur ce sujet.

X. Insaad, Laroy-Besouf par sa mère, membre de l'Automobile Club de France, ce garçon résolu, réfléchi, élevé dans le giron d'une célèbre famille de France, est aujourd'hui maître porcelainier en ex-RDA. L'expérience révèle chez Christian Tassin un goût certain pour l'entreprise dont témoigne, par exemple, la volonté avec laquelle cet ancien élève de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) gomme de son curriculum vitae un passage de six mois d'été, pour la promotion de la finitron nationale économique (MSE). « Les administrations ont mauvaise réputation. C'est plutôt une contre-performance », explique-t-il.

Christian Tassin ne manque pas, en tout cas, de sens de l'opportunité. Connu par le prince Alexandre de Saxe, un camarade de collège, cet ex-jeune directeur central de la Bayerische Vereinsbank à Paris s'est offert un pur

joyau : la manufacture de porcelaine de Freital, l'équivalent en plus réduit des très célèbres établissements de Meissen. L'opération est prestigieuse. Elle n'en demeure pas moins assez atypique de l'investissement industriel en Allemagne de l'Est. Les débouchés de Freital existent et sont assurés. La clientèle, internationale, accepte des délais d'attente de quatre à six ans pour s'offrir le service aux cignons et le vase aux oiseaux qui sont les deux plus fameuses pièces du porcelainier. Les établissements disposent d'actifs considérables : le savoir-faire unique de peintres et de sculpteurs qui sont les seuls en Europe à travailler entièrement leurs pièces à la main, des greniers remplis d'un bon millier de moules, quand plusieurs centaines suffisent à considérer le patrimoine d'une porcelainerie comme richement doté.

Un plan décalé

Bref, les risques financiers et commerciaux sont minces, en dépit des problèmes de logistique qui restent à résoudre. Pour assainir son réseau de commercialisation, la nouvelle équipe dirigeante s'emploie ainsi à supprimer une myriade de sociétés écrans – intermédiaires fictifs installés à l'Ouest – dont le seul but n'était, semble-t-il, que de renflouer les comptes en devises du Parti communiste est-allemand, le SED.

« C'est une excellente affaire », estime Christian Tassin, qui se refuse pourtant à dévoiler le montant de la reprise. Gagné ? « Une habitude prise dans la banque », explique-t-il. Tout comme il reste farouchement muet sur le groupe

d'investisseurs privés qui l'ont accompagné dans sa démarche. Un ancien PDG de Dior et le propre frère de Jean-Edem Hallier appartiennent au capital du gigantesque holding qui contrôle 96 % de la Manufacture des porcelaines de Saxe, société anonyme qui vient d'être constituée. Les 4 % restants ont été confiés aux anciens propriétaires installés à l'Ouest depuis 1972, date à laquelle Freital a été nationalisée. « En menant des négociations parallèles avec la Treuhandanstalt et les héritiers, on a évité les problèmes de restitution de propriété. C'était crucial ».

« A l'heure actuelle quiconque peut justifier d'un droit de propriété sur 1 % du capital peut réclamer son dû et bloquer tout le processus de privatisation », affirme Christian Tassin.

Ce novice en affaires (Christian Tassin a surtout occupé des fonctions de back-office dans sa carrière bancaire) a donc plutôt bien manœuvré. « Nous avons accompagné notre offre d'un plan industriel quand nos concurrents, pour la plupart des grosses banques allemandes, ne se battaient que sur le prix. » L'argument a porté dans cette petite cité manufacturière. Les quatre principaux établissements industriels du district de Freital ont mis la clé sous la porte depuis le début de l'année. A la porcelainerie, l'essentiel du personnel a été conservé. Ironie de l'histoire. Un jeune Laroy-Besouf employé aujourd'hui 150 salariés dans les faubourgs de Dresde et s'assoit, avec satisfaction, dans un bureau encombré de porcelaines. En lieu et place d'un ancien cadre du SED, qui opère aujourd'hui à Berlin... comme détective privé.

C. M.

Les Allemands, actifs mais gourmands

Les entreprises ouest-allemandes investissent à l'Est mais se heurtent à des obstacles, pas seulement financiers

FRANCFORT

correspondance

LES entreprises ouest-allemandes boycottent-elles l'ex-RDA ? Certains dirigeants politiques, à Bonn, ne sont pas loin de le penser. Les milieux économiques réclament avec violence cette accusation. Beaucoup de firmes ont effectivement commencé à investir dans les nouveaux Länder. Les banques de Francfort multiplient les initiatives à l'Est. Le mouvement est pourtant plus lent que prévu ou, en tout cas, qu'espéré. Les obstacles ne sont pas seulement financiers.

Pour Ulrich Cartellieri, membre du directoire de la Deutsche Bank, le niveau des investissements ouest-allemands, publics et privés, est en fait tellement élevé qu'il devrait entraîner un taux de croissance d'au moins 10 % dans l'ex-RDA dès l'année prochaine. Jusqu'à présent, affirme-t-il, le principal obstacle à l'Est a été la question de la propriété. Autre optimiste, le président des chantiers d'industrie

et de commerce allemands, Hans Peter Stihl. Pour lui, la reconstruction dans les cinq nouveaux Länder « est déjà bien avancée » grâce notamment aux milliards que les entreprises ouest-allemandes ont déversés à l'Est. Pour les prochaines années, 70 milliards de deutschemarks d'investissements privés ont déjà été programmés. Selon le ministère de l'économie de Bonn, 300 000 nouvelles entreprises ont été créées à l'Est depuis janvier 1990 et plus d'un million de personnes ont ainsi pu trouver un emploi essentiellement dans les services et le bâtiment, les deux secteurs qui devraient tirer la croissance à partir de 1992.

Dans le cadre du nouveau programme d'aide décidé par Bonn au début du mois de mars, ce sont ensuite près de 50 milliards de deutschemarks de nouveaux crédits qui vont être mis à la disposition des cinq nouveaux Länder dès le mois de juillet. Toute la gamme très complète de prêts bonifiés aux communes, d'aides aux entreprises, dans le cadre notamment du recyclage des

capitaux provenant du fonds spécial issu du plan Marshall ou d'allègements fiscaux destinés aux investissements est ainsi mise à contribution par les pouvoirs publics pour permettre à l'économie est-allemande de se restructurer et de nettoyer son environnement.

Autre aide de l'Ouest, la Treuhandanstalt a décidé que les anciennes entreprises d'Etat, qui n'avaient pas encore été privatisées, n'étaient plus obligées de rembourser les crédits de trésorerie garantis par le gouvernement fédéral à compter du 31 mars, comme cela avait été initialement prévu. Avec l'extension de cette garantie pour un temps « indéfini », ainsi que son élargissement à d'autres catégories de crédits destinés à l'exportation, les entreprises est-allemandes vont à nouveau pouvoir respirer. De leur côté, les grandes banques ouest-allemandes ont aussi déployé de nombreux efforts pour attirer les investissements étrangers dans les cinq nouveaux Länder.

C. H. M.

Reinhard Pfau un entrepreneur venu de l'Est

Le jeune ingénieur a repris en main Sanit, la firme d'Etat où il travaillait, et lui a trouvé un partenaire français, le groupe Etx

EISENBERG

de notre envoyé spécial

REINHARD PFAU peut enfin aller passer quatre jours tranquilles à Paris en ce début du mois d'avril. Pour la première fois de sa vie, il va pouvoir y jouer, en toute bonne conscience, du « monde capitaliste ». A quarante et un ans, après une course d'obstacles de dix-huit mois, le jeune ingénieur « est-allemand » est maintenant solidement en selle comme directeur de Sanitech, ex-entreprise d'Etat de RDA de deux cents salariés, dont il a assuré l'avenir en négociant son rachat au groupe français Etx (3,4 milliards de francs de chiffre d'affaires, cinq mille cinq cents salariés dans quinze pays).

L'accueil chaleureux, la répartition directe, le patron de Sanit tranché avec beaucoup de responsables de l'ancienne RDA, si souvent inhibés par le changement d'ère. Il y a trois ans, il aurait sans doute été bien étonné si on lui avait prédit qu'il entrerait par la grande porte dans un groupe multinational occidental. Les gens d'Eisenberg, la petite ville industrielle de Thuringe (treize mille habitants) où est installée Sanit, aussi.

L'aventure, pour Reinhard Pfau, commence avec la chute du régime communiste, à l'automne 1989. Sanit avait été créée après la guerre par un artisan, Helmut Voigt, qui s'était lancé avec succès dans les matériaux synthétiques pour faire des tuyauteries et des réservoirs de chasses d'eau. Lors des nationalisations de 1971, le malheureux s'était vu contraint de céder une entreprise en plein essor, qui bénéficiait du monopole sur le marché est-allemand. Celle-ci devient, lors de la création des combinats en 1982, le siège d'un agglomérat hétéroclite d'une dizaine de sociétés, héritant en prime d'une lourde administration dirigée par des responsables du Parti communiste.

Après des études à l'université de Chemnitz et quelques années de professeur, Reinhard Pfau était entré à Sanit en 1977 comme directeur technique. Il avait pris ensuite la responsabilité technique de l'ensemble du combinat. Un poste, dit-il, « il n'avait, par chance, pas à s'occuper de la politi-

que ». Personne cependant ne pouvait totalement se soustraire à la réalité. « Soit on s'arrangeait, soit on ne faisait pas carrière », reconnaît Reinhard Pfau, qui avait fini lui aussi par adhérer au parti dans les dernières années.

Lors de l'effondrement du régime, à l'automne 1989, l'assemblée du personnel obtient la démission de la direction. Moins marqué, l'ingénieur est l'homme de la situation. « Dès novembre, affirme-t-il aujourd'hui, il était clair que nous allions être sur le marché libre. » Reinhard Pfau prend, le 1^{er} janvier 1990, la direction de Sanit, qui retrouve son indépendance avec la dissolution du combinat. « On doit aussi avoir un peu de chance », affirme le directeur. Cette chance, c'était de produire pour un marché qui n'allait pas s'effondrer du jour au lendemain. Cela laissait un laps de temps pour réagir. Encore fallait-il en profiter.

Pas de temps à perdre

Dans ses nouvelles fonctions de manager, le jeune ingénieur a su faire preuve d'esprit de décision là où d'autres sont restés à attendre. Dans la période d'euphorie qui a suivi la chute du mur, Reinhard Pfau prit contact avec des firmes ouest-allemandes. Il avait compris alors qu'il n'y avait pas de temps à perdre pour améliorer la qualité de la production, développer de nouveaux produits et réduire les coûts. Les effectifs, de trois cents personnes initialement, étaient ramenés à cent quatre-vingts progressivement.

Le choc de l'union monétaire interallemande, le 1^{er} juillet 1990, est pourtant rude. Pour les entreprises, l'ostmark s'échange à 2 pour 1 deutschemark. Du jour au lendemain, le chiffre d'affaires est à diviser par deux et la concurrence fait irruption. Malgré les efforts entrepris, la lutte est inégale. La productivité est encore inférieure de 30 % par rapport à celle de l'Ouest ; les infrastructures publiques, notamment les communications, sont catastrophiques ; l'incertitude sur la propriété de l'entreprise empêche d'investir comme il serait nécessaire. Le fondateur, Helmut Voigt, réclame son dû.

La seule issue, pour la nouvelle direction, est de trouver un partenaire. En Allemagne de l'Ouest ? C'est a priori la logique, compte tenu des relations existantes et de la proximité. Mais Reinhard Pfau se méfie. Après l'euphorie de l'ouverture du mur, le ton a vite changé. Les managers ouest-allemands veulent imposer leur loi. On les soupçonne aussi de vouloir acheter leurs concurrents pour mieux les éliminer. Reinhard Pfau, l'homme de l'Est, n'a pas fait tout ce chemin pour se laisser dépasser de son entreprise.

Son intérêt s'est croisé avec celui du groupe français Etx, spécialiste de pièces coulés pour le bâtiment et connu par exemple par sa filiale Eternit Industries, qui cherchait des partenaires dans l'Est de l'Europe. « C'est une période qui ne se renouvellera pas », souligne Jean-Fabien Méroc, responsable de l'opération pour la société française. « Il faut aller très vite », ajoute-t-il. L'ex-RDA était prioritaire. « Elle permet de rentrer à moindre frais sur le marché allemand par la porte arrière. » Après avoir fait le tour des entreprises disponibles, Etx a tranché pour le dynamisme de la direction de Sanit. L'entreprise d'Eisenberg va être le point d'appui du groupe en Allemagne. La Treuhand a entériné l'accord en décembre. Codirecteur de la filiale allemande d'Etx avec Jean-Fabien Méroc, Reinhard Pfau peut maintenant regarder ses concurrents ouest-allemands de face. « Aujourd'hui, c'est moi qui viens voir », relevait-il fièrement à son retour, lundi 25 mars, de la Foire de Francfort.

H. de B.

La lente agonie de Carl Zeiss Jena

Suite de la page 31

Mais la rivalité entre les deux fondations n'a pas pris fin avec la réunification. Au contraire. Malgré les déclarations solennelles des « Wessies », les responsables d'Oberkochen – les Occidentaux donc – ont déjà bloqué à deux reprises des tentatives de fusion. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, les responsables de Zeiss-Ouest, Horst Stodulke et Jost Hermann, sont finalement entrés dans le conseil de surveillance de leur concurrent de l'Est. Bien décidés à mettre en avant un plan d'assainissement pour Carl Zeiss Jena qui réduirait le nombre des emplois de 27 000 – encore aujourd'hui – à moins de 5 000 et rendrait attrayant le rachat de l'ancien combinat à la Treuhand par... sa petite sœur de l'Ouest ! « Tous ces beaux discours d'Oberkochen sur la résolution probable de la question de la fondation ne viennent pas la route. Ce qui est en cause, ce sont les

emplois », s'exclame le chef d'IG Metall de Carl Zeiss Jena, Ralf Danze, quand on l'interroge sur les dessous de l'affaire.

Après la manifestation du 13 février, où près de 20 000 employés de Zeiss complètement affolés par la perspective d'un licenciement massif sont descendus dans la rue pour protester contre le plan d'Oberkochen, le ministre-président du Land de Thuringe, Josef Duchac (CDU), s'en est mêlé. Il a demandé à la Treuhand de restituer les 80 % restants de Carl Zeiss Jena à son propriétaire d'origine, la Carl Zeiss Stiftung de l'Est, à compter du 1^{er} avril. A la surprise générale, sa demande a été aussitôt acceptée, avec la promesse de désendetter l'ancien combinat à concurrence de 1,3 milliard de deutschemarks. Du jamais vu dans l'histoire de la Treuhand !

Mais, une semaine à peine avant la date fatidique, un nouveau renversement de situation intervenait.

Cette fois, c'est Josef Duchac qui semble avoir fait ses comptes : les besoins financiers de Carl Zeiss Jena pour un nouveau départ sont maintenant estimés à 2,5 milliards de deutschemarks, ce qui laisse 1,5 milliard à trouver au Land de Thuringe. Les deux hommes de Zeiss-Ouest ont très mal accueilli la décision de la Treuhand, prévenant que, si cette restitution s'opérait, tout rapprochement entre l'Est et l'Ouest devenait impossible. En clair, pas d'investissements en perspective des « Wessies » si les « Ossis » ne se laissent pas racheter à un bon prix ! Du coup, en accord avec toutes les parties prenantes, la décision finale concernant la privatisation de Carl Zeiss a été reportée au 31 mai.

En attendant, les syndicats ont obtenu qu'aucun licenciement ne devrait intervenir à Carl Zeiss Jena en 1991. A compter du 1^{er} juillet, le bureau fédéral de l'emploi de Nuremberg va être mis à contribution et les employés de Carl Zeiss Jena auront la possibilité de demander une prolongation de leurs indemnités pour « temps partiel total ». La direction s'est engagée à ne pas réduire le nombre des emplois en dessous de 10 200. La bataille autour du combinat d'Ena n'est pas terminée.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Le Monde ÉDITIONS

Les mutations de l'économie mondiale 1975-1991 par le Service économique du Monde et Alain Gélédan

Totalement délabré, le réseau téléphonique doit être remis en état par la Deutsche Bundespost Telekom. Un gigantesque programme qui conditionne tout le reste



Au-delà de ces critiques, certains ne manquent pas de profiter de l'occasion pour reprendre leur offensive contre les télécommunications publiques. « Certains veulent saisir la chance de casser le monopole d'Etat au niveau du réseau et du service téléphonique », estime Michael Schwemmler, conseiller pour la politique des télécommunications au sein de Deutsche Postgewerkschaft (DPG), le syndicat allemand des PTT. Les libéraux, et particulièrement, non relancé le ministre de l'économie, Jürgen Möllemann, a déclaré lors de l'inauguration de la Cebit, à Hanovre, le 9 mars dernier, que Telekom manquait de « la flexibilité nécessaire et souhaitait une solution du problème par la concurrence ». Il laisse passer ce thème de la réforme très contestée du cadre juridique de Telekom en 1989 à quel un « pas dans la bonne direction ». Une « libéralisation et une dérégulation supplémentaires seraient indispensables ». D'après Jürgen Möllemann, l'Etat devrait se battre « aux règles et au contrôle de la compétition ».

Beaucoup critiquent aussi l'inertie de Telekom. « Elle ne fait pas le maximum », s'inquiète Wilhelm Hübner, président du Verband der Postbenutzer, une association des usagers des PTT. Sa critique principale : « L'entreprise ne s'occupe pas assez des lignes entre les deux parties de l'Allemagne. »

Si la reconstruction du réseau téléphonique dans l'ex-RDA avance très lentement, c'est sur-

Si la reconstruction du réseau téléphonique dans l'ex-RDA avance très lentement, c'est sur-

« Ici, il ne suffit pas de remplacer un câble, il faut refaire le réseau dans sa totalité », explique Klausjürgen Unverrieth, chef-adjoint du bureau des télécommunications de Dresde. On aurait dû mal à le désavouer. Et il ajoute, comme pour assombrir encore le tableau : « L'isolation en plomb des câbles est poreuse. Quand il y a une rupture de tuyau d'eau comme l'autre jour dans la zone d'habitation, les gens ne peuvent plus téléphoner. »

En fait, même sans rupture de tronc, c'est presque impossible de téléphoner, à Dredde comme partout, toute l'ex-RDA. « Quand vous voulez reporter un rendez-vous, il vaut mieux aller voir la personne », raconte Helmut Fannmann, expert en droit des télécommunications, à Hambourg. Les conséquences sont graves des chômeurs qui attendent des beures pour rejoindre leur entreprise, des hommes d'affaires insaisissables et des clients qui ne peuvent pas passer de commandes. « Le manque d'infrastructure en télécommunication est l'une des raisons principales des désastres économiques dans l'ex-RDA », affirme Helmut Fannmann, juste titre.

Les chiffres se passent de commentaire. Alors qu'il y a actuellement plus de cinq cents bran-

ments téléphoniques pour mille habitants en France, leur nombre est de cent onze dans les cinq nouveaux Länder. Entre les deux Allemagnes, le mur n'est pas encore tombé : il n'y a pas plus de sept mille cinq cents connexions entre les deux parties du pays unifié.

e Le téléphone était un privilège », explique Helmut Fangmann. Mais aussi un danger pour le régime communiste, qui réduisait les communications. Il préférait, plutôt que d'investir dans la télécommunication publique, mettre au point des réseaux internes, par exemple pour la Stasi. Malgré la pénurie, un dirigeant est-allemand avait parfois plusieurs postes téléphoniques sur son bureau.

Reconstruire un réseau téléphonique de toute urgence : pour

La bataille de l'eau

Le groupe français Lyonnaise-Dumez a retenu les cinq nouveaux Länder allemands parmi ses cibles. La chance lui a déjà souri

STRATÉGIE adéribée : dès le milieu des années 80, Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise, avait fait de l'implantation en Allemagne l'un de ses objectifs de développement en Europe. Les conversations avec Dieter Spethmann, jusqu'à ces derniers jours président du directoire des entreprises du Bundesverband Raund Table, ce club de PDG de grandes groupes, s'étaient confortées dans cette idée. Elles ont parfois fait naître une autre : les grands patrons ne se mandent se préparant à l'entrée d'un engagement de l'Europe de l'Est allaient faire de la RDA un objectif prioritaire : l'Allemagne s'exercerait elle pas depuis longtemps une forte influence dans cette région ?

Mais c'est de façon intempestive que la destruction du mur domine l'occasion de concéder trois vites. En mars 1990 (le *Monde* du 7 avril 1990), les projets suscités par le sondage de Thysen, dans le domaine de la construction, de l'activité de la Lyonnaise de traitement et la gestion de l'eau : « J'ai été entre dans le bureau de Dieter Spethmann et pensant à l'Ouest. Je suis sûr de faire un accord pour l'Est » ; et souvent Jérôme Monod. Le régime communiste avait en effet laissé des manques criants : un déficit des installations industrielles, une terrible absence d'assainissement, des sols pollués. Thysen n'avait pas perdu de vue ces secteurs. Les deux participants furent donc les deux premiers à faire valoir, dont Thysen détenait 51 % et la Lyonnaise 49 %.

Cet accord devrait donner les premiers fruits plus vite que prévu. Eurawasser a en effet de bonnes chances d'obtenir d'ici la fin de 1991 la restauration, l'achèvement et la gestion p

dant vingt-cinq ans des installations
des et des réseaux d'eau potable
et l'assainissement des villes de
Halle et de Rostock : ensemble
700 000 habitants, voire davantage
si les banlieues sont incluses.
L'accord. Cela représentait
des investissements de l'ordre de
2 milliards de deutschmarks
(6,8 milliards de francs) et 100
millions d'affaires annuel de 100
millions de francs au départ. La
concession serait accordée soit
directement à Burawasser, soit à
des sociétés mixtes formées avec
les municipalités, des deux solutions,
solution, soumise à Christine
Marin-Baudet, directeur générale
adjuvée de la Lyonnaise, chargée
de l'international, avait l'avantage
de « mettre dans le coup » les
communes.

Une véritable république athenienne

En effet, celles-ci, dans les nouveaux Länder, doivent être des actifs de l'Etat, mais elles ne sont pas encore capables elles-mêmes de gérer ce patrimoine, dont la dévotion est imminente. Cela ne décourage pas les représentants de la Lyonnaise, installés à Berlin depuis juillet 1990. « C'est un vrai *héros* », dit-il. Il faut discuter avec tous les conseillers municipaux : la RDA est aujourd'hui une véritable république athenienne », souligne Christian Morin-Bailly. Mais, ajoutent-ils, nous avons rarement mis autant d'efforts pour cette région.

Cela permet aux dirigeants la Lyonnaise d'espérer obtenir plus encore que les contrats Rostock et Halle, ce profit notamment du « fonds école » de 30 milliards de denmarks (dont 15 pour l'eau) par le gouvernement allemand. En effet, malgré les pressions *Stadtwerke*, ces sociétés publiques qui détiennent, à l'Ouest, le monopole de fait de la distribu-

tion d'eau, le gouvernement de Bonn, en quête de financements complémentaires, a décidé d'ouvrir celle-ci au privé. Autre carte du groupe français, en pins de l'accord avec Thyssen : il a obtenu ce qu'il cherchait depuis plusieurs années, des participations significatives dans des sociétés allemandes déjà fortement engagées dans le *Drang nach Osten*.

Après des contacts avec plusieurs sociétés, il a finalement conclu un accord avec Brochier, société familiale mynneese consacrée à la construction de canalisations et d'installations d'épuration et de décontamination des sols : Lyounaise reprend à la branche cadette 25,1 % de la société, laquelle a « participation silencieuse » qui détenait auparavant une filiale de la Deutsche Bank, avec un droit de préemption sur d'autres parts sont vendues par la famille, et de sièges sociaux à Düsseldorf et à Paris. Lyounaise est dirigée par le PDG de Brochier, a désigné deux des provinces orientales comme une des zones de travail en commun avec la Lyounaise : la société vient elle-même d'y ouvrir deux succursales, à Dresde, Wismar et Gera, et de prendre en 800 salariés respectivement à Rostock et à Rügenburg.

L'ex-RDA n'est pas seulement une cible pour l'eau de la Lyonnaise. Elle l'est aussi pour la construction. GTM, une filiale allemande du groupe dans ce secteur, a participé l'an dernier, une participation de 50 % dans Wiemer und Traue, une société «near-east-allemande» qui a déjà ouvert sept agences dans les nouveaux Länder et réalise déjà 15 % de son chiffre d'affaires, et la filiale commerciale (à 50/50) de Cofreth (secteur énergie) et de la société allemande Schmeink y va aussi.

le nouvel Observateur

ENTREPRISES

TELECOMMUNICATIONS

Le défi du XXI^e siècle

UNE GRANDE ENQUETE

SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECHANGE

LES DONNEES INFORMATISE (EDI).

UN MONDE OU LES KILOS DE

PAPIERS ADMINISTRATIFS

VONT ETRE REMPLACÉS PAR DES ECHANGES

NORMALISES D'ORDINATEUR A ORDINATEUR.

AVANTAGES, INCONVENIENTS, TEMOIGNAGES

16 SECTEURS PILOTES ANALYSES.

ANNUALE SOMMAIRE

AU MEME SOMMAIRE

HEWLETT PACKARD

RS UN VILLAGE PLANETAIRE
22 222 222 222

DE 90 000 SALARIES.

EN VENTE DANS LES GARES, AEROPORTS ET PRINCIPAUX POINTS DE VENTE.

هڪ زيارت لاهل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 AVRIL

Cours relevés à 10 h 13

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations													
Emp. État 5,85/77			7,61		C.I.M.	822	...	Magnan	618	...			
Emp. État 5,85/78			7,14		C.I.T.A.L.A. (R)	2005	...	Méfil Déloyal	880	...			
10,00/79/84			6,27		Coligny	258	...	Mor...	214	...			
Emp. État 12,25/83	108,79	3,81			Comptex	380,10	...	Navigation (Ind.)	317	315			
Emp. État 12,25/84					Cia Industrielle	400	820	Océan (D)	278	...			
Emp. État 11% 86...	110,20	25			Comptex	4611	4646	Orléans (D)	1000	1000			
10,20% mme 86...	105,64	8,54			Comptex	425	422	Orléans (D)	6018	...			
OAT 10% 52/80...	104,43	-3,03			Cia Industrielle	700	886	Orléans (D)	1025	...			
OAT 5,95/72/75/77	105,10	-1,71			Comptex	33	30	Orléans (D)	1018	...			
OAT 5,95/77/86...	104,10				Comptex	355	360	Orléans (D)	1005	...			
OAT 10,20% 1985...	105,43				Comptex	719	716	Orléans (D)	1018	...			
PTT 11,25/86...	106,05	3,59			Comptex	126	128	Orléans (D)	1018	...			
CF 10,30% 86...		1,87			Comptex	1807	1814	Orléans (D)	1018	...			
CF 10,25% janv 90		0,58			Comptex	1800	-1000	Orléans (D)	1018	...			
CNA 10 % 1979...		1,08			Comptex	3650	...	Orléans (D)	1018	...			
CRB Broyer 5000F...		2,80			Comptex	1161	...	Orléans (D)	1018	...			
CRB Poulain 5000F...		2,80			Comptex	2520	...	Orléans (D)	1018	...			
CRB Suez 5000F...		2,80			Comptex	2520	...	Orléans (D)	1018	...			
CNE 11,05/86...	102,42				Comptex	774	...	Orléans (D)	1018	...			
CNE 10,25/86...		1,80			Comptex	359,50	360	Orléans (D)	1018	...			
CNE 10,25/86...		8,03			Comptex	4000	4000	Orléans (D)	1018	...			
CHARD FCE 3% 100	105,86	2,55			Comptex	1872	1880	Orléans (D)	1018	...			
CNA	963				Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
Comex					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
Alcatel 6 % janv. 86	585				Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
Ly. Eau et G.S.	814				Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
Therm. cv 9,25/86...					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	232	262	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	1675	1630	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	681	686	Orléans (D)	1018	...			
					Comptex	23							

SICAV (sélection)[illegible]

Marché libre de l'or

[illegible]

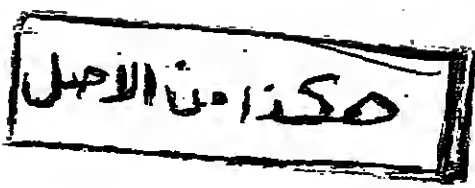
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

— : marché détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - a : marché continu

هكذا ابن الاصل



AGENDA

CARNET DU Monde

Décès

Les familles Albert et Portet, Anne et Isabelle Rosner, Françoise Maury, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 26 mars 1991, de

Louise ALBERT, née Riehe, dans sa soixante-dix-huitième année.

Une messe commémorative sera célébrée le jeudi 11 avril, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

10, rue de l'Annonciation, 75016 Paris.

Mme Pierre Beck, sa grand-mère, Le docteur Robert Bronstein, son père, Mme Marjane Beck, sa mère, Alexandre Bronstein, son frère, M. et Mme Philippe Villers et leurs enfants, M. et Mme Claude Romagny, ont la douleur de faire part du décès accidentel, survenu le 28 mars 1991, à l'âge de vingt-trois ans, de

Stéphane BRONSTEIN, le 19 mars 1991, à l'âge de vingt ans.

Pour ceux qui l'ont aimé, il reste parmi nous.

119, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.
39, avenue Charles-Floquet, 75007 Paris.

M. Jean Chazal de Mauriac, Le président du tribunal de grande instance de Nice, et M. Renaud Chazal de Mauriac, Florence et Kristina, ses petites-filles, ont la douleur de faire part du décès de

Jean CHAZAL de MAURIAU, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, conseiller honoraire à la Cour de cassation, président d'honneur de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse, survenu à Nice le 2 avril 1991.

Les obsèques auront lieu, à Nice, dans la plus stricte intimité familiale.

Une messe, dont la date n'est pas encore fixée, sera célébrée à son souvenir, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Heureux les artisans de paix, ils seront appelés fils de Dieu. » Mt V, 9.

Jean GOSS, président d'honneur du Mouvement international de la réconciliation (MIR), a rejoint le Dieu vivant, le 3 avril 1991, à Paris, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 6 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5^e, et l'enterrement au cimetière du Montparnasse.

Dans souhaités au MIR, CCP 5445-67 U Lyon.

Hildegard Goss-Mayr, son épouse, Etienne et Claude Goss et leurs enfants, Myriam et Christophe Gestalmeyr et leurs enfants, Son frère, ses sœurs, et leurs enfants, Ainsin que ses amis des mouvements de non-violence.

39, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

(Lire page 10)

M. Louis de Liège, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Philippe de Mazières, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Patrice de Mazières et leurs enfants, M. Jean Laforgue, ses enfants et petits-enfants, Et M. Jean Laforgue, M. Philippe Defraoce, M. Christiane de Mazières, font part du décès de

M. Serge de MAZIERES, née Berthe Laforgue, survenu à Assat (Pyrénées-Atlantiques), le 31 mars 1991, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 2 avril, en l'église d'Assat.

Elle était la fille de l'architecte

Adrien LAFORGUE, et la nièce du poète

Jules LAFORGUE.

Elle Hoffman, ses enfants et petits-enfants, Serge Hoffman, ses enfants et sa petite-fille, ont la tristesse de faire part de la mort de

Golda Claude HOFFMAN, née Vignansky, médaillée de la Résistance, survenue le 2 avril 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière parisien de Bagneux, le jeudi 4 avril, à 14 heures.

23, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris.

M. Jacqueline Griffe-Ozenne, M. Jean-Louis Ozenne, ses parents, Charlotte, sa sœur, M. et Mme Nicole Fiane, M. et Mme Pierre Griffe, M. et Mme Michel Griffe, M. et Mme Olivier Griffe, ses oncles et tantes, Frédéric, Esabelle, Catherine, Christine, Richard, Sophie et Aurélien, ses cousins, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel, survenu le 28 mars 1991, à l'âge de vingt-trois ans, de

Philippe OZENNE, élève de troisième année à l'Ecole centrale de Paris.

L'inhumation aura lieu, le lundi 8 avril, à 15 h 30, au cimetière du Montparnasse.

103, avenue Félix-Faure, 75015 Paris.

Nathalie-Zoé Parisot, Marise Ivot et Victor Gabriel, ainsi que leurs filles, Catherine et Marie, Patrick Ivot et son fils, Anthony, Toutes les familles parentes et amies, ont la douleur de faire part du décès de

Diana PARISOT, née Louise-Anne Ivot-Cattant, le 2 avril 1991, à Paris.

Ses amis réalisateurs de télévision ont la douleur de faire part du décès de

Jean PRAT, survenu le 26 mars 1991.

Remerciements

Maitre François Alfonsi, son frère, Et les siens, profondément touchés par tant de témoignages d'affection, d'estime et de sympathie pour la personne et le message de

Prosper ALFONSI, de l'Assemblée de Corse.

qui essaya de nous montrer le chemin pour la Corse, vous disent ici l'émotion et le réconfort que leur apporte ce partage dans la peine.

Merci !

Anniversaires

Il y a cinq ans, nous quittons

Pierre SAULIERE.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée affectueuse pour lui en ce jour anniversaire et se joignent par la prière à la messe qui sera dite à Saint-François-Xavier, le dimanche 7 avril 1991, à 19 heures.

Soutenances de thèses

Dominique de Gasquet a soutenu, le 15 mars, une thèse d'Etat à Paris-IV-Sorbonne, sur : « Amour et mort, Duras et Mishima. Le ravissement ou l'extase ».

Mention : très honorable.

42, rue Daviel, 75013 Paris.

Tél : 45-88-87-13.

Université Paris-IV-Sorbonne, le samedi 13 avril 1991, à 9 heures, amphithéâtre Quinquin, essai 1, 1^{er} étage, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5^e. P. Jacques Benoist : « Le Sacré-Cœur de Montmartre. Spiritualité, art et politique (1870-1923). Constatation (1870-1990) ». Rapporteur : M. Jean-Marie Mayeur.

Faire savoir sa venue au P. Benoist, 68, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

THÈSES Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

MERCREDI 05 AVRIL 1991									
12	18	33	37	39	46	21			
20H35									
3	13	14	16	21	30	35			
20H55									
12	18	33	37	39	46	21			

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 3 avril sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits.

L'aide juridique

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'aide juridique. Ce projet de loi a pour objet de permettre aux personnes dont les ressources sont modestes de mieux faire valoir leurs droits. (...) La réforme rendra l'aide accessible à 11,3 millions de foyers fiscaux, sur 25 millions au lieu de 8,6 millions actuellement. La contribution de l'Etat à la rémunération des auxiliaires de justice exerçant au titre de l'aide juridictionnelle sera nettement revalorisée. Les professionnels seront étroitement associés à sa gestion. (...) L'Etat consacrera au financement de cette réforme un effort très substantiel. Les dépenses, actuellement de 411 millions de francs, seront progressivement portées à 1,5 milliard de francs d'ici à 1994 ; elles seront au moins doublées dès 1991, première année d'entrée en application de la réforme. (Le Monde daté 3-4 février.)

La balance des paiements

La hausse du prix du pétrole en fin d'année a aggravé le déficit du commerce extérieur en 1990. Quant au déficit des revenus du

capital, il est essentiellement dû au développement de la détention par les non-résidents de titres libellés en francs. La détérioration des résultats enregistrés sur ces deux postes est principalement à l'origine de l'augmentation du déficit des transactions courantes qui est passé de 27,1 milliards de francs en 1989, à 40,9 milliards de francs en 1990. Ce déficit ne représente cependant que 0,6 % du produit intérieur brut.

Mais la confiance des Français et des étrangers dans la solidité de notre monnaie fait que la libération des mouvements de capitaux, intervenue le 1^{er} janvier 1990, a été un succès. Les entrées de capitaux ont largement couvert le déficit des transactions courantes ainsi que le déficit des investissements directs égal à 98,7 milliards de francs et consécutif au dynamisme exceptionnel des investissements directs français à l'étranger qui se sont élevés à 141,5 milliards de francs. En conséquence, les réserves de change ont augmenté de 59,6 milliards de francs en 1990.

Le déficit des transactions courantes reste la principale contrainte qui pèse sur notre développement. Maintenir un faible taux de hausse des prix, limiter l'endettement public et développer l'épargne demeurent les moyens à mettre en œuvre pour y remédier et obtenir plus de croissance et d'emploi.

L'industrie de l'électronique

(Le Monde du 4 avril.)

Le travail clandestin

(Le Monde du 4 avril.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5492 (bis)

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Coupe une pièce. - II. A la pensée dure. Qui ne saurait rire sous cape. - III. Moyen d'acrobatie une densité. Hais qui fait le motif. - IV. Débarcadere de ses liens. - V. Employé pour froter. Préposition. - VI. Ou ceux qui sont sur le sable ne sont pas sans travail. Donne de belles choses. - VII. Lettres de rupture. Faire sauter le train. - VIII. Il y a vraiment de quoi s'y perdre. Resté en tête. - IX. T'interresserais à un contenu. - X. Héros du 5^e Voyage au centre de la Terre. - XI. Réflexion. Enlève la nuit.

VERTICALEMENT

1. Où il y avait de quoi perdre le titre de série. - 2. Facile à attraper. Borne la lit. - 3. Est noir sur des cartes. Mène à la gauche. - 4. Fut source d'éclats. Joue mal. - 5. Pousse à la consommation. Ve souvent dans les cafés. - 6. Fait un tour. Grande femme. - 7. Fut une réponse à maintes questions. Article. - 8. Quelqu'un devra payer pour elles. Interjection. - 9. Sont condamnées à perdre leur place.

Solution du problème n° 5491

Horizontalement

I. Jaspement. - II. Éclat. - III. Rén. Rén. - IV. Réutilisé. - V. Irré-solu. - VI. Ca. Sentia. - VII. Arc. Eve. - VIII. Qui. - IX. Entendeur. - X. Ion. Eau. - XI. Menu. Suse.

Verticalement

1. Jerricone. - 2. Acier. - 3. Pneu. Coton. - 4. Pantes. Tenu. - 5. Es. Isergn. - 6. Marton. Ida. - 7. Éraillé. Eau. - 8. Ni. Suivours. - 9. Tête. Se. Rue.

Solution du problème n° 5492

Horizontalement

I. Spéassassin. - II. Canoteur. - III. Rén. Rén. - IV. Asur. Us. - V. Bené. Eau. - VI. Nolo. - VII. Liens. Ici. - VIII. Carie. - IX. Un. Lai. Rr. - X. Secondées. - XI. Étée.

Verticalement

1. Scrabbleuse. - 2. Paus. Net. - 3. Antennes. Ca. - 4. Du. Rein. Lot. - 5. Ath. Toscano. - 6. Seau. Aide. - 7. Surseoir. - 8. Ira. Cirer. - 9. Soutiers.

GUY BROUTY

M. Hubert Blanc

Le conseil des ministres du mercredi 3 avril a nommé M. Hubert Blanc, préfet hors cadre, préfet de la région Centre, préfet du Loiret. Il remplace M. Paul Bernard qui avait été nommé, le 28 mars, préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône.

[Né le 5 octobre 1935 à Saint-Julien-Molay-Molette (Loire), M. Hubert Blanc est diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique. D'abord attaché d'administration au Conseil d'Etat, il commence en 1961 une carrière de chef de cabinet qui le mène dans la Sarthe, les Basses-Alpes et le Lot. En 1968, il est conseiller technique au cabinet de Joël Le Theule, alors secrétaire d'Etat chargé de l'information ; en 1969, il est chef de cabinet de M. Roger Frey, ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement, qu'il suit au ministère des réformes administratives. Après un passage au Commissariat au tourisme, il devient en 1973 directeur du cabinet d'Alain Piquet, secrétaire d'Etat au tourisme, puis, en 1974, conseiller technique au cabinet de M. Olivier Guichard, ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports. Il est ensuite directeur de cabinet du ministre du commerce et de l'artisanat, avant d'être nommé, en 1975, sous-préfet du Raincy (Seine-Saint-Denis). En 1976, il est chef de service d'information et de diffusion des services du premier ministre. En 1978, il est nommé préfet des Hautes-Alpes, puis, en 1980, des Vosges et, en 1983, du Finistère. Après un passage au Nouvelle-Calédonie, il devient en novembre 1986, préfet de la région Bourgogne avant d'être, de novembre 1986 à mai 1988, directeur du cabinet civil et militaire de M. André Giraud, ministre de la défense. Placé en position hors cadre, il avait été chargé, par le conseil des ministres du 15 février 1989, de la coordination en matière de libre circulation des personnes au sein de la Communauté européenne.]

EN BREF

Portes ouvertes au Centre Trudaine. - Le Centre Trudaine de la chambre de commerce et d'industrie de Paris organise, le 6 avril, de 10 heures à 18 heures, une journée portes ouvertes sur les carrières de l'assistanat, bureaucratie, export. Il propose une formation supérieure pour jeunes de bac à bac+3 : des diplômes CCIP en deux ou trois ans (secrétariat bureautique européen, assistant de management européen, etc.), des diplômes d'Etat (BTS bureautique et secrétariat, BTS commerce international), une troisième année de spécialisation en France ou à l'étranger, une formation post-BTS ou DUT (information ou gestion des entreprises) agréée par la CEE dans le cadre du programme COMETT, ainsi qu'une formation permanente pour adultes.

Renseignements : 39, avenue Trudaine, 75008 Paris. Tél. : 42-80-23-23.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

SAMEDI 6 AVRIL

S. 8 - Bandes dessinées. - M. BDISGIRARO.

S. 9 - Art déco. - M. LOUDMER.

LUNDI 8 AVRIL

S. 4 - 14 h 15 ART ISLAMIQUE. Tableaux orientalistes. Art russe et arménien. - M. ADER, PICARD, TAJAN, Lucien Arcache.

S. 10 - Livres, bibelots et mobilier. ARCOLE (M. DGER, DUMONT).

S. 12 - 14 h Curosa. - M. LOUDMER.

S. 16 - Auteurs. - M. MILLON, ROBERT.

MARDI 9 AVRIL

S. 8 - Livres. PARIS AUCTION (M. DE CAGNY).

S. 9 - 14 h 15 Art nouveau. Art déco. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. J.-P. Camard et M. Camard l'Veuillez contacter François Tajan au (11 42 61 80 07, poste 460).

MERCREDI 10 AVRIL

S. 1 et 7 - Tableaux anciens, argenterie, mobiliers, tapis, icônes. - M. BOISGIRARO.

S. 3 - Bijoux, argenterie. - M. ROGEON.

S. 4 - Antiques. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 12 - Cartes postales. - M. LENORMAND, DAYEN.

S. 14 - 14 h JUDAÏCA. Livres et documents. Gravures. Oeuvres. Tableaux. Objets d'art. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. E. Szapiro, expert. (Veuillez contacter Corinne Gilton au (11 42 61 80 07, poste 431).

S. 16 - Tableaux, objets de vitrine, objets d'ameublement et beau mobilier. PARIS AUCTION (M. CARDINET-KALCK).

JEUDI 11 AVRIL

S. 5 - Tableaux, bibelots, meubles. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

VENDREDI 12 AVRIL

S. 1 et 7 - 14 h 15 Tableaux anciens et du XIX^e siècle. Céramiques. Art nouveau. Armes. Silex et meubles anciens. Tapisseries. Tapis. - M. ADER, PICARD, TAJAN, M. E. Szapiro, expert. (Veuillez contacter Corinne Gilton au (11 42 61 80 07, poste 431).

S. 2 - Tab., bib., mob. - M. BOISGIRARO.

S. 3 - Instruments de musique. Livres. - M. DELORME.

S. 9 - Tapis. - M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 11 - Tableaux, meubles et objets d'art. - M. MILLON, ROBERT.

S. 14 - 14 h 15 Bons meubles. Objets mobiliers. - M. ADER, PICARD, TAJAN, Sans catalogue.

S. 15 - Bons meubles. - M. LOUDMER.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

MARDI 9 AVRIL à 14 h 30

Succession HOPPENOT
TABLEAUX MODERNES, dont Braque, Picasso, Juan Gris, Tanguy, une sculpture de Zadkine
ART DE LA CHINE
M. BINOCHÉ, GODEAU, commissaires-priseurs.
(Expo. le 7-4 (11 h-18 h) et le 8-4 (11 h-22 h.)

DROUOT VÉHICULES II
30, RUE DES FILLETES
93300 AUBERVILLIERS

VENTE AUX ENCHÈRES

SAMEDI 6 AVRIL 10 heures

15 VOITURES EXCEPT. 91/90
roadster 500 SL II, opt., 300 SL-24s, astral, cabrio, BMW Z1 vert, cabrio, CARRERA 4 noir, 2 cabrio, CARRERA 2 rouge, cabrio, JAGUAR XJS 12, 2 coupés BMW 850i-325i, 2 coupés CARRERA 4 II, opt.

4 X 4 BREAKS 57 pl.
CHEROKEE Lid 4 II, opt., CHEROKEE D, Tbo rouge, PATROL D, Tbo noir, PATROL long O, Tbo bleu, LAND CRUISER D, Tbo noir, TERANO D, Tbo bleu, SANTANA - ARD, etc.

20 MERCEDES D. et O, etc.
M. ARTUS, commissaire-priseur. Tél. : 47-70-87-29 - 3615 I.V.P.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAR, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-76-01.
BOISGIRARO, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 11, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, RDBERT, 19, rue de la Grange-Baudrière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION : DE CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, HEBBANK-COUTURIER, 23, rue de la Grange-Baudrière (75009), 47-70-89-38.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Baudrière (75009), 47-70-89-38.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

HÔTEL GEORGE-V (salon de la Paix)
31, avenue George-V, 75008 Paris

MARDI 9 AVRIL à 20 heures

IMPORTANTES TABLEAUX ANCIENS
dont un très beau tableau de Francesco GUAROI
par l'étude PDULAIN, LE FUR
M. ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs.
experts : MM. Turquet, Herdohau et Lafreille, Rynat.
Expo. le 7-4 (16 h-21 h), le 8-4 (11 h-21 h) et le 9-4 (10 h-12 h).
(Veuillez contacter Chantal Grangé au (11 42 61 80 07, poste 446.)

BENNETON
faire-part de mariage
papier à lettre
invitations
ex-libris
bagues chevalières
75 bd Malesherbes 75008 Paris
tel. (11) 43 87 57 39 - fax (11) 43 87 15 68

Pompes Funèbres
Marbrerie
CAHEN & C^{ie}
43-20-74-52
MINITEL par le 11

هكذا بين الاصل

سكنا من الامم

Le Monde

38 • Vendredi 5 avril 1991 •

Le débat au Parti socialiste

L'idée d'un congrès anticipé provoque un affrontement entre M. Fabius et M. Mauroy

La proposition de M. Pierre Mauroy d'avancer à la fin de l'année le congrès du Parti socialiste - normalement prévu pour le printemps 1992 - afin de préparer dans de meilleures conditions les élections régionales et cantonales de mars prochain, se heurte au refus de M. Laurent Fabius. Le premier secrétaire du PS et le président de l'Assemblée nationale ont eu à ce sujet, mercredi 3 avril, une explication orageuse.

Les portes ont claqué, mercredi après-midi, au premier étage du siège du PS, rue de Solferino. M. Mauroy et M. Fabius avaient décidé de se voir, avant la réunion hebdomadaire du bureau exécutif, afin de discuter de la situation du parti et du souhait du premier secrétaire d'avancer la date de son prochain congrès, celui-ci prenant, en novembre ou en décembre,

prochains, la place de la convention nationale initialement prévue pour adopter le nouveau « projet » du PS (le Monde du 3 avril).

Le président de l'Assemblée nationale s'y est opposé. Son argumentation est la suivante : ce dont le PS a besoin, ce n'est pas d'une nouvelle période d'inspection et d'empoi-gnades internes, mais d'une action dirigée vers l'extérieur, afin de mobiliser les électeurs.

M. Mauroy a récusé cette explication, en faisant valoir que l'état actuel du PS ne lui permet pas, précisément, de faire preuve du dynamisme qui sera nécessaire pour les échéances électorales de 1992 et de 1993.

Il a accusé le président de l'Assemblée nationale de chercher à l'enfermer dans un piège : en remettant devant la réforme du mode de scrutin pour les élections régionales, M. Fabius et ses amis feraient le choix d'un échec au scrutin de mars 1992 - la région Nord-Pas-de-Calais, l'une des deux seules que dirigent les socialistes, est elle-même menacée - afin d'en faire porter la responsabilité à la direction du parti et de provoquer une réaction des élus et des militants en leur faveur lors du congrès qui se réunirait au mois de juin suivant. Le premier secrétaire a signifié à M. Fabius qu'il n'entend pas se laisser « tirer comme un lapin ».

Les fabiusiens expliquent leur attitude en se fondant sur ce qui s'est passé au congrès de Rennes, il y a un an. Dans leur optique, ce congrès a été marqué par la « ligne-TSF » - « tout sauf Fabius » - adoptée par les autres courants pour empêcher le président de l'Assemblée nationale d'accéder au poste de premier secrétaire, auquel les mandats recueillis par sa motion, selon eux, lui donnaient droit.

Dès lors, de deux choses l'une : ou bien les mentalités ont évolué, et l'accord peut se faire, aujourd'hui, pour que M. Fabius prenne la direction du parti, auquel cas un congrès n'est pas nécessaire pour faire ce que le comité directeur peut lui-même décider ; ou bien l'hostilité envers M. Fabius demeure, et un nouveau congrès ne

pourrait être que la répétition, encore plus désastreuse pour l'opinion publique, de celui de l'an dernier. Les parlementaires fabiusiens, réunis au nombre d'une centaine, mercredi soir, à l'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale, ont appuyé ce point de vue, en insistant sur la nécessité de mobiliser le parti « sur le terrain », plutôt que de l'engager dans un nouveau débat interne.

Les autres courants raisonnent différemment. Les rocardiens, même s'ils ne sont pas unanimes, sont favorables à tout ce qui peut permettre au PS de sortir d'une situation où les efforts faits pour animer le parti sont neutralisés par les rivalités de pouvoir. Et là, les amis du premier ministre voient d'un bon œil une évolution qui mettrait le parti en phase avec la politique de M. Michel Rocard et installerait celui-ci, officiellement, dans la position de champion des socialistes pour la succession de M. François Mitterrand.

Les jospinistes, de leur côté, estiment nécessaire, eux aussi, de clarifier la position des uns et des autres et de redynamiser le parti, ce qui passe, selon certains d'entre eux, par le choix d'un premier secrétaire peut-être plus disponible et plus « neutre » que M. Mauroy. En tout cas, M. Henri Emmanuelli, trésorier du PS, a fait savoir, mercredi soir, en marge de la réunion du bureau exécutif, que ce courant approuve la volonté de M. Mauroy d'avancer la date du congrès et de faire de l'adoption du futur « projet » l'occasion de sortir des impasses de Rennes.

M. Mauroy a réaffirmé cette volonté au bureau exécutif, avant de lever la séance, de sorte qu'il n'y a pas eu de débat sur sa proposition. Pour le premier secrétaire, il est indispensable que les socialistes, qui ont subi pendant soixante-dix ans l'ombre du communisme, déborent, aujourd'hui, leur propre projet historique pour le siècle à venir et s'affirment comme la grande force de progrès, capable de répondre aux défis de la société contemporaine. Il a expliqué qu'il ne laissera pas glisser cette chance historique par des rivalités d'ambition.

En d'autres termes, M. Mauroy veut conjurer le désastre d'un PS qui connaîtrait le sort du Parti radical de la III^e République, celui d'une formation dont l'arrivée au pouvoir aurait épuisé la vocation historique et qui n'aurait plus d'autre fonction que de distribuer les places.

PATRICK JARREAU

Le lapsus de M. Jospin

« Monsieur le président de la République, massieurs les députés... » Stoppé dans son élan par une saute de rires, le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, eut un très bref instant de flottement. Répondant, mercredi 3 avril, à une question du maire d'Orléans, M. Jean-Pierre Suar (PS, Loiret), à propos du plan social étudiant, il venait de prendre conscience du lapsus linguistique qu'il avait commis en s'adressant au président de séance, président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius. Compte tenu des relations d'hostilité entre les deux hommes, ce lapsus ne manqua pas de sauter.

Les joutes roséliennes, le ministre tenta de reprendre pied en expliquant que, la séance des questions ayant lieu le même jour que le conseil des ministres, ce glissement verbal n'était pas totalement surprenant. M. Laurent Fabius, mi-figue, mi-raisin, précisa que l'humour, de rigueur le 1^{er} avril, avait encore sa place le 3 avril... Beau joueur, M. Jospin conclut en inclinant poliment la tête, en expliquant à l'adresse de M. Fabius que « tous les espoirs sont permis (un temps da ellence), à tous... ».

Soulignant « divers indices de concertation »

La chambre régionale des comptes relève des « ententes » dans les marchés publics de Fréjus

NICE

de notre correspondant régional

Dans les observations définitives qu'elle vient de faire parvenir à la municipalité de Fréjus dirigée par M. François Léotard, député (UDF-PR) du Var (le Monde du 4 avril), la chambre régionale des comptes critique notamment les conditions dans lesquelles ont été passés les marchés publics communaux.

A partir de l'étude de cinquante marchés attribués entre 1985 et 1988 d'un montant global de près de 83 millions de francs, elle constate que « la préférence accordée aux entreprises locales confère à la quasi-exclusivité ». Si elle admet que cette préférence peut éventuellement se justifier « dans

certaines cas », elle estime cependant qu'elle risque de favoriser, voire de pérenniser des rentes de situation.

Elle relève, d'autre part, que la pratique du groupement est fréquemment utilisée par les entreprises fréjusiennes et en conclut que « cet aspect ne peut que favoriser la mise en place d'ententes entre ces entreprises ».

La chambre a, aussi, détecté « divers indices de concertation » découlant d'un certain nombre de constatations telles que « le parallélisme de comportement, soumissions anormalement basses, présentation de prix aberrants et propositions très élevées par rapport à l'estimation initiale établie par l'administration municipale ».

G. P.

□ M. Léotard veut poursuivre le *Canard enchaîné*. - M. François Léotard, maire de Fréjus, député UDF-PR du Var, a exprimé l'intention, mercredi 3 avril, de poursuivre en diffamation le *Canard enchaîné* pour avoir « publié mensongèrement que le *Cour des comptes* l'avait « épinglé » dans son rapport ». Il a souligné, dans un communiqué, que son nom « n'est pas mentionné dans le rapport d'observations de la chambre régionale des comptes ». Il n'a donc, selon lui, omis aucun passage le concernant lors de la lecture publique qu'il a faite devant le conseil municipal, comme il est affirmé dans le *Canard enchaîné* à propos des observations du rapporteur de la chambre régionale des comptes - non reprises par la chambre - sur

les conditions dans lesquelles le maire de Fréjus avait acquis à très bas prix la gentillhommière qu'il possède dans sa commune.

□ PRÉCISION. - L'article consacré, dans le Monde du 4 avril, à la gentillhommière de M. François Léotard portait le titre suivant : « M. Léotard mis en cause par la chambre régionale des comptes ». En fait, comme l'indiquait l'article de notre correspondant régional, c'est le rapporteur de la chambre régionale des comptes qui a mis en cause M. Léotard. La chambre, quant à elle, a décidé de ne pas mentionner cette observation du rapporteur dans sa lettre d'observations définitives en date du 14 mars.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Métro-crado

DANS ma série je prends le - métro - ce - sent - nouveau - e - est - crado, voici les nouvelles mesures destinées à assurer le confort et la sécurité des usagers. Après avoir pris la décision héroïque, follement démocratique, de supprimer une première classe aussi bondée que déquiescée que les secondes, le patron de la RATP va se renverser dans son fauteuil de PDG et s'accorder un nouveau délai, bien mérité, de réflexion. Pas long : trois mois. D'ici l'été, on va avoir droit, je l'ai entendu à la radio, à une heureuse surprise. C'est quoi, lui demandait mon confrère plein de curieuse expectative, vous allez rétablir le contrôle des billets dans les bus livrés à la surveillance nerveuse, hergéneuse des sauls conducteurs ? Non, quelle idée !

Alors, multiplier le nombre des agents chargés d'encadrer l'énorme troupeau des voyageurs du métro abandonnés sans guide, sans protection, passés la porcelaine électronique, dans le dédale de couloirs mal éclairés, pour l'urinoir à plein nez ? Enfin, voyons, pas question d'aller contre la progrès : automatisation et déshumanisation, il s'agit d'une

initiative infiniment plus gratifiante, plus spectaculaire ! On va rendre, tenez-vous bien, un hommage posthume au poinçonneur de Gainsbourg en organisant une opération prestige de vingt-quatre heures à la station Porte-des-Lilas !

Et attendez, c'est pas fini. Elle a fait une découverte fondamentale, la RATP : non contents de saloper les rames et les murs, les graffeurs, ces rats d'égout, remontent en surface et s'attaquent à présent aux bagnoles en stationnement. Du coup, elle va peut-être se décider à tempérer leur fièvre créatrice. Vous ne voyez pas le rapport ? Rapport à Djack. Il a beau élever la tag au premier rang de la culture, M^{lle} le ministre n'aimerait peut-être pas voir sa propre voiture transformée en œuvre d'art.

Ce, je vais vous dire, il risque pas, le pauvre chéri. Chauffeur, escorte de motards, lui, ces trépassés trop précieux pour être couverts par les assurances, il ne peut les savourer qu'en passant, derrière sa vitre baissée ou sur son écran de télé. Tandis que nous on se pâme matin et soir dans des trains-musées graffités à près de 70%. On connaît pas notre chance !

BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 avril

Indécision

La tendance était indécise, jeudi matin, à la Bourse de Paris. En retrait de 0,31 % dès le début des échanges, les valeurs françaises s'orientaient timidement vers la hausse à l'issue d'une demi-heure de transactions. Aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 affichait une légère avance de 0,22 %. Dans ces conditions, les plus fortes progressions étaient enregistrées par Dassault Aviation, Bel, CCMC, Saupiquet. Du côté des baisses, on relevait celles de BIS, Coditel, Marine Wendel.

GUIDE D'ACHAT DU DIAMANT

PROMOTION AVRIL

SOLITAIRE 0 CARAT 55

9800 F - 13200 F - 16800 F

1/2 ALLIANCE 1 CARAT

8300 F - 9900 F - 11500 F

MADAME

73, rue La Fayette 75009 Paris

45 26 04 11

Documentation sur demande



**DELIEUR DE
LANGUE DE BOIS
ECONOMIQUE**

**SCIENCE & VIE
ECONOMIE**

Qu'est-ce qui fait
VENDRE?

- La stratégie Cartier
- Le mythe Cheygnon
- La puissance Arabica
- La séduction Design
- Le lifting Vichy

Science & Vie Economie Nouvelle Formule
LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ECONOMIE

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Guerre et médias : « Le temps de la suspicion », par Etienne Mougeotte ; Bibliographie : « Information, manipulation », un livre d'Alain Woorow 2

La crise yougoslave

L'armée fédérale se déploie en Croatie 6

La tension en Albanie

L'opposition appelle à la grève générale 6

Les travaux parlementaires

Accord sur le livre I du Code pénal. Rétablissement de la notion de « peuple corse » 8

Religieuses

Selon une enquête, elles sont plus à gauche que les catholiques pratiquants 9

« Cincano », au Théâtre de l'Atalante

Comédie noire et éthylique de la dramaturge russe Ludmila Petrouchevskaya 11

San Francis

à la galerie Fournier

En quelques tableaux, un hommage au dernier des grands héritiers abstraits de Matisse 12

SECTION B

LIVRES • IDÉES

Le feu de Titen • Le défi de Philippe Djan • La feuilleton de Michel Braudau • Patrick Modiano, pionnier de Paris • D'autres mondes, par Nicola Zand • Vu du l'enfer 15 à 26

SECTION C

Le marché français

de l'automobile en recul

Un premier trimestre en baisse de 20 % 27

La crise de l'électronique

L'Europe reste divisée sur la stratégie à adopter 27

La relance financière

des télévisions publiques

Marge de manœuvre étroite pour M. Bourges 30

AFFAIRES

Ex-RDA, reconstruire sur des ruines : la Traudhard privatisée sous les critiques ; La lente agonie de Carl Zeiss Jena ; Les industriels français prudents mais présents • Un téléphone à reconstruire 31 à 33

Services

Abonnements 38
Annonces classées 30
Canet 38
L'OTO 38
Marchés financiers 34 et 36
Météorologie 37
Mots croisés 36
Radio-Télévision 37
Spectacles 14
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 avril 1991 a été tiré à 499 487 exemplaires.